

Live case 2

Free pages 6 et 7

Line page 34

p. 17

p. 5

p. 11

p. 12

Q. 22

3. 14

NR 0147-1128.700 F



par François Bayrou

Live page 18

ABEL FERRARA

Lire pages 28, 29 et 30

International.....	2	annonces classées.....	24
France.....	6	Agenda.....	27
Société.....	10	Abonnements.....	27
Régions.....	12	Météorologie.....	27
Carrel.....	13	Mots croisés.....	27
Horaires.....	14	Culture.....	28
Entreprises.....	17	Guide culturel.....	31
Finances/marchés.....	20	Communication.....	32
Aujourd'hui.....	22	Radio-Télévision.....	33

RÉFÉRENDUM Les Algériens sont appelés à se prononcer, jeudi 28 novembre, par référendum sur un projet de révision constitutionnelle. Ce projet, qui consacre l'islam

comme « religion de l'Etat », vise essentiellement à interdire les partis religieux et régionaux ainsi qu'à accroître les pouvoirs du président de la République. ● LES PRINCIPAUX

partis d'opposition ont appelé à voter « non » ou à boycotter le scrutin. La propagande de la télévision d'Etat en faveur du « oui » et la mobilisation du pouvoir devraient tou-

tefois permettre une adoption du texte. ● LA CAMPAGNE électorale a montré le désenchantement des Algériens pour la politique et la fatigue d'une population lasse de la

violence et du marasme économique. ● LES ALGÉRIENS vivant en France ont disposé de cinq jours, du 23 au 28 novembre, pour accomplir leur devoir électoral.

Le président algérien veut concentrer tous les pouvoirs

Le projet de révision de la Constitution, sur lequel les électeurs algériens se prononcent, jeudi 28 novembre, étend encore les prérogatives du chef de l'Etat et interdit les partis islamistes

ALGER

de notre envoyé spécial

Un an après avoir élu le général Liamine Zeroual à la présidence de la République lors du premier scrutin présidentiel pluraliste, les Algériens vont retourner aux urnes jeudi 28 novembre. Il s'agit cette fois, pour quelque 16,5 millions d'électeurs, de dire s'ils approuvent ou non le projet de révision de la Constitution présenté par le pouvoir. Les changements proposés ne sont pas symboliques, et c'est en fait sur une nouvelle Constitution que les Algériens sont appelés à se prononcer. Au-delà de la consécration de l'islam, « la religion de l'Etat », mais assortie de l'interdiction de créer des partis sur « une base religieuse », - sa caractéristique principale est de marquer un considérable renforcement du pouvoir du président au détriment des députés.

Ces derniers vont être dépouillés de l'essentiel de leurs prérogatives. Car, pour qu'un texte voté par les députés ait force de loi, il devra - selon le projet - être approuvé à la majorité des trois quarts par une seconde chambre, le Conseil de la nation, dont un membre sur trois sera désigné par le chef de l'Etat, et les autres élus au suffrage indirect. De cette façon, le président sera en mesure de bloquer l'adoption de toute proposition de loi qui ne lui conviendrait pas.

Un article permettrait au président de « légiférer par ordonnances » au cours des « périodes d'intercession du Parlement ». Pendant ces périodes, il sera libre de

promulguer tous les textes qu'il souhaite sans emprunter la voie parlementaire. Au cours de l'été, les commissions chargées de travailler à la Constitution avaient prévu une telle possibilité, mais en la limitant à deux cas : l'état de guerre et l'absence de Parlement.

L'OPPOSITION DIVISÉE

Réduit à peu de chose sur le plan politique, le Parlement le sera aussi dans le domaine économique, puisque le projet ne lui accorde que « soixante-quinze jours » pour voter la loi de finances. Passé ce délai, celle-ci sera promulguée par ordonnance du chef de l'Etat. Autre marque de la prééminence de l'exécutif : le président aura la haute main sur la nomination de la plupart des responsables de l'appareil d'Etat, du gouverneur de la Banque d'Algérie - désormais rattachée au chef de l'Etat - aux magistrats et aux militaires.

L'opposition est partie en guerre contre une telle concentration de pouvoirs, mais elle l'a fait en ordre dispersé. Après quelques hésitations sur la tactique à suivre, le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Ait Ahmed a décidé de ne pas boycotter le scrutin et de faire campagne pour le « non », contre ce qu'il qualifie de projet « totalitaire ». De jouer le jeu, d'accepter de participer au référendum n'a cependant pas valu au FFS d'être nommé trait par les médias officiels que les partisans du boycottage. On ne l'a pas davantage entendu à la télévision d'Etat ou à la radio que le Rassemblement pour la culture et



la démocratie (RCD) de Saïd Sadi, qui, lui, a opté pour le boycottage.

« On boycotte le scrutin parce que l'opposition n'a pas la possibilité de veiller à sa régularité ni à celle du dépouillement », explique l'un des responsables du Rassemblement à Alger, Jalel Gheychouche. C'est pourtant peu dire que le RCD, défenseur de l'identité berbère - une caractéristique qu'il partage avec son « frère ennemi » le FFS, - ne veut pas d'une Constitution qui consacre l'arabe comme la seule langue « nationale et officielle » et interdit de créer un parti sur une base « linguistique ou régionale ». Si le Front islamiste du salut (FIS), hors la loi en Algérie, parle d'un

« référendum macabre » à propos de la consultation du 28 novembre, son rival, le Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas), qui a pignon sur rue à Alger et récuse la violence, a adopté une position équivoque. Tout en critiquant le projet, il n'a pas donné de consignes de vote. Mieux, les deux ministères qui le représentent au gouvernement font campagne pour le « oui ».

Quant au Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique, le référendum est venu confirmer l'existence d'une ligne de fracture en son sein. La direction soutient de son poids la nouvelle Constitution - (« un nouveau pas vers le redresse-

ment national »), - tandis que l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche, le chef de file du courant réformateur, la juge « préjudiciable pour l'Etat et dangereuse pour le pays ». Difficile de savoir de quel côté penchent les militants du FLN : depuis sept ans, aucun congrès n'a été organisé.

VERROUILLAGE

Il ne fait guère de doute que le « oui » l'emportera au soir du 28 novembre. L'héritage de décennies de parti unique, le poids du clientélisme, le verrouillage des médias officiels, une opposition désunie, tout va dans le sens d'une approbation du projet. Seule inconnue, le taux de participation.

Et ensuite ? Doté de prérogatives exceptionnelles, insensible à la couleur politique de la Chambre des députés, le président Zeroual pourra sans crainte convoquer des élections législatives (sans doute au printemps prochain). Même si l'opposition l'emporte, le pouvoir restera entre ses mains. Paradoxalement, le seul risque pour le chef de l'Etat est de voir se retourner contre lui un système verrouillé à l'excès. « Jamais, parle un opposant, le gouvernement ne réussira à dégrader une majorité de 75 % dans la deuxième Chambre, le Conseil de la nation, pour faire passer ses textes. Même du temps du parti unique, avec une Assemblée à la botte du pouvoir, c'était impossible ! » L'équipe actuelle a été trop gourmande. Elle s'est piégée toute seule », assure-t-il.

Jean-Pierre Thuquet

Les principaux points du projet

● **Islam, religion de l'Etat.** Le préambule de la Constitution stipule que les « composantes fondamentales » du peuple algérien sont « l'islam, l'arabité et l'amazighité (identité berbère) ». Le projet reconnaît la notion de parti. Il interdit la création de partis sur une « base religieuse, linguistique, raciale, de sexe, corporatiste ou régionale » et interdit aux partis de recourir à la propagande partisane sur ces éléments.

Il consacre l'islam comme la « religion de l'Etat », crée un Haut Conseil islamique, à but consultatif, et interdit aux institutions les pratiques « contraires à la morale islamique ». Il interdit aussi aux partis de recourir à la « violence » ou à la « contrainte ».

● **Les pouvoirs du président.** Le projet limite à deux le nombre de mandats présidentiels, mais élargit les pouvoirs du président de la République. Il lui permet de légiférer par ordonnances en cas de vacance de l'Assemblée nationale, dans les périodes d'intercession parlementaire ou en situation d'état d'exception. Il étend ses pouvoirs de nomination notamment au secrétaire général du gouvernement, au gouverneur de la Banque d'Algérie, aux magistrats, aux responsables des organes de sécurité et aux « hauts fonctionnaires ». Il peut aussi promulguer la loi de finances si elle n'est pas adoptée par le Parlement dans un délai de soixante-quinze jours.

Pour être éligible à la présidence de la République, le candidat doit avoir uniquement de la nationalité algérienne, être de la nationalité algérienne de son épouse, justifier de sa participation à la révolution de novembre 1954 (début de la guerre d'indépendance contre la France). Et pour un candidat né après juillet 1942, justifier de la non-implication des parents dans des actes hostiles à la révolution.

● **Une seconde chambre.** Le projet prévoit la création d'une seconde chambre parlementaire dénommée « Conseil de la nation », dont un tiers des membres sont désignés par le chef de l'Etat et les deux tiers élus au suffrage indirect dans les conseils municipaux et départementaux.

Le Conseil de la nation délibère sur le texte voté par l'Assemblée populaire nationale (APN) à la majorité des trois quarts de ses membres.

Un an après l'élection présidentielle, le désenchantement

ALGER

de notre envoyé spécial

C'est une voix de femme ferme et douce à la fois. Répétée du haut d'un immeuble par les haut-parleurs, elle dit, en français, en arabe, puis en berbère, aux passants de la rue Didouche-Mourad - la plus animée d'Alger - pourquoi son parti, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), a choisi de boycotter le scrutin : « Parce que la misère sociale, le chômage, le terrorisme et l'arbitraire accablent toujours les Algériens. Parce que, dans la nouvelle Constitution, la religion est toujours utilisée pour des intérêts politiques. Parce que la culture berbère est niée. Parce que... »

Malgré le vacarme des klaxons, malgré le crachotement des bus bondés, la voix s'impose sans contrainte. De l'intérieur, quelques secondes d'attention, oui. Mais dans la capitale algérienne encore ensablée, rares sont les passants qui viennent s'informer : la petite voix ne fait pas recette. Le référendum non plus. Sur les murs, les affiches sont rares et les militants ont déserté le pavé. Seule la presse

écrite, fragile, manquant de tout, mais indispensable, s'enthousiasme pour la consultation et ouvre ses colonnes à qui le veut. Mais qui la lit ? Quelle est son audience à l'échelle du pays ? « Les gens sont déçus. Ils ont voté en masse à l'élection présidentielle parce qu'ils étaient persuadés que cela aiderait à enrayer la violence, à sortir du marasme économique. Un an après, ils constatent que les promesses n'ont pas été tenues. Ils n'y croient plus », explique un intellectuel sous couvert d'anonymat.

FATIGUE MORALE

A la déception, à l'amertume, il faut ajouter la fatigue morale de la population. « Le pouvoir exalte sans cesse la grandeur de l'Algérie, mais ses discours butent sur un chaos dont on ne s'extirpe pas », poursuit-il.

La violence, à Alger, tout le monde y pense. Comment pourrait-il en être autrement dans une capitale quadrillée par les forces de l'ordre. Aux carrefours, à proximité des bâtiments officiels, dans les quartiers résidentiels... les hommes en uniforme sont omniprésents mais discrets. Bizarrement, on entre

comme on veut dans les édifices publics. Nulle fouille à la Grande Poste, au cœur de la capitale, ou aux Nouvelles Galeries, un magasin au décor délaissé, relativement bien achalandé.

« Je connais mes clients. Ils travaillent presque tous dans les banques, à deux pas d'ici. Quand un inconnu entre, bien sûr, je fais attention. On ne sait jamais », dit le patron d'un café. Le souvenir de l'explosion d'une voiture piégée, à proximité de l'établissement, il y a environ un an et demi, est toujours là, bien présent dans sa tête. « C'est la seule fois où nous avons eu des femmes au bar », dit-il en riant.

La ville se ressent de cette peur qui l'envoûte. Certes, Alger n'a jamais été le paradis des noctambules. Mais aujourd'hui, dès que tombe le jour, la vie s'effrite. Le boulevard qui longe la baie d'Alger se vide de ses voitures. Et chaque famille se recroqueville sur elle-même. « Jamais on a autant regardé la télévision », soupire un habitant. Le fait est que les antennes paraboliques se vendent comme des petits pains. Redha - chauffeur de taxi et

cinq bouches à nourrir - en a acheté deux. Grâce à elles et aux chaînes françaises qu'elles permettent de capter, les émissions de la télévision d'Etat importent peu.

Est-ce que la violence diminue ou pas ? La question divise. Le pouvoir assure que oui, mais a mis à profit la campagne électorale pour montrer avec complaisance des images des derniers attentats. « Les années noires de 1994 et 1995 sont derrière nous, au moins dans la région d'Alger », affirme un médecin, qui se réclame de l'opposition. « Dans l'hôpital où j'exerce, poursuit-il, chaque jour je vois venir des gens pour des constat de décès par mort violente. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. » Mais des voix discordantes existent. Pour cet ancien ministre, ce qui a changé, c'est la stratégie des auteurs de violence. « En dépit des apparences, dit-il, elle est mieux organisée que par le passé. Elle n'est pas aveugle, contrairement à ce que l'on raconte. » La presse, conclut-il, « ne dit pas tout ».

J.-P. T.

Chez les Algériens de Paris : « Nous on est là, tranquilles, et eux, là-bas, ils souffrent »

LA RUE BOURET, dans le 19^e arrondissement de Paris, se reconnaît de loin. Des palissades métalliques mangent la moitié de la chaussée, comme pour prévenir les débordements d'une foule imaginaire. Des policiers en uniforme battent la semelle, regardant passer avec une curiosité débonnaire les rares piétons qui s'engouffrent dans l'immeuble, numéro 48. C'est là qu'a été inauguré, il y a tout juste un mois, le nouveau centre du Consulat général d'Algérie. C'est là que les électeurs algériens des 18^e, 19^e et 20^e arrondissements de la capitale sont censés venir approuver « massivement » la révision de la Constitution.

Un communiqué du consulat, affiché dans le hall d'entrée, en explique sans ambages les enjeux. Voter « oui », c'est « renforcer l'instauration de la démocratie pluraliste » en Algérie, « consacrer l'Etat de droit » et « favoriser la représentation de la communauté nationale à l'étranger ». Ces bonnes résolutions, conclut le texte, doivent « permettre [au pays] de sortir définitivement de la crise ».

Le refrain est connu, le design impeccable. Sur ce point, on n'a pas lésiné : portique de sécurité et écran de contrôle-vidéo, vigiles en costume-cravate, panneaux jaunes vif signalant les différents bureaux de vote, tout est prêt pour accueillir les électeurs dans les conditions de sécurité et de confort maximum. Sans grand succès, apparemment. On est loin, en tout cas, des bousculades épiques de novembre 1995, qui avaient marqué l'élection du président Liamine Zeroual.

« MOINS D'ESPERANCE »

Il est vrai que les quelque 650 000 électeurs algériens de l'Hexagone auront pu, cette année, disposer de cinq jours (du samedi 23 au jeudi 28 novembre) pour accomplir leur devoir civique, contre trois en 1995. De même, sur Paris, on compte quatre centres de vote cette année, contre trois en 1995. A en croire le consul d'Algérie, Saïd Abiche, le manque d'enthousiasme des électeurs ne serait qu'une fâcheuse illusion d'optique, conséquence paradoxale d'une « meilleure

organisation » du scrutin. « Ce n'est pas parce qu'il y a moins de bousculades, qu'il y a moins d'électeurs », plaide-t-il.

« Je suis moi-même étonné par le taux d'affluence ! », insiste M. Abiche, sans aller toutefois jusqu'à oser un chiffre. Qualifiant la participation d'« assez forte », il se réjouit de constater que, « malgré les consignes de boycottage lancées par certains partis d'opposition, les gens viennent voter et même, parfois, avec des joyeux » ! L'heure est, sinon à la joie, du moins à la « sérénité ».

Marchant à petits pas, la tête couverte d'un grand foulard gris-mauve, la vieille dame s'arrête un instant, au sortir du consulat, pour ranger ses papiers tout au fond de son sac. « Oh oui, il y a moins de monde que l'an passé ! Les gens ont moins d'espoir », dit-elle, avec un sourire d'excuse. « Moi, tout ce que je souhaite, c'est qu'ils s'entendent entre eux et qu'il y ait la paix. Que ce soit le FIS qui gagne ou les autres, vous savez ! Ça n'est pas important. Nous, on est des gens simples. Pourvu qu'il y ait la paix, et on se débrouillera, à la grâce de

Dieu ! », ajoute-t-elle, avant de s'éloigner en trotinant vers le métro Jaurès. « Voter ne change rien, c'est vrai. On n'arrête pas une guerre avec un référendum. Mais si on ne vote pas, on ne compte pas. Voter, c'est un devoir : on n'a pas le droit de s'en priver ! », argumente un retraité. Lui aussi vient de mettre son bulletin dans l'urne, « mais ça ne veut pas dire que j'ai voté oui », prévient-il.

« PAS IMPORTANT »

« De toute façon, c'est la terre brûlée, et c'est bien parti pour durer ! C'est l'armée qui a foutu le pays dans la merde, et tant qu'elle n'aura pas intérêt à nous tirer de là, on y restera jusqu'au cou », tempête le vieil homme. « L'Algérie aurait pu être un pays riche, ils l'ont défiguré ! Aujourd'hui, pendant que certains se lavent au whisky, d'autres n'ont même plus assez d'argent pour s'acheter du pain... » Elles, n'ont pas voté. Les trois jeunes femmes ne se connaissent pas et leur décision n'a rien de concerté. Leur seul point commun est de fréquenter, irrégulièrement,

le même hammam du boulevard Barbès. En 1995, Tassadit avait voté Saïd Sadi - président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) - tandis que Zoubida choisissait Liamine Zeroual et que Farida décidait de ne pas voter. « En votant Zeroual, on a cru qu'on votait pour la paix », reconnaît Zoubida. « Mais cette fois-ci, ce n'est pas la peine d'y aller. Leurs histoires de Constitution, ça n'intéresse personne, ce n'est pas important », affirme-t-elle.

Pendant un instant, les deux autres gardent le silence. « L'idée de voter, alors que je suis en France, ça me fait drôle. Nous on est là, tranquilles, et eux, là-bas, ils souffrent », avance Farida. « Voter, ça ne va rien changer, coupe Tassadit. On a bien vu ce qui s'est passé l'an dernier. On y a cru, et puis rien n'est venu. Ou plutôt si : le pire. » Zoubida approuve de la tête. Des histoires d'assassinats - « même les gosses de quatre ans, ils les égorgent ! », elle en connaît à la pelle. D'après elle, « des trucs pareils, ce ne peut pas être les islamistes qui le font, puisque l'islam est contre ». Tassadit et Farida

écoutent sans piper mot. A Barbès comme à Alger, mieux vaut se méfier de ses voisins. Dans un café de la Goutte d'Or, debout autour du flipper, Ahmed et ses copains suivent d'un air concentré le parcours cliquetant de la bille de métal. « L'an passé, j'avais voté pour Zeroual - pour l'armée, quoi. Puisque c'est eux qui dirigent le pays, c'est eux qui sont les mieux placés pour nous sortir de la crise », lâche le jeune homme. « Résultat : on s'est fait niquer ! », ricane-t-il. Sur l'écran de la machine, le score s'annonce calamiteux. « La vérité, le référendum, il n'y a que les vieux qui ça intéressent ! », conclut Ahmed. Attablés un peu plus loin, devant une partie de dominos, les « vieux » jouent en silence. L'un d'eux, finalement, se décide. « Moi, la démocratie, se décide. Ce que je veux, c'est que les partis islamiques puissent entrer au Parlement. Si ce vote sert à ça, je serai content », dit-il en levant son verre de thé. Dehors, la nuit est tombée. La partie de dominos ne fait que commencer.

Catherine Simon

M. Nétanyahou défie Yasser Arafat à propos des implantations juives en Palestine

« Nous sommes ici à tout jamais » a déclaré le premier ministre israélien à Ariel, en Cisjordanie

La tension est sensiblement montée ces derniers jours entre Israéliens et Palestiniens à cause des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens. Les Etats-Unis ont critiqué, mardi 26 novembre, une visite du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, dans la colonie juive d'Ariel

en Cisjordanie. Ce n'est « ni utile ni constructif », et cela « ne servira pas le processus de paix », a déclaré le porte-parole du département d'Etat.

« Et pourquoi les communautés juives de Judée-Samarie (Cisjordanie occupée) ne se développent-elles pas ? », rétorquait mardi M. Nétanyahou. Pour sa première visite officielle en tant que chef du gouvernement dans les territoires occupés, le chef de la droite nationale, qui a choisi de se rendre dans deux colonies juives, était d'humeur combative. « Vous n'avez pas compris qu'il y a eu des élections et un changement de gouvernement en Israël ? » a-t-il lancé aux journalistes. « Vous croyez vraiment qu'un premier ministre élu sur la promesse de maintenir les communautés juives en Judée-Samarie ne viendrait pas leur rendre visite ? »

Accueilli en héros par les étudiants religieux de la colonie d'Ariel et qualifiant cette bourgade de onze mille Israéliens de « capitale de la Samarie » (région nord de la Cisjordanie qui comprend notamment Naplouse, ville arabe de 250 000 habitants...), M. Nétanyahou a lancé : « nous sommes ici à tout jamais ! » Le processus d'Oslo prévoit certes que le statut définitif des colonies juives implantées en territoire arabe, y compris à Jérusalem-Est, devra être négocié avec l'Olp avant mai 1999. Mais, depuis six mois, le processus d'Oslo n'a plus guère de vie.

Patrice Claude

L'adhésion à l'OCDE contestée en Corée du Sud

L'opposition s'inquiète des contraintes que l'entrée dans le « club » des pays riches va imposer à l'économie du pays

TOKYO

de notre correspondant

Par une curieuse coïncidence, c'est le lendemain du retour à Séoul de Yi Koo, le dernier descendant de la dynastie des Yi - qui régna sur la péninsule pendant près de six cents ans jusqu'à l'annexion par le Japon en 1910 - que le Parlement sud-coréen a ratifié, mardi 26 novembre, l'entrée de la Corée du Sud dans l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE). Yi Koo est le symbole de l'histoire tourmentée de la péninsule depuis un siècle : de la reine Min, assassinée en 1895 par les Japonais, à son père pris en otage à Tokyo et contraint d'abdiquer en passant par son frère Sunjong, dernier et éphémère empereur, ce prince né en 1961 ne fut jamais vraiment traité comme un prince héritier par les Coréens eux-mêmes.

L'entrée dans l'OCDE est la revanche de la Corée humiliée. Pays parmi les plus pauvres du monde il y a quarante ans, quasiment détruit par une guerre fratricide, la Corée du Sud devient le 29^e membre du « club » des nations riches et - plus important encore - aux yeux des Coréens - le second pays d'Asie après le Japon à y être admis.

Est-ce la politique isolationniste des Yi qui conduisit à l'annexion du Japon, comme l'a déclaré le président Kim Young-sam ? Cette fois, la Corée du Sud a choisi la voie de la mondialisation. Un peu hâtivement, pensent beaucoup de Coréens, comme en a témoigné l'âpre débat parlementaire : l'op-

position a fait valoir qu'elle jugeait cette adhésion prématurée.

La consécration de la réussite économique coréenne comporte en effet un prix. Beaucoup estiment que, dans son souci d'entrer dans l'histoire comme le président qui aura fait passer la Corée du Sud du statut de « dragon » à celui de pays développé, M. Kim Young-sam a précipité une évolution que le pays n'est pas encore prêt à supporter sans dommages.

DÉTÉRIORATION DES COMPTES

Le ralentissement de la croissance observé en 1996 est certes conforme à la politique d'« atténuation en douceur » de l'économie poursuivie par le gouvernement, mais elle est due aussi à une détérioration des comptes extérieurs, inquiétante pour la stabilité à long terme d'une économie taillonnée par les pays émergents.

Les contraintes que s'impose la Corée en adhérant à l'OCDE sont nombreuses : augmentation du pourcentage de son aide au développement, accélération de la libéralisation des marchés qui mettra les conglomérats en concurrence directe avec les géants nippons, et qui risque d'affecter des PME privées d'aides gouvernementales. La Corée traversera vraisemblablement les pieds pour se plier aux contraintes de l'OCDE. Sur plusieurs dossiers - notamment les lois sur le travail - l'OCDE s'est contentée des engagements de Séoul de procéder à des réformes sans qu'un calendrier ne soit fixé.

Philippe Pons

Les anciens dirigeants sud-africains nient toujours être responsables des crimes de l'apartheid

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La commission chargée de faire la lumière sur les crimes de l'apartheid a reçu plus de 5 500 demandes d'amnistie, a révélé, lundi 25 novembre, son président, M. Desmond Tutu. Mais la plupart émanent de subordonnés, a-t-il déploré. Suivant l'exemple de l'ancien chef de l'Etat, B. W. Botha, les dirigeants politiques du régime de ségrégation raciale refusent toujours de reconnaître la moindre responsabilité personnelle. A l'issue d'une rencontre avec M. Tutu, quelques jours auparavant, M. Botha s'était déclaré prêt à coopérer, mais il avait refusé d'admettre toute participation dans les crimes commis.

Celui qui fut à la tête de l'Afrique du Sud aux pires heures du régime de ségrégation raciale s'estime comptable de la politique menée par son gouvernement mais pas des

« incidents », dus, selon lui, aux initiatives de certains de ses subordonnés ayant outrepassé leurs pouvoirs. M. Botha a déclaré qu'il inviterait ses ex-ministres à collaborer avec la commission mais juge n'avoir rien fait qui justifie des excuses ou une demande d'amnistie.

UNE ATTITUDE « PROVOCATRICE »

Le président Mandela a violemment critiqué cette attitude, la qualifiant de « regrettable » et de « provocatrice ». La rencontre entre M. Botha et M. Tutu faisait en effet suite aux nombreuses accusations portées contre l'ancien président sud-africain, ces dernières semaines, par d'anciens hauts responsables policiers devant la Commission vérité et réconciliation. L'ancien chef de la police, Johan van der Merwe, a accusé M. Botha d'avoir ordonné l'attentat à la bombe commis en 1988 à Johannesburg,

contre le siège du Conseil des Eglises. Les services de sécurité de l'apartheid pensaient que le bâtiment abritait le quartier général clandestin du Congrès national africain (ANC), alors interdit.

Un autre ancien officier supérieur de la police, le brigadier Jack Cronje, a révélé l'existence d'une unité secrète chargée d'élimer les militants antipartheid avec l'AFP Ahmed Abdel Rahman, secrétaire général de l'Autorité palestinienne, « nous place le dos au mur. Israël prend de graves risques. Pour les Palestiniens, la terre est vitale. Ils la défendent comme la prunelle de leurs yeux, ils riposteront de façon déterminée », a-t-il tenté de façon d'extorsion.

Désormais, contrairement à un passé récent où les propriétaires terriens, et les villages et municipalités dépossédés de leurs terres, se retrouvaient souvent seuls face aux bulldozers israéliens, l'Autorité autonome épaulera ses admi-

la moindre participation aux exactions commises. Quelques semaines auparavant, Frederik De Klerk, le successeur de M. Botha à la tête du régime de ségrégation raciale, avait officiellement exprimé leur ligne de défense. Présentant devant la Commission vérité et réconciliation la déposition du Parti national (NP) alors au pouvoir, M. De Klerk avait affirmé que les crimes dénoncés constituaient des drapages individuels réalisés en dehors des consignes officielles.

PRÉCAUTIONS

Sous peine de perdre toute crédibilité, la commission ne peut accepter cette argumentation. Elle a déjà considérablement durci son attitude ces derniers mois en faisant comparaître plusieurs anciens hauts responsables policiers qui refusaient à coopérer. Les anciens dirigeants politiques acceptent de collaborer pour éviter cette

humiliante procédure. Mais il reste à la commission à les obliger à vraiment jouer le jeu en cherchant à établir leurs réelles responsabilités. Une déposition complétée du Parti national devrait lui en donner l'occasion dans les prochaines semaines.

Mais les précautions prises à l'égard de M. Botha indiquent que la commission est réticente à franchir ce pas. L'âge - quarante ans - et la maladie de l'ancien chef de l'Etat n'expliquent pas entièrement le fait que M. Tutu se soit déplacé pour le rencontrer chez lui plutôt que de le convoquer. La commission semble craindre que la mise en cause directe et personnelle des anciens dirigeants politiques de l'apartheid apparaisse comme une « chasse aux sorcières » aux yeux de la minorité blanche et menace le processus de réconciliation nationale.

Frédéric Chambon

Le chef de l'opposition zairoise se dit prêt à « collaborer » avec M. Mobutu

« NOUS AVONS FAIT une croix sur le passé pour faire face à l'avenir », c'est ainsi que, avant de regagner Kinshasa, mercredi 27 novembre, Etienne Tshisekedi, inépuisable opposant jusqu'alors, résume son entretien avec le président Mobutu Sese Seko. A la résidence de ce dernier, à Roquebrune-Cap Martin (Alpes-Maritimes), les deux hommes se sont, le 21 novembre, solennellement serré la main. M. Tshisekedi voit, dans cette « cérémonie » quasi historique, une « réconciliation » pour un « nouveau départ ». Mais peut-on tourner ainsi la longue page d'une farouche inimitié, qui a bloqué le processus de démocratisation au Zaïre et largement contribué à l'anarchie qui y prévaut aujourd'hui ?

INTRANSIGEANCE

En octobre 1991, M. Tshisekedi avait traité le maréchal Mobutu de « monstre », quand celui-ci l'avait révoqué, sept jours seulement après l'avoir nommé premier ministre, mettant ainsi fin à une première et éphémère tentative de réconciliation. Pourtant, ces ennemis jurés avaient déjà fait route ensemble, pendant vingt ans, au sein du parti unique. M. Tshisekedi fut, plusieurs fois, ministre du maréchal. Mais, en 1980, il prit ses distances avec le régime, avant de créer un parti,

ville interdite. Emprisonné à plusieurs reprises, il devra s'exiler et ne rentrera sur la scène politique zairoise qu'au moment de l'instauration du multipartisme, en 1990.

Aujourd'hui, le chef de l'opposition parle non seulement de réconciliation mais encore de « collaboration ». Il explique que, devant la gravité de la situation, il devait faire un « geste » et venir à la rencontre du président malade. Il rappelle que la « cérémonie » sur la Côte d'Azur était, en quelque sorte, prévue depuis 1992 : elle aurait dû avoir lieu à Kinshasa, « devant le Palais du peuple », lorsqu'il fut élu premier ministre par la Conférence nationale, mais le chef de l'Etat avait refusé de s'y rendre. Il écarte rapidement le « malentendu » qui ne s'est pas fait attendre après l'entrevue du 21 novembre : un porte-parole de la présidence a démenti que, au cours du tête-à-tête, il ait été question d'un gouvernement d'union nationale dirigé par M. Tshisekedi.

Discret sur le contenu de sa conversation avec le président, mais fidèle à sa réputation d'intransigeance, M. Tshisekedi affirme tout net : « Conformément à la légalité, je suis et reste premier ministre ». Ce docteur en droit précise que, selon la « constitution de transition », ce n'est plus au président de désigner le chef du gouvernement, mais aux représentants du « peuple ». Il dit qu'il

n'avait donc pas à venir en France pour recevoir un quelconque « aval » présidentiel et que le « malentendu » est sans fondement. Il considère comme nulle et non avenue sa « prétendue destitution » - la deuxième, quelques mois après son « élection » en 1992 - et veut ignorer que, depuis 1993, le Zaïre a deux gouvernements, deux premiers ministres, deux parlements, deux constitutions. L'irréductible M. Tshisekedi déclare que l'actuel gouvernement de Léon Kengo Wa Dondo « n'existe pas ».

Le maréchal-président n'aurait-il d'autre choix que de s'en remettre à l'ennemi Tshisekedi ?

Imperturbable, ce dernier suggère qu'il appartient à M. Mobutu de se défendre de M. Kengo Wa Dondo. Il se souvient que le président a indiqué qu'il ne prendrait pas de décision avant de rentrer au Zaïre et il ajoute, avec assurance : « J'attendrai donc ! ».

« RIEN CONTRE LA FRANCE »

Comme s'il se voyait déjà pleinement rétabli dans ses fonctions, M. Tshisekedi prétend que la rébellion animée par Laurent Kabila, dans le Kivu, cessera dès lors que l'on « se conformera à la légalité », c'est-à-dire celle qu'il incarne depuis 1992. Il signale que M. Kabila avait « adhéré au projet de la Conférence nationale » et affirme que c'est « pour cela » que ce dernier s'est « dressé contre Mobutu ».

Parallèle allusion à une entente avec les rebelles n'a pas manqué de valoir à M. Tshisekedi l'accusation de « trahison » et d'« intelligence avec l'ennemi », de la part du gouvernement de M. Kengo Wa Dondo. Il n'en a cure ; pas plus qu'il ne se soucie de la confiance renouvelée à celui-ci par le président. Il dit même que la crise dans l'est du Zaïre ne peut se résoudre que par la négociation avec « nos voisins », donc avec l'homme fort du Rwanda, Paul Kagame, et son « parrain », Yoweri Museveni.

« Ces pays frères et amis savent ma position, dit-il, et je ne vois pas pourquoi ils ne me feraient pas confiance ».

« Je n'ai rien contre la France », dit encore M. Tshisekedi. Il avait condamné l'opération « Turquoise » en 1994. Mais, cette fois, les Français ne viendraient pas seuls. Il est « d'accord » pour qu'une force multinationale se déploie au Zaïre. Après son entrevue avec le président Mobutu, durant son séjour à Paris, M. Tshisekedi n'a rencontré aucun représentant du gouvernement français. Il sait que celui-ci soutient M. Kengo Wa Dondo et précise qu'il n'a pas sollicité de rendez-vous. « Ce sera pour la prochaine fois », conclut-il, en soulignant que « les problèmes du Zaïre doivent d'abord être résolus entre Zaïrois ».

Francis Cornu



Collection
FAÇADE

Or, pierres fines
ou diamants à partir de 4700 F
montre acier 9800 F

Van Cleef & Arpels

PARIS 22 place Vendôme Tél. 01 53 45 45 45
Ouvert de 10 h à 18 h 30 du lundi au samedi

La procédure de destitution du président biélorusse a échoué

MINSK. Deux jours après la tenue de son référendum, jugé anti-constitutionnel par l'opposition, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, s'est acquis le soutien de 112 des 199 députés de l'ancien Parlement, tandis que la procédure de destitution qui le menaçait a été arrêtée, mardi 26 novembre, par la Cour constitutionnelle. Les juges, prévenus lundi par M. Loukachenko qu'ils ne pourraient continuer à siéger que s'ils « abandonnaient leur partialité politique », n'ont pu statuer sur la destitution, en l'absence du seuil de signatures requises. Dès vendredi, une dizaine de députés avaient retiré leurs signatures du document, portant ainsi le nombre de signatures à 63, soit un quota nettement inférieur à celui exigé par la loi pour que la destitution soit initiée. Mardi, l'opposition parlementaire a fait savoir que la Cour avait refusé d'enregistrer treize nouvelles signatures, se rangeant ainsi « du côté du président ». — (Corresp.)

Les Serbes de Bosnie demandent une action en justice contre M. Mladic

BELGRADE. Les autorités civiles de la Republika Srpska (RS, entité serbe de Bosnie) ont demandé, mardi 26 novembre, au parquet d'engager d'éventuelles poursuites judiciaires contre le général Radko Mladic et son état-major destitué, qui refusent depuis près de trois semaines de quitter leurs postes. La direction du Parti démocratique (SDS, au pouvoir en RS), soupçonne l'état-major du général Mladic d'avoir commis des actes contre la Constitution et l'ordre étatique de la RS, selon l'agence Tanjug. Le général Mladic et les membres de son état-major ont été limogés le 9 novembre par décret de la présidence de la RS, Biljana Plavsic. M. Mladic a été remplacé par le général Pero Colic, un officier proche du SDS. Le général Mladic, qui est inculpé par la justice internationale de crimes de guerre, estime que sa destitution est une mesure visant à affaiblir l'armée, et que le général Colic n'a pas les qualités requises pour la commander. — (AFP)

Emirats arabes unis : la jeune Philippine Sarah Balabagan a déclaré ne pas avoir été violée

BARCELONE. La jeune Philippine Sarah Balabagan, qui a purgé un an de prison aux Emirats arabes unis pour avoir assassiné son patron, a révélé mardi 26 novembre, à Barcelone, en Espagne, que celui-ci n'avait pas réussi à la violer, contrairement à ce qu'elle avait soutenu lors de son procès en 1995. La jeune Sarah a toutefois précisé qu'elle avait tué son employeur en état de « légitime défense », alors qu'il tentait de la violer. Le premier médecin qui l'a examinée lui avait conseillé de déclarer qu'elle était systématiquement violée par son patron « afin d'avoir une chance de survivre », a-t-elle expliqué lors d'une conférence de presse. — (AFP)

EUROPE

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :** le président Vaclav Havel, hospitalisé lundi 25 novembre à la suite d'une pneumonie, devra subir une opération chirurgicale la semaine prochaine, afin de « préciser le diagnostic de sa maladie pulmonaire », a annoncé, mardi, son porte-parole. — (AFP)

■ **TURQUIE :** les principaux journaux turcs ont dénoncé, mardi 26 novembre, un projet de loi gouvernemental limitant la liberté de la presse. Près de 1 700 journalistes ont signé un communiqué accusant le gouvernement du premier ministre, Necmettin Erbakan (Parti islamiste de la prospérité, Refah), de mener des « préparatifs d'imposition d'une censure » et de vouloir entraver le pays « vers l'obscurité des régimes tyranniques ». Le projet de loi prévoit notamment des amendes élevées, en cas de publication d'articles pouvant « affaiblir la crédibilité de l'état ou provoquer une panique dans le public, au travers d'informations mal fondées et fausses ». — (AFP Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN :** la police de Téhéran a lancé une campagne pour démanteler les antennes paraboliques qui permettent aux particuliers de capter illégalement les télévisions étrangères. Cette offensive coïncide avec le démarrage d'un programme télévisé en persan, le premier du genre, lancé par la Voix de l'Amérique (VOA), destiné aux jeunes, diffusé par satellite et limité pour l'instant à quelques heures par semaine. — (AFP)

■ **IRLANDE DU NORD :** Gerry Adams, le leader du Sinn Féin (aile politique de l'IRA), a tempéré, mardi 26 novembre, l'optimisme ambiant sur un éventuel cessez-le-feu, en disant pressentir que Londres allait « rejeter » les récentes propositions nationalistes de participation du Sinn Féin aux négociations sur l'avenir de l'Ulster, fermant ainsi la porte à une trêve de l'Armée républicaine irlandaise. M. Adams a estimé que, faute d'une réponse « adéquate » de Londres aux propositions nationalistes, « l'IRA ne pouvait envisager une initiative unilatérale » sur son cessez-le-feu. — (AFP)

AMÉRIQUES

■ **PÉROU :** le général à la retraite Rodolfo Robles, qui dénonce depuis trois ans « les actions d'un commando de la mort au sein de l'état », a été arrêté, sur ordre du Conseil suprême de justice militaire, mardi 26 novembre, a déclaré le vice-président du Congrès Carlos Torres y Torres Lara. Un porte-parole de ce tribunal d'exception a précisé peu après que les chefs d'accusation sont « désobéissance aux supérieurs, insultes, outrages à l'armée ». Le général Robles venait d'affirmer que deux attentats commis contre une radio et une chaîne de télévision en octobre à Puno, dans le sud-est du pays, avaient été commandités par des responsables du service de renseignements (SIN). — (Corresp.)

■ **PARAGUAY :** la police d'Asunción a confirmé, mardi 26 novembre, avoir expulsé vers les États-Unis un suspect de l'attentat, en 1993, du World Trade Center de New York, qui fit six morts et un millier de blessés. Marwan Al Safadi, d'origine libanaise, présenté à Asunción comme l'un des plus grands spécialistes actuels des explosifs, aurait été transféré le 8 novembre aux États-Unis à bord d'un avion C-17 Galaxy de l'US Air Force, a-t-on ajouté de même source. — (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS :** la neige, le gel et le froid qui sévissent du Texas au Midwest américain ont fait dix-neuf morts depuis dimanche et provoqué de nombreuses coupures de courant, ont annoncé, mardi 26 novembre, les autorités. — (Reuters)

AFRIQUE

■ **CENTRAFRIQUE :** au douzième jour de leur mutinerie, les militaires rebelles, toujours retranchés à Bangui, ont déclaré, mardi 26 novembre, qu'ils étaient « décidés à aller jusqu'au bout » pour « libérer la population centrafricaine de la dictature », malgré l'appel à l'apaisement du président Ange-Félix Patassé. Dans une allocution prononcée à son retour d'un séjour d'une semaine en France, lundi soir, ce dernier a déclaré vouloir « privilégier le dialogue et la concertation (...) pour une vraie réconciliation nationale ». — (AFP)

Le budget britannique reflète une croissance continue sans grande tendance inflationniste

L'opposition dénonce un document « sans vision »

Le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, n'a pu annoncer qu'une faible diminution du taux de l'impôt sur le revenu, qui s'accompagne de la

traditionnelle hausse sur le tabac et les alcools, le whisky étant quelque peu épargné. Dans l'ensemble, Londres pourrait satisfaire aux critères

de Maastricht, si la perspective de l'Union monétaire devait intéresser le pays. Le taux de croissance devrait atteindre 3,5 % en 1997.

LONDRES

Le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, a présenté, mardi 26 novembre, aux Communes son budget pour l'année fiscale 1997-1998. Les grandes lignes du budget en étaient plus ou moins attendues, et la surprise aura été d'autant moins grande qu'une fuite ratisseuse avait mis les grandes lignes du projet entre les mains du *Mirror*. Le quotidien ne les a pas publiées, mais le mal était fait : l'effet d'annonce d'une baisse d'un point du taux moyen de l'impôt sur le revenu — qui passe de 24 à 23 pence par livre — était évanoui. La police a ouvert une enquête sur cette fuite, la première depuis 1947.

La marge de manœuvre de M. Clarke était étroite : il devait à la fois satisfaire ses amis conservateurs et la City. Les premiers réclamaient depuis des mois une diminution des impôts — pour rassurer leurs électeurs — qui réhabilitaient leur image d'un parti favorable à la baisse de la pression fiscale après des hausses successives d'impôts depuis 1992. Les milieux financiers appelaient à la prudence, s'opposant à une baisse de l'impôt direct, à laquelle ils préfèrent de loin une réduction du lourd endettement de l'État, et craignant une reprise de l'inflation. Nul doute que le chancelier penchait personnellement de leur côté, même s'il a dû tenir compte des pressions de son parti. Il s'est ainsi présenté comme « n'étant ni le père Noël, ni Harpagon ».

La baisse du taux de l'impôt sur le revenu s'accompagne d'un relèvement du

plafond de la tranche minimale d'imposition et du plancher de la tranche maximale. Également favorisées sont les PME, dont le taux d'imposition baisse d'un point. En revanche, on assiste à la hausse traditionnelle des taxes sur les carburants et le tabac, ainsi qu'à celle sur un produit controversé, les alcools, sodas alcoolisés accusés de favoriser l'alcoolisme chez les adolescents. Bière et vins ne changent pas, mais les spiritueux seront moins taxés ; un geste en faveur du whisky, dont s'abreuve traditionnellement le chancelier lors de la présentation du budget ; mardi, il dégustait du Glenfarchies.

MÊME PRESSION FISCALE

Au total, selon certains économistes, la pression fiscale globale ne devrait pas baisser. M. Clarke a par ailleurs annoncé la baisse prochaine d'une allocation aux mères célibataires, des économies dans le train de vie de l'État et une lutte accrue contre la fraude, des chômeurs aux entreprises. Trois secteurs, jugés prioritaires par les électeurs, échappent au scalpel du *Treasury*, l'éducation, la santé et le maintien de l'ordre, la défense préservant tant bien que mal ses positions. L'enseignement recevra 830 millions de livres supplémentaires (1 £ valant 8 francs, environ), la santé 1,6 milliard et l'intérieur 450 millions. En dehors du secteur social, les travaux d'infrastructure, qui manquent tant ici, sont les plus pénalisés. Une centaine de projets routiers ont été enterrés.

Ce budget s'appuie sur « une reliance à la Rolls-Royce, faite pour

durer », selon les termes de M. Clarke. Le contexte économique et financier est exceptionnellement favorable pour le Royaume-Uni, qui compte satisfaire aux critères de convergence prévus par le traité de Maastricht dès l'an prochain. Le taux de croissance devrait atteindre 3,5 % en 1997. L'endettement de l'État connaît une baisse sensible.

La livre continue de grimper face au mark et au dollar. L'inflation n'a pas été aussi faible depuis des décennies et devrait se maintenir à 2,5 % l'an. Des chiffres qui rendent optimiste l'économiste en chef de la Barclays Bank, Alan Davies, qui se réjouit du « subtil équilibre réalisé par M. Clarke entre nécessités politiques et prudence économique ». « C'est un budget ennuyeux, sans surprise, mais un bon budget doit être ennuyeux », ajoute-t-il.

Seul bémol à son analyse, la crainte exprimée partout à la City d'un retour de l'inflation avec, en particulier, la relance de la consommation. C'est pour conjurer cette perspective que la Banque d'Angleterre avait convoqué, en octobre, le chancelier d'augmenter les taux d'intérêt d'un quart de point après plusieurs baisses successives. Banquiers et financiers réclament une nouvelle hausse avant les élections. Ce va faire M. Clarke pour ne pas mécontenter la City tout en ne s'aliénant pas les industriels et ceux qui se sont endettés pour acheter leur maison ?

Le chancelier sait que sa crédibilité dépend de son sérieux et que

des mesures démagogiques seraient mal acceptées par un électeur qui se dit prêt à accepter de payer plus d'impôts pour être mieux soigné et protégé et pour que l'éducation de ses enfants cesse de se dégrader.

L'INITIATIVE DU LABOUR

Les travaillistes ont démolé le projet de budget, espérant que ce seront eux qui prépareront le prochain. Leur chef, Tony Blair, a affirmé qu'après vingt-deux augmentations d'impôts depuis les dernières élections, le contribuable moyen versait plus au percepteur qu'en 1992 et que le gouvernement de John Major « du sur des promesses de baisse des taxes » avait perdu toute crédibilité. Selon lui, certaines augmentations de crédit ne sont que de la poudre aux yeux car elles devront être financées en partie par les collectivités locales, dont les dotations n'augmenteront guère. Il s'est interrogé sur certains recettes, comme ces 6,7 milliards que devrait rapporter la lutte contre la fraude. Son verdict : ce budget ne représente « aucune vision pour le futur ».

Le Labour n'a pas perdu de temps pour reprendre l'initiative : quelques minutes après la fin du discours de M. Clarke, la publicité londonienne sur Piccadilly Circus — le cœur de Londres — affichait le chiffre de vingt-deux hausses d'impôts pour rappeler au passant l'effet sur son portefeuille de la politique des Tories.

Patrice de Beer

Italie : M. Prodi reste serein face aux accusations portées contre lui

ROME

Romano Prodi, le président du Conseil, n'est manifestement pas ému par la décision du parquet de Rome de vouloir le juger pour trafic d'influence. Au contraire, non seulement il n'est pas inquiet quant aux faits qui lui sont reprochés parce que ceux-ci « ne mettent pas en cause son honnêteté personnelle » mais, en plus, « il est fier de l'opération de privatisation » effectuée en 1993, alors qu'il était président de l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle) qui lui vaut aujourd'hui d'être sous les projecteurs de la justice, comme il l'a déclaré à la télévision, mardi soir 26 novembre.

Parfaitement serein, le professeur Prodi s'est refusé à polémiquer et a expliqué qu'il y a « des délits et des délits » et qu'en l'occurrence l'action qui lui est reprochée est « limpide et correcte en tous points » et qu'il ne se sent nullement « en difficulté » en raison de la décision du ministère public de Rome de le traduire devant la justice.

La nouvelle, qui a filtré dans la soirée de lundi, a évidemment fait sensation en raison de la fonction du premier visé, mais l'accusation reste, pour

le moment, imprécise. Il est vaguement reproché à Romano Prodi, ainsi qu'à la totalité du conseil d'administration de l'IRI (cinq personnes), de n'avoir pas agi au mieux des intérêts de l'État, lors de la privatisation d'une filiale agroalimentaire Ciri-Bertolli-De Rica, et d'avoir indirectement favorisé le groupe Unilever dont justement M. Prodi avait été un consultant.

MANŒUVRE DE DÉSTABILISATION ?

Aucun élément à charge contre l'actuel président du Conseil et son équipe n'a été révélé et rien n'indique que le chef du gouvernement a tiré profit d'une manière ou d'une autre de cette vente. Déjà interrogé par la justice à ce propos, au mois de mars, alors qu'il n'était pas au gouvernement, M. Prodi avait fait remarquer que la vente (à un consortium de coopératives, la Fisi) avait été effectuée à un prix supérieur à celui qui aurait pu être obtenu lors d'une enchère publique. Celle-ci avait d'ailleurs été réalisée dans un premier temps mais les offres avaient été jugées insuffisantes.

Quoi qu'il en soit, les deux prétendants, dont Unilever, ont peu après racheté à la Fisi la société

privatisée. A la suite de la plainte d'un petit porteur, une enquête judiciaire a été ouverte sur les conditions de cette privatisation. Le parquet a estimé que les délits d'abus de fonction et de conflit d'intérêts pouvaient être retenus. En ce qui concerne cette dernière qualification, Romano Prodi a fait publier, mardi 26 novembre, sa lettre de démission de consultant du groupe Unilever intervenue lors de sa prise de fonction de président de l'IRI, soit trois mois avant l'opération de privatisation en question. Il considère donc que le délit de conflit d'intérêts n'est aucunement constitué. Quant au premier, celui d'abus de fonction, absolument rien n'indique pour le moment que les membres du conseil d'administration de l'IRI ont tiré profit de leur charge dans cette affaire. S'agit-il alors d'une manœuvre de déstabilisation du nouveau pouvoir survenue le jour même où Romano Prodi engrangeait les bénéfices de la rentrée de la lire dans le SME ? La fuite a-t-elle été orchestrée ? Telles sont les questions que se posent l'Italie dans ce bras de fer de plus en plus exacerbé entre justice et politique.

Michel Bôle-Richard

Un accord d'indemnisation des porteurs d'emprunts russes a été signé à Paris

UN ACCORD sur les emprunts russes a enfin été trouvé. Il a été conclu, mardi 26 novembre, au premier jour de la visite à Paris de Viktor Tchernomyrdine. Pendant que le premier ministre russe rapplait au président Jacques Chirac son inquiétude devant les perspectives d'étranglement de l'OTAN à l'Est, les techniciens des deux pays planchaient sur les détails de l'indemnisation des Français qui, à la fin du dix-neuvième siècle surtout, et jusqu'en 1945, avaient prêté à la Russie ou y avaient investi.

Comme prévu, l'indemnisation sera très modeste, 400 millions de dollars (environ 2 milliards de francs) au total, et sera « plurian-

nuelle », sans que sa durée soit encore connue. A supposer que 4 millions de titres soient encore en circulation, chacun d'eux vaudrait 500 francs environ. Le gouvernement français a proposé une étonnante reconversion à Jean-Claude Paye, l'ancien secrétaire général de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques), en le chargeant de recenser les porteurs, et de définir les modalités pratiques de remboursement.

Le premier ministre russe n'a pas manqué de souligner que l'opération permettrait à son pays d'intégrer plus facilement le Club de Paris, qui regroupe les créan-

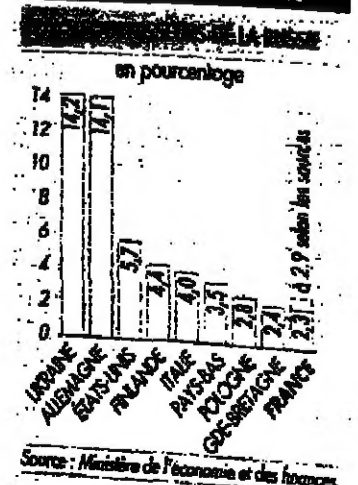
ciers officiels, et grâce auquel la Russie espère obtenir plusieurs dizaines de milliards de dollars de la part d'États en développement. La France n'a pas démenti. Les responsables russes ont, en revanche, refusé de lier l'accord à l'emprunt international de 1 milliard de dollars qu'ils ont lancé la semaine dernière. « Nous déplorons qu'en raison du contentieux nous n'ayons pu présenter l'emprunt à Paris », affirmait un responsable du ministère des finances, avant d'ajouter en souriant : « Les Coréens ont acquis 20 % des titres. » Le gouvernement russe n'avait guère besoin de l'aval des autorités françaises.

CONTESTATIONS À MOSCOU

Aujourd'hui, celui de la Douma (à majorité communiste) lui est en revanche nécessaire pour débiter le versement des 400 millions de dollars. Et les députés russes ne se sont déjà pas privés de contester son principe.

L'affaire des emprunts russes a relégué au second plan les autres aspects de la visite à Paris de M. Tchernomyrdine. Une convention fiscale visant à éviter la double imposition, un nouvel accord de coopération spatiale, ont été signés, tandis qu'un comité bi-

Une présence commerciale faible



La France est le 9^e fournisseur de la Russie, et son 1^{er} client (2,2 % des exportations russes).

latéral agro-alimentaire a été créé. Les deux premiers ministres se sont engagés à réactiver la ligne de crédit de 1,5 milliard de francs créée en février pour financer les exportations françaises de biens d'équipement.

Françoise Lazare

La tension monte entre Cuba et le gouvernement espagnol

La Havane a retiré l'agrément du nouvel ambassadeur

Une crise diplomatique s'est ouverte entre Cuba et Madrid avec le refus des autorités cubaines d'agréer le prochain ambassadeur espagnol à La Havane. Cuba proteste ainsi

contre la politique du nouveau président du gouvernement espagnol, José María Aznar, qui a appelé ses partenaires européens à durcir le ton envers le régime castriste.

MADRID
de notre correspondant
Le gouvernement cubain a retiré, mardi 26 novembre, l'agrément du prochain ambassadeur espagnol désigné à La Havane, José Codercch, en un geste qui traduit la détérioration des rapports entre le régime castriste et l'Espagne depuis le changement de gouvernement à Madrid. Avec l'arrivée de José María Aznar à la présidence du gouvernement, l'Espagne a changé de ton envers La Havane. Après une première rencontre ratée au sommet ibéro-américain du Chili, au début du mois, où M. Aznar et M. Castro se sont pratiquement ignorés, leurs rapports n'ont cessé d'empirer. Il y a quelques jours, le gouvernement espagnol proposait à ses partenaires européens à Bruxelles d'adopter une politique plus sévère envers Cuba et de conditionner subsides, coopération et même aide humanitaire aux progrès démocratiques enregistrés sur l'île et à la volonté d'ouverture de ses dirigeants.

Bien que nettement atténuée, et dans une formulation moins défavorable à Cuba, la proposition espagnole a été retenue par les Quinze, au moins dans son esprit, qui était d'élaborer une attitude commune pour « stimuler le processus de transition sur place ». Le texte définitif - qui devrait, entre autres, exclure toute condition à l'envoi d'aide humanitaire - devrait être discuté dans les prochains jours.

Rendu furieux par le tam-tam diplomatique déclenché par Madrid, Fidel Castro, après avoir annoncé que « Cuba ne se mettrait pas à genoux pour demander l'automne », at-

taquait bille en tête José María Aznar, qu'il traitait de « petit-monsieur dormeur-de-leçons-de-démocratie », lors de l'assemblée provinciale du Parti communiste de La Havane dimanche dernier, et l'accusait d'avoir reçu de l'argent « de la mafia cubaine de Miami ». C'était une

Interpellations

Au moins trois personnes qui voulaient entrer dans l'ambassade d'Espagne à La Havane ont été interpellées, mardi 26 novembre au soir, par la police au cours d'incidents. Alors que plusieurs dizaines de personnes couraient en direction de la mission diplomatique, des policiers en uniforme sont intervenus pour les intercepter. Quelques instants plus tard, ils ont formé un cordon pour interdire la circulation des piétons et des véhicules à une centaine de mètres autour de l'ambassade. Des rumeurs selon lesquelles l'ambassade d'Espagne allait ouvrir ses portes aux candidats à l'exil expliqueraient le rassemblement d'un millier de personnes autour du bâtiment. - (AFP)

allusion au rapprochement entre le Parti populaire de M. Aznar et la puissante fondation cubano-américaine de Miami, dont le fondateur, Jorge Mas Canosa, figure très contestée de l'anti-castrisme, a récemment parrainé à Madrid l'ouverture d'une fondation « jumelle » hispano-cubaine. Il semble que le refus d'agrément soit aussi motivé par des déclarations à la presse de

l'ambassadeur Codercch, dans lesquelles il aurait parlé de « d'ouvrir prochainement un dialogue avec l'opposition anti-castriste à Cuba ».

CRITIQUES À MADRID

Le gouvernement espagnol a tenté de minimiser l'incident, le ministre des affaires étrangères, Abel Matutes, se contentant de déclarer dans la soirée qu'on « ne ferait rien pour aggraver la crise ». Pour l'instant, c'est en Espagne même que cette « crise » a sans doute le plus de répercussions. En effet, le chef de l'opposition, le socialiste Felipe Gonzalez, ne mesure pas depuis plusieurs jours ses critiques au gouvernement, estimant qu'une politique qui consiste à mettre Fidel Castro le dos au mur risque d'avoir l'effet inverse de celui qu'on recherche.

M. Gonzalez estime également que par son impulsive proposition d'action commune européenne, l'Espagne, au lieu de rester l'interlocuteur privilégié de Cuba, qu'elle est de par l'histoire et la tradition, est en train de perdre cette position au profit des autres pays européens. Ce qui, selon l'ancien chef du gouvernement, aura des conséquences économiques fâcheuses pour les investissements espagnols à Cuba, si la situation se durcit encore. De son côté, le Parti populaire fait valoir que « treize ans d'attitude tolérante socialiste n'ont rien fait bouger à Cuba ». Le ton est tellement monté qu'opposition et ministère des relations extérieures ont esquissé l'idée d'un débat public sur la question, au Parlement ou à la télévision.

Marie-Claude Decamps

Madrid pourrait vendre certains de ses « paradors »

MADRID
de notre correspondant
Rien n'est encore fait, mais une petite révolution est peut-être en train de se préparer, pour l'horizon 1997, dans le prestigieux réseau des « paradors », ces grands hôtels gérés par l'Etat, plantés dans des sites imprenables ou abrités dans de somptueuses demeures historiques, devenus l'un des plus beaux fleurons du tourisme espagnol. Le directeur général du tourisme, Carlos Diaz, a fait ses comptes, et il n'a pas exclu, si la situation ne s'améliore pas, de mettre sur le marché une vingtaine des quatre-vingt-cinq établissements actuellement en fonctionnement.

Une révolution à coup sûr, dans cette chaîne de « paradors » qui semblait immuable. Elle est née du bon vouloir - et du goût pour la chasse - du roi Alphonse XIII, qui inaugura le premier d'entre eux, dans la sierra giboyeuse de Gredos, le 9 octobre 1928. L'idée de lancer un tourisme d'Etat qui à la fois valoriserait et entretiendrait le patrimoine historique du pays et suppléerait au manque de capitaux privés avait mûri depuis 1911, lorsque fut créé l'ancêtre du commissariat au tourisme.

FORMULE ATTRAYANTE
Mais c'est sous l'impulsion, en 1926, du marquis de la Vega Inclán, qui en prit la direction, que le projet se développa : châteaux forts, couvents fortifiés, palais, manoirs ou constructions modernes dans un environnement exceptionnel, il y a eu, ces dernières années, jusqu'à 114 « paradors », classés entre trois

et cinq « étoiles » et offrant une capacité d'accueil de 9 300 places. Ils ne sont plus aujourd'hui que 85. La formule, surtout à l'heure où s'est développé un certain goût pour les « relais et châteaux » en Europe, reste attrayante ; elle est même particulièrement bien intégrée dans l'Espagne des « autonomies », où chaque « paradors » s'efforce de promouvoir, notamment dans ses restaurants, les produits locaux, mais elle reste coûteuse. En 1995, le taux global d'occupation a été de 55,7 %, un léger mieux par rapport à 1994. Pour rénover le réseau, l'organisme qui gère les « paradors », envisage une informatisation complète. En mars 1995 la chaîne a opéré une réduction du capital social, mais il lui reste à régler un couteux arriéré de taxes impayées.

C'est dans ce contexte que les établissements ont été divisés en trois lots : le plus important concerne 65 d'entre eux, ceux qui ne posent pas problème, et sont hors de toute possible cession. Viennent ensuite 8 « paradors », considérés comme en « convalescence », car ils ont eu un bilan négatif en 1995, mais ils ont montré des signes d'amélioration cette année ; et surtout douze autres, jugés « pas rentables » et dotés d'une « viabilité incertaine ». C'est le cas notamment du château médiéval d'Alcaniz, près de Teruel, qui ne compte que douze chambres ; de l'impressionnant bastion féodal de Ferdinand II de Léon à Benavente, près de Zamora, ou encore du monastère de Guadalupe, à Cáceres.

M.-C. D.

Le Brésil veut engager l'armée contre le narcotrafic en Amazonie

Les chefs militaires invoquant la « puissance de contamination » des trafiquants se montrent cependant réticents à s'engager dans des opérations de répression qui relèvent de la police fédérale

RIO DE JANEIRO

correspondance
Jadis tronc commun de toutes les dictatures latino-américaines engagées dans la « sale guerre » contre la « subversion communiste », la doctrine dite de « sécurité nationale » vient officiellement d'être abolie au Brésil. Au cours d'une brève cérémonie, courant novembre, à Brasília, le président Fernando Henrique Cardoso a fait table rase du passé en exposant les priorités nouvellement assignées aux forces armées. Les voilà désormais promises garantes de l'Etat de droit. « Les bandes armées qui agissent dans les pays voisins, aux limites de l'Amazonie brésilienne, de même que le crime organisé international, doivent être considérés avec attention dans le cadre des stratégies de défense nationale », a déclaré le président à des militaires qui avaient besoin d'une nouvelle boussole.

LA « GOUTTIÈRE NORD »

Dans la démonologie des états-majors de Brasília, l'Amazonie et son « internationalisation rampante » a remplacé le « péril rouge » d'hier. Pour certains officiers, la région serait aujourd'hui la victime d'une sombre conspiration planétaire à laquelle seraient mêlées les organisations de défense des indiens et de l'environnement. En les invitant à « vivifier la zone frontalière du Nord », M. Cardoso - lui-même fils de général et ancien opposant au régime militaire - ne peut que contenter les chefs d'une armée qui, avec un nouveau théâtre d'opération, reçoit mission de conforter la présence du Brésil en Amazonie.

Au pouvoir de mars 1964 à mars 1985, l'armée brésilienne a enduré, dans un silence rarement rompu, la brutale perte de prestige (et de pouvoir d'achat) consécutive au rétablissement de la démocratie.

Sous-équipée, avec à peine 25 000 hommes opérationnels sur un effectif total de 300 000 soldats, frappée de plein fouet par les compressions budgétaires (sa dotation s'élevait en 1995 à 1,5 % du PIB), elle cherche aujourd'hui sa place au sein de la société, ce que

Au cours de la deuxième conférence des ministres de la défense des Amériques, fin octobre, à Bariloche (Argentine), le général Benedito Leonel, ministre-chef de l'état-major des forces armées brésiliennes, avait déjà évoqué la « puissance de contamination » des

Arrestation du meurtrier de Chico Mendes

La police fédérale du Paraná (dans le sud du Brésil) a arrêté, lundi 25 novembre, Darcy Alves, l'auteur du meurtre, en 1988, de l'écologiste amazonien Chico Mendes. Fuyard depuis 1993, Darcy Alves sera conduit à Brasília, dans le pénitencier de sécurité maximum de Papuda où se trouve déjà son père Darcy (soixante ans), également condamné pour le meurtre de Chico Mendes.

L'écologiste Chico Mendes avait mis au point une stratégie de résistance au déboisement incontrôlé de la forêt amazonienne pratiquée par les propriétaires fonciers de la région. Avec d'autres récolteurs de latex, il empêchait les fermiers de transformer la forêt en pâturages destinés à l'élevage. Il s'était ainsi attiré les foudres des grands fermiers locaux. - (AFP)

pourrait lui donner son redéploiement en Amazonie.

L'aggiornamento décrété par le président est cependant moins nouveau qu'il n'y paraît. En 1985, déjà, un plan baptisé « Calha Norte » (littéralement « gouttière nord ») prévoyait l'installation de pelotons militaires tout au long des frontières avec la Colombie et le Pérou, dans ces régions où voisinent guérillas et trafics de drogue. Faute de crédits, l'affaire avait tourné court. Mais l'Argentine étant entre temps devenue l'allié du Brésil au sein du Mercosur, Brasília peut désormais dégarnir sa frontière sud et envisager le transfert vers l'Amazonie de la plupart des unités qui y étaient basées.

Récupérer l'Amazonie et, accessoirement, lutter contre les guérillas de passage, ne peut que plaire à l'armée. Mais y lutter contre le trafic de drogue, comme le président Cardoso l'a également suggéré, est loin de faire l'unanimité dans les casernes.

trafiquants de drogue pour justifier son refus d'engager la troupe dans des opérations de répression relevant des prérogatives de la police fédérale. « L'armée américaine ne participe pas directement à la guerre contre la drogue », vient-il à nouveau de déclarer dans un entretien accordé à la Folha de São Paulo à propos des pressions exercées par la Maison Blanche en faveur d'une mobilisation continentale des forces armées contre le narcotrafic.

En attendant, et en prélude au remake de la « gouttière nord », un millier de soldats, accompagnés de soixante-trois policiers fédéraux, ont récemment occupé une zone de prospection aurifère appartenant à la compagnie Vale Do Rio Doce, à Ferra Leste, dans le sud de l'Etat amazonien du Pará. Sans coup férir, ils ont expulsé les six cents chercheurs d'or qui prétendaient s'approprier les lieux.

Jean-Jacques Sévilla

MAISON DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER :

POUR
CONSTRUIRE
VOTRE
PROJET
D'EXPATRIATION



MAISON DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

34 rue La Pérouse - 75116 PARIS.
Accueil : 43 17 60 79
Monographies : 43 17 75 24 - Protection sociale : 43 17 60 24
Emploi : 43 17 76 42 - Fiscalité : 43 17 68 08
Douane : 43 17 74 47. Minitel : 36 15 Infopays.

Expatriation...

conditions de vie dans

plus de 120 pays...

formalités administratives...

réglementations fiscales

et douanières...

opportunités d'emploi

à l'étranger...

protection sociale :

informez-vous à la

Maison des Français

de l'étranger.

Consultez

les documentations

éditées par le

Ministère des Affaires Étrangères.

Monographies et

Livret du Français à l'étranger.

Dialoguez avec les experts

du Ministère

de l'Economie et des Finances,

de l'OMI

et de la CRE-IRCAFEX.

présents sur place.

VOLS

DEPART DE PARIS

LISBONNE	1050F
MALTE	1180F
TEL AVIV	1450F
LOUXOR	1550F
*LES ANTILLES	2250F
CAYENNE	2350F
MIAMI	2490F
BANGKOK	2990F
LA REUNION	3290F
KILIMANDJARO	3290F

ALLER RETOUR

A CERTAINES DATES
HORS TAXES AÉRIENNES

* DEPART DE LYON, MARSEILLE,
TOULOUSE, BORDEAUX, NANTES,
REIMS 22 JUILLET + 200F

180 AGENCES EN FRANCE
08 05 33 33 33 (1,48F LA MINUTE)
3615 NF (1,29F LA MINUTE)

NOUVELLES FRONTIÈRES

distributeur d'énergie

CONFLIT Après une nouvelle nuit entière de négociation, un protocole d'accord entre transporteurs et syndicats des chauffeurs-routiers était en cours de rédaction, mercredi 27 novembre en fin de matinée, sous l'égide du médiateur nommé par le gouvernement. Les syndicats souhaitent, avant de le signer, obtenir l'approbation des grévistes. ● UNE PRE-

RETRAITE sous forme de cessation anticipée d'activité, à 55 ans, avait notamment été acceptée par les différentes parties, le gouvernement s'engageant à la financer partiellement.

● LES ENTREPRISES commencent à être sérieusement perturbées par les difficultés d'approvisionnement et de livraison. Les barrages se sont durcis tout au long de la journée de mardi.

● LA PÉNURIE D'ESSENCE est de plus en plus forte. Des mesures de réquisition de stations-service pour les services publics ont été prises dans la plupart des départements.

Les syndicats soumettent aux chauffeurs-routiers un projet d'accord

Un protocole sur la préretraite à 55 ans et la durée du travail était sur le point d'être conclu mercredi en fin de matinée entre les transporteurs et les organisations syndicales. Celles-ci souhaitent, avant de le signer, obtenir l'approbation des grévistes

ALORS QUE LE CONFLIT des routiers, en entrant dans son dixième jour, mercredi 27 novembre, a pris une ampleur géographique et politique nouvelle, une issue négociée était enfin entrevue. La sixième séance de négociations, commencée mardi 26 novembre à 15 heures, débouchait dans la matinée de mercredi sur la rédaction d'un protocole d'accord entre les cinq syndicats représentant les chauffeurs-routiers, les deux organisations patronales et le médiateur du gouvernement, Robert Cros.

Ce protocole porte sur les principaux points de revendication des grévistes, et notamment la durée et la rémunération des temps de travail, ainsi que sur la retraite à 55 ans. Le gouvernement souhaitait que ce texte soit signé avant que les négociateurs se séparent, mais les syndicats voulaient le soumettre aux grévistes avant d'y apposer leur paraphe.

En ce qui concerne le temps de travail et les rémunérations, le projet de protocole demande au gouvernement de « prendre les dispositions réglementaires pour assurer la suppression des équivalences », ce qui permettra aux salariés de toucher deux heures de plus par semaine en heures supplémen-

taires. Par ailleurs, un « avenant à l'accord du 23 novembre 1994 précisera la durée journalière des temps de repas, de repos et de coupure », un avenant qui sera signé par les partenaires sociaux « avant le 30 avril 1997 ». Le gouvernement, pour sa part, s'engage dans ce texte à « adapter le dispositif d'allègement des charges patronales au bénéfice des entreprises qui respectent la transparence des temps de travail inscrite dans le contrat de progrès ».

CRÉER UN PRÉCÉDENT

Mais le gros morceau de l'accord, s'il est conclu, concerne la retraite anticipée. Le système, mis au point durant la nuit, consisterait à financer une cessation anticipée d'activité pour les chauffeurs ayant au moins vingt-cinq années de conduite. Un dispositif en deux volets : de cinquante-sept ans et demi à soixante ans, le salarié toucherait 75 % de son salaire brut, dont les quatre cinquièmes payés par l'Etat et le reste par les cotisations de la profession ; pour la tranche de cinquante-cinq ans à cinquante-sept ans et demi, c'est la profession seule qui assurerait le financement de 75 % du salaire brut, selon une aide de répartition de 60 % pour les cotisations patronales et

40 % pour les cotisations salariales.

Actuellement, le transport routier bénéficie d'un système de retraite à soixante ans, géré par la Carcept, fédérant 53 000 entreprises, 506 000 cotisants et versant actuellement 169 300 allocations. Le taux de cotisations (5,5 % du salaire) étant plus élevé que la moyenne des cotisations aux autres régimes de l'Arcco, cette caisse est en bonne santé financière. Le personnel roulant bénéficie déjà d'une retraite à taux plein à soixante ans, quelle que soit sa durée de cotisation. Le nouveau dispositif ne s'appellerait pas « retraite » mais « congé de fin d'activité ». Il s'agit de ne pas donner l'impression de créer un précédent. « Ce serait un accord exemplaire et équilibré, qui n'ouvrirait pas une brèche dans les systèmes de retraite du privé, puisque c'est la profession de transport routier qui se prend en charge pour la partie de 55 ans à 57,5 ans », dit-on au ministère.

Manifestement, le médiateur du gouvernement, Robert Cros, avait reçu la consigne de conclure coûte que coûte dans la journée. D'abord pour sortir de ce conflit qui commence à avoir de sérieux effets sur l'activité économique du pays. Selon le Centre National d'informa-

tion Routière (CNIR), les barrages, dans toute la France, dépassaient mardi en fin d'après-midi le chiffre de 190, montrant la détermination des chauffeurs routiers grévistes. Il s'agit aussi pour le gouvernement de couper l'herbe sous le pied de la CGT, qui a appelé à

n'est pas encore prêt à franchir. Du moins, pas ce mercredi, alors que devait se tenir sa journée d'action. La CGT conditionnait sa signature à l'obtention d'« engagements précis sur la nature et le nombre des embauches qui découleraient de cette retraite anticipée ». « Nous voulons des

lâcher beaucoup plus que le 1 % d'augmentation supplémentaire qu'il proposait, en plus des 2,2 % déjà accordés le 1^{er} juin aux termes des négociations paritaires classiques. Une proposition que les syndicats jugeaient, dans la nuit, inacceptable d'autant qu'elle ne concerne, apparemment, que les conducteurs.

Les fédérations de transports de Force Ouvrière et de la CFDT étaient prêtes à la signature d'un accord séparé sur la retraite et sur l'ensemble des points d'accord déjà obtenus au cours des jours précédents (délai de carence maladie, frais de déplacements, etc.).

Paradoxalement, ce sont les autonomes de la FNCR (fédération des chauffeurs routiers) qui étaient les plus réservés sur cette solution. Le syndicat autonome des chauffeurs l'estimait incomplet, puisque l'accord sur les retraites ne concerne que les chauffeurs routiers et non l'ensemble des métiers pénibles du transport, comme le demandait la revendication initiale de l'Intersyndicale.

Quoi qu'il en soit, la parole est désormais à la base, qui devait être consultée par les organisations syndicales dans la journée de mercredi.

Pascal Gallnier

Les propositions de Bernard Pons

Bernard Pons, ministre des transports, a indiqué, mardi 26, à l'Assemblée nationale, que « l'Etat a présenté des propositions précises sur deux sujets majeurs : la cessation anticipée d'activité pour les conducteurs et l'allègement des charges sociales pour la poursuite de la réduction du temps de travail dans toutes les entreprises ». Par ailleurs, le ministre a rappelé que « la loi sur les prix anormalement bas a été rendue applicable, la hausse de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) a été limitée à l'inflation, des démarches ont été engagées au niveau européen pour mettre à l'étude un carburant alternatif et pour assurer l'harmonisation de la législation sociale afin de rendre la concurrence beaucoup plus équilibrée ». Selon M. Pons, « plusieurs revendications ont paru mériter un examen particulier, compte tenu des conditions de travail extrêmement difficiles des chauffeurs-routiers ». Il a demandé implicitement aux patrons de faire des concessions sur les rémunérations.

une grande journée de mobilisation de l'ensemble des salariés, mercredi, en solidarité avec les chauffeurs-routiers.

Même la CGT est obligée de reconnaître qu'il y a une avancée sur les retraites. De là à signer l'accord, il y a un pas que le syndicat de Louis Vianet

garanties sur la stabilité de ces emplois, des contrats à durée indéterminée », expliquait Daniel Reichert, à la fédération des transports CGT. Sur le dossier des revendications salariales, le patronat, qui estime avoir fait une concession majeure sur la retraite, n'était guère disposé à

Les dépôts d'essence restent la cible privilégiée des grévistes

Auvergne. Pour la première fois depuis le début du conflit, un dépôt d'essence a été bloqué dans la région, à Courmon d'Auvergne, dans la banlieue de Clermont-Ferrand. Les nombreux barrages filtrants installés autour de la capitale auvergnate étaient toujours en place mercredi matin.

Pays de Loire. Trois barrages routiers sont toujours installés à proximité du Mans et de Laval, et la raffinerie de Donges est bloquée. Aquitaine. Il n'y a plus d'essence à Bordeaux et 90 % des stations service de la Gironde sont en rupture de stock. Les services publics commencent à réduire leur trafic. Un rassemblement de 400 poids lourds bloque le carrefour routier de Saint-André-de-Cubzac. Des barrages filtrants ralentissent la circulation dans les deux sens sur l'A10 et autour de Libourne.

Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cinq barrages bloquent toujours les accès aux raffineries et réserves pétrolières. A Martigues où se trouve le dépôt de Lavéra, les routiers sont aidés par la municipalité, qui a mis à leur disposition le Foyer du marin afin qu'ils puissent dor-

mir, ainsi que le service de nettoyage de l'hôpital. Le conflit est largement pris en charge par les unions départementales CFDT et CGT. Des militants syndicaux des sites pétroliers aident à la

Un blessé grave

Le routier allemand Eberhard Wurster, 39 ans, grièvement blessé, lundi 25 novembre, alors qu'il tentait de franchir un barrage en Saône-et-Loire, est toujours hospitalisé. Il souffre d'un enfoncement de la boîte crânienne et a été opéré à deux reprises. Selon le CHU de Dijon, « le pronostic est réservé ». Cet artisan routier d'Ostfildern, près de Stuttgart, a été touché à la tête par une barre à mine alors qu'il tentait de poursuivre sa route sur la RN 80, à hauteur de Givry, près de Chalon-sur-Saône. Soupçonné d'être l'auteur des faits, Lucien Bertrand, un camionneur français de Peronne, a été mis en examen, mardi 26 novembre, et placé sous mandat de dépôt.

tenue des piquets de surveillance, jour et nuit. L'essence manque maintenant dans tout le département des Bouches-du-Rhône.

Bretagne. Peu de barrages routiers étaient mis en place sauf entre Guingamp et Morlaix. En revanche, les deux grands dépôts de carburant d'Île-et-Vilaine, à Saint-Malo et Rennes, étaient bloqués. Dans les quatre départements bretons, les stations limitaient les quantités vendues. Celles du Morbihan risquaient de fermer mercredi.

Corse. Les deux dépôts de l'île sont touchés. Il ne s'agit toutefois pas d'un blocus total. Les chauffeurs ajoutent aux revendications de leurs collègues du continent une prime d'insularité de 1 000 francs qu'ils justifient par les difficultés du réseau routier local.

Midi-Pyrénées. Le dernier dépôt de carburant du grand Sud-Ouest encore libre d'accès a été bloqué à Fondroye (banlieue sud-ouest de Toulouse). Dans l'agglomération toulousaine, cinq stations-service sur cinquante-six restaient normalement approvisionnées. Si les autoroutes de la région sont épar-

gnées, un barrage filtrant est toujours en place sur la RN 20, près de Cahors (Lot).

Rhône-Alpes. La situation n'a pratiquement pas évolué depuis la veille, et c'est au nord de Vienne (Isère), à Chasse-sur-Rhône, et à Tenney que les concentrations de poids lourds restent les plus spectaculaires. Du côté des vallées alpines, et notamment à Alton (Savoie), les chauffeurs français s'efforçaient d'amener les camions en provenance d'Italie.

Alsace. Le barrage installé à la gare routière de la raffinerie de Reichstett (Bas-Rhin), levé mardi soir, a été remis en place mercredi matin, tandis que le port au pétrole de Strasbourg restait bloqué. Cinq postes frontaliers avec l'Allemagne ainsi que le pont de l'Europe étaient toujours fermés pour les camions.

Nord-Pas de Calais. La situation est identique mercredi, avec de nombreuses opérations escargot. L'essence est introuvable et les automobilistes vont s'approvisionner en Belgique.

Avec nos correspondants

Retraites : une réforme inspirée par l'exemple du secteur public

LES CHAUFFEURS-ROUTIERS seront-ils la première profession du secteur privé à bénéficier, en bloc, d'un système de préretraite dès 55 ans et à contourner ainsi ouvertement la réforme du système des retraites engagée ? En 1994, par Edouard Balladur ? En 1996, par Jean-Pierre Chevènement ? En 1997, par Jacques Chirac ? En attendant que le dossier de la retraite soit remis à l'ordre du jour, les chauffeurs-routiers ont obtenu un congé de fin de carrière à 55 ans, en effet, ils tournent le dos à une refonte du régime de base des salariés qui prévoit notamment un passage progressif de la durée légale de cotisation de trente-sept ans et demi à quarante ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein, entraînant *ipso facto* un recul de l'âge de la retraite pour de nombreux actifs.

Comme les quatorze millions de salariés des entreprises privées, les chauffeurs-routiers ne pouvaient, jusqu'à présent, arrêter leur activité qu'à soixante ans, même s'ils n'avaient pas des conditions de durée de cotisations aussi rigoureuses que les autres salariés. En gagnant ainsi cinq ans, ils créent un précédent qui risque, dans certains secteurs où les tâches sont très pénibles, de créer une sorte de jurisprudence sociale ou, à tout le moins, de faire paraître particulièrement injuste la réforme d'Edouard Balladur et de Simone Veil à d'autres salariés.

Ce sont d'ailleurs trois responsables syndicaux issus d'entreprises publiques - Claude Debons (CFDT, SNCF), Roger Poletti (FO, RATP) et Alain Renault (CGT, RATP) - qui ont négocié cet accord sur les retraites. D'une certaine manière, ce succès est une revanche pour eux, puisqu'au cours du grand conflit social de novembre-décembre 1995 la CGT, FO et les militants de la CFDT hostiles à la ligne confédérale de Nicole Notat réclamaient une « abrogation » des décrets d'août 1993 réformant le régime de base des travailleurs salariés.

A Alain Juppé, qui jouait que les régimes spéciaux (fonctionnaires, SNCF...) devaient s'aligner sur le régime général, moins avantageux, ils avaient répliqué qu'il fallait, au contraire, rétablir les règles antérieures, à commencer par celle des 37,5 ans de cotisations. Il n'est donc pas étonnant que le secrétaire général de la Fé-

dération CFDT des transports et de l'équipement, François Yverneau, ait souligné que « cet accord est très positif parce qu'il inscrit en sens inverse de la tendance actuelle, qui est justement d'un allongement de la durée de cotisations ».

La dérogation accordée aux routiers en raison de la pénibilité de leurs tâches pourrait relancer le débat sur les retraites, même si le gouvernement minimise ce risque. La réforme se heurte, en tout cas, à une tendance générale - l'allongement de l'espérance moyenne de vie -, qui va entraîner un renchérissement du coût des pensions. Elle va également à l'encontre des réformes adoptées dans tous les pays du monde, qui reculent progressivement l'âge de cessation d'activité pour assurer la survie financière de leurs systèmes de retraite.

CONDITIONS AVANTAGEUSES

Dans ce domaine, l'Etat-patron et entreprises publiques ne donnent pas l'exemple. Ils poussent souvent leurs agents vers la sortie avant soixante ans dans le cadre d'une politique de gestion des fins de carrière où l'impératif de la lutte contre le chômage l'emporte sur la nécessité d'équilibrer les régimes de retraite. Ainsi, syndicats et directions de la RATP et de France Télécom ont signé, en 1996, des accords permettant à leurs salariés de cesser totalement ou partiellement leur activité bien avant soixante ans, et à des conditions avantageuses.

De son côté, le gouvernement a adapté aux trois fonctions publiques (Etat, collectivités locales, hôpitaux) l'allocation de remplacement pour l'emploi en vigueur dans le privé (préretraites contre embauches). La réforme obtenue par les chauffeurs-routiers est du même type : négociée par des syndicalistes forgés dans le creuset du service public, elle présente toutes les caractéristiques des accords passés depuis quelques mois dans ce secteur.

Elle porte d'ailleurs le même nom que le dispositif en faveur des fonctionnaires : « congé de fin d'activité ».

Jean-Michel Bezat

En Normandie, « la même colère qu'en décembre 1995 »

CAEN ET ROUEN

de nos correspondants

A Caen (Calvados) et Rouen (Seine-Maritime), des mouvements de solidarité avec les routiers salariés en grève se sont produits, mardi 26 novembre. A Caen, cinq cents personnes se sont rassemblées à l'appel des syndicats CGT, CFDT, Force Ouvrière, FSU et CFTC : « C'est finalement, résume un syndicaliste, la même colère qu'en décembre 1995. C'est une révolte contre le toujours plus, contre la course après le temps, contre quinze ans de rigueur. » Le « patron des patrons » du Calvados, Jean-Michel Blanchard établit, lui aussi, une comparaison avec décembre 1995 avec une lecture différente : « L'impact est plus rapide, plus violent, plus grave qu'il y a un an. Nous pouvons nous passer d'un train, nous ne pouvons pas travailler sans trafic routier. »

De grosses entreprises comme Promodès, le géant de la distribution, dont le siège social est à Caen, ne livrent plus en Haute-Normandie et à l'est de Caen. « En produits frais, nous livrons ont chuté de 20 %, en volailles, nous ne sommes plus approvisionnés. » Vitrine du groupe, le centre commercial de Mondévillie 2, près de Caen, affiche une baisse de fréquentation de 30 %. Faute d'être livrés en pièces détachées, des industriels comme Moulinex ou Renault Véhicules Industriels ont

arrêté leur production. La préfecture du Calvados a estimé, mardi soir, à cent trois personnes le nombre de salariés en chômage partiel dans différentes petites et moyennes entreprises.

Confrontés à un nombre record de barrages - dix-huit, avec six cents camions -, les Caennais devaient aussi s'armer de patience pour trouver quelques litres de carburant. Sur les deux cents stations du département, 80 % sont pratiquement en panne sèche, et vingt sont réquisitionnées pour les services d'urgence. « En temps normal, nous livrons 6 millions de litres par jour. Nous avons déjà perdu un tiers de notre activité mensuelle », assure Pierre Junqua, directeur des dépôts de pétrole côtiers sur la zone portuaire de Caen.

DES CLIENTS MÉCONTENTES

En Seine-Maritime, les cheminots du dépôt de Sotteville-lès-Rouen, qui avaient lancé mardi un mot d'ordre de grève pour le soir à 20 heures, avec la mise en place d'un piquet de grève sur les voies, ont tenu parole. En assemblée générale, 48 agents de conduite sur les 250 du dépôt ont participé au vote sur la grève, décidée par 39 voix pour et 9 abstentions.

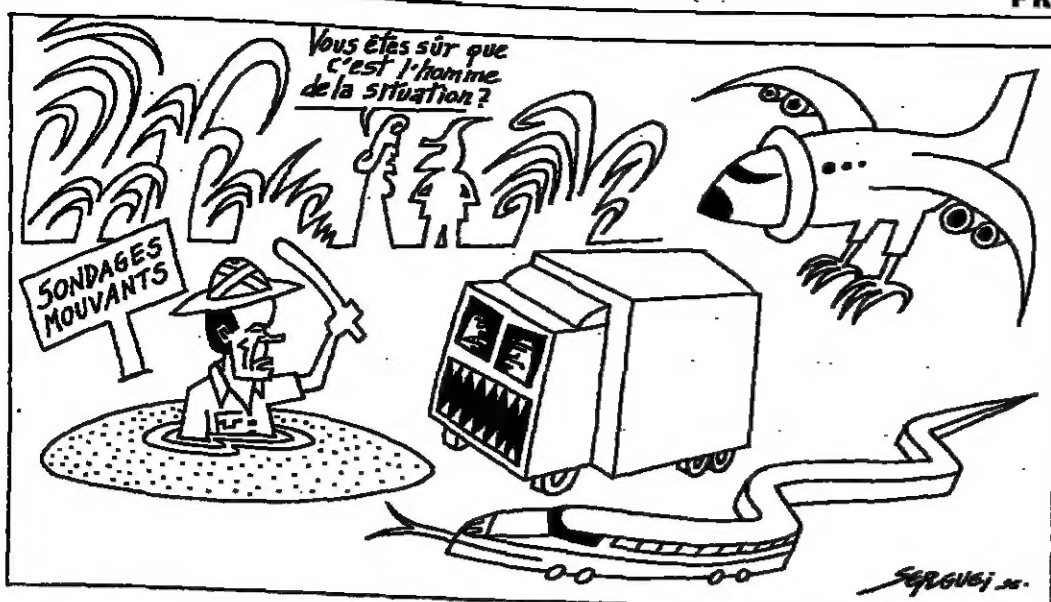
L'occupation de la « cote 135 », du nom du point kilométrique à la sortie est de la gare de

Rouen-Rive droite en direction de Paris, a bloqué la totalité du trafic au départ de la ville. Les migrants quotidiens qui vont travailler dans la capitale ont découvert mercredi matin que tous leurs trains étaient annulés ou retardés.

En Seine-Maritime, seuls les trains qui partaient du Havre vers Rouen circulaient normalement mais ils étaient déviés à partir de Rouen vers Amiens et la gare de Paris-Nord. La colère de la clientèle prise au piège, dans le hall de la gare, était d'autant plus forte qu'aucune information ne lui avait été donnée la veille sur le risque de fortes perturbations.

La grève des agents de conduite, à l'appel de la CGT cheminots de Sotteville-lès-Rouen, de la « CFDT en lutte » et de SUD, a aussi perturbé le mouvement des routiers. Le secrétaire régional de la Fédération CFDT des transports, Marcel Lecomte, a exprimé sa crainte de voir « les revendications légitimes des routiers » noyées dans la multiplication des revendications des autres corporations. De son côté, l'Union départementale CGT a préféré apporter son soutien aux routiers à la veille de la Journée confédérale d'action de mercredi.

Jean-Jacques Lerossier et Etienne Banzet



Les compagnies pétrolières en difficulté

« LA PÉNURIE, ce n'est pas pour demain. Ce n'est pas un problème de stocks, mais d'acheminement. » Au ministère de l'Industrie, comme dans les sociétés pétrolières, tout est fait pour minimiser l'impact du blocage des dépôts pétroliers et ne pas provoquer la contagion chez les automobilistes qui, par précaution, vont faire le plein. « Le mouvement n'est pas général, il touche quelques régions bien précises », y assure-t-on en citant, dans le Sud-Ouest, le cas de Bordeaux, dans le Sud-Est celui de Marseille, à l'Ouest les environs de Caen et de Nantes. Pourtant, entre 80 % et 90 % des stations-service des Bouches-du-Rhône sont en rupture de stock et il n'y a plus d'essence pour les particuliers dans le Pas-de-Calais et très peu dans le Nord.

Des routiers en grève ont bloqué durant quelques heures, mardi soir, les accès au port pétrolier de Strasbourg et à la raffinerie de Reichstett. En Auvergne, une dizaine de camions bloquaient, depuis mercredi 27 novembre, le dépôt d'essence Total de Clermont-Auvergne, près de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). En revanche, la région parisienne, au sens large, est, jusqu'à

présent, à peu près épargnée. Seul le dépôt de Grigny (Essonne), qui alimente 90 % des grandes surfaces, avait été occupé lundi 25 novembre, s'ajoutant au dépôt de Grandpuits (Seine-et-Marne), occupé depuis le début du conflit. Néanmoins, une vingtaine de stations-service du département de l'Essonne, qui en compte 328 au total, ont fermé dans la journée de mardi, par manque de carburants.

Un problème de stockage se posera si le mouvement dure

Les compagnies pétrolières s'efforcent de s'adapter à la situation. Chez Shell France, une cellule de crise se réunit deux fois par jour. Les responsables de la logistique ont décidé, cependant, d'arrêter de demander à leurs chauffeurs d'essayer de trouver des dépôts ouverts. « C'est trop dangereux, tant pour les chauffeurs que pour leur chargement. De plus, bien souvent, il suffit qu'ils se rendent à un dépôt pour que les grévistes préviennent leurs collègues par CB et

bloquent l'accès », explique-t-on au siège de l'entreprise. Chez Total, les responsables affirment « approvisionner la très grande majorité des points de vente ». Le nombre de stations « asséchées » serait inférieur à 5 % du réseau. Les raffineries du groupe continuent à fonctionner, mais, rapidement, si le mouvement persiste, se posera un problème de stockage des carburants et du fioul qui ne peut être évité. « Le problème, c'est l'évacuation des produits », confirme-t-on chez Elf, qui recensait 100 stations sur 1 500 en rupture de stock.

Les compagnies pétrolières ne sont pas au bout de leurs difficultés. Chez Elf, l'ensemble des syndicats ont appelé à la grève, du 27 au 29 novembre, dans les raffineries, pour protester contre 330 suppressions d'emplois. Selon les syndicats, la situation est également très tendue chez Mobil et chez Shell, et pourrait le devenir chez Esso, où la direction devait également annoncer plusieurs centaines de suppressions d'emplois le 28 novembre. Selon un syndicaliste, 10 % des emplois de la profession sont menacés.

Dominique Gallois

La quête du précieux liquide dans le Pas-de-Calais

BÉTHUNE
de notre correspondant
Il n'aura pas fallu plus d'une journée après le blocage, lundi 25 novembre au matin, par une cinquantaine de camions de la raffinerie de Mardyck, près de Dunkerque, pour que les pompistes du Pas-de-Calais se retrouvent en rupture de stock. Dès lundi soir, une cellule de crise était mise en place à la préfecture d'Arras. Mais les arrêtés restreignant la distribution des carburants à 200 francs de super par client et à 150 francs de gazole pour les particuliers et 600 francs pour les poids lourds n'ont pu éviter la ruée. Mardi, en fin de matinée, plus une goutte de gazole n'était disponible pour les particuliers et, dans la soirée, les pompes de super étaient soumises au même régime.

Très vite, dès mardi matin, la préfecture a compris que la pénurie totale s'installait. Aux vingt-huit pompistes qui avaient reçu l'ordre, lundi soir, de réserver un tiers de leur capacité de stockage en gazole et super aux véhicules prioritaires, vinrent s'ajouter une dizaine de points de vente qui ont vu l'intégralité de leur stock réquisitionnée. Il fut parfois bien difficile de faire comprendre aux parti-

culiers que des pompes qui affichaient « vides » se mettaient de temps en temps à servir un véhicule apparemment banal, comme celui d'un médecin ou d'un infirmier.

A Béthune, dans l'après-midi, alors qu'il n'y avait plus une goutte de carburant disponible, la rumeur courut qu'une grande surface venait d'être ravitaillée par un camion citerne. Les automobilistes se précipitèrent vers cet ultime point de vente encore ouvert. La station n'était effectivement pas en rupture de stock, mais pour combien de temps ? Interrogé en soirée, le directeur de l'hypermarché reconnaissait que la livraison de l'après-midi ne changerait pas grand-chose : « Je suis approvisionné essentiellement par Dunkerque, alors j'attends, impuissant. » Beaucoup de professionnels ne comprennent pas qu'ils ne soient pas prioritaires et interrogeaient les pompistes, qui se référaient à l'arrêté limitant les dérogations aux secours et aux professionnels de la santé. En fin d'après-midi, la possibilité de maintenir en service les transports scolaires devenait problématique.

Yves Jouanin

Les entreprises commencent à être asphyxiées

PEU À PEU, les moteurs de l'activité économique s'étouffent. Si les entreprises ont pu, dans les premiers jours du conflit des transporteurs routiers, prendre des chemins détournés pour contourner les blocages, elles ne peuvent, en revanche, pallier le manque d'essence. Pas un secteur n'échappe à la pénurie de carburants qui commence à apparaître. Dans le Nord, à Bordeaux, Marseille et Lyon, régions les plus touchées par l'absence de carburants, les entreprises en ressentent de plus en plus les conséquences. Les livraisons arrivent au compte-gouttes, les services deviennent très difficiles à assurer et les salariés eux-mêmes commencent à avoir du mal à se rendre sur leurs lieux de travail.

Le secteur des produits frais (lait, yaourts, fruits et légumes), qui ont des durées de vie entre six et sept jours, est le plus atteint. De nombreuses livraisons sont bloquées dans les barrages et sont considérées comme perdues par les entreprises. A Rungis, les expéditions se font plus rares, celles de poissons avaient diminué de moitié, mardi 26 novembre. Les entreprises laitières, qui voient leurs

stocks de fuel diminuer à vue d'œil, redoutent de ne plus pouvoir assurer la collecte de lait. Castang, entreprise de conditionnement de fruits, à Gardonne (Dordogne), a mis 118 travailleurs saisonniers en chômage technique lundi soir. Paul Prédant (charcuterie) envisage de ne pas faire tourner, jeudi 28, son usine du Bugey dans l'Ain, faute de matières premières. Son concurrent Fleury-Michon dit ne pouvoir assurer que 60 % du volume normal de ses expéditions, ce qui représente pour lui un manque à gagner de 3,2 millions de francs par jour.

CHAIRES AUTOMOBILES STOPPÉES

La production dans les industries à flux tendu est arrêtée. Après Peugeot, Renault, qui avait pourtant pris quelques précautions, a été contraint de cesser l'activité à Douai (Nord) et à Sandouville (Seine-Maritime). Le constructeur automobile précise cependant que ces journées de chômage technique seront récupérées. Ne pouvant plus livrer ses clients, dont la moitié sont à l'étranger, le papeterier Emu Leydier a décidé d'arrêter sa plus grosse machine de papier pour ondule dans la Drôme, met-

tant 60 personnes en chômage technique. Les secteurs dont l'activité est très liée à la période de Noël sont encore plus inquiets. Fabricants de jouets comme producteurs de foie gras ou chocolatiers ne peuvent plus expédier leurs produits, alors que la période de mise en vente débute maintenant.

Au-delà des difficultés de transports, les usines redoutent de manquer de fuel lourd pour produire. Des pénuries apparaissent ici et là. Les éleveurs de poulets craignent, si le conflit s'éternise, de ne plus pouvoir assurer le chauffage de leurs poulaillers, ce qui mettrait en péril tout leur élevage.

La levée des barrages ne devrait pas permettre un retour rapide à la normale. Beaucoup de camions sont sur les routes. Il faudra du temps avant qu'ils rejoignent leur destination. Les entreprises qui ont leurs stocks de carburant au plus bas risquent aussi de se précipiter pour les reconstituer. Des priorités devront être établies. Certaines pourraient alors être contraintes de s'arrêter, faute d'avoir obtenu à temps du fuel.

Martine Orange

La CGT misait sur l'extension, CFTD et FO sur une solution rapide

Le président de la CFTC souhaite l'intervention du gouvernement

PAS UNE NE MANQUE à l'appel, de la CGT à la CFTC, en passant par FO, la CFE-CGC, mais aussi, l'UNSA (autonomes, plus FEN), la FSU, le Groupe de dix (SNUL, SUD-PTT...), toutes les confédérations et fédérations sont à l'unisson pour témoigner leur solidarité aux chauffeurs routiers et juger légitimes les revendications qu'ils défendent. Les divergences s'étaient ensuite, sur la méthode à suivre. En pointe, se démarquant des autres confédérations, seule la CGT mise sur une extension du conflit. « Les conditions permettent d'envisager avec confiance la possibilité d'élargissement du conflit », a estimé, mardi, Louis Vianet, qui a multiplié les avertissements, prévenant que « la journée du 27 n'est pas une fin en soi ».

« MANIFESTER LA SOLIDARITÉ »

Mais, alors que sa centrale a appelé à une journée de mobilisation et d'action, ce qui n'exclut pas, selon la CGT, des débrayages – les autres confédérations sont restées très prudentes. Seuls les enseignants de la FSU ont appelé « les personnels à manifester concrètement leur solidarité » aux camionneurs. De même SUD-Rail a décidé de se joindre à la journée de la CGT. Louis Vianet devait se rendre, mercredi, à Saint-Pol-sur-Mer, près de la raffinerie BP de Dunkerque, pour rencontrer des routiers. Révélé par le conflit de décembre 1995, Bernard Thibaut, secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, devait, pour sa part, se rendre à la raffinerie de Grandpuits, en Seine-et-Marne.

Par contraste, l'attitude de FO et de la CFTD tranchent. Ignorant l'appel de la CGT à une extension du conflit, le bureau confédéral de FO, réuni mardi, a affirmé sa détermination pour que « les routiers obtiennent satisfaction ». S'il est

prêt à « accroître la pression », le bureau de FO a surtout rappelé qu'« aucun conflit ne peut se résoudre correctement sans une négociation et un bon compromis ». Il a dénoncé le silence du CNPF qui ne fait pas pression sur la fédération nationale des transports routiers.

A Chambéry, où se tient le congrès de la Fédération générale des transports et de l'équipement CFTD, le climat est à l'euphorie. Cependant, les cheminots CFTD n'envisagent une grève qu'« au cas où le gouvernement et le patronat

plioie au contraire à déminer le conflit dans les délais les plus brefs possibles ».

A l'opposé de la CGT, les deux confédérations ne semblent pas non plus considérer que les conditions soient réunies pour permettre le développement d'un mouvement de grande ampleur. La CFTC et la CFE-CGC, ainsi que l'UNSA, partagent cette analyse. Dans sa déclaration de soutien aux chauffeurs routiers, l'UNSA « souligne que ce conflit se circonscrit à la seule activité des transports rou-

Grève à Air France et à Air Inter Europe

Les syndicats de personnels navigants de toutes les compagnies aériennes françaises ayant maintenu leur mot d'ordre de grève de quarante-huit heures pour mercredi 27 et jeudi 28 novembre, des vols sont annulés et le trafic est réduit, conformément aux prévisions annoncées. Air Inter Europe a prévu d'assurer un vol sur deux mercredi et jeudi. Air France les deux tiers de ses vols long-courriers et seulement un quart de son service moyen-courrier européen. Les petites compagnies TAT, Air Liberté et AOM assuraient, mercredi matin, l'essentiel de leur trafic.

Les cheminots du dépôt de Sotteville-lès-Rouen, qui ont voté la grève, mardi 26, ont occupé, dans la nuit de mardi à mercredi, un pont à l'entrée de Rouen, coupant le trafic grandes lignes SNCF entre Paris, Rouen et Le Havre.

Joueront le pourrissement de la lutte ».

Les cheminots CFTD précisent qu'ils « n'entendent pas déposséder les salariés de la route du conflit » et rappellent qu'ils « se battent pour une réelle complémentarité des transports, et pour la défense de leurs acquis sociaux ». Quoique opposant à Nicole Notat, la FGTE se retrouve sur la même longueur d'onde que la confédération pour refuser toute généralisation du mouvement. La CFTD comme FO semblent parier sur une issue rapide du conflit, avec le sentiment que la solution repose sur le gouvernement et que loin de jouer le pourrissement, ce dernier s'em-

tière ». Marc Vilbeneit, président de la CFE-CGC, a demandé, mardi 26, l'« application réelle et tangible du contrat de progrès, signé le 23 novembre 1994, au sein de l'ensemble des entreprises de la profession » pour appuyer les revendications salariales et de durée de travail des routiers.

Après s'être rendu, mardi à Caen, sur des barrages, Alain Deleu, nouvellement réélu président de la CFTC, a surtout dénoncé « les entreprises de transport qui ont fait suer le bœuf, pendant des années » et a demandé au gouvernement d'intervenir.

Alain Beuve-Méry

Faire ses achats en Inde est unique. Un somptueux sari de Benares évoque le rayonnement extraordinaire de la plus ancienne cité du monde. Une sculpture de Mysore, en bois de santal, respire la grâce parfumée du sud. Une émeraude de Jaipur brille du même éclat qui vous éblouit sur place. Sans tarder, venez vous-même à la découverte de ces trésors de mémoire.

Emportez un peu de notre magie chez vous.

Veuillez s.v.p. ne faire parvenir une documentation complète que si vous le souhaitez.

Nom: _____

Adresse: _____

Office National Indien de Tourisme
13, Boulevard Haussmann, 75008 Paris
Tél: 01 45 23 30 45 • Fax: 01 45 23 33 45
Minitel 3615 INDE

India

UN ACCUEIL TOUJOURS RENOUVÉ

Le conseil des ministres approuve la réforme du service national

Le projet de loi de Charles Millon tire les conséquences de la professionnalisation des armées voulue par le président de la République. Les mouvements de jeunesse sont sceptiques et expriment leurs inquiétudes quant à la mise en œuvre d'un volontariat civil

Le conseil des ministres du mercredi 27 novembre devait approuver le projet de loi réformant le service national. Préparé par Charles Millon, ce texte tire les conséquences des changements dans l'organisa-

tion de la défense de la France voulus par le président de la République. Si le principe de la conscription n'est pas supprimé, mais simplement suspendu, les jeunes hommes nés après le 31 décembre 1978 ne seront

plus contraints d'effectuer leur service national. En revanche, sera mis en place un « rendez-vous citoyen » d'une durée de cinq jours, obligatoire à partir de 1997 pour les hommes et de 2003 pour les femmes. Il

permettra d'effectuer un bilan individuel. Les avantages d'un service volontaire dans les armées ou dans des activités civiles y seront aussi présentés. Les syndicats d'étudiants, qui ont été consultés par le ministre

de la défense, sont, pour la plupart, hostiles à la professionnalisation des armées. Ils demandent des garanties sur les modalités de mise en œuvre du rendez-vous citoyen et du service volontaire.

LE CONSEIL DES MINISTRES du mercredi 27 novembre doit approuver le projet de loi portant réforme du service national. Ce texte, préparé par Charles Millon, ministre de la défense, n'abolit pas la conscription. Il en suspend la mise en œuvre. Il précise comment il est mis fin progressivement au service national obligatoire dans sa forme actuelle. Il propose de créer un nouveau service national sur la base de deux composantes obligatoires (le recensement et le rendez-vous citoyen) et d'une composante facultative (le volontariat). Il indique, enfin, les modalités de la période de transition, entre 1997 et 2002.

● **Le recensement.** Dès l'âge de seize ans (au lieu de dix-sept ans précédemment), les Français et les Françaises seront dans l'obligation de se faire recenser à la mairie de leur domicile, pour y déclarer leur état civil, leur situation familiale et scolaire, universitaire ou professionnelle. L'âge de seize ans a été choisi pour pouvoir donner une information à tous les jeunes au moment où ils sont scolarisés. Les femmes nées après le 31 décembre 1984 devront se faire recenser dès le 1^{er} janvier 2001.

Il leur sera délivré un certificat de recensement, qui deviendra une condition préalable pour, le cas échéant, entreprendre d'autres démarches administratives, telles que l'inscription à des examens ou à des concours publics et la souscription à un contrat pour une assistance à l'emploi. A la mairie, il sera donné une information sur le déroulement du rendez-vous citoyen ; pour celui-ci, quatre dates réparties sur deux années seront proposées.

● **Le rendez-vous citoyen.** Entre dix-huit et vingt ans, tous les jeunes Français concernés, dès 1997, et toutes les jeunes Françaises, à partir du 1^{er} janvier 2003, seront convoqués à un rendez-vous citoyen - obligatoire - d'une durée de cinq jours.

Ce rendez-vous aura lieu dans un centre d'évaluation où sera établi un bilan individuel sur les plans médical, psychotechnique, scolaire et socioprofessionnel. Ce centre sera associé à un « site d'information » voué à renforcer la conscience d'appartenir à une communauté nationale et à mieux percevoir le sens de la citoyenneté et à un « site d'orientation » où sera présenté, notamment, l'intérêt

Les effectifs de la future armée professionnelle

	1996	2002		1996	2002
ARMÉE DE TERRE			ARMÉE DE L'AIR		
MILITAIRES D'ACTIVE	104 307	133 126	MILITAIRES D'ACTIVE	55 972	62 124
CIVILS	31 946	34 000	CIVILS	4 906	6 731
APPELÉS	132 319	167 126	APPELÉS	62 674	68 855
MARINE NATIONALE			GENDARMERIE		
MILITAIRES D'ACTIVE	45 477	43 095	MILITAIRES D'ACTIVE	80 394	79 392
CIVILS	6 495	11 594	CIVILS	1 258	2 260
APPELÉS	17 906	54 689	APPELÉS	12 017	81 652
SERVICES COMMUNS					
MILITAIRES D'ACTIVE	11 686	12 275			
CIVILS	29 142	28 438			
APPELÉS	6 582	40 713			

Source : commission de la défense à l'Assemblée nationale

En six ans, le corps des militaires d'active devrait croître de 10,8 % et celui des civils de 12,6 %. En revanche, le contingent des jeunes effectuant un service national diminuera de 36,5 %.

d'un service volontaire. Les jeunes seront internes dans ces centres - une dizaine répartis en France. A l'issue de ces cinq jours consécutifs, le jeune recevra un brevet du rendez-vous citoyen.

Après cette période, des « médiateurs » - des volontaires spécialement formés - s'attacheront à proposer, à des jeunes apparus comme étant en difficulté, un projet d'insertion sociale au cours d'une journée supplémentaire, mais facultative, qui leur permettra d'avoir une rencontre plus personnalisée. Chacun de ceux-ci pourra s'engager dans une démarche à la carte et de deux mois, dite de « remise à niveau », au sein d'organismes d'accueil.

L'appel au rendez-vous citoyen choisit sa date parmi les sessions

que lui propose l'administration. Des assouplissements sont prévus en matière de report. S'il ne s'y présente pas, le jeune peut être convoqué une seconde fois. En cas de nouvelle absence, il est réputé n'avoir pas satisfait à ses obligations. Il ne pourra donc pas présenter de brevet le mettant en règle vis-à-vis de ses obligations, et, dans ce cas, il restera soumis aux mêmes interdictions administratives que précédemment.

Les personnes atteintes d'infirmité ou d'une affection les rendant incapables pourront être dispensées du rendez-vous citoyen, sur leur demande. Tout salarié en âge d'y participer bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle, non décomptée de ses droits à congés. Cela ne devra entraîner aucune ré-

duction de la rémunération. Ce rendez-vous est, ainsi, présenté comme devant s'intégrer dans « un parcours civique », précédé d'une information civique dispensée durant le cycle scolaire, et pouvant être prolongé par un volontariat (civil ou militaire) ou par un engagement au service de la collectivité.

● **Le volontariat.** Après cette participation au rendez-vous citoyen - sauf pour les jeunes femmes qui pourront faire acte de candidature avant 2003 sans attendre d'y être soumises - il sera proposé un volontariat d'une durée de neuf à vingt-quatre mois à tous ceux qui désirent apporter un concours personnel et temporaire à la vie de la communauté nationale dans le cadre de missions d'in-

térêt général. Ce volontariat pourra être accompli entre dix-huit et trente ans dans l'un des trois domaines suivants : défense, sécurité et prévention au sein des forces armées, des unités civiles chargées de protéger les personnes, les biens et l'environnement ; cohésion nationale et solidarité pour des missions d'utilité sociale et l'aide aux personnes en difficulté ; coopération internationale et aide humanitaire à caractère économique, technico-scientifique, culturel, pédagogique, humanitaire ou sanitaire.

A l'initiative des organismes d'accueil, la durée du volontariat pourra être fractionnée dans certains cas. Le volontariat se traduira par une convention entre le volontaire et l'organisme, qui doit avoir reçu l'agrément de l'Etat. Il ouvre droit à une indemnité mensuelle égale pour tous (quelle que soit la durée et la nature du volontariat), aux mêmes règles de discipline que celles prévues par les statuts des organismes d'accueil, et à des mesures dites « de reconnaissance », sous forme d'aides, de facilités et de décomptes d'annuités dans le calcul de l'ancienneté pour l'avancement et la retraite de la fonction publique.

● **Les modalités pratiques.** Le projet de loi portant réforme du service national prescrit que tous les jeunes Français des deux sexes, sans distinction de capacité, de diplômes ou d'origine, seront astreints aux mêmes obligations. Il doit s'appliquer, dès la promulgation de la loi, aux jeunes hommes nés après le 31 décembre 1978. Pour les jeunes filles, le volontariat leur est ouvert dès l'entrée en vigueur de la loi.

J. L.

En attendant 2002

Dans sa formule actuelle, le service national continue - jusqu'au 31 décembre 2002 - à impliquer les hommes nés avant le 1^{er} janvier 1979. Il s'agit essentiellement de recrues en situation actuelle de report d'incorporation. Durant la période de transition, des reports pourront être accordés jusqu'à vingt-six ans. La durée du service militaire des scientifiques, médecins, vétérinaires, pharmaciens et des dentistes sera ramenée à dix mois (au lieu de douze). Le régime des dispenses sera étendu, sous certaines conditions de ressources, aux gens mariés, aux pères d'au moins un enfant, aux orphelins sans aide familiale, aux jeunes chefs d'entreprise depuis un an et aux jeunes dont l'incorporation mettrait en danger l'exploitation familiale (agricole, commerciale, artisanale).

De l'Ancien Régime à la V^e République

- 1790. L'Assemblée nationale remplace la milice - un contingent formé de célibataires, de dix-huit à quarante ans, tirés au sort - par la Garde nationale composée de volontaires.
- 1793. La Convention ordonne, en février, la réquisition de 300 000 hommes et, en août, la levée en masse, mobilisant jusqu'à 750 000 hommes.
- 1798. Le général Jourdan imagine la conscription forcée, c'est-à-dire la soumission à un service armé de tous les Français entre vingt et vingt-cinq ans. Cette formule est modifiée, en 1802, par le remplacement (un jeune qui ne veut pas aller à l'armée peut se faire remplacer par un volontaire), puis, en 1804, par le tirage au sort.
- 1818. La loi rétablit la conscription, qui complète le recours à des engagés, sous la forme d'un appel - avec tirage au sort et système de remplacement - pour servir pendant six ans, puis huit ans. Cette loi sera modifiée en 1824, puis en 1832, avec l'instauration de réservistes.
- 1855. Le remplacement est supprimé.
- 1872. La loi crée le service militaire obligatoire pour tous. Le tirage au sort maintenu instaure de mauvais numéros (cinq ans de service) et de bons numéros (un an). Des dispenses sont accordées.
- 1905. La loi sur le service militaire obligatoire et universel abolit exemptions et dispenses. Le sursis à incorporation est autorisé.
- 1959. La notion de défense s'élargit au domaine économique et civil.
- 1971. Le code du service national consacre le service militaire et la notion de service national (comme l'aide technique et la coopération). Peu à peu, sont instaurées d'autres formes de service national au bénéfice de la sécurité ou d'administrations civiles.
- 1992. La durée du service national passe à dix mois.
- 1996. Jacques Chirac propose la professionnalisation des armées.

Les syndicats d'étudiants demandent des garanties sur le rendez-vous citoyen

HOSTILES, pour la plupart, au principe d'une armée professionnelle, les syndicats d'étudiants et les organisations de jeunes s'interrogent sur le second volet de la réforme du service national. Au cours de deux rencontres informelles, fin septembre et début octobre, à l'initiative de Charles Millon, ministre de la défense, leurs représentants ont exprimé leur scepticisme, en demandant des garanties sur les modalités de mise en œuvre du rendez-vous citoyen et du service volontaire.

A priori, la convocation obligatoire de tous les jeunes, entre dix-huit et vingt ans, n'est pas fondamentalement mise en cause. Les avis divergent sur son organisation. L'UNEF-ID (gauche non communiste) reconnaît l'utilité d'un bilan général de santé et de formation. Elle est, en revanche, plus réticente à l'égard des cours d'instruction civique qui relèvent, selon elle, des missions traditionnelles de l'éducation nationale. En des termes plus abrupts, l'UNEF, syndicat proche du PCF, craint que cette opération ne se transforme en « entreprise de propagande » et ne soit utilisée par l'armée que pour « recenser et recruter ses futurs professionnels ». Plus nuancée, la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), qui se définit comme apolitique, souhaite préciser le rôle des « médiateurs-citoyens », fonctionnaires, civils ou responsables d'associations, voire de stagiaires de l'ENA, comme elle le suggère.

Les syndicats s'inquiètent également de la place de l'éducation nationale, au côté de l'armée, dans cette mission d'évaluation et d'instruction. Bien que favorable, à titre personnel, au service civil de longue durée pour tous, François Bayrou s'est, jusqu'à présent, bien gardé d'engager son ministère et de préciser ses intentions. Cette absence ne peut que renforcer les inquiétudes. « Nostal-

gique » du service national actuel, l'UNF, proche du RPR, craint avant tout que « le bilan ne traduise le constat d'échec de l'éducation nationale en matière de formation et de santé et celui des associations dans l'encadrement des jeunes ». Arnaud Hurel, son délégué général, ajoute : « Une fois que l'on aura détecté les situations dramatiques, qui prendra le relais à l'issue de cette période de cinq jours trop courte pour n'être pas superficielle ? »

« UN PACTE RÉPUBLICAIN »

Seule, l'UNEF-ID a proposé que le rendez-vous citoyen, comme le service civil volontaire, soit ouvert aux jeunes étrangers, a priori exclus de cette obligation. « Ce serait un moyen d'instaurer un pacte républicain avec ceux qui veulent accéder à la nationalité française », précise Pouria Amirshahi, son président, dont la suggestion est loin de soulever l'enthousiasme. Les réserves suscitées par le service volontaire sont d'une autre nature. Certes, reconnaissent la plupart des organisations, cette formule peut répondre à la volonté d'un grand nombre de jeunes de participer à des actions de « solidarité » au profit d'organisations sociales et humanitaires.

Encore faudrait-il, ajoutent-elles, que les règles soient parfaitement définies. « Les appels du contingent n'ont pas leur place dans les lycées pour remplacer les étudiants-surveillants rémunérés », relève M. Hurel. Assimilé à des « emplois ou rabais » ou à des « petits boulots », le service civil volontaire soulève des protestations unanimes. Les associations susceptibles de les accueillir expriment les mêmes inquiétudes. Elles ont aussi demandé au ministre des garanties tant sur la durée que sur le financement et les conditions d'encadrement.

Michel Delberghe

Une double création en forme de vraie gageure

PORANT « réforme » et non abandon du service national, le projet de loi institue deux éléments forts et originaux - le rendez-vous citoyen et le volontariat - qui



risquent d'être les points les plus fragiles de la nouvelle organisation de la défense nationale. En effet, s'adressant à terme à plus de huit cent mille jeunes, hommes et femmes, le rendez-vous citoyen n'est ni un essai de l'ancien service national, ni un prolongement de ce qu'on appelait autrefois « les trois jours » de sélection, ni une période militaire. De même, le volontariat, s'il vise en première analyse quarante mille jeunes pour la sécurité et la prévention, quarante mille autres pour la cohésion sociale et la solidarité, et huit mille pour la coopération internationale et l'assistance humanitaire, n'est ni un engagement, ni un emploi qui serait assorti d'un quelconque salaire, ni à plus forte raison une pré-embauche.

Dans l'histoire, somme toute assez récente, de la conscription en France, l'un et l'autre de ces deux temps forts sont des créations - une aventure, disent ceux qui leur sont hostiles - qui n'ont pas réellement de précédents et qui peuvent donc présenter des maladies de jeunesse.

C'est ce que devront avoir en tête les parlementaires invités, vraisemblablement au début de l'an prochain, à débattre de ce projet de loi. Gageons, au demeurant, que le gouvernement cherchera à s'employer d'ici là à dissiper le trouble dans la représentation nationale. Une part non négligeable de celle-ci, en effet, y compris au sein de la majorité, regrette que la priorité quasi exclusive attribuée à la professionnalisation des armées aboutisse à tourner le dos - faute d'un budget adéquat - à la tradition d'un système de défense qui puise son identité dans la nation en armes.

Le rendez-vous citoyen, pour lequel une moyenne de huit cents à

douze cents jeunes par semaine seront convoqués, toute l'année durant, par chacun des dix centres prévus, est, ainsi, à sa manière, une vraie gageure.

Signe de l'adhésion à la citoyenneté, ce rendez-vous devra, pour être réussi, devenir une œuvre interministérielle. Or rien ne le garantissant par avance, en dépit de la volonté gouvernementale de l'insérer dans un « parcours » dit « civique » qui nécessite l'appui des armées et des administrations civiles concernées en amont et en aval. Quand on constate de quelle manière les uns comme les autres traquent les pieds pour l'organisation, l'encadrement, l'infrastructure et jusqu'au financement de ces rendez-vous citoyens, on en conclut que cela ne présage rien de bon.

Un statut hybride, comme si les armées recrutèrent des supplétifs, et les administrations ou les associations un appoint

A ce jour, il a été envisagé que les armées prêtent sept mille de leurs et que les ministères associés détachent mille de leurs personnels pour informer, évaluer et orienter les jeunes dans différents ateliers, collectifs et individuels. Rude tâche qui ne devra pas se contenter d'être un simple maternel de la jeunesse et qui - si elle ne mobilise pas les meilleurs des instructeurs ou des moniteurs à temps plein - ne peut pas être confiée à de modestes vacataires. Le volontariat n'est pas davantage à l'abri des critiques. Certes, bien d'autres armées professionnelles dans le monde pratiquent ce mode de recrutement. Mais la France a ceci de particulier qu'elle a choisi un statut d'une nature as-

sez hybride : ni celui de l'engagé ni celui d'un contractuel, voués, tous les deux, à se familiariser avec une discipline avant d'en faire un métier, mais plutôt le statut d'un stagiaire, qui serait, en quelque sorte, de passage dans l'attente d'une activité sans doute plus valorisante. Comme si les armées recrutèrent des supplétifs, et les administrations ou les associations civiles un appoint, à coûts réduits.

En d'autres termes, le risque existe que ces volontaires, militaires et civils, ne soient pas tout à fait - en quantité et en qualité - ceux-là mêmes dont on ait un besoin absolu. D'où l'idée que chaque « employeur » ait la possibilité de les sélectionner, selon des critères qui lui sont propres, dans l'espoir d'éviter les indésirables. Mais, si tel était le cas, peut-on encore parler de volontariat ? Comment l'orienter et, pour tout dire, comment le canaliser sans tomber dans une politique « à la carte » qui traiterait l'ensemble d'un projet voulant encourager la générosité et la solidarité au profit de la collectivité ?

Autant d'interrogations qui devraient trouver une réponse dans les décrets d'application de la loi et dans le règlement du service intérieur, en préparation, pour chaque centre du rendez-vous citoyen. Mais, surtout, autant de questions de fond qui requièrent une expérimentation préalable avant de généraliser le système.

Il est prévu que, dès la fin du printemps prochain, un centre installé à Mâcon (Saône-et-Loire) accueillera, chaque semaine, quelque deux cents jeunes de la région pour tester les procédures. Deux autres centres, dont l'un sera implanté à Nîmes (Gard) et à Tarascon (Vaucluse), l'autre à Compiègne (Oise) et à Cambrai (Nord), fonctionneront durant le second semestre de 1997. C'est au vu de ces expérimentations en vraie grandeur - et sans en révéler au passé, puisque la réforme projetée rompt avec lui - que l'on jugera des fruits d'un *aggiornamento*, tout à la fois ambitieux et téméraire.

Jacques Isnard

La majorité sénatoriale allège l'ISF des plus gros patrimoines

Le gouvernement veut limiter l'effet politique d'une telle mesure

Le Sénat a adopté, non sans péripéties, mardi 26 novembre, par 208 voix contre 96, l'allègement de l'impôt sur la fortune pour les plus gros patrimoines, en suppri-

mant le décalage voté l'an passé dans la loi de finances. Le RPR et l'UDF ont voté pour cet amendement de la commission des finances, le PS et le PCF contre.

Le DÉBAT qui a conduit le Sénat à adopter, mardi 26 novembre, l'allègement de l'impôt sur la fortune pour les plus gros patrimoines, a révélé l'embarras du gouvernement, qui, pour limiter l'effet politique d'une telle mesure aux yeux de l'opinion, a fait voter une disposition visant à décourager l'évasion de capitaux à l'étranger.

La discussion parlementaire sur l'ISF a des effets étonnants. Le ministre délégué au budget, Alain Lamassoure, y joue les candidats. Bercy y perd son expertise. Combien de redevables verront leur ISF diminuer après le vote de l'amendement de la commission des finances? « C'est difficile à évaluer », indiquent les services de M. Lamassoure. Quel est le coût budgétaire d'une telle mesure? « On ne peut donner d'ordre de grandeur précis », répondent-ils. A combien s'élève l'évasion fiscale qu'aurait provoquée depuis neuf mois le décalage? « Par nature, elle est impossible à apprécier », ajoutent-ils.

Le gouvernement ne sait donc pas grand-chose. Même si, moins ouvertement, le ministre des finances évoque un millier de contribuables concernés et une évasion de quelques centaines de millions de francs. Surtout, souligne-t-il, il n'est pas à l'origine de la suppression du décalage. « Le texte du gouvernement ne comprenait pas cette mesure et l'Assemblée nationale n'avait pas souhaité la rajouter », répliquait M. Lamassoure. Alain Lambert (Union centriste, Orne), rapporteur général de la commission des finances, a expliqué que le décalage « frappe des redevables utiles à l'économie nationale et locale ».

DÉLOCALISATION DE L'ÉTRANGER

Le gouvernement a posé trois conditions. D'abord, la majoration exceptionnelle de 10 % doit être maintenue. Ensuite, il faut revenir au strict plafonnement introduit par la majorité précédente. En 1991, il avait été prévu que les sommes dues au titre de l'ISF et de l'impôt sur le revenu n'excèdent

pas 85 % du revenu. Enfin, M. Lamassoure a demandé au Sénat de voter, en contrepartie, un sous-amendement gouvernemental supprimant le report d'imposition dont bénéficient les contribuables sur leurs plus-values d'échanges de titres, en cas de transfert de leur domicile fiscal à l'étranger, à compter du 1^{er} janvier 1997. « Sous ces conditions, si l'amendement de la commission des finances est voté, nous aurons un régime plus rigoureux et économiquement plus intelligent », s'est félicité M. Lamassoure.

Après avoir, les esprits s'étaient échauffés. A Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne), qui avait accusé la majorité d'abdiquer devant la délocalisation de l'épargne, « ce privilège antinational et antirépublicain d'une minorité fortunée qui demande tout au pays et ne lui rend rien », Michel Ruffin (RPR, Meuse) avait répondu en dénonçant « le socialisme, ce mélange de bien-être humanitaires et de tyrannie ».

Caroline Morrot

Les députés regrettent la modestie du projet de prestation dépendance

L'Assemblée nationale examine la proposition de loi des sénateurs, suite d'une promesse de campagne de M. Chirac, avec le souci de ne pas engager de dépenses supplémentaires

COMMENT RÉALISER une réforme, indispensable aux yeux de tous les spécialistes, promise par le candidat Chirac et « sans engager de dépenses supplémentaires conséquentes », selon la formule du ministre du travail, Jacques Barrot? Tel est le délicat objectif que se sont fixés les députés. Ils examinent, depuis mardi 26 novembre, la proposition de loi du sénateur Jean-Pierre Fourcade (RPR, Ind., Hauts-de-Seine) visant à instaurer une prestation spécifique dépendance destinée à certaines catégories de personnes âgées.

S'inspirant d'expériences menées dans douze départements, ce texte intervient après le report, en novembre 1995, au nom de la rigueur, du projet de loi gouvernemental de prestation autonomie qui concernait 638 000 personnes et dont le coût était estimé à 14 milliards de francs.

Il s'agit de remplacer, dès le 1^{er} janvier 1997, le système actuel, jugé inadéquat, de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), dont 187 000 personnes bénéficient aujourd'hui,

par une prestation spécifique dépendance (PSD), mieux adaptée aux besoins des personnes âgées, et qui pourrait concerner 700 000 personnes d'après les estimations du rapporteur, Monique Rousseau (RPR, Doubs). La prestation est versée en nature, de manière qu'elle ne soit pas utilisée à d'autres fins. Destinée aux personnes âgées de plus de 60 ans, elle est attribuée sous conditions de ressources.

L'ATTENTE DES PERSONNES ÂGÉES

M. Rousseau souhaiterait porter le maximum fixé par les sénateurs à 4 424 francs, à 5 530 francs. Elle propose aussi que le cumul des revenus autorisés d'un bénéficiaire passe de 7 827 à 8 933 francs.

Mais de tels amendements « onéreux » devraient rencontrer l'hostilité de certains députés et sans doute du gouvernement. Le président de la commission des finances, Pierre Méhaignerie, devait répéter, au cours de la discussion, que « la neutralité financière de la

réforme doit être totale ». M. Rousseau devrait en revanche obtenir qu'une équipe médico-sociale, en concertation avec la personne dépendante et sa famille, instruisse les demandes de prestation qui seront ensuite gérées par le département, une fois obtenu l'accord du président du conseil général après avis du maire.

Les différents orateurs ont tous constaté la modestie de cette réforme par rapport aux objectifs et aux besoins. Denis Jacquet (UDF, Moselle) a regretté que « notre pays ne soit pas encore mûr » pour une véritable prestation autonomie gérée par la sécurité sociale. Serge Janquin (PS, Pas-de-Calais) a déploré que le projet ne soit pas « conforme à l'attente des personnes âgées ». « Ce texte ne sert à rien, c'est encore un phénomène d'annonce. Il est très éloigné des promesses du candidat Chirac », a déclaré le président du groupe communiste Alain Bocquet. L'examen du texte devait se poursuivre mercredi et sans doute jeudi.

Fabien Roland-Lévy

Débats houleux sur la résiliation de la convention médicale

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), appelé à se prononcer sur un mandat en vue d'une résiliation de la convention médicale de 1993 liant les médecins libéraux aux caisses d'assurance-maladie, afin de l'adapter à la réforme de la Sécurité sociale, a donné lieu, mardi 26 novembre, à des débats houleux. La CFIC et FO ont refusé de laisser les pleins pouvoirs au président de la CNAM, Jean-Marie Spaeth (CFDT), en exigeant que le vice-président, Georges Jollès (CNPF) soit associé à un éventuel mandat. La résolution soumise au vote tient finalement compte de cette demande : jeudi 28 novembre, M. Spaeth ne pourra « dénoncer la convention médicale après concertation avec les professions de santé » qu'« avec l'accord du vice-président ».

DÉPÊCHES

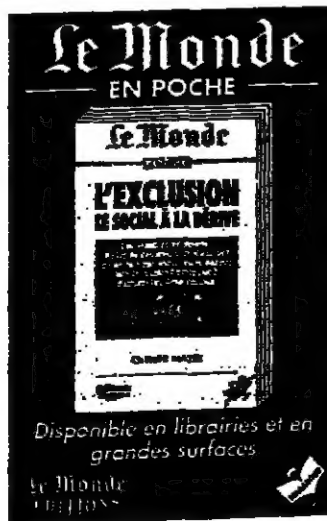
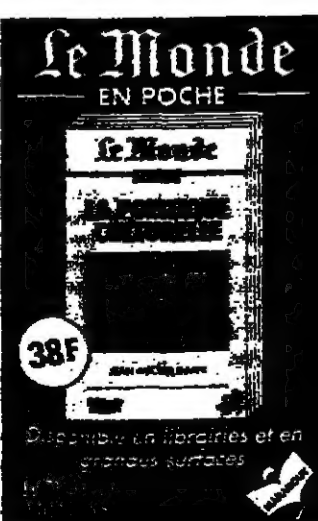
■ CONSULTATION : François Léotard sera reçu, samedi 30 novembre par Jacques Chirac, en fin de matinée. Le président de l'UDF s'était déjà entretenu pendant une heure avec le chef de l'Etat, le 10 octobre, sur « la situation politique et économique nationale et internationale ». M. Léotard a également déjeuné, samedi 23 novembre, avec le premier ministre. Il avait rappelé la volonté de l'UDF de « voir les parties actuelles entre le franc et le mark maintenues ».

■ FRANC FORT : 64 % des Français estiment que le débat sur la dévaluation du franc, relancé par les récentes déclarations de Valéry Giscard d'Estaing, est « important » pour l'avenir de l'économie française, d'après un sondage réalisé par Ipsos pour le Figaro, les 22 et 23 novembre, auprès d'un échantillon de 940 personnes. La politique du franc fort est approuvée par 46 % des personnes sondées, mais seules 32 % estiment que le maintien de la parité du franc par rapport au mark est « négatif pour l'économie française ». 47 % des sondés désapprouvent l'idée d'une dévaluation.

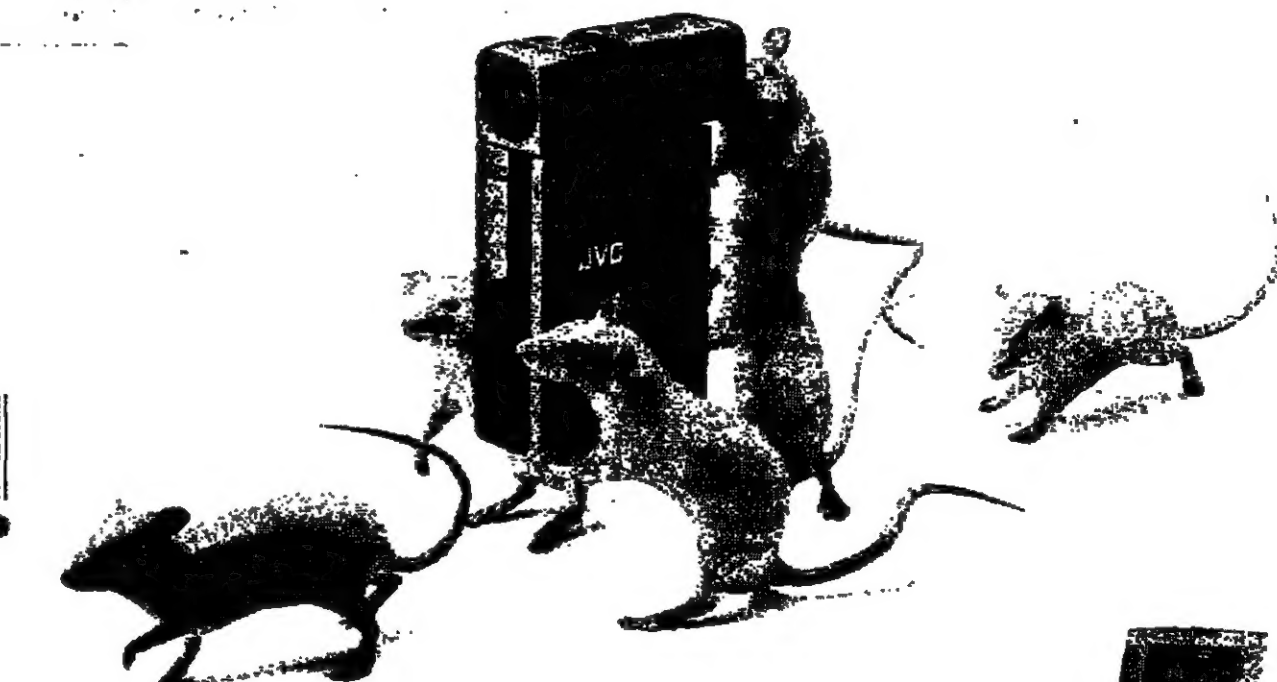
■ SONDAGE : Jacques Chirac et Alain Juppé enregistrent une nouvelle baisse de un et trois points de confiance dans le baromètre mensuel CSA, réalisé les 12 et 13 novembre auprès d'un échantillon de 1 010 personnes, et qui sera publié le 28 novembre par La Vie. Les Français ne sont plus que 28 % à accorder leur confiance au premier ministre, tandis que 62 % la lui refusent. Le président de la République enregistre un taux de confiance de 37 % et un taux de défiance de 53 %.

■ POSTES : l'Assemblée nationale a adopté, mardi 26 novembre, une résolution hostile à une proposition de directive européenne libéralisant les services postaux communautaires. La majorité RPR-UDF a voté pour, l'opposition PS-PCF s'est abstenue. Dans la résolution proposée par Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), président de la délégation de l'Union européenne, les députés rappellent leur « attachement au service public postal ».

■ SYNDICATS : la CFIC et le Parti socialiste ont procédé, mardi 26 novembre, à un tour d'horizon de la situation économique et sociale. Pour Alain Deleu, président de la CFIC, les deux organisations « partagent le constat de la nécessité d'apporter des réponses à l'insécurité et aux attentes » des Français, notamment sur l'emploi. Lionel Jospin a relevé « des plages de préoccupations communes » et « un intérêt même critique pour un certain nombre des propositions » du PS.



Caméscope numérique. Pour entrer dans l'ère multimédia et sortir partout dans le monde.



Mini DV 14,8 cm de haut

Voilà qui révolutionne même l'usage que l'on fait de son caméscope. D'un poids réduit (450 g), à peine plus encombrant qu'un portefeuille, vous pouvez l'emporter là où vous n'avez jamais pensé emmener un appareil classique. Vous l'avez ainsi sur vous en permanence et vous pouvez capter l'instant à tout instant, où que vous soyez.

Zoom 100 X Doté d'un stabilisateur numérique, il offre aussi un grossissement maxi de 100x (zoom optique 10x). Et ce n'est pas tout. Le Mini-DV, GR-DV1 a d'autres atouts dans son jeu : 10 effets spéciaux (sépie, vidéo écho, stroboscopique, etc.), 12 modes de transition (fondu, mosaïque, volets, etc.), un viseur couleur, une sortie audio-vidéo pour raccordement direct à un téléviseur. Bref, un grand caméscope créatif dans un tout petit format.

Multimédia, il l'est de naissance.

Entièrement numérique, le Mini-DV dialogue avec tout outil multimédia. Comment? En posant votre Mini-DV sur sa "base". Ce support à peine plus grand que l'appareil permet d'utiliser la télécommande, de vous relier à un téléviseur, un magnétoscope, un PC ou un réseau multimédia. Vous pouvez ainsi très simplement visionner, monter, travailler et capturer vos images. Vous pouvez aussi les envoyer presque instantanément à l'autre bout du monde ("avec PC et logiciels appropriés").

Avec le Mini-DV, votre équipement vidéo devient pleinement "Cyber". Que diriez-vous d'être l'un des premiers à changer d'ère?



JVC VOUS POUVEZ

Besoin d'infos? 3615 JVC Vidéo (189 F/mn). Dès maintenant, retrouvez le DV1 sur le net! <http://www.jvc-victor.co.jp/welcome.html>. A bientôt.

ÉDUCATION Le ministre de l'éducation nationale a installé, lundi 25 et mardi 26 novembre, quatre des cinq commissions thématiques qui devront proposer une mise en

œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur. « La discussion est difficile, mais encourageante », a estimé François Bayrou après ces premières réunions où sont repré-

sentés étudiants, enseignants, présidents d'université et personnels. **● D'IMPORTANTES DIVERGENCES** sont déjà apparues sur les missions assignées à ces commissions et sur

deux points-clés de la réforme : la réorganisation en semestres des premiers cycles universitaires et la refonte du complexe dispositif d'aides sociales aux étudiants. **● LA**

RÉFORME PROMISE devrait entrer en application lors de la prochaine rentrée universitaire, ce qui ne laisse que peu de temps au gouvernement pour en dessiner les lignes.

M. Bayrou ouvre de délicates discussions sur l'avenir de l'université

Le ministre vient d'installer des commissions thématiques, rassemblant étudiants, enseignants, présidents d'établissements et personnels. Treize mois après l'annonce d'une réforme, de forts clivages apparaissent sur les premiers cycles et les aides sociales

« POUR LA PREMIÈRE FOIS sous la V^e République, on est en train de faire une très grande et très profonde réforme de l'université, sans que jusqu'à aujourd'hui cela ait explosé. » Invité de l'émission « 7 sur 7 », dimanche 24 novembre, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a affirmé un optimisme euphorisant. Deux jours plus tard, après avoir présidé la première rencontre officielle de quatre des cinq groupes de « mises en œuvre » de cette réforme, où siègent les organisations syndicales d'étudiants, d'enseignants, de personnels et les représentants de la conférence des présidents d'université, le jugement du ministre paraît plus nuancé. « La discussion est difficile, mais encourageante », nous a-t-il précisé.

Durant une partie de la journée de mardi, le ministre a été contraint d'atténuer les divergences et de lever les « quiproquos » intervenus lors de la première réunion de ces commissions. Chacune aura à travailler sur l'un des thèmes suivants : la pédagogie ; le statut de l'étudiant ; la situation des personnels ; la gestion des établissements.

Treize mois après son annonce par le ministre, le 19 octobre 1995,



la réforme de l'université est censée entrer dans sa phase concrète. Après avoir réuni des « états généraux » puis énoncé l'essentiel de ses principes, le 16 juin à la Sorbonne, François Bayrou commence à préciser le détail des mesures qu'il envisage d'adopter. L'échéance est brève. Pour espérer entrer en application à la rentrée universitaire d'octobre 1997, la pu-

part d'entre elles doivent être élaborées au plus tard à la mi-février. Fidèle à sa méthode, le ministre espère obtenir un « consensus » sur un certain nombre de points-clés : organisation en semestres des premiers cycles ; voie technologique ; réforme des aides sociales ; évaluation des enseignements par les étudiants ; installation d'une agence de modernisation des éta-

blissements ; évolution du statut des professeurs et des agrégés ainsi que des mesures pour la recherche. « Peut-être est-ce trop ambitieux, on verra », a-t-il conclu.

Le contenu des premières discussions laisse présager une issue sans doute plus laborieuse que prévue. Pour éviter tout rejet de propositions conçues par avance par son cabinet ou ses services, M. Bayrou a pris le risque d'avancer à pas comptés. Il s'est contenté de noter les priorités sans relever de conclusions ni précisions. La méthode paraît avoir atteint ses limites. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir surgir des divergences sur la nouvelle organisation de l'année universitaire. Elle pourrait inclure, avait-il avancé à la Sorbonne, « un semestre initial et une période d'adaptation (favorisant) un temps de découverte de plusieurs voies de formation proche (ainsi que) de nouvelles méthodes de travail ».

Lundi soir, l'UNEF-ID haussait déjà le ton en prédisant : « La réforme à l'automne, les baskets au printemps. » Très rapidement, ses délégués se sont opposés à une esquisse d'organisation, qui prévoit un redoublement ou une réorientation en cas d'échec aux examens de février, et la suppression de la ses-

sion de rattrapage en septembre. Alors que pour l'UNEF, cette formule se rapproche de la réforme Jospin-Lang de 1992 qu'elle a vigoureusement combattue, l'UNEF-ID dénonçait un « recul inacceptable ».

Le même constat de désaccord semble être survenu sur la réforme des aides sociales. A « 7 sur 7 », François Bayrou a pris « l'engagement que pas un franc ne sera détruit » du montant actuel de ces aides. Celles-ci sont évaluées à 23,3 milliards de francs. Il n'a pas pour autant levé les inquiétudes des syndicats sur le sort réservé à la suppression des 1 200 francs de déduction d'impôt par enfant à charge, soit 800 millions de francs, prévue par le premier ministre Alain Juppé dans son programme d'économies budgétaires de 1998. Il faudra pour cela attendre les résultats d'une mission d'audit confiée à Bernard Cleutaut, conseiller à la Cour des comptes, qui, l'an dernier, avait procédé à une première évaluation exhaustive. Ce n'est qu'à la remise de son rapport, au plus tard dans un mois, que le groupe de travail pourra s'atteler à la modification d'un système complexe nécessitant l'intervention de plusieurs ministères.

L'UNEF ne semble pas décidée à faire preuve de patience. Marie-Pierre Vieu, sa présidente, s'interrogeait, mardi, sur le maintien ou le retrait de son organisation des commissions de travail. « N'est-on pas en train de cautionner une réforme qui est loin de répondre aux attentes exprimées lors du mouvement de l'automne 95 ? », s'interroge-t-elle. La Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE) s'est également interrogée sur sa participation après l'éviction de son représentant du groupe de travail sur le statut des personnels et l'évolution des carrières, sujets réservés aux instances paritaires. Après avoir cédé, François Bayrou est parvenu à établir un accord sur une ouverture totale des groupes.

Seule l'UNJ affichait sa satisfaction. « C'est une des rares fois où l'on peut s'exprimer librement, assurait Armand Hurel, son délégué général. Mais je crains qu'au moment des conclusions, l'aspect politique et les arrière-pensées des organisations ne reprennent le dessus. » A l'inverse, le SGEN-CFDT faisait preuve d'une réaction plus que mi-

tigée. « Le ministre s'est avancé timidement dans deux domaines. Il n'a rien proposé en matière de personnel ni d'organisation des établissements. Nous ne sommes pas là pour faire de la co-gestion dans la plus totale impréparation. Nous attendons que le ministre précise ses intentions », relevait un de ses membres.

Faut-il mettre ces premiers ratés sur le compte de l'improvisation d'une méthode qui trouvera son rythme au fur et à mesure de

Le dossier sensible des aides sociales

La refonte des aides sociales aux étudiants est le dossier le plus sensible. Le ministre n'a pris à ce sujet qu'un seul engagement : « Pas un franc ne sera détruit » du montant actuel des aides.

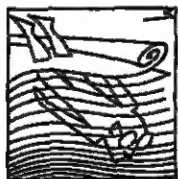
Quel montant exactement ? M. Bayrou a confié un audit à un conseiller à la Cour des comptes. Une étude, réalisée l'an dernier pour les services du premier ministre, avait chiffré à 23,27 milliards de francs le montant total des aides, qui peuvent être décomposées ainsi : les bourses (plus de 6 milliards) ; les aides au logement (6,5 milliards) ; les exemptions fiscales (près de 6 milliards) ; la prise en charge du déficit de la Sécurité sociale étudiante (2,5 milliards) ; les autres aides et autres (environ 2 milliards). M. Bayrou devra donc trouver un accord avec d'autres ministères pour redistribuer ces différentes sommes. Sont principalement visées : l'allocation de logement social et les différentes mesures fiscales.

L'avancement de ses travaux ? Les prochaines réunions ont été fixées vers le 10 décembre. D'ici là, le Sengen a proposé une rencontre avec autres organisations, jeudi 28 novembre. Dans l'immédiat, il ne s'agit que d'un échange de vues. Ce pourrait être aussi le coup d'envoi d'un programme d'actions ou la constitution d'un front « anti-Bayrou » pour faire monter les enchères.

Michel Delberghe

Le troisième étage d'une fusée clouée au sol

EN INSTALLANT des commissions thématiques sur l'enseignement supérieur, François Bayrou construit le troisième étage d'une fusée qui reste clouée au sol, celle de la réforme de l'université. Il y avait eu le préambule d'octobre 1995 : le ministre annonçait



l'ouverture d'une large consultation « pour préparer l'université du XXI^e siècle ». Il s'agissait alors essentiellement de faire oublier les promesses électorales du candidat Jacques Chirac et la forte détermination affichée par Alain Juppé, lors de son discours de politique générale. C'était le 23 mai 1995, et le premier ministre annonçait alors à sa majorité la création d'un statut de l'étudiant dès l'automne 1995 et une réorganisation imminente des premiers cycles universitaires, « machines à organiser des naufrages ». M. Bayrou consacra alors beaucoup d'énergie à rendre ce calendrier illusoire et à en convaincre ses alliés politiques.

Julien 1996 vit enfin son triomphe officiellement reconnu. Après un bras de fer avec l'Élysée et le

RPR, le ministre, lors d'une cérémonie tenue à la Sorbonne, présentait les conclusions des « états généraux de l'université ». Jacques Chirac et Alain Juppé endossaient la ligne de conduite de M. Bayrou : une « réforme » en douceur, menée avec l'« ensemble des acteurs », fondée sur la concertation et le consensus.

Quelques mois plus tard, la méthode demeure, tout comme les difficultés de l'enseignement supérieur, mais le contenu de cette réforme reste des plus flous. On ne saurait démentir M. Bayrou quand il dit sa conviction qu'une réorganisation de l'enseignement supérieur ne se concorde pas « dans le secret des couloirs du ministère ». On peut lui donner acte, dans son obstination consensuelle, de s'attacher à associer étudiants et enseignants à ce vaste chantier.

ABSENCE D'ORDRE DU JOUR PRÉCIS

Mais après un an et demi de consultations en tout genre, il faut bien constater que la « réforme » demeure cachée au-delà d'un horizon embrumé. Derrière l'officielle concertation se sont menées d'étranges parties de cache-cache entre les organisations étudiantes, enseignantes et la rue de Grenelle, qui ont fait perdre un

temps précieux. L'installation des commissions thématiques témoigne de nouveau du flou entretenu : sans cahier des charges précis, sans calendrier, sans pouvoirs définis, quelles constructions pourront-elles donc envisager ?

M. Bayrou s'est bien gardé de leur fixer un ordre du jour précis. Le ministre suggère quelques pistes, connues de la communauté universitaire depuis des années : organisation en semestres des premiers cycles ; refonte des aides sociales. Autant de têtes de chapitres qui ne peuvent être sérieusement discutées que si le ministre ose dévoiler quelques propositions.

Depuis des mois, le diagnostic des maux de l'université est fait. Depuis des mois, l'inventaire des remèdes possibles a été achevé. Les « acteurs » de l'université attendent que M. Bayrou abatte quelques cartes pour pouvoir à leur tour entrer dans le jeu. Une seule indication peut leur donner la mesure de la réforme envisagée : celle-ci devrait s'appliquer à l'automne 1997. Soit six mois avant les élections législatives. Une bien mauvaise période pour qu'un gouvernement fasse entrer le changement dans les universités.

François Bonnet

Un rapport préconise la création d'une filière de théologie musulmane au sein de l'université de Strasbourg

de notre correspondant

Etienne Trocmé, ancien président de l'université des sciences humaines de Strasbourg (USHS), a remis, lundi 25 novembre, à l'actuel président, Albert Hamm, un rapport préconisant la création d'une filière de théologie musulmane au sein de cette université. Selon ce texte, pourrait être mis en place, dès la rentrée 1997, un DEUG de théologie « mention théologie musulmane » (bac + 2), comme il existe déjà à Strasbourg des DEUG de théologie catholique et protestante. Une licence et une maîtrise (bac + 3 et bac + 4) complèteraient ensuite la filière.

L'objectif de cette formation serait de donner des bases solides d'arabe, de théologie coranique et de science des religions à des étudiants francophones, musulmans ou non, bacheliers ou d'un grade étranger équivalent. Les études seraient faites en français, les enseignants recrutés selon les règles classiques de l'université et l'étude comparée des autres religions intégrée au programme.

Ces garanties, explique M. Trocmé, qui défend ce projet depuis longtemps (Le Monde daté 11-12 août), écarteraient le risque d'une dérive intégriste ou d'une dépendance directe vis-à-vis d'un pays

étranger. L'université pourrait inviter ponctuellement des enseignants de grandes universités du Proche-Orient ou d'Afrique du Nord à intervenir devant ses étudiants.

Dans un premier temps, cette filière dépendrait de l'actuel département d'études arabes et islamiques de l'USHS. Mais elle pourrait ensuite s'intégrer dans un statut spécifique de théologie musulmane, à l'image des deux facultés de théologie protestante et catholique de Strasbourg, les seules d'État en France.

L'objectif ne serait pas de former des imams

L'objectif, précise Etienne Trocmé, ne serait pas de former des imams. Les diplômés de théologie musulmane pourraient viser l'enseignement, la justice coranique, l'histoire, la sociologie, ou plus simplement un approfondissement personnel de leur foi et devenir les cadres respectés d'un islam à la française.

En revanche, il envisage que les communautés musulmanes, à

commencer par l'actuelle mosquée de Strasbourg, complètent elles-mêmes la formation pratique de certains de ces étudiants pour les destiner à l'encadrement du culte. Ainsi les imams pourraient-ils être formés de façon analogue aux futurs prêtres catholiques et pasteurs protestants d'Alsace, à la fois par l'université d'État et par leur confession religieuse.

Le rapport Trocmé propose aussi de développer l'enseignement en culture religieuse et en histoire des religions dans le cadre de l'USHS pour répondre à la demande accrue de formateurs en ce domaine. En effet, souligne-t-il, le pôle de théologie et de science des religions de Strasbourg est sans équivalent au sein des universités françaises. Un module de licence serait créé pour cela, accompagné de propositions de formation continue et d'interventions au sein de l'institut universitaire de formation des maîtres (IUFM).

Le conseil de l'université des sciences humaines de Strasbourg doit débattre du rapport Trocmé début décembre. S'il en retient les propositions, celles-ci seront ensuite proposées au ministre de l'éducation nationale.

Jacques Fortier

Deux amiraux comparaissent devant le tribunal de Rennes

En juin 1993, un exercice sous-marin avait fait deux morts

de notre correspondant régionale

Devant un parterre d'amiraux, la chambre spécialisée en matière militaire du tribunal correctionnel de Rennes a pris, mardi 26 novembre, un cours théorique de plongée sous-marine. Le procès, qui doit durer plusieurs jours, va tenter d'éclaircir ce qui s'est produit lors de la nuit du 3 au 4 juin 1993, durant laquelle deux plongeurs en formation de la marine nationale ont trouvé accidentellement la mort dans la rade-abri de Brest. Les deux seconds maîtres fusiliers-commandos, reliés l'un à l'autre par une sangle d'un mètre cinquante, effectuaient un exercice d'attaque : il leur fallait déposer une charge explosive fictive sur la coque d'un navire.

Cinq personnes comparaissent pour homicide involontaire : l'amiral André Méhayer, major général à Brest, c'est-à-dire second du préfet maritime au moment des faits ; l'amiral Yves Lalanne-Berdout, alors directeur du port de Brest ; le capitaine de frégate Pierre Leroux, directeur de l'école de plongée de Saint-Maudrier (Viv) où les deux victimes étaient en stage de formation ; le lieutenant de vaisseau Pierre Ramont et le maître principal Dominique Lallemand, responsables des cours.

Pas rebutée par les questions techniques, la présidente du tribunal, Laurence Morel-Tivon, s'est fait longuement expliquer le fonctionnement du matériel d'un stage de plongée qui n'a que peu à voir avec celui des loisirs subaquatiques. Pour ne pas être repérés, les militaires utilisent un appareil de respiration en circuit fermé qui ne laisse échapper aucune bulle en surface. Ils portent sur le ventre une bouteille non pas d'air mais d'oxygène pur, reliée à un poussoir artificiel doté d'une cartouche de chaux, qui recycle le gaz carbonique. La technologie de ce dispositif, l'Oxygène, date de la fin des années 50. Depuis, les pièces qui le composent ont en le temps de s'user.

DES PIÈCES D'OCCASION

Certaines, défectueuses, auraient été remplacées par des pièces d'occasion, ont rapporté des témoignages cités par M^{me} Morel-Tivon. Cette dernière, s'est surtout beaucoup intéressée à un clapet de basse-pression. « A mon arrivée à l'école de plongeurs, j'avais informé le commandement des interventions sous la mer de ces anomalies à répétition, dues à un changement de fournisseur, a fini par lâcher le lieutenant Ramont. Mes supérieurs hiérarchiques m'ont répondu que nous

devions à l'avenir tordre les palettes dans un état pour en améliorer l'angle d'attaque... »

D'autres légèretés sont apparues au fil des débats au sujet du matériel des nageurs de combat. Mais elles ne permettent pas de comprendre comment Stéphane Bengloin et Eric Le Chauve, deux plongeurs émérites âgés de vingt-cinq ans, n'ont pas pu émerger, alors qu'ils circulaient, dans une rade relativement protégée, par seulement sept mètres sous la surface, une profondeur qu'un individu en forme remonte en quelques coups de palmes.

Réguliers par une course de près de quatre kilomètres, après avoir passé trois heures dans l'eau et déposé leur charge sur la coque du navire, les deux hommes ont croisé sur le chemin du retour un ras d'accostage dans une zone d'amarrage de barges. Ils ignoraient la présence de ce gros ponton de 20 mètres de long et de 6,50 mètres de tirant d'eau, arrivé quelques heures avant leur exercice. Surpris, Stéphane Bengloin et Eric Le Chauve se sont apparemment retrouvés coincés dessous. Les corps des deux plongeurs ont été retrouvés deux jours plus tard ; ils avaient dérivé par vingt mètres de fond.

Martine Valo

Les polices de neuf pays européens démantèlent un réseau de trafic de « puces » informatiques

Plusieurs milliers de microprocesseurs falsifiés ont été saisis en France

Près de deux mille policiers de neuf pays européens ont entrepris, mardi 26 novembre, de démanteler un vaste réseau de

fraude et d'escroquerie sur des matériels électroniques et informatiques. Au cours de cette opération baptisée « Poisson rouge »,

quatre cents sociétés ont été perquisitionnées et plusieurs milliers de microprocesseurs trafiqués ont été saisis.

BAPTISÉE « Poisson rouge » (Gold Fish) par le parquet de Bavière, une spectaculaire opération conjointe de police économique et financière a eu lieu dans neuf pays européens, mardi 26 novembre, pour démanteler un vaste réseau de fraudes et d'escroquerie sur des matériels électroniques et informatiques haut de gamme. Au petit matin, quelque deux mille enquêteurs des pays concernés - Allemagne, Angleterre, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse - ont perquisitionné dans près de quatre cents sociétés liées au commerce de composants électroniques et informatiques.

En France, où une information judiciaire a été confiée au juge d'instruction parisien Edith Boizette, plusieurs milliers de microprocesseurs falsifiés, de type Intel Pentium, ont été saisis dans plusieurs sociétés d'Ile-de-France par les enquêteurs de la sous-direction des Affaires économiques et financières de la police judiciaire.

Portant sur des contrefaçons de microprocesseurs - les « puces » - et sur diverses infractions financières, l'opération « Poisson rouge » a été orchestrée, à Munich, par le parquet du Land de Bavière. Depuis qu'un vol à main armée a été commis en avril 1993 dans le magasin d'un ressortissant laotien installé en région bavaroise, Jee Hong Soumkeith, écroué hier outre-Rhin, les enquêteurs allemands s'intéressent à une organisation dirigée principalement par des ressortissants asiatiques installés en Europe. Spécialisée dans les achats de composants d'ordinateurs sur les marchés asiatiques, cette organisation

a d'abord été soupçonnée d'avoir introduit ces matériels sur les marchés européens en pratiquant des fraudes douanières. Dans un second temps, l'enquête a démontré qu'une partie de ces matériels ont fait l'objet de falsifications techniques afin de les revendre à des prix très supérieurs à leur prix d'achat. Selon les évaluations du parquet de Munich, le dommage est évalué à plusieurs

des faits de « fraudes douanières et fiscales, association de malfaiteurs, blanchiment, contrefaçon ».

SURFACTURATIONS

L'exécution de cette procédure, confiée au juge Boizette, a conduit à l'interpellation des dirigeants de ces sociétés qui étaient pour la plupart en relations commerciales avec une importante firme implantée en Bavière, la Suntech. Une

La société Suntech de Munich a pour objet social le commerce en gros et en détail de composants électroniques et informatiques. Elle a noué des relations commerciales avec une myriade de sociétés européennes, elles-mêmes souvent dirigées par des ressortissants de plusieurs pays d'Asie. Elle vendait ou achetait des composants électroniques et informatiques aux sociétés européennes d'import-export concernées, qui se les procuraient elles-mêmes auprès d'entreprises locales. Les matériels trafiqués étaient ensuite réexpédiés en Allemagne ou dans un tiers pays d'Europe, moyennant des surfacturations empochées par le réseau.

Présentés comme l'un des maîtres d'œuvre du système, Jee Hong Soumkeith et plusieurs membres de sa famille ont été incarcérés, mardi 26 novembre, par la justice allemande. Sept autres personnes ont été arrêtées par les enquêteurs allemands. Un mandat d'arrêt international visant vingt-quatre personnes, qui sont pour la plupart des revendeurs asiatiques âgés de vingt-quatre à cinquante-sept ans, a en outre été lancé par la justice allemande. En France, outre l'exécution de la commission rogatoire internationale délivrée par le parquet de Munich, l'opération « Poisson rouge » a donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire, toujours confiée au juge Boizette, pour les infractions de contrefaçons et de faux commises sur le territoire français.

Erich Inciyan avec, à Cologne, Philippe Ricard

La difficile identification des contrefaçons

Intel, le géant américain du microprocesseur, détient 75 % d'un marché qui représentait près de 100 milliards de francs en 1995 et croît de 20 % par an. Cette position dominante explique sa vigilance envers la contrefaçon. « Nous collaborons fréquemment avec les polices nationales, à titre d'experts, indique-t-on au siège d'Intel France. Un protocole permet d'identifier les « remarques » des microprocesseurs. » Le marquage consiste à inscrire sur les puces, cerveau de l'ordinateur, une capacité de calcul supérieure à celle réellement disponible. L'opération est d'autant plus aisée que la puce peut aujourd'hui être remplacée en un tournemain, afin de rendre l'ordinateur « évolutif ». Elle est d'autant plus discrète que les générations de microprocesseurs se succèdent à un rythme effréné, et que le néophyte les discerne difficilement. Une société française a été récemment convaincue de contrefaçon : un client plus averti, déçu par les performances de sa machine, avait jeté un œil dans ses entrailles de silicium.

centaines de millions de marks.

Concentré sur la région parisienne, le volet français de l'opération a donné lieu, mardi 26 novembre, à des perquisitions dans une trentaine de sociétés d'informatique et d'électronique. Leurs coordonnées avaient été transmises, à la fin du mois d'octobre, par une commission rogatoire internationale émanant du parquet de Munich qui visait notamment

vingtaine de dirigeants des entreprises d'Ile-de-France ont été placés en garde à vue. Des saisies conservatoires, relatives à des stocks de matériels ainsi qu'à des sommes se chiffrant à plusieurs millions de francs, ont été opérées par la centaine d'enquêteurs français. Les milliers de « puces » trafiquées découvertes par les policiers correspondent à une valeur évaluée à cinq millions de francs.

Des « beaux mecs » du banditisme reconvertis en trafiquants de drogue

DEPUIS LE MOIS D'AOUT, les voyages d'une équipe de trafiquants de cannabis entre l'Espagne et la France étaient surveillés de près par les policiers. Les enquêteurs de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants prenaient en filature une voiture chargée de drogue, précédée par un véhicule lié au réseau, qui lui ouvrait la route pour plus de sécurité. En une nuit, le petit cortège remontait de la frontière espagnole vers la région parisienne en empruntant les routes nationales. Vendredi 22 novembre, après avoir identifié les principaux protagonistes, les policiers ont interpellé sept membres de ce réseau qui, chaque mois, a importé quelque 500 kilogrammes de résine de cannabis destinée à alimenter les filières d'écoulement de la petite couronne parisienne.

Les frères Daboville - « deux grands noms » du banditisme français de facture classique, selon la police judiciaire - sont impliqués dans ce trafic. Âgé de trente-cinq ans, Didier Dabo-

ville venait de sortir de la maison centrale de Clairvaux (Aube), où il a purgé une peine de douze ans de réclusion pour vol à main armée et trafic de stupéfiants. Il est retourné en prison, ainsi que six autres membres de la bande également fichés au grand banditisme pour des vols avec violence, tandis que son frère René a réussi à échapper au coup de filet. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre ce dernier. L'opération illustre, aux yeux des policiers, la reconversion de « beaux mecs » du banditisme qui sont passés d'activités à risques, comme les vols à main armée, au trafic de drogues en gros.

De manière classique, la drogue provenait du Maroc, puis était d'abord transportée par bateau vers l'Espagne, où elle était stockée avant d'être acheminée vers le nord de l'Europe. Effectuant un ou deux voyages par semaine, les chauffeurs du réseau recevaient 30 000 francs pour chacun de leurs aller-retours entre la France et l'Espagne. Dans un

box du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) utilisé par la bande, deux voitures volées et fausement immatriculées ont été saisies, ainsi que 120 kilos de résine de cannabis emballés dans du plastique. Dans une voiture de marque Saab, les enquêteurs ont découvert 107 kilos supplémentaires de cannabis, dissimulés dans les garnitures des portières et les longerons du véhicule.

Dans un studio de Charenton (Val-de-Marne), occupé par l'un des trafiquants, un arsenal - un fusil à pompe, un fusil d'assaut, un pistolet mitrailleur, des lots de munitions -, ainsi qu'un gyrophare et un scanner qui était branché sur les fréquences radio de la police, ont été découverts, ainsi qu'une cinquantaine de timbres humides correspondant aux cachets de diverses préfectures françaises. En outre, une somme en liquide d'un montant total de 1,14 million de francs a été saisie.

E. Ir.

La défense du pilote de l'Airbus d'Habsheim dénonce un « mensonge d'Etat »

COLMAR de notre envoyé spécial « M. Tenenbaum est un menteur ! », lance M. Jean-Michel Agnon, défenseur de Michel Asseline, commandant de bord de l'Airbus A320 qui s'est écrasé à Habsheim (Haut-Rhin) le 26 juin 1988.

Aux yeux de l'avocat, le directeur général de l'aviation civile de l'époque a commis « un mensonge d'Etat » en déclarant sous serment avoir transporté les enregistreurs de vol de l'Airbus à Paris dans un avion du Service de la formation aéronautique et du contrôle technique (Sfact) mis à sa disposition.

Au deuxième jour des débats, l'avocat du pilote poursuit sa stratégie de défense, qui consiste à soutenir que son client n'a pas commis d'erreur de pilotage et que les enregistreurs des caractéristiques de vol, fondement de l'accusation, ont été falsifiés. Aujourd'hui, il présente un témoin surprise. Il s'agit de Serge Valtex, le pilote militaire de l'avion du GLAM, un Mystère 20 qui a amené à Habsheim Louis Mermaz, à l'époque ministre des transports, et Daniel Tenenbaum. Dans une

attestation fournie à l'avocat, ce pilote, désormais civil, affirme qu'il a, au retour, « redéposé M. Mermaz à Lyon et M. Tenenbaum à Villacoublay ». Mais il ajoute : « A aucun moment, ces passagers n'ont embarqué ni débarqué des coïts. »

A en croire M. Agnon, les enregistreurs auraient donc bien voyagé dans le King Air du Sfact, mais seuls. Sans aller jusqu'au bout de son raisonnement, s'en tenant à une démonstration aussi confuse qu'insuffisante, l'avocat qualifie ces enregistreurs de « leurre », demandant que son témoin soit confronté avec Gilbert Chazet, le second pilote du Mystère 20, l'ancien ministre Louis Mermaz et son chef de cabinet de l'époque, Bernard Gaudillère, ainsi qu'avec M. Tenenbaum.

« Pourquoi M. Tenenbaum a-t-il dit qu'il n'était pas parti avec son ministre ? », insiste M. Agnon. Qu'avait-il à cacher si ce n'est un secret d'Etat ? Le tribunal se prononcera avant la fin des débats sur l'opportunité d'organiser la confrontation demandée. Mais déjà l'avocat semble satisfait de l'effet produit par l'annonce de son témoin. Un effet quelque peu tempéré par sa réaction lorsqu'on lui demande pourquoi il ne l'a pas fait citer à l'audience alors que l'attestation porte la date du 30 octobre :

« Pour des raisons de sécurité », lance M. Agnon, théâtral. Il y a des gens qui sont morts pour moins que ça ! »

En attendant l'éventuelle confirmation du témoignage de M. Valtex, une chose demeure certaine : la défense de M. Asseline fera fou de tout bois pour établir la falsification des enregistreurs. Dans la soirée de lundi, elle avait accueilli avec satisfaction les témoignages de Jean-Marie Stoerckel, journaliste à l'Alsace, et de Norbert Schnebel, ancien lieutenant-colonel des sapeurs-pompiers de Mulhouse. En voyant les boîtes orange des enregistreurs de vol au tribunal, le premier a estimé que celles qu'il avait vues il y a huit ans étaient « archi-neuves » et sans traces d'usage. Le second a soutenu que les boîtes étaient d'une couleur « plus vive » que celle qu'on lui présentait.

LA QUESTION DES SCÉLÉS

Ce n'est pas l'avis de Claude Gérard, chef du district aéronautique Alsace du ministère des transports. C'est lui qui a retiré les enregistreurs de vol de l'Airbus et il déclare : « Ce n'était manifestement pas des boîtes neuves. En outre, elles étaient salées par les agents de lutte contre le feu. La couleur n'était pas orange vif, comme on peut l'envisager sur une boîte neuve. » Robert

Davidson, à l'époque chef du Bureau enquête accident (BEA), est du même avis : « Elles n'étaient pas neuves, j'en vois passer des centaines. » M. Davidson précise qu'il est allé à 0 h 30 à Villacoublay pour recueillir les enregistreurs de vol amenés par l'avion qui transportait M. Tenenbaum. M. Agnon ne le traite pas de menteur mais il s'étonne que M. Tenenbaum soit allé se coucher au lieu de participer au dépeuplement des enregistreurs. « Il n'avait pas à y participer », s'insurge M. Davidson. Le BEA est indépendant de l'aviation civile. Que n'aurait-on pas dit ! »

Il reste que ce cheminement des enregistreurs a été réalisé en dehors de tout contrôle judiciaire. A ce propos, le procureur de la République de Colmar, René Pech, a tenu à faire une mise au point. Le « laxisme procédural » dénoncé par le juge d'instruction dans son ordonnance de renvoi ne serait pas juridiquement établi et il semble que tous les magistrats n'aient pas la même lecture des textes. En effet, selon le procureur, une circulaire de la direction des affaires criminelles de la chancellerie n'impose pas que les enregistreurs soient placés sous scellés avant d'être remis à un service de dépeuplement.

Maurice Peyrot

Un millier de personnes défilent en soutien aux policiers

UNE MARCHÉ SILENCIEUSE de soutien aux policiers a réuni un millier de personnes, dont une majorité de fonctionnaires de police, mardi 26 novembre, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Plusieurs élus de la majorité, parmi lesquels les députés Alain Marsaud (RPR), Alain Grotteray (UDF), Pierre Bernard (divers droite) et le sénateur Philippe de Gaulle, se sont joints à la manifestation pour protester contre l'agression d'une femme gardien de la paix le 25 octobre dans le RER et contre la publicité faite à l'affaire NTM. La manifestation était organisée par l'association Droit à la sécurité et les syndicats de policiers Alliance, Synergie officiers et le Syndicat des gradés. La FASP, FO-Police, la Centrale unitaire de la police, mais aussi le Front national Police, n'appelaient pas à manifester. Créée après l'affaire Khaled Kelkal, en septembre 1995, pour protester contre la « victimisation des délinquants », Droit à la sécurité réunit élus, policiers et magistrats de droite. Son président, M. Gilles-William Goldnadel, a indiqué que la marche silencieuse entendait protester contre le « racisme anti-policier ».

Le conseil général de l'Essonne mis en cause par la justice

LE PREMIER PROCÈS mettant en cause la gestion du conseil général de l'Essonne présidé par Xavier Dugoin (RPR) a eu lieu mardi 26 novembre, devant le tribunal correctionnel d'Evry. Pierre Besrest, directeur d'un bureau d'études, et Michel Dupuis, architecte, ont comparu pour « contrefaçon » dans le cadre de l'attribution, par le conseil général, du marché de rénovation du collège Guettard à Etampes. Ils sont soupçonnés d'avoir recopié les plans d'un autre architecte, Pierre Muyle, dont le projet avait été écarté. Celui-ci s'est porté partie civile. Deux de leurs collaborateurs sont poursuivis pour « complicité » (Le Monde du 8 octobre).

La partie civile a demandé un supplément d'information et souhaité que des membres du conseil général, dont Xavier Dugoin, soient cités à la barre, estimant que le problème de fond résidait dans l'attribution des marchés publics dans l'Essonne. Frédéric Campl, procureur adjoint, a affirmé que « l'instruction a permis au ministère public de découvrir le fonctionnement totalement inquantifiable des marchés passés par le conseil général ». Il a requis des peines de six mois de prison ferme contre M. Besrest, quatre mois ferme contre M. Dupuis et des peines avec sursis pour leurs deux collaborateurs. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ IMMIGRATION : cinq personnes membres d'un réseau d'aide à l'immigration clandestine ont été mises en examen et écrouées à Marseille, le 16 novembre, pour « faux et usage de faux documents administratifs » et pour avoir « favorisé l'entrée et le séjour d'étrangers en France ». Elles sont soupçonnées d'avoir mis en place un réseau destiné à permettre à des chrétiens d'Irak, moyennant finances, d'entrer clandestinement en France.

■ DIVERS : la petite Salda a été retrouvée morte, mardi 26 novembre, près de son domicile à Voreppe (Isère). Elle avait disparu depuis trente-six heures. Son corps a été découvert sur le bord d'un canal d'irrigation. L'enfant, âgée de dix ans, a été étranglée. Elle n'aurait pas subi de violences sexuelles.

■ EDUCATION : un parent d'élève d'un lycée d'Alsace-en-Provence (Bouches-du-Rhône), qui avait injurié une enseignante dans une lettre anonyme, a été condamné, mardi 26 novembre, à 5 000 francs d'amende, 5 000 francs de dommages et intérêts et à l'affichage du jugement dans l'enceinte de l'établissement. Militaire à la retraite et militant du Front national, le parent d'élève avait accusé le professeur « de transformer ses classes en prétoire politique et en goulag stalinien » et s'en était pris à « son aspect physique disgracieux ».

■ SIDA : selon les dernières estimations du Réseau national de santé publique (RNSP), 110 000 personnes, parmi lesquelles 18 000 ont une maladie avérée, vivent en France avec le virus du sida. Parmi ces personnes contaminées, environ 80 000 sont suivies médicalement. 25 % de ces contaminations sont d'origine hétérosexuelle, environ 40 % concernent des homosexuels et 20 % des utilisateurs de drogues injectables.

L'ALBUM DE LA CONSECRATION

La communion du gospel, de la soul et du blues par la voix miraculeuse et si humaine de Liz Mc Comb.

L'émotion pure et authentique d'une artiste sans concession dans son chant d'amour.

Des concerts toujours bouleversants... un album éblouissant.

Time is Now

EGLISE DE LA MADELEINE 7 Déc

Soirée suppl.

LOC : FNAC 01 49 87 50 50

France Inter UNITED AIRLINES SUPERVISION

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 28 NOVEMBRE 1996

URBANISME Socialistes et écologistes s'inquiètent de l'avenir du plan Barnier pour la Loire, qui vise à maîtriser l'urbanisation. L'établissement public pour l'aménagement de

la Loire et de ses affluents (EPALA), présidé par Eric Dolige, patron du conseil général du Loiret et député RPR, a décidé de revoir à la hausse le projet de barrage de Chambon-

chard sur le Cher. ● LA DESTRUCTION du barrage EDF de Maisons-Rouges sur la Vienne - autre disposition du plan -, qui empêche la migration des poissons, est égale-

ment différée. ● DANS LES ZONES INONDABLES, où des milliers d'habitations ont été construites, les élus locaux sont désormais disposés à appliquer les dispositions du texte

élaboré par l'ancien ministre de l'environnement. ● SI UNE CRUE majeure se produisait aujourd'hui, on pourrait compter quelque 300 000 sinistrés dans le Val de Loire.

Moins de constructions nouvelles dans les zones inondables de la Loire

Le plan Barnier, adopté en 1994 pour rationaliser l'aménagement du cours d'eau et de ses rives, connaît des difficultés d'application : des pressions pour construire de grands barrages sont à nouveau exercées. Mais les élus contrôlent mieux l'urbanisme à proximité du fleuve

de notre correspondant

Il n'est pas un préfet en poste le long du fleuve qui ne redoute la fameuse crue « centennale » de la Loire. Si les terribles inondations du siècle passé se reproduisaient, il faudrait, estime-t-on, compter 300 000 sinistrés et 10 milliards de francs de dégâts dans le Val de Loire. Depuis ces fâcheux événements - datant de 1846, 1856 et 1866 -, les pouvoirs publics s'interrogent sur la façon de dompter le fleuve et de combler le manque d'eau durant les étages - la Loire est « un fleuve de sable quelquefois mouillé », notait Jules Renard.

Le projet « Loire grandeur nature », ficelé en 1994 par Michel Barnier, alors ministre de l'environnement, est le dernier d'une succession de plans pour le plus long cours d'eau français. Il avait été plutôt bien accueilli par les socialistes ; quant aux écologistes,

bien qu'affichant des réserves, ils ne l'avaient pas boudé : le copieux programme de barrages, défendu par Jean Royer - l'ancien maire de Tours, qui avait incité l'Etat à créer l'établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA) en 1983 -, était révisé à la baisse ; la construction du barrage de Serre de la Fare sur la Loire, en amont du Puy-en-Velay (Haute-Loire), fut définitivement abandonnée après une mobilisation écologiste de grande ampleur. Le projet du Veudry, destiné à écarter les crues de l'Allier, est en suspens. En revanche, l'ouvrage de Chambonchard sur le Cher, réclamé par les élus, prévu pour soutenir les étages et alimenter le bassin de Montluçon, a été maintenu.

Jean Royer avait deux passions : la ville de Tours et la Loire. Il a perdu l'une et l'autre. « Avec les pierres qu'ils me lancent, je reconstruis », disait-il des écologistes, qui

avaient fait de l'infatigable bretteleur leur cible fétiche. Le candidat au scrutin présidentiel de 1974, évincé l'an dernier de sa mairie de Tours à l'issue des élections municipales, a perdu la présidence de l'EPALA. Eric Dolige, « patron » du conseil général du Loiret et député RPR, lui a succédé à la tête de cette instance où des dissensions ont commencé à se faire entendre : la ville de Saint-Etienne et le département de la Loire ont annoncé leur retrait, estimant que la « solidarité ligérienne » n'était pas respectée. Eric Dolige a dû jouer au pompi-

lours là », dénoncent-ils. L'Etat, en effet, ne s'est engagé financièrement que pour un « petit » Chambonchard, pouvant retenir 50 millions de mètres cubes d'eau. L'EPALA devra donc payer la différence. « Le plan Barnier est menacé dans sa partie environnementale qui le rendait acceptable », déclare Jean-Marc Rousseau (PS).

Les dispositions concernant la protection des zones inondables constituent l'originalité du plan Barnier. Ce sont elles qui, semble-t-il, résistent le mieux. Depuis les grandes crues du siècle passé, le risque d'inondation est sorti de la mémoire collective. Si bien que depuis trente ans, on a construit dans une totale inconscience. Résultat : 300 000 personnes vivent aujourd'hui en zone inondable dans le Val de Loire.

Les pouvoirs publics semblent avoir pris la mesure du danger. Décision avait été prise en 1990 de faire l'inventaire des zones inondables. Depuis, dix-sept atlas, qui balayent un territoire allant du bec d'Allier à l'embouchure du fleuve,

ont été publiés, après avoir fait l'objet de consultations dans les communes concernées. Tous ont été intégrés dans le plan Barnier. Des règles de constructibilité à l'intérieur des zones inondables ont été définies ; les plans d'occupation des sols (POS) des communes doivent désormais les prendre en compte. C'est un pas en avant important, un changement dans les mentalités après des décennies de laisser-aller.

UNE CARTE DES ALÉAS

Dans la seule agglomération orléanaise par exemple - où 50 000 personnes vivent dans des zones « inondables », au milieu des activités horticoles et maraîchères -, quinze communes se sont associées à un projet de réglementation. Une carte des « aléas » d'inondation (en fonction de la hauteur et de la vitesse de l'eau) a été dressée. Un « plan d'intérêt général » (PIG) définit les règles de constructibilité dans les zones d'aléas « forts » (pas plus de 10 % de construction d'habitations au-

torisées, et de 20 % de constructions agricoles ou industrielles), d'aléas « moyens » et enfin « faibles ».

Ce plan, inscrit dans le nouveau schéma directeur de l'agglomération, a ensuite été inclus dans les POS des communes, ce qui, d'ailleurs, impliquera de les réviser. L'opération doit être achevée cette année.

Exception à la nouvelle règle de précaution : un vaste chantier vient de s'ouvrir sur la rive sud d'Orléans, en pleine zone inondable. La Région y édifie un nouveau lycée, avec l'accord de la ville. Même si les nouvelles règles de constructibilité semblent être respectées, et si un système moderne d'annonce des crues - un radar météo vient d'être inauguré à Sombard (Haute-Loire) - laisse tout le temps d'organiser l'évacuation des lieux, le choix d'un établissement scolaire paraît particulièrement mal venu pour illustrer les bonnes intentions des élus et de l'administration.

Régis Guyotat

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Réalisation de la première ligne de tramway de l'Agglomération Orléanaise

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé conjointement, DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 1996 AU VENDREDI 31 JANVIER 1997 INCLUS, sur le territoire des communes d'Orléans, Olivet et Fleury-les-Aubrais à plusieurs enquêtes publiques :

— préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la première ligne de tramway de l'agglomération Orléanaise entre Orléans - La Source et Fleury-les-Aubrais,

— préalable à la mise en compatibilité des P.O.S. des communes d'Orléans, Olivet et Fleury-les-Aubrais.

— parcellaires, en vue de la détermination des propriétaires intéressés et des titulaires de droits réels.

Pendant toute la durée de l'enquête, SOIT DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 1996 AU VENDREDI 31 JANVIER 1997 INCLUS, les pièces des dossiers soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet et à la mise en compatibilité des P.O.S. d'Orléans, Olivet et Fleury-les-Aubrais seront tenues à disposition du public en mairies d'Orléans, Olivet et Fleury-les-Aubrais, en mairie d'Orléans et dans les mairies annexes des quartiers Saint-Marceau et La Source, ainsi qu'à la Préfecture du Loiret (Direction des Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme) où chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux, exceptés les dimanches et jours fériés, soit :

— en mairie d'Orléans (Place de l'Église) : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h le samedi, de 9 h à 12 h

— en mairie annexe de Saint-Marceau : le lundi, de 14 h à 17 h du mardi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h le samedi, de 9 h à 12 h

— en mairie annexe de La Source : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h le samedi, de 9 h à 12 h

— à Olivet, « au Petit Ponty » (près de la mairie) : du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 le samedi, de 8 h 30 à 12 h

— en mairie de Fleury-les-Aubrais : du lundi au jeudi, de 8 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 30 le vendredi, de 8 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h le samedi, de 9 h à 12 h

— à la Préfecture du Loiret (Direction des Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme) : du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 17 h sans interruption le vendredi, de 8 h 30 à 16 h

Durant cette même période, les plans et plans parcellaires relatifs aux projets seront également déposés dans l'ensemble des lieux précités.

Par ailleurs, une exposition sur le projet de réalisation de la première ligne de tramway sera accessible au public, pendant toute la durée de l'enquête, dans l'ensemble des lieux précités, excepté à la Préfecture du Loiret.

Les personnes qui le désirent pourront, au cours de cette période, soit consigner leurs observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet, soit les adresser, par écrit, en mairie d'Orléans, siège de la commission d'enquête, à l'attention de M. Jacques COURTOUX, cadre de société pétrolière en retraite, Président - M. Gérard FOUET, colonel en retraite - M. Jacques LANQUETOT, promoteur-expert foncier - M. Robert LECOMTE, ingénieur T.P.E. en retraite - M. Jean AUTISSIER, conseiller en aménagement et en environnement industriel en retraite, commissaires-enquêteurs chargés de diligenter ces enquêtes.

L'un des membres de la commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public sur le projet considéré :

— le lundi 16 décembre 1996, de 14 h à 17 h : en mairie de quartier à La Source, en mairie d'Orléans, en mairie de Fleury-les-Aubrais.

— le samedi 4 janvier 1997, de 9 h à 12 h : en mairie de quartier à Saint-Marceau, en mairie d'Orléans, à Olivet, « au Petit Ponty ».

— le mercredi 8 janvier 1997, de 14 h à 17 h : en mairie de quartier à La Source, en mairie d'Orléans, en mairie de Fleury-les-Aubrais.

— le samedi 12 janvier 1997, de 9 h à 12 h : en mairie de quartier à Saint-Marceau, en mairie d'Orléans, à Olivet, « au Petit Ponty ».

— le mardi 21 janvier 1997, de 14 h à 17 h : en mairie de quartier à La Source, en mairie d'Orléans, en mairie de Fleury-les-Aubrais.

— le vendredi 31 janvier 1997, de 14 h à 17 h : en mairie de quartier à Saint-Marceau, en mairie d'Orléans, à Olivet, « au Petit Ponty ».

Les rapports et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à disposition du public, pendant un délai d'un an, au siège du SIVOM de l'Agglomération Orléanaise, en mairies d'Orléans et dans les mairies annexes de Saint-Marceau et La Source, en mairies d'Olivet et de Fleury-les-Aubrais ainsi qu'à la Préfecture du Loiret (Direction des Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme).

Le Préfet, Bernard GERARD

PAU de notre correspondant

Eric Petetin a gravi les marches du palais de justice, encadré par des CRS qui l'ont ensuite invité à vider son sac dans la salle des pas perdus. Pourtant, dans ce procès qui opposait des habitants des vallées béarnaises partisans du tunnel du Somport - dont la construction sera achevée dans dix-huit mois - à ceux qui y sont hostiles, « l'indien », pour une fois, ne comparait pas en qualité de prévenu. Eric Petetin était, ce jour-là, partie civile, en tant que président de l'association La goutte d'eau ; installée dans la gare de Crette-Eygun, en pleine vallée, celle-ci fut, en 1992 et 1993, la cible de la hargne des « pro-tunnel ».

Quelque cent cinquante personnes se pressaient dans la petite salle d'audience, des vallées pour la plupart venus soutenir leurs vingt-trois amis prévenus. Six d'entre eux étaient poursuivis pour avoir incendié, en juin 1992, un wagon stationné sur le parking de La goutte d'eau et utilisé comme gîte d'accueil par Eric Petetin ; ce soir-là, la voiture n'abritait personne. Les dix-sept autres personnes, parmi lesquelles six élus, devaient s'expliquer sur les dégradations commises sur le même parking dans la nuit de la Toussaint 1993 : jets de peinture « vert écolo » et pneus crevés.

Une expédition punitive organisée contre les amis d'Eric Petetin qui, la veille, avaient couvert de graffitis la nouvelle Maison pour tous de Borca, commune de la vallée d'Aspe où se trouve l'enclos des ours Antoine et Ségolène.

COMMANDES VENGEURES

Penauds pour certains, comme ce pompier volontaire qui a bien voulu admettre que, « pour un pompier, mettre le feu, ça ne se fait pas ; c'est comme le vol pour un gendarme », les prévenus ont assumé leurs actes. Au nom de la solidarité montagnarde, Aspois et Ossalois ont reconnu avoir organisé ces commandes vengeuses contre des personnes qui ne partageaient pas leur point de vue sur le développement de la vallée. Mais aussi contre des gens dont les habitudes de vie ne ressemblent pas aux leurs. Dans son gîte, Eric Petetin hébergeait des chômeurs, des jeunes routards, des SDF, que les « travailleurs » des vallées, comme ils se définissent eux-mêmes, ne comprennent pas. La guerre du tunnel a cristallisé les haines latentes. Chaque prévenu a parié d'« exaspération ». Et les paroles de certaines personnes - mises sur sur écoute téléphonique - même si elles dépassaient leurs intentions réelles, traduisaient ces rancœurs. Un Ossalois (non élu) parlait de « détruire La

goutte d'eau ou lance-flammes, en faisant tout de même attention, ces gens-là ayant des enfants ». « C'était une image », a-t-il dit à la barre.

Dans la salle d'audience, les chuchotements, les exclamations témoignaient également de la colère, de l'incompréhension et toujours de ce sentiment d'aversion incontrôlable. « On voudrait qu'ils partent, qu'ils aillent ailleurs, n'importe où mais pas chez nous », entendait-on murmurer dans le prétoire. Mais Eric Petetin n'a pas envie de quitter la vallée : « J'ai quarante-trois ans, j'aimerais bien continuer à vivre là où j'ai quand même quelques vrais amis chez les Aspois ». Une récente décision du tribunal administratif palois l'a réconforté. Les magistrats viennent en effet de rejeter la requête de la SNCF, propriétaire de la gare de Crette-Eygun, qui invoquait la notion d'« urgence à ordonner l'expulsion ». Mais les élus ont, la semaine dernière, renouvelé leur promesse d'achat de l'ancienne gare. Eric Petetin ne bénéficie donc pour l'instant que d'un sursis.

De la prison avec sursis (de cinq à douze mois) a été requise à l'encontre des prévenus. Le tribunal rendra son jugement le 16 janvier.

Marie-Claude Aristegui

DÉPÊCHES

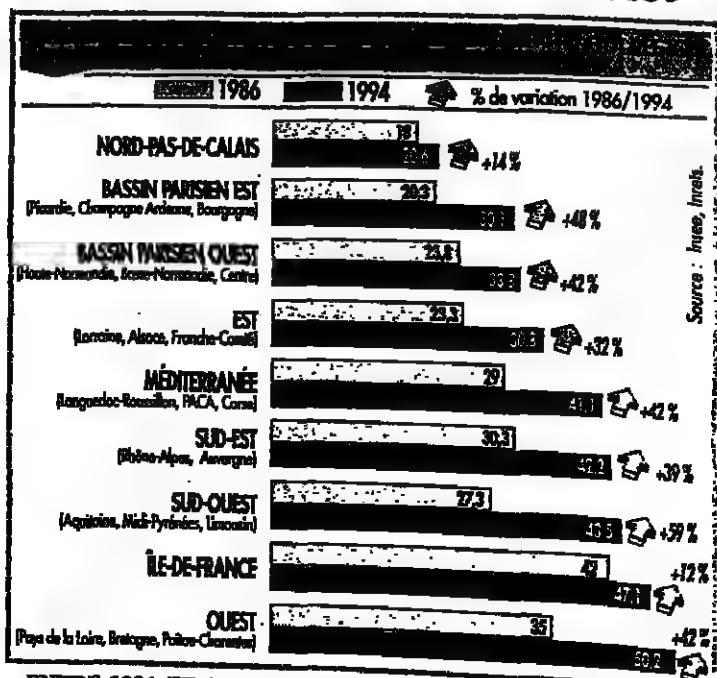
■ CORSE : les opérations de pompage, prévues lundi 25 novembre, de quelque 2 600 tonnes de blé échappées du cargo panaméen Fenes qui s'est échoué, le 25 septembre, dans l'archipel des Îles Lavezzi ; au sud de Bonifacio (Corse-du-Sud), ont été reportées. Les mauvaises conditions météo ont retardé l'acheminement de la barge avec le matériel nécessaire. La cargaison s'est déversée depuis deux mois sur les fonds marins de la réserve naturelle et a gravement atteint les herbiers de posidonie, espèce sous-marine protégée.

■ PARIS : le parc des expositions de la porte de Versailles s'appelle désormais Paris Expo. Par ailleurs, le hall 4 a été officiellement inauguré, mardi 26 novembre, après d'importants travaux. Sa rénovation, qui sera définitivement achevée en 1998, constitue la première étape d'une modernisation qui va durer dix ans et permettre au parc de faire face à la concurrence internationale.

■ QUIMPER : Bernard Poignant, le maire (PS) de Quimper (Finistère), a annoncé, mardi 26 novembre, qu'il a « décidé de faire retirer de tous les lieux publics quimpérois les bustes de Marianne » à l'effigie de Brigitte Bardot. Il a déploré « qu'aujourd'hui Brigitte Bardot soit son action au côté du Front national, parti extrémiste qui déshonore la démocratie ».

■ TOUL : le ministère de la défense a proposé, mardi 26 novembre, la base de Toul-Rosières (Meurthe-et-Moselle) pour l'implantation de l'entreprise américaine de fret rapide DHL, que les Strasbourgeois ont refusé de voir s'installer près de chez eux. Cette base lorraine, qui devrait être libérée dans le cadre du plan de restructuration des armées, dispose d'une piste de 2 400 mètres de long.

L'utilisation de la voiture s'accroît fortement dans le Grand Ouest



ENTRE 1986 ET 1994, l'Ouest (Pays de la Loire, Bretagne, Poitou-Charente) a vu la circulation des voitures particulières passer de 35 à 50,2 millions de véhicules-kilomètre, soit une augmentation de 42 %. C'est une des informations les plus significatives qui ressort de l'ouvrage L'Environnement en France, approche régionale, que l'Institut français de l'environnement (IFEN) vient de publier aux édi-

tions La Découverte. Pour la première fois depuis sa création, l'IFEN dresse un bilan complet de l'état de l'environnement par région. La diversité des situations environnementales est présentée tout d'abord sous la forme d'états des milieux par grands thèmes transversaux (sols, agriculture, nucléaire, eau, déchets, transports, etc.) ; puis une situation environnementale est dressée par région.

LE MARKETING DES VILLES

A la recherche d'une nouvelle gestion publique urbaine

En vente en librairie 265 F 424 pages

LES EDITIONS D'ORGANISATION

HORIZONS

PORTRAIT

YANNICK NOAH était à Quiberon avec l'équipe de France pour préparer la finale de la Coupe Davis, la deuxième de sa carrière de capitaine. Il a trente-six ans. Sur son visage ont coulé les larmes de bonheur, celui de la victoire à Roland-Garros, en 1983, ou de la Coupe Davis, en 1991. Il était joueur ou capitaine. Il s'est marié, remarié, il a trois enfants. Il y a peu, il était en Afrique du Sud. Il a rencontré Nelson Mandela. Son livre de chevet est *Lettres à un jeune poète*, de Rilke, qu'il relit pour la troisième fois : « *Chaque fois, je découvre d'autres choses* », souffle-t-il de sa voix tranquille.

Au bout de cette terre bretonne, le capitaine a rassemblé les troupes françaises divisées par les impératifs des tournois, requinqué les morales pour les pousser à bloc. L'équipe de France de Coupe Davis allait rencontrer la Suède à Malmö. Alors, il faut travailler. Les matinées commencent à 7 h 30 par un footing dans la nuit. Le soir, après les divers entraînements et le dîner, on se rassemble pour regarder les vidéos du jour. Il a interdit à Guy Forget, Cédric Pioline, Arnaud Boetsch, Guillaume Raoux et Lionel Roux de lire la presse, surtout sportive. « *Beaucoup de gens pensent que je suis un black sympa qui fait rigoler pour gagner. Ici, on parle de tactique, d'endurance, de rage, nous bossons comme des fous et nous rions rarement.* »

Les images de l'homme sont parfois brouillées. Pour la victoire inespérée contre les États-Unis, en 1991, pour un retournement de situation, il y a deux mois, en demi-finale contre la modeste équipe italienne qui menait deux points à zéro, Yannick Noah a été comparé à un gourou : « *Je ne suis pas un gourou. Un gourou peut mener les gens et peut les inspirer. J'essaie d'avoir cette fonction, mais les gourous sont des gens qui ont fait trente, quarante ans de travail sur eux-mêmes. Ce mot, les gens l'utilisent comme un cliché, et moi, je ne suis pas un cliché. Et puis je me fiche de ce que pensent les gens. Ce qui est écrit ne m'influence plus.* »

Avant d'enflammer les courts au début des années 80 avec son tennis surchargé d'énergie, Yannick Noah était venu, à l'âge de douze ans, de Yaoundé à Nice pour s'entraîner : « *Arthur Ashe nous avait signalé ce petit, se souvient Patrice Beust, alors responsable du programme jeunes à la Fédération française de tennis. C'était en juin 1971. Je l'ai vu jouer dix minutes. Je n'avais pas besoin de le voir onze minutes. Cet enfant avait des ambitions et des rêves. Il avait aussi beaucoup d'humour.* »

Patrice Hagelauer, qui le rencontre quelques mois plus tard, est subjugué par la volonté de l'enfant : « *Il avait treize ans. Nous l'avons emmené en Australie avec d'autres jeunes disputant des tournois de moins de quatorze ans et de moins de seize ans. Là-bas, c'était incroyable : il n'en avait jamais assez de jouer. Il alternait simples et doubles à un rythme effarant. Il en redemandait toujours et, en plus, il gagnait. A l'époque, il était le petit de la bande. Il observait les copains et avait déjà un bon esprit.* » Hagelauer sera l'entraîneur de Noah de 1982 à 1990. Il est aujourd'hui l'entraîneur de l'équipe de France de Coupe Davis.

L'ascension de Yannick Noah a été rapide. Fin 1982, il entre parmi les dix meilleurs mondiaux, dispute – et perd – la finale de la Coupe Davis aux côtés de Henri Leconte. En février 1983, il est septième mondial. Après sa victoire à Roland-Garros, il est quatrième. Trois ans plus tard, il sera troisième. Du champion, pourtant, on fait un retard sympathique. « *Il a démystifié le champion, explique Patrice Hagelauer. Il a une vraie double personnalité. Il est capable d'être hyperprofessionnel ou bien à l'opposé.* »

« *Mes ambitions étaient qu'il soit numéro un mondial, dit Patrice Beust. Quand il m'a proposé de rester avec lui, je lui ai demandé de faire des sacrifices. Il m'a dit : "Le jour d'accord, la nuit je m'en occupe. Je préfère être numéro dix et vivre comme cela plutôt que d'être numéro un mondial et de vivre dans un couvent." Il a une sérénité formidable. Il dit aux autres : "Faites les choses à fond."* »

« *C'est dans ma culture et mon éducation, estime Yannick. On m'a*



Le bonheur selon Noah

Face aux Suédois, les Français ne partiront pas favoris en finale de la Coupe Davis. Pourtant, comme en 1991, avant la victoire sur les Américains, le capitaine de l'équipe de France prépare les joueurs à l'exploit

appris à être heureux à travers une victoire. J'ai poussé à l'extrême et je lui ai sacrifié beaucoup. Quand je suis arrivé à ce qui était supposé me donner du bonheur, je me suis aperçu que je n'avais pas grand-chose. Ainsi, la victoire à Roland-Garros a été un tournant. J'étais très malheureux. Quelque chose clochait et j'avais du mal à définir ce que c'était. J'ai vécu ça de manière assez solitaire parce que, quand on est jeune et que l'on gagne, on n'a pas le droit d'avoir mal. Moi, je savais que je n'étais rien si ce n'est ce que les gens avaient envie de je sois : une espèce d'image. Ils avaient décidé que j'étais leur champion. Moi je n'étais pas moi-même.

Ls'en va. De toute façon, il ne peut plus jouer au tennis. Le lendemain de sa victoire, il est suspendu pour quarante-neuf jours pour avoir claqué la porte de la Coupe des nations à Düsseldorf, juste avant Roland-Garros. De retour sur les courts, à Montréal, il se blesse au genou droit – début d'une longue série de blessures –, puis parvient à se hisser en quart de finale des Internationaux des États-Unis. L'Amérique l'a adopté. A Flushing Meadow, il réussit des matches formidables, il aime le rock et beaucoup d'autres musiques. Il conduit des voitures

de sport et se réjouit de sa double appartenance raciale. En décembre 1983, dans un grand hôtel new-yorkais, Yannick Noah annonce qu'il s'exile aux États-Unis. Il dit être trop sollicité par les médias et révèle ses angoisses françaises : « *Je marche tout seul la nuit dans les rues de Paris et, à 5 heures du matin, je me retrouve sur un pont à regarder la flotte, en train de me demander si je vais sauter.* » « *J'ai vraiment eu envie de me flinguer* », se souvient-il. Il dit aussi : « *Pendant toute mon adolescence, jusqu'à 23-24 ans, je pensais que gagner allait me rendre heureux. Maintenant, je sais que la vraie victoire, c'est d'être heureux.* »

Et les gens l'aiment, son charisme est stupéfiant. Patrice Clerc, directeur de Roland-Garros, raconte : « *J'attendais dans le hall de l'hôtel où résidaient la plupart des joueurs qui disputaient les Internationaux d'Australie à Melbourne. L'hôtel entier bruissait d'activité. Des ascenseurs, j'ai vu sortir Boris Becker ou Stefan Edberg à qui des groupes de fans demandaient des autographes. Et puis Yannick Noah est arrivé. Tout l'hôtel s'est arrêté. Je me suis dit qu'il aurait pu être acteur ou prédicateur.* »

Depuis l'aventure de Roland-Garros, l'exil aux États-Unis, puis la retraite en 1990 sans avoir retrouvé la fièvre d'une finale d'un

tournoi du Grand Chelem, l'homme cherche. Il devient capitaine en Coupe Davis, « *parce que Guy ou Henri, mes potes, m'ont dit "Deviens capitaine". Capitaine, je n'aime pas le mot.* » Il dit souvent grand frère ou copain. Qu'importe, il fait partager une sérénité nouvelle à ses joueurs. Ils gagnent la Coupe Davis. Guy Forget, l'un des mousquetaires de 1991, celui

qui apporta le dernier point de la victoire face à Pete Sampras, est un ami : « *Avec Yannick, nous étions transcendés en finale.* »

Ses discours aux changements de côté ont donné lieu à bien des supputations. Pourtant, il n'y a pas de mystère. A genoux, comme implorant, il parle, encourage, donne des conseils techniques, ou bien... prend des nouvelles de la famille. « *Il a le respect des joueurs, dit Patrice Hagelauer. Sa force aussi, c'est sa connaissance des joueurs et du jeu, et cela il sait le partager.* » Dans le milieu très individualiste

du tennis, les joueurs peuvent ainsi découvrir la solidarité : « *Aujourd'hui, dit Noah, le but est d'avoir cet esprit. C'est notre cousin. Quand on tombe, on tombe là-dessus. Les joueurs savent qu'ils peuvent compter sur leur pote, et cela va au-delà du jeu. Lorsqu'ils sont sur le court, ils n'ont pas peur, parce que tous les autres sont là derrière eux.* »

« **Jusqu'à 23-24 ans, je pensais que gagner allait me rendre heureux.**

Maintenant, je sais que la vraie victoire, c'est d'être heureux »

Certains y ont appris le réalisme et l'intransigeance que prône Noah. Pour sauvegarder l'esprit d'équipe, par exemple, Yannick n'a pas sélectionné Cédric Pioline en 1991. En forme ascendante, il était jugé trop solitaire et donc difficile à intégrer dans l'équipe. Olivier Delatre n'a plus été jugé assez compétitif, tout comme Jérôme Golmard. Par esprit d'équipe encore, Yannick Noah endosse toutes les responsabilités au premier soir de la demi-finale France-Italie, en septembre. La surface est trop lente, les balles poussives. Au

cours d'une réunion avec les joueurs, il se déclare seul responsable mais, en contrepartie, leur demande de jouer comme jamais. Ce qu'ils font. Le dimanche, Cédric Pioline entre véritablement dans la famille en égalisant à deux points partout, en battant Renzo Furlan. Arnaud Boetsch ramène le troisième point dans la liasse. Yannick, à son habitude, a su chauffer le public en l'exhortant des mains.

« *Qu'il soit un tel capitaine m'aurait étonné quand il avait vingt ans, dit Marie-Claire Noah, sa mère. Ses lectures et ses rencontres l'ont fait évoluer. Il était bouillonnant. Maintenant, il arrive à se passionner en toute sérénité.* » Yannick dévore des livres de méditation transcendentaliste ou bien ces *Lettres à un jeune poète*. Parfois, il part en retraite. Pendant la parenthèse de ses deux capitaneats – avril 1992-novembre 1994 –, il a notamment traversé l'océan Atlantique à la voile : « *J'aime aussi être seul au beau milieu d'une forêt.* »

POUR cette quiétude contemplative, pour le miracle lyonnais de 1991 et pour sa passion pour le football, il a été appelé, en mai 1996, au chevet du Paris-Saint-Germain. A la veille de la finale de la Coupe des coupes, l'équipe venait de perdre le championnat de France : « *Il ne nous a pas entraînés, se souvient Bernard Lama, le gardien de but. Il nous a fait comprendre qu'une finale de Coupe d'Europe faisait partie des moments inoubliables d'une vie et qu'il ne fallait pas passer à côté : il a pris énormément de pression sur lui pour que nous réussissions.* » En septembre, Mary Pierce et Julie Halard-Decugis lui ont demandé d'être leur capitaine en Coupe de la Fédération, l'équivalent féminin de la Coupe Davis : « *Ça serait extraordinaire, dit Noah. Mais, à la fin, ils trouvent déjà que je prends trop de place.* »

Arnaud Boetsch, membre de l'équipe en 1991, mais spectateur de la victoire, est devenu l'un des héros de la nouvelle époque : « *Yannick a été un booster dans ma carrière. En Coupe Davis, il m'a appris la philosophie de la victoire et de la défaite. Je m'en suis toujours inspiré. C'est bon d'être avec un joueur qui a gagné Roland-Garros. Je lui demande des conseils en dehors de la Coupe Davis, sur mon jeu, mes ambitions. Il a la gentillesse de me les donner.* » Yannick Noah est-il essentiel ? « *Je suis l'acteur, il est le régisseur* », poursuit-il.

« *Il est le capitaine en Coupe Davis, dit Cédric Pioline, qui fut un temps rétif à faire partie de l'équipe de France. En dehors, chacun mène sa vie. Ce qui fait sa force, en Coupe Davis, c'est son contact humain. Il est rassurant parce qu'il ne communique pas ses angoisses. Mais ce n'est pas Yannick qui me fait bien ou mal jouer. J'ai mon identité, ma carrière, j'existe à part entière.* »

Quand il n'est pas en Coupe Davis, Yannick profite de la vie et fait même rêver les enfants nés après 1983. Il sourit : « *Je ne l'explique pas, mais j'adore ça. Ils viennent me voir et me font partager leurs émotions.* » Il joue encore au tennis. Il est entré sur le circuit vétérinaire. Il a de l'argent, il jette pendant quinze jours deux fois par an, et donne beaucoup. L'argent d'une publicité tournée au printemps, il l'a dépensé pour offrir une maison à sa maman : « *Elle ne s'y attendait pas. Nous lui avons fait une surprise. Quand elle est arrivée, tous ses petits-enfants ont fait irruption pour lui dire que cette jolie maison était à elle. Elle était bouleversée.* » Il a enregistré deux albums et surtout – un grand bonheur – donne des concerts.

Tennis et rock, il fait les deux pour les enfants de la terre, l'association créée par Marie-Claire Noah. Aujourd'hui, quatre maisons destinées à accueillir des enfants pour quelques jours ou quelques mois ont vu le jour. Les prestations de Yannick représentent environ 70 % du budget annuel (4 millions de francs). Alors, il n'a qu'un regret. « *Quand je vois ces femmes qui se passionnent et se battent pour l'association, je rentre sur le court et je me dis : Bon sang, ils ne sont que deux mille. Je voudrais qu'il y ait cinq, six maisons. C'est peut-être mon seul regret : pour eux, j'aurais dû gagner encore plus.* »

Bénédict Mathieu
Dessin : Jean-Marc Mathis

Appel aux militants de l'Europe

Suite de la première page

Nos intérêts sont convergents. La baisse des taux d'intérêt, en particulier, nous permettra d'économiser plusieurs dizaines de milliards dans la gestion de notre dette. Nous n'avons pas intérêt à un effondrement de la monnaie qui nous contraindrait à une hausse des taux. Qu'on en juge : les taux d'intérêt réels britanniques, malgré la remontée actuelle de la livre, sont près du double des taux d'intérêt français. Si, d'ailleurs, la valeur actuelle du couple franc-mark était si avantageuse pour l'Allemagne et si nuisible à la France, nous devrions être très déficitaires dans nos échanges avec notre puissant voisin. Or nous sommes largement excédentaires, de plus de 8 milliards de francs !

Deuxième argument : il n'y a pas de lien automatique entre la croissance et la dévaluation. L'Italie a procédé à une dévaluation « compétitive » en 1992. Si cette situation lui avait apporté la prospérité et l'emploi, croit-on qu'elle aurait consenti les efforts qui ont été les siens pour revenir dans le système monétaire européen ? En réalité, les croissances italienne et espagnole, depuis la dévaluation, ont été strictement parallèles à la croissance française, au dixième de point près. La destruction d'emploi a été chez eux très supérieure à la nôtre. Et la croissance britannique, il est vrai meilleure, relève davantage de son appartenance au monde anglo-américain, dont le cycle est différent du nôtre, que de la valeur de sa monnaie. La preuve : si l'avantage monétaire était aussi important qu'on le dit, le commerce extérieur entre la France et le Royaume-Uni aurait dû s'effondrer à notre détriment et consacrer le triomphe du pays à monnaie faible. C'est le contraire qui s'est produit : nous avons non seulement maintenu notre excédent par rapport à la Grande-Bretagne, mais nous l'avons largement accru ! Il est désormais, avec 25 milliards, notre premier excédent commercial !

Troisième argument : les contraintes ne viennent pas de l'extérieur. Ce n'est pas pour les beaux yeux de Maastricht que nous faisons les efforts de sérieux qui sont les nôtres, c'est dans notre propre intérêt. Si la perspective de la monnaie européenne n'existait pas ou se trouvait détruite, nous devrions consentir des efforts beaucoup plus importants pour diminuer notre dette publique. Si nous n'étions plus adossés à la puissante alliance de banques centrales qu'a créée cette perspective, nous ne pourrions pas continuer à emprunter à des taux modérés un milliard de francs par jour. On verrait alors la rigueur imposée et subie se substituer à la maîtrise raisonnée de la dépense publique. Même chose pour les taux d'intérêt : ces taux qui mériteraient de baisser, ce sont aussi ceux de l'épargne des Français, en particulier du Livret A. Si, comme certains nous le disent, le bon taux, c'est le taux zéro, il faudra expliquer à l'épargne française modeste qu'elle ne doit plus être rémunérée.

Quatrième argument : la première raison de défendre nos engagements en matière de monnaie unique, c'est l'emploi. Nous venons d'en avoir une illustration

grandeur nature. La réélection de Bill Clinton a consacré une réussite économique. C'est parce que le chômage a presque disparu des États-Unis que les Américains ont plebiscité leur président. La société américaine n'est ni plus solide, ni plus cohérente, ni plus avancée technologiquement, ni mieux éduquée que la nôtre. Elle est plus flexible, c'est vrai, même si cela a un coût social.

Et elle dispose de l'arme du dollar. Et ce n'est pas une arme théorique : toutes les monnaies du monde sont à la recherche du meilleur équilibre entre le niveau de la monnaie et celui des taux. Pour la plupart d'entre elles, les deux avantages sont inconciliables : si la monnaie baisse, les taux montent, parce qu'il faut rémunérer dans l'avenir la prise de risque que représente une monnaie dévaluée. Au contraire, si les taux sont bas, c'est que la monnaie est forte, considérée en soi comme une valeur refuge. Seule, dans la longue période, l'Amérique a réussi, grâce au dollar, à obtenir en même temps une monnaie basse qui lui permet de pratiquer le dumping monétaire, et des taux d'intérêt bas qui lui permettent de financer au moindre prix sa croissance. C'est le dollar qui draine vers les États-Unis l'épargne mondiale malgré les déficits budgétaires et commerciaux du géant américain. Lorsque dans une guerre commerciale, dont dépend si fortement notre avenir, il est prouvé que le concurrent possède une arme absolue, il n'est qu'un devoir et qu'une urgence : apporter cette arme à son camp pour équilibrer les forces.

Toute proposition qui vise à rompre le pacte de confiance entre Français et Allemands vise en réalité l'existence même de la monnaie européenne qu'ils cofonderont

Cinquième argument : il n'y a pas de monnaie européenne si la France et l'Allemagne, qui en sont les deux fondateurs principaux, ne sont pas liés par un pacte de confiance transparent, indissoluble et imperturbable. C'est pourquoi toute proposition qui vise à rompre le pacte de confiance entre Français et Allemands vise en réalité l'existence même de la monnaie européenne qu'ils cofonderont. Beaucoup ne s'y sont pas trompés au moment des récentes propositions de dévaluation du franc par rapport au mark. Il suffit de faire la liste des soutiens déclarés et enthousiastes à cette proposition pour voir qu'elle recouvre exactement le camp du « non » au traité d'Union européenne, de droite comme de gauche.

Si l'on veut qu'un jour prochain l'Europe dispose de l'arme d'une monnaie attirante pour défendre ses chances dans la bataille économique, il faut en vérité adopter la démarche exactement inverse et entrer dans l'esprit

d'une vraie alliance. Cet esprit est forcément de compréhension mutuelle. Les Français doivent comprendre ce que représente le mark pour l'Allemagne, comme élément d'affirmation nationale, et quelle expérience dramatique pour leur pays et pour le monde les Allemands ont eu de l'inflation. Il n'est pas réaliste et pas respectueux de proposer à l'Allemagne l'inflation et la dévaluation comme condition de la réalisation de la monnaie. Les Allemands, réciproquement, doivent comprendre que, pour les Français, la monnaie ne peut pas être uniquement affaire de banquiers. La monnaie, pour nous, est aussi l'affaire des peuples. Il est légitime d'obtenir une vraie application de l'article 103 du traité, qui prévoit, parallèlement à l'autorité monétaire, une autorité politique qui défende aussi la croissance et l'emploi.

Enfin, sixième argument : l'enjeu de ce débat, ce n'est pas l'euro, c'est l'Europe. Après les débats des années 50, il a été décidé de faire l'Europe par l'économie, par le marché, par la monnaie. Ce fut l'œuvre solidaire et jamais interrompue des dirigeants français, de Robert Schuman, du général de Gaulle, de Georges Pompidou, de Valéry Giscard d'Estaing, de François Mitterrand et, aujourd'hui, de Jacques Chirac. Chacun à son tour décida de porter le flambeau, de résister à toutes les pressions et à toutes les tentations pour progresser obstinément vers ce but. En même temps, les menaces ont grandi. L'Union a élargi ses perspectives géographiques et historiques. Mais elle a du mal à gérer sa croissance. Elle est dans un moment de très grande fragilité. Elle n'existe avec force, de manière cohérente et profondément solidaire, que par le but qu'elle s'est assigné de se donner une monnaie qui réalisera définitivement l'entreprise économique. Si, pour une raison ou pour une autre, par égoïsme ou par méfiance, l'entreprise se brisait, c'est l'Europe qui se briserait et d'autres logiques historiques qui se retrouveraient d'actualité, conflits économiques, dévaluations compétitives, alliances de revers, luttes d'influence. Cet horizon, nous le connaissons : le XX^e siècle nous dit assez ce qu'il fut pour nous et pour l'Europe.

Si ces arguments sont vrais, le moment est crucial. Le combat est difficile. Ceux qui ne veulent pas de l'Europe font flèche de tout bois pour nourrir la méfiance entre l'Allemagne et la France et compromettre l'entreprise. Leur influence est grande dans une opinion dont ils nourrissent l'inquiétude. Ce combat ne sera pas gagné sans un engagement fort. Pour tous ceux qui se reconnaissent dans l'idéal européen et dans la perspective du traité d'union, pour tous ceux, à quel que bord qu'ils appartiennent, qui croient que c'est l'intérêt de la France, l'intérêt national de livrer ce combat, il est temps de rompre avec la logique de division, de faiblesse et d'isolement. Qu'ils appartiennent au monde politique ou à la société civile, il est temps que se crée entre eux un peu de la solidarité et de la volonté d'agir ensemble qui est désormais celle des anti-européens. Sans cela, nous risquons de perdre à la fois la bataille et la guerre.

François Bayrou

AU COURRIER DU « MONDE »

POURQUOI JE SUIS ALLÉ À TOULON

A lire certains journaux - dont *Le Monde* - qui ont relaté l'événement, je suis « un des rares auteurs » à m'être rendu à « la fête du livre du maire de Toulon ». En d'autres termes, aurais-je par mon attitude cautionné le Front national, le parti du maître Jean-Marie Le Chevallier ? Est-ce ainsi qu'on pays des lumières, on vous colle une étiquette dans le dos ?

Pourquoi suis-je allé à Toulon ? Pour deux raisons. La première est une raison de principe : personne, ni à droite ni à gauche, ni au Front national ni au Parti communiste français ne m'a encore dicté ma conduite, dans aucun domaine que ce soit. Je ne suis impressionné ni par les menaces de M. Le Chevallier ni par les attaques de Marcel Haïzer. Pour

reprandre une expression un brin pompeuse, j'essaie d'être, et de rester, un libre citoyen. C'est de plus en plus difficile. Nous étouffons, soumis à une triple et constante pression : les étreintes pathétiques de l'extrême droite, le terrorisme récurrent des intellectuels dits de « gauche », le « politiquement correct » de tous les pouvoirs.

La seconde est une raison de simple politesse : Pierre Mazères, directeur de la librairie La Joie de lire, qui n'est en rien inféodée au FN, m'attendait. Il me le confirma le jeudi 21 novembre à 16 heures. Le lendemain, il ne m'attendait plus... Conclusion : je suis allé à Toulon, mais je n'ai pas été signer mes ouvrages à « la fête du livre du maire de Toulon ». Je ne regrette pas mon voyage. J'en reviens un peu plus convaincu que toute cette gestualité autour de la municipalité toulonnaise n'aura pas d'autres résultats que de pousser le Front national à

radicaliser ses thèses. Toujours plus. Un peu partout en France, et à Toulon en particulier, les scénarios de provocation mutuelle entre FN et anti-FN se multiplient. Un cycle ostracisme-boycottage qui témoigne, s'il en était besoin, du degré d'infantilisme dans lequel barbote notre démocratie. On n'existe pleinement - c'est une banalité de l'écrire - que par l'amour et la haine de l'autre. Dans le premier cas, la volonté d'exister transite par la recherche pressante ou angoissée du dialogue. Dans le second, par l'ivresse de l'exclusion. Le couple FN-anti-FN se nourrit de la même dialectique. La dialectique de l'exclusion. J'ai souvent pensé, et j'ai souvent écrit, que l'exaspération de cette dialectique est le véritable stimulant du FN et qu'elle lui permet de se maintenir à hauteur de 15 % des suffrages.

Jean Bothorel, Paris.

Pas un sou pour le « Grand Israël »

par Jacques Derogy

PAR réflexe quasi rituel, les institutions sionistes, nées de l'essor du mouvement de libération nationale des juifs en Palestine, organisent des collectes dans la diaspora à toute occasion de fête ou de commémoration qu'offre chaque nouvelle année du calendrier hébraïque, comme au temps des premiers pionniers et des pères fondateurs.

En cette année du cinquantenaire du partage par l'ONU de la Palestine mandataire en deux États, l'un juif, l'autre arabe, entre Méditerranée et Jourdain, partage revendiqué par les dirigeants sionistes d'abord, il est bon de rappeler que l'aboutissement d'un tel effort pour accéder à l'indépendance ne devait pas grand-chose, contrairement à une légende tenace relevant d'un antijudaïsme caricatural, à « l'or de la haute finance juive ».

Si les grandes donations se sont multipliées par la suite - juste de quoi apaiser la conscience de quelques banquiers de renom - leur contribution n'y avait jamais eu le poids décisif des transactions sur une large échelle. La principale source de revenus du Fonds national juif pour l'acquisition légale de terres à défricher et à peupler était surtout constituée par les pennies, les cents, les zlotys et les francs que les masses juives dispersées dans le monde glissaient dans les petites boîtes bleues du Keren Kayemet Leisrael (KKL), « ces omnibuses de mendiant qui ont servi à l'achat d'un royaume », selon la formule d'Arthur Koestler.

Pour mon humble part, ayant rencontré un sionisme anti-impérialiste et révolutionnaire en couvrant, comme jeune reporter, le drame de l'Exodus durant l'été 1947, il m'est arrivé de verser mon obole, à l'aune de mes modestes moyens, complétée par une bonne trentaine de séjourns à mes frais en Israël. Auparavant, simple stagiaire à Franc-tireur, j'avais « emprunté » des tampons, des cachets et des cartes de presse du journal pour le compte de pas-

seurs de la Haganah qui convoquaient, à travers les frontières, les rescapés de la Shoah, des camps de « personnes déplacées » jusqu'aux lieux d'embarquement clandestins pour une Palestine encore sous le blocus britannique.

Sollicité par les traditionnels appels de fonds pour le développement d'Israël, je réponds aujourd'hui par la négative. C'est que tout a changé depuis trente ans bientôt d'occupation de la Cisjordanie, de Gaza et du Golan : la politique du fait accompli dans ces territoires, considérés d'abord comme des gages en vue d'accords de paix, a transformé la salutaire victoire de la guerre de six jours en une guerre de conquête et de libération d'un nouvel État juif d'essence théocratique.

Une impossible chimère qui met en péril la paix et la démocratie

Au lieu de remettre en cause cette dérive vers une domination de type colonial, doublée d'annexions ponctuelles, le sésame de la guerre de Kippour, en 1973, a non seulement favorisé l'arrivée au pouvoir d'une droite chauvine et arrogante, la relève usant vite aux épreuves du jour les espoirs un peu fous qu'elle avait suscités. Il a aussi fait émerger un courant national-messianiste, dont on a pu prendre la mesure quand, à partir de l'été 1992, la nouvelle direction que s'était donnée le pays avec un Rabin converti au réalisme, après cinq ans de soulèvement du peuple palestinien (Intifada), revenait au principe du partage de souveraineté territoriale que, pour leur malheur, les Arabes avaient refusé en novembre 1947.

Le culte quasi maraboutique scandaleusement autorisé devant la stèle du colon Barouk Goldstein, massa-

creur d'une trentaine de musulmans en prière dans leur mosquée à Hébron, et les trois balles, tirées tranquillement à bout portant dans le dos de Rabin, par un meurtrier de droit divin, ont alors suffi, terrassant l'islamisme aidant, à renverser le cours de l'espérance. L'alle dure du Likoud revenue au pouvoir a réussi à bloquer le processus de paix tout en rassurant la galeite par la palabre des éternels salamales. Mais le mal court sous la veille des séminaristes amnés du fascisme rabbinique.

Quand le KKL se se borne plus à planter des arbres, mais organise en octobre 1996 à Paris un dîner de gala en l'honneur du marmoséen Shamir, commandeur retraité de l'ultra-nationalisme, souscrire à la collecte c'est contribuer, directement ou indirectement, au financement des superstructures routières à l'usage exclusif des Israéliens, dont le ministre des infrastructures, Ariel Sharon, veut mailler les territoires autonomes pour relier entre elles les colonies, par-dessus les agglomérations indigènes.

Quand, en 1955, Kennet Roosevelt, l'homme de la CIA au Caire, avait proposé à Nasser un plan de paix avec Israël élaboré par son chef, Jim Angleton, l'originalité du projet consistait en une route reliant l'Égypte à la Jordanie par-dessus le corridor d'Elilat. Le rais l'avait qualifié ironiquement de « plan du pipi » : « Qu'arriverait-il si un automobiliste arabe pissait sur une voiture israélienne circulant en contrebas ? »

Quel partisan de la paix pourrait accepter aujourd'hui le « plan du pipi » que l'ex-bonnefou Sharon entend confier aux ingénieurs des ponts et chaussées pour perpétuer la domination israélienne sur un ban-toutan palestinien ?

Non ! Pas un sou pour le « plan du pipi » façon Sharon. Plus un sou pour le « Grand Israël », cette impossible chimère qui met en péril la paix et la démocratie.

Jacques Derogy est journaliste et écrivain.

Un cadeau

avec *Le Monde* de vendredi daté samedi 30 novembre

Demandez-le à votre marchand de journaux !

Un cahier de soixante-quatre pages consacré aux cadeaux de Noël avec :

- Nadja Auermann, photographiée par Dominique Issermann.
- styles
- cadeaux Noël 96
- Carte blanche
- Dominiq
- Issermann

Jean Bothorel, Paris.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Aldon, directeur général ;
Néel-Jean Benoit, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Jean-Yves Lecaillon, Robert Solé
Médiateur en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Gribes, Erik Linderholm, Michel Kahan, Bertrand Le Gendre,
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Arian
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Médiateur : Thomas Parnet
Directeur exécutif : Eric Paillet, directeur délégué : Anne Chastelbourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations institutionnelles : Daniel Vermet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courlet, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lacombe (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 293 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Associations Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, le Monde Presse, le Monde Privé
SIEGE SOCIAL : 21, rue du Louvre, 75001 PARIS CEDEX 01
Tél. : 01-42-37-30-40. Télécopieur : 01-42-37-31-28. Telex : 206 606 F

L'épouvantail de la flexibilité

CE WEEK-END, en plein conflit des chauffeurs routiers, Nicolas Sarkozy et Raymond Barre ont, après d'autres, réclamé davantage de flexibilité dans la législation du travail. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales a confirmé, mardi 26 novembre, qu'il y a « réflexion » et a souligné qu'il n'était pas resté inactif.

Cette nouvelle offensive, qui survient après les déclarations d'Alain Juppé montrant bien l'état des préoccupations au sein de la majorité. A la recherche de moyens rapides et si possible efficaces pour réduire le chômage, le gouvernement est amené à remettre en selle le vieux thème de la flexibilité. Au vu des expériences passées, il n'est pourtant pas sûr qu'il ait fait le bon choix. Au moins en ce qui concerne la formulation de son objectif, tant le mot agit d'ordinaire comme un épouvantail. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a déjà sonné le tocsin. Dans une lettre qu'il a adressée le 8 novembre à Jacques Barrot, il affirme que la remise en cause du code du travail constituerait à ses yeux « une agression » et présenterait « des risques graves ». Nicole Notat, aussi, s'est ralliée. La secrétaire générale de la CFDT a fait savoir qu'elle refuserait toute mesure qui aboutirait à assouplir les procédures de licenciement, si le premier ministre en avait l'intention.

De longue date, le thème de la flexibilité, synonyme pour certains de déréglementation, voire de régression, a toujours été explosif. En décembre 1984, une grande négociation interprofessionnelle sur le sujet avait échoué alors qu'un accord était en passe d'intervenir. Au dernier moment, Force ouvrière avait refusé de signer, entraînant la CFDT dans son rejet au prix - déjà - de sévères séismes internes. Près de douze années après, les séquelles de cet épilogue désastreux pèsent encore, qui ont rendu les organisations syndicales frileuses à l'égard de l'adaptation maîtrisée des rapports sociaux.

Mis à part la tentation en faveur des ENCA (emplois nouveaux à contraintes allégées), due à Yvon Gattaz, quand celui-ci était président du CNPF, dont les résultats n'ont pas pu être démontrés et en dépit de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, le patronat a tiré les leçons de cette mésaventure. Aussi, et au fil du temps, le CNPF s'efforçait-il plutôt de progresser dans la voie de la flexibilité uniquement par petites touches, de négociation en négociation. Et ce, jusqu'à l'accord de mars 1990, considéré comme un aboutissement, à la fois pour la modulation des horaires de travail et les conditions d'usage du contrat à durée déterminée ou de l'intérim. En fait, et sans que le terme soit prononcé, ce sont les gouvernements successifs, qu'ils soient de gauche ou de droite, qui ont poursuivi le toilettage de la législation pour y introduire plus de souplesse. Les uns et les autres avec des bonheurs divers.

Aujourd'hui, on peut se demander si tous les éléments souhaitables de flexibilité n'ont pas été officiellement avalisés, en dehors de toute politique contractuelle, le plus souvent. Mais, sur ce chantier jamais terminé, il y aura toujours des revendications pour aller plus loin, ne serait-ce que pour satisfaire aux exigences d'un ultra-libéralisme prompt à dénoncer les blocages de toute sorte. De même, et le maquis réglementaire le révèle, il est certain que petites et grandes entreprises ne sont pas placées sur un pied d'égalité face aux possibilités qu'offrent les textes. Que cela permette d'entretenir des fantasmes sur la présence supposée de contraintes, nuisibles en outre à l'emploi, c'est possible. D'autant que les montagnes de paperasserie

et la multiplicité des démarches à accomplir lors d'une embauche, par exemple, s'ajoutent aux freins psychologiques.

Fallait-il dès lors rouvrir le débat, dont Alain Juppé a reconnu qu'il pouvait « provoquer l'ébullition » ? A constater l'absence de revendications publiques de la part des grandes composantes du patronat, il n'y avait certainement pas urgence. Surtout si l'on mesure le décalage entre les demandes formulées ici ou là et la réalité des pratiques d'entreprises. Licenciement n'est en réalité pas difficile, mais cela prend du temps. Quel qu'on ait pu en croire, les accords d'annulation du temps de travail restent l'exception et le dispositif dit de CDI-TPA (contrat à durée indéterminée de travail à temps partiel annuel) continue de faire figure de curiosité. Perturbée par la loi Robien, l'appât pour l'aménagement et la réduction du temps de travail doit être moins forte que prévu, puisque 29 branches professionnelles sur 128, seulement, ont signé un accord. Annoncée, la négociation sur les heures supplémentaires et le travail à temps partiel tarde et se heurte à de vraies difficultés.

ELARGISSEMENT DU COD

Mais il y a plus significatif. Tandis que certains réclament un élargissement des droits de recours au contrat à durée déterminée (CDD) ou à l'intérim, ainsi qu'un allongement des durées autorisées, limitées à deux ans dans le cas du CDD, l'usage est tout différent. Actuellement, la durée moyenne d'un CDD se situe aux alentours de trois mois et la mission d'intérim oscille entre deux et trois semaines. Au fait de leur marché, les professionnels du travail temporaire eux-mêmes ne demandent pas que l'on crée de nouveaux cas de recours, en dehors du surcroît d'activité ou du remplacement d'un salarié. Ils considèrent que cela suffit, permet assez d'interprétations extensives et n'empêche pas l'utilisation du COD ou de l'intérim pour des périodes d'essai prolongées.

Il est en revanche certain, que les évolutions des formes d'emploi et les modes de fonctionnement du marché du travail ne coïncident plus avec la législation. La notion même de contrat de travail est en train d'être progressivement supplantée par celle de contrat de droit commercial et nombre d'actifs échappent désormais au statut de salariés traditionnels. Quelques uns, comme le professeur Alain Supiot (« Critique du droit du travail », PUF) militent pour une amélioration du Code du travail qui prendrait en compte ces mutations et les encadrerait pour éviter que la réglementation, devenue inopérante comme le montre la situation dans le transport routier, ou ne disparaisse. Mais cet enjeu primordial n'a rien à gagner à être confondu avec le thème de la flexibilité.

C'est dans ce contexte que, présentant le danger et fixant les règles du jeu, Jacques Chirac a tenu à préciser que, « s'agissant de la flexibilité, nous sommes très attachés, en France, à un certain modèle social, à des acquis sociaux qui, à nos yeux, ne doivent pas être remis en cause ». Mais, en revenant sur le sujet pour affirmer que « le débat est ouvert », Jacques Barrot prend un risque qu'il voudrait calculé pour ne pas laisser sans réponse la demande pressante de ses amis politiques. « Il n'y a pas de volonté de changer les règles du droit du travail », a-t-il assuré pour ajouter que ses services se livraient « à une réflexion ». « La flexibilité, est d'abord un problème culturel, c'est la peur du changement », a souligné le ministre le 26 novembre. On ne saurait mieux dire.

Alain Lebaube

Le Monde

EDITORIAL

Milosevic et Tudjman hors la loi

JOUR après jour, les manifestations se multiplient à Belgrade pour protester contre l'annulation partielle des élections municipales décidée par le gouvernement de Slobodan Milosevic. Cette décision, qualifiée de « totalement inacceptable » par le département d'Etat américain, qui n'a pas exclu « d'autres mesures » à l'encontre des autorités serbes, a aussi conduit les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à annoncer l'ajournement de mesures commerciales en faveur de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), dans l'attente d'explications officielles sur cette situation.

Cette peu courante et massive mobilisation populaire, à Belgrade comme dans les grandes villes du pays, et les inhabituelles condamnations de la communauté internationale envers le régime de Slobodan Milosevic sont justifiées par son refus de reconnaître sa récente défaite électorale dans les principales villes du pays, et tout particulièrement à Belgrade, où la coalition de l'opposition avait remporté la mairie. En annulant ces résultats par un artifice grossier, alors qu'il s'était assuré d'une majorité confortable au Parlement fédéral quinze jours plus tôt, le régime serbe

démontre son incapacité à envisager le moindre effacement de son pouvoir.

Par une procédure un peu différente, le président croate Franjo Tudjman a lui aussi refusé de reconnaître sa défaite aux élections municipales de septembre 1995. Depuis plus d'un an, son gouvernement multiple, avec succès, les manœuvres dilatoires et les recours juridiques, pour s'opposer au verdict des urnes et empêcher que l'opposition, majoritaire dans la capitale, ne s'installe à la mairie de Zagreb. Et cela malgré le désaveu de la Cour suprême, qui a annulé une partie de la procédure, jugée, par elle, inconstitutionnelle. Parallèlement, le régime a accru sa pression sur les médias indépendants. Ce qui

ne l'a d'ailleurs pas empêché d'intégrer récemment le Conseil de l'Europe.

L'attitude des présidents serbe et croate, un an après la signature des accords de Dayton, est en fait révélatrice du peu de cas qu'ils font de leurs engagements respectifs à évoluer vers un régime démocratique. Mais, surtout, ce flagrant rejet des libertés essentielles montre que la volonté de la communauté internationale de préserver à tout prix la paix dans la région - et donc les principaux signataires de cette paix - a aujourd'hui atteint ses limites. C'est fort d'un appui international jusque-là entier que Franjo Tudjman et Slobodan Milosevic abusent de leur pouvoir.

En bafouant les règles élémentaires de la démocratie - qu'il s'agisse de la liberté de la presse ou du respect des scrutins qui leur sont défavorables -, les deux chefs d'Etat paient sans rien craindre de dirigeants occidentaux dont les réactions sont jusqu'à présent très timorées. Il est grand temps pour la communauté internationale de s'interroger sur une situation inacceptable dont elle apparaît comme complice aux yeux des opposants, et de se demander si c'est de cette manière que l'on assure dans la région une paix durable.

Dichotomie

par Ronald Searle



L'ombre du roi sur la scène afghane

IL EST sans conteste la personnalité afghane la plus populaire. Du bazar de Kaboul aux groupes d'exilés de Californie, son nom est sur toutes les lèvres. On le loue comme un ultime recours, lui dont le règne (1933-1973) est idéalisé - au prix d'une certaine amnésie. Il est vrai - comme celui de Pégé d'or d'un Afghanistan paisible et prospère. Agé de quatre-vingt-deux ans, exilé à Rome après avoir été déposé par son cousin Daoud, en 1973, le roi Zahir Shah est devenu un point de passage obligé de toute recherche d'un règlement à Kaboul.

A l'heure où la diplomatie s'efforce difficilement de reprendre ses droits, sa figure de patriarche consensuel s'impose, y compris à ceux qui lui ont été les plus hostiles par le passé. Les factions islamistes, qui l'ont toujours accusé de s'être fait le complice objectif de la soviétisation rampante du pays avant la fatidique invasion des troupes russes fin 1979, lui témoignent aujourd'hui une soudaine considération. Les hommes du commandant Massoud, en quête d'une formule de réconciliation nationale, envisagent ainsi une alliance entre Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras, que chapeauterait une prestigieuse personnalité pashtonne. Et celle-ci, bien sûr, ne saurait être que... le roi lui-même.

Ce n'est certes pas la première fois qu'on le courtise. A la veille de son retrait de Kaboul, en 1989, les Soviétiques avaient déjà tenté de l'associer à une solution qui leur aurait permis de sauver les meubles : l'ancien ministre des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, avait fait le pèlerinage à sa résidence romaine de la via Cassia, tandis qu'à Kaboul, le ré-

gime communiste de l'époque, en quête d'un nouveau souffle, lui faisait les yeux doux. En vain.

Ce fut ensuite au tour du Pakistan de le couvrir de sollicitude. En juin 1995, un des ses proches lieutenants, son beau-frère Sardar Abdul Wali, était reçu en grande pompe par les plus hautes autorités de l'Etat pakistanais. C'était une grande première : durant toute la résistance antissoviétique, Islamabad s'était en effet méthodiquement employé à mettre Zahir Shah hors jeu. Car, aux yeux des Pakistanais, le roi était l'héritier d'une monarchie afghane haïe pour avoir attiré, dans les années 50, l'irréductible des tribus pashtounes du Pakistan revendiquées par Kaboul. Qu'Islamabad ait accepté de sumonner de telles préventions donnait la mesure de son désarroi. Mais, là encore, Zahir Shah se garda bien de franchir le pas.

Quant aux Nations unies, elles n'ont cessé de travailler sur l'hypothèse monarchiste. Début 1995, la flicelle était même devenue un peu grosse. Dans un de ses multiples plans de paix avortés, l'ancien envoyé spécial de l'ONU sur l'Afghanistan, Mahmoud Mestiri, avait envisagé de faire jouer un rôle-clé à une commission de quatre personnalités dont trois étaient... notoirement monarchistes.

L'ombre portée du roi n'en finit donc pas de planer sur la scène afghane. Le « phénomène » devient tel qu'on lui prête d'innombrables manœuvres, dont un prétendu pacte avec les talibans. Les tenants de cette thèse voient dans la « sociologie » du mouvement un début de preuve : le fief du mouvement est situé à Kandahar (Sud-Est), berceau de la monar-

chie ; et les talibans sont majoritairement des pashtounes affiliés à la confédération tribale des Dourani, soit précisément la souche des dynasties afghanes. Dans ces conditions, le soutien affiché en faveur des talibans par certains groupes d'exilés royalistes à l'étranger ne serait nullement fortuit. Il révélerait au contraire une collusion plus profonde.

THÉORIE DU COMLOT

Séduisante, cette théorie du complot est néanmoins fragile. Les années de résistance antissoviétique ont en effet consacré le déclin de l'aristocratie tribale au profit des mollahs, lesquels ne sont pas prêts à rétroceder leur pouvoir fraîchement acquis à des exilés sur le retour. En outre, on imagine mal Zahir Shah, francophile distingué formé au lycée parisien Jeanson-de-Saillay et initiateur d'une monarchie constitutionnelle libérale durant la décennie 1963-1973, cautionner l'obscurantisme des nouveaux maîtres de Kaboul. S'il est vrai qu'une petite minorité des talibans mue par la nostalgie d'un Afghanistan traditionnel plaide sa cause, la grande majorité du mouvement ne lui est pas favorable. Cette thèse d'un pacte secret royaliste-talibans est d'autant moins crédible que l'on voit aussi des tendances royalistes rallier le camp anti-taliban : Pir Sayed Ahmad Gailani, chef du Majaz-e-Islami, vient ainsi de s'associer à l'alliance récemment scellée entre le commandant Massoud et le général Dostom.

En fait, l'agitation autour du roi correspond plus à une attente générale qu'à une offre de services. Discret jusqu'à l'effacement, amateur d'arts et de belles-lettres plus

que de pouvoir, Zahir Shah a depuis longtemps averti qu'il ne souhaitait pas remonter sur le trône. Quant à jouer un « rôle », il n'en finit pas de tergiverser. Après s'être longtemps muré dans sa retraite de la via Cassia, il a annoncé, à la mi-septembre, qu'il avait « décidé de retourner » en Afghanistan afin d'y « jouer le rôle qui [lui] revient » dans la limite de [ses] capacités ». Ce discours a été prononcé dix jours avant la prise de Kaboul par les talibans, le 27 septembre.

Depuis cette date, sa résolution a paru s'émousser. Il est resté silencieux quasiment pendant un mois. Dépit d'avoir fait l'objet d'une tentative de manipulation ? On peut le penser : l'entrée des talibans dans Kaboul a en effet été accompagnée de rumeurs savamment orchestrées selon lesquelles les étudiants en religion ouvraient la voie à un retour du roi. L'ordre taliban légitimé par le roi : tel est le scénario sur lequel ont travaillé ces derniers mois les Pakistanais.

Mais Zahir Shah ne peut en aucun cas se compromettre dans une combinaison à l'évidence manipulée par des forces extérieures. Il connaît trop bien les Afghans pour savoir que leur nationalisme chatouilleux souffrirait de le voir débarquer à Kaboul dans des fourgons étrangers. D'où sa prudence renouvelée : dans une dernière déclaration, le 16 octobre, il prend nettement ses distances avec les talibans - sans les nommer - tout en redisant que l'objectif de son retour « sera très prochainement réalisé ». Fera-t-il enfin taire ceux qui commencent à désespérer de sa légendaire réserve ?

Frédéric Bobin

SUCCESSION Didier Pfeiffer, actuel vice-président de l'UAP, devait être nommé à la tête du groupe d'assurances public GAN en remplacement de Jean-Jacques Bonnaud. Le vice-président de

l'UAP devait être nommé administrateur du GAN, puis président après une réunion du conseil d'administration. M. Bonnaud avait refusé de démissionner, comme le ministre de l'écono-

mie, Jean Arthuis, lui avait demandé, lui reprochant son manque « d'allant » pour la privatisation de sa filiale bancaire, le CIC. M. Bonnaud, arrivé à la tête de l'as-

surance public il y a un peu plus de deux ans, a résisté à ce qu'il considérait comme une mesure injustifiée, préférant accuser le gouvernement d'aller jusqu'au bout de la procédure. LE CONSEIL DES

MINISTRES du mercredi 27 novembre devait adopter un décret de révocation, signé par le ministre de tutelle, M. Arthuis, par le premier ministre et par le président de la République.

Didier Pfeiffer devait remplacer Jean-Jacques Bonnaud à la tête du GAN

La nomination du vice-président de l'UAP s'inscrit dans la logique du gouvernement qui cherchait « quelqu'un du monde de l'assurance ». Jean Arthuis, ministre de l'économie, reprochait à M. Bonnaud son manque « d'allant » pour la privatisation de sa filiale bancaire, le CIC

LE SORT de Jean-Jacques Bonnaud a été définitivement scellé mercredi 27 novembre. Alors qu'à une heure avancée de la soirée, la veille, le président du GAN n'avait eu aucun message dans ce sens, son décret de révocation préparé par Bercy et signé par Alain Juppé et Jacques Chirac devait être adopté en conseil des ministres. Cette procédure, rarissime, a été prise face au refus de M. Bonnaud de démissionner comme le lui avait demandé Jean Arthuis, le ministre de l'économie.

Jusqu'au bout, M. Bonnaud, arrivé à la tête de l'assureur public il y a un peu plus de deux ans, a résisté à ce qu'il considérait comme une mesure injustifiée, préférant accuser le gouvernement d'aller

Jusqu'au bout de la procédure. Au centre du différend entre les deux hommes et qui n'a cessé d'enfler depuis plusieurs semaines, l'échec de la privatisation de gré à gré du CIC, la filiale bancaire du GAN. Lancée officiellement fin juillet pour permettre de désendetter sa maison-mère, celle-ci avait été enfermée dans un cahier des charges trop contraignant, qui avait découragé les candidats étrangers et bon nombre de Français.

Après le retrait des Caisses d'épargne, seuls la BNP et la Société générale avaient finalement déposé des offres. Des solutions qui avaient provoqué une levée de bouillottes, tant de la part du personnel du CIC que des élus locaux

et des présidents de banques régionales. Au plus fort de la polémique, le président de la compagnie financière de CIC, Bernard Yoncourt, s'était publiquement opposé à la reprise du groupe par l'une ou l'autre banque. Plus discrètement, M. Bonnaud, avait adressé, le 28 novembre, une lettre à la Commission de privatisation : « Bien que résolu à céder la majorité du capital du CIC, le GAN considère que les deux offres fermes présentées dans le cadre de la procédure de privatisation en cours ne paraissent pas compatibles avec ses intérêts patrimoniaux en l'absence d'intentions exprimées par l'Etat en sa qualité d'actionnaire majoritaire sur le niveau des fonds propres du GAN ».

écrivait-il. Une prise de position que le ministre ne lui a pas pardonné, estimant que le président du GAN avait manqué « d'allant » dans la privatisation du CIC. Ni les multiples plaidoyers pro domo de Jean-Jacques Bonnaud, ni la prise de position en sa faveur de son ami René Monory, président du Sénat, au micro d'Europe 1, ni la visite de ce dernier à Jacques Chirac dès son retour du Japon, n'ont pu inverser le cours des choses. Faute d'un remaniement ministériel, M. Bonnaud ne pouvait que céder la place, tant la pression de Bercy était grande.

Le changement annoncé va donc se concrétiser. Le ministre des finances a confirmé mercredi matin au Monde qu'il avait arrêté le nom de Didier Pfeiffer pour succéder à M. Bonnaud, affirmant qu'il voulait choisir « quelqu'un du monde de l'assurance ». Le nom de M. Pfeiffer était cité de plus en plus régulièrement ces

derniers jours. Il a finalement été préféré à Thierry Aulagnon, déjà directeur général du GAN, avec lequel il devrait former un tandem. On ne cache pas dans le milieu de l'assurance que Claude Bébier, président d'AXA et Jacques Friedmann, patron de l'UAP, militaient depuis quelque temps pour trouver une porte de sortie au vice-président de l'UAP. La fusion des deux sociétés ne laissait plus vraiment de place à M. Pfeiffer, que M. Bébier ne tiendrait pas en très grande estime professionnelle. Un décret de nomination simple comme administrateur du GAN devait être publié au Journal officiel dans les prochains jours. Un conseil d'administration de la compagnie se réunira dans la foulée pour élire le nouveau président.

Celui-ci aura mandat, comme nous l'a précisé M. Arthuis « de mettre de l'ordre dans cette société et d'assurer sa privatisation dans

les meilleures conditions possibles ». S'il a suspendu le processus en cours, le ministre de l'économie a toujours affirmé que la privatisation du CIC, si elle était retardée, restait un objectif du gouvernement. Comment d'ailleurs faire autrement compte tenu de la situation du GAN ? Mardi, l'intersyndicale GAN-CIC a demandé qu'un audit soit mené par les experts auprès du comité d'entreprise pour connaître l'endettement réel du groupe.

Envisagera-t-on la cession globale de l'ensemble GAN-CIC ? M. Arthuis s'en est jusqu'à présent défendu. Ce sera l'affaire de M. Pfeiffer d'étudier cette hypothèse. Le nouveau patron du GAN devra également nommer un nouveau président pour la Compagnie financière de CIC. Le départ de M. Yoncourt semble inéluctable.

Babette Stern

L'éternel second

ENTRÉ EN 1973 à l'UAP comme directeur des opérations financières, Didier Pfeiffer, 49 ans, n'aura jamais réussi à accéder à l'échelon suprême. Nommé directeur général par Yvette Chassagnon en juillet 1984, il est confirmé à ce poste par le nouveau président Jean Dromer en 1987. Pensait-il, quand M. Dromer part l'année suivante, que son heure était arrivée ? Il sera déçu. C'est Jean Peyrelevade, ancien du cabinet de Pierre Mauroy, qui profite du retour de la gauche au pouvoir et prend la présidence de la



première compagnie d'assurances française. En octobre 1993, Jacques Friedmann, ami de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur, débarque place Vendôme.

Depuis son arrivée à l'UAP, M. Pfeiffer aura vu défiler sept présidents. Pourquoi n'a-t-il pas fait partie de la liste ? Certains mettront cet « oubli » sur le compte des nominations politiques à la tête des entreprises publiques (l'UAP n'a été privatisée qu'en 1994). M. Pfeiffer ne s'est jamais engagé politiquement.

D'autres verront dans la personnalité extrêmement prudente de M. Pfeiffer, soupçonné d'avoir le

plus grand mal à trancher, la raison principale de sa non-promotion. Légitimiste jusqu'au bout des ongles, il a secondé fidèlement les présidents successifs, prodiguant ses conseils de professionnel de l'assurance à ceux d'entre eux — presque tous — qui débarquaient dans le métier. L'homme est petit, la voix est douce, l'accueil toujours chaleureux. Présent sur tous les dossiers stratégiques de l'UAP, il a vécu l'épopée de la conquête de l'Europe, a été l'artisan du règlement du différend entre Suez et l'UAP sur le dossier Victoire, a connu la descente aux enfers de la banque Worms et le rapprochement avec la BNP.

Administrateur de Parifinance et d'Electrafina, il est le fidèle allié — et ami — du belge Albert Frère et de son complice canadien Paul Desmarais. Il siège également au conseil de Danone, de Saint-Gobain, de la Lyonnaise des eaux et de la Royale Belge, entre autres.

Depuis deux ans, M. Pfeiffer était vice-président directeur général de la compagnie. Le retour de Dominique Bazy à l'UAP, considéré place Vendôme comme l'homme qui monte, avait fait s'éloigner ses espoirs de succéder à M. Friedmann. La prise de contrôle d'AXA les a définitivement ruinés.

Ba. S.

COMMENTAIRE VENGEANCE

Dans le public comme dans le privé, c'est la loi du genre : qui paie commande. Sur le principe, on ne saurait donc s'offusquer que l'Etat-actionnaire, qui a souvent été défaillant dans le contrôle des entreprises publiques, congédie sans égards un grand patron qui aurait mal servi ses intérêts.

Encore faut-il que la décision de révocation — qui jette forcément l'opprobre sur la personne qui en fait l'objet — soit dûment motivée. Sauf à laisser penser qu'elle relève du fait du prince.

Qu'a donc fait Jean-Jacques Bonnaud pour qu'il soit spectaculairement évincé de la prési-

dence du GAN, comme le fut, en d'autres temps, Jean-Yves Heberer, de celle du Crédit national, une fois que fut établie sa responsabilité dans la déconfiture du Crédit lyonnais ?

A cette question, ni le premier ministre Alain Juppé, ni le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, n'ont, pour l'heure, apporté la moindre réponse officielle. Tout juste a-t-on suggéré à demi-mot que, si M. Bonnaud ne pouvait être tenu pour responsable de la situation financière délicate du groupe d'assurance, il avait tardé à prendre des mesures de redressement et avait manqué « d'allant » dans la privatisation, aujourd'hui suspendue, de sa filiale bancaire, le CIC.

Le procès a été ainsi instruit,

sans pièce précise venant étayer l'accusation, beaucoup plus sur le registre de la rumeur que sur celui de la démonstration. On en vient logiquement à se poser une seconde question : à cette décision spectaculaire, n'y aurait-il pas une autre explication, officielle ?

L'hypothèse est à prendre d'autant plus au sérieux que le patron sanctionné avait eu le front, au début de l'année, de s'opposer en coulisse au premier ministre, alors que celui-ci souhaitait, en violation des procédures légales, imposer l'un de ses proches à la tête du CIC. La raison de sa révocation tient donc sans doute en un seul mot, peu glorieux : la vengeance.

Laurent Mauduit

Inquiétude autour de la fusion entre Framatome et GEC-Alsthom

Elle remettrait en cause la coopération franco-allemande dans le nucléaire

UN CONSEIL d'administration extraordinaire de Framatome devait se réunir mercredi 26 novembre pour nommer à la présidence Dominique Vignon, actuel directeur général. Ce polytechnicien, ingénieur des Ponts de quarante-huit ans a fait une grande partie de sa carrière chez EDF à la direction des études et projets thermiques et nucléaires de 1975 à 1990. Il succède au patron historique de Framatome, Jean-Claude Leny, qui quittera l'entreprise le 4 décembre, jour de ses soixante-huit ans.

Depuis un an, le PDG de Framatome avait fait de M. Vignon son dauphin. Entré dans le groupe en 1991, pour prendre ensuite la présidence de Jeumont-Industrie, il est

devenu numéro deux de Framatome en 1995. Mais les rapports entre les deux hommes se sont dégradés au cours de l'été, car si M. Leny est hostile à la fusion de Framatome avec GEC-Alsthom, son successeur y est favorable.

La fusion, qui devrait permettre au groupe franco-britannique GEC-Alsthom d'absorber Framatome, n'était pas à l'ordre du jour de la réunion du conseil, la négociation n'étant pas suffisamment avancée. Toutefois, ce projet devait être abordé dans le cadre du droit d'alerte déclenché par le comité central d'entreprise (Le Monde du 12 octobre). Le conseil devait prendre connaissance d'un document de huit pages formalisant les

pré-conclusions du cabinet d'experts Syndex mandaté par les organisations syndicales.

Dans ce texte de tonalité plutôt négative, les experts affirmaient avoir eu du mal à se faire une opinion, faute d'informations, n'ayant notamment pas pu rencontrer GEC. Mais ils mettent en doute les effets bénéfiques de l'effet de taille. Concernant le accord avec Siemens, Syndex se montre également préoccupé. La fusion avec GEC-Alsthom, estimant les auteurs du rapport, bloquerait toute coopération avec les Allemands. Pour étayer cette thèse, Syndex se base sur l'un des accords régissant le fonctionnement de Nuclear Power International (NPI), la filiale commune de

Framatome et de Siemens. Selon ce texte, la firme de Munich doit « être le leader du consortium formé avec d'autres pour les centrales clés en main, en prenant en compte les mêmes équilibres entre les industries françaises et allemandes pour la partie conventionnelle. Dans ce rôle, les fonctions techniques du leader sont assumées pour le compte de NPI par Siemens (L) ».

Selon l'analyse de Syndex, ces accords ne pourraient plus s'appliquer en cas de fusion avec GEC-Alsthom, car ce dernier fait directement concurrence à Siemens pour la partie conventionnelle (non nucléaire) des centrales. Le groupe franco-britannique ne devrait logiquement pas accepter une telle ré-

partition. Parmi les sujets d'actualité que pouvait évoquer le conseil figure le pacte secret qui a permis depuis 1991 le versement injustifié de sommes à deux des plus importants actionnaires, le groupe public CEA-1 et la CGE, devenue depuis Alcatel-Alsthom. Ces sommes, dont le montant atteint 563 millions de

francs jusqu'en 1995, ont été mises à jour par la Cour des comptes dans le rapport de gestion qu'elle vient d'achever (Le Monde du 23 novembre). Ce rapport s'interroge également sur la fusion envisagée. Estimant légitime, le conseil de surveillance de Framatome, qui détient la participation des salariés, soit 4,7 % du capital, s'est réuni le 25 novembre et entend rencontrer les deux actionnaires concernés pour leur demander des éclaircissements.

En attendant, les négociations tripartites (Etat, Alcatel-Alsthom, GEC) se poursuivent pour réaliser la fusion d'ici la fin du mois de décembre. Les Français, qui entendent rester dans le nouveau schéma actionnaires majoritaires, sont parvenus à rédiger un pacte d'actionnaires qui protège la filière nucléaire de Framatome, sa trésorerie de 9 milliards de francs et ses relations avec l'allemand Siemens. Ce dossier est depuis une dizaine de jours entre les mains du britannique GEC, qui doit encore négocier son niveau de participation dans le futur ensemble et donner son accord sur le pacte.

Dans un entretien au quotidien Les Echos du mercredi 27 novembre, Lord Weinstock, président d'honneur de GEC, affirme : « Nous devons garder la même participation qu'Alcatel-Alsthom, ni plus ni moins ». Mais il se montre hostile à un pacte entre les actionnaires français, estimant qu'il risque d'entraîner des blocages en cas de désaccord. De sa réponse dépend l'issue de cette fusion. En cas d'accord, le dossier sera transmis à la commission de privatisation, s'agissant d'une entreprise contrôlée par le secteur public.

Dominique Gallois

La Cour des comptes rappelle les risques d'une telle opération

LA COUR des comptes vient d'achever un rapport sur la gestion de Framatome entre 1990 et 1994. Ce contrôle, qui s'est « étendu sur une relativement longue période — de septembre 1995 à avril 1996 — s'est déroulé dans « un très bon climat et une parfaite collaboration », soulignent les rédacteurs, en



introduction de ce document de 130 pages.

Le chapitre 3 consacré à la stratégie et aux activités du groupe aborde la perspective de la fusion avec GEC-Alsthom. Après avoir rappelé que la stratégie de Framatome, basée sur la diversification vers la connectique pour compenser la baisse du nucléaire, « a dû être menée par les dirigeants parfois envers et contre l'ac-

tionnaire principal » (la CGE devenue aujourd'hui Alcatel-Alsthom), le rapporteur fait un parallèle entre deux situations : celle de 1990, où le gouvernement a empêché une prise de contrôle du groupe par la CGE, et la fusion envisagée cette année : « En 1996, six ans plus tard, à quelques réserves près, toute la question est de savoir si tous les arguments sont susceptibles d'être repris dans l'hypothèse d'une prise de contrôle renouvelée d'Alcatel-Alsthom ».

1) La stratégie adoptée par Framatome à la fin des années 80 peut se résumer en quatre points :

« Conclusion d'accords de partenariat avec Siemens-KWU dans le domaine nucléaire afin de mettre au point un nouveau produit au sein d'une filiale commune, Nuclear Power International, et de favoriser la coopération à l'exportation pour les grosses opérations de remplacement de matériels ou de maintenance (fourniture de

générateurs de vapeur de remplacement).

« Poursuite du développement des activités du pôle mécanique vers de nouveaux métiers et de nouveaux clients (armement, spatial, pétrole offshore) afin de pallier la régression de ses marchés traditionnels (nucléaire, hydraulique et grosses turbines à vapeur).

« Diversification dans le domaine de la connectique avec l'ambition de devenir dans ce secteur un groupe de taille mondiale à la suite du rachat des sociétés Burndy (Etats-Unis), Souriau (France) et Jupiter (France).

« Conservation de la maîtrise de sa trésorerie afin d'assurer la pérennité des engagements de la société vis-à-vis de ses clients.

2) Une prise de contrôle par la CGE, compte tenu de ses intentions affichées, conduirait à une remise en cause complète de la stratégie industrielle de Framatome :

« Remise en cause de l'alliance avec Siemens dans le domaine nucléaire, puisque la CGE est son concurrent principal dans les secteurs d'activité prioritaires de ce groupe.

« Limitation du développement des activités mécaniques vers de nouveaux métiers, afin de ne pas concurrencer les positions existantes des sociétés du groupe GEC.

« Abandon de la diversification dans le domaine de la connectique afin de se recentrer sur les activités traditionnelles de Framatome et de réorienter la diversification au sein du groupe GEC.

« Perte d'autonomie dans la gestion de la trésorerie. » Selon ce rapport : « Ces arguments avaient d'ailleurs été avoués par le ministre de l'économie de l'époque, Pierre Bérégovoy, qui, dans sa lettre du 10 octobre 1990, s'était prononcé pour une confirmation de la stratégie engagée. »

Le groupe informatique français Bull sera privatisé avant fin 1996

Le CONSTRUCTEUR informatique français Bull, dont l'Etat et l'exploitant téléphonique France Télécom détiennent respectivement 37 % et 17 % du capital depuis septembre 1995, s'apprête à basculer dans le secteur privé. Lancée par le gouvernement Bédaride, fin 1993, cette privatisation interviendra d'ici à la fin 1996. Il y a trois ans, le gouvernement et Bull s'étaient engagés auprès de la Commission européenne, pour obtenir le feu vert à une recapitalisation de 11 milliards de francs, à ce que ce passage au privé intervienne avant septembre 1997.

Annulée par le gouvernement mardi 26 novembre en fin de journée, l'opération se traduit par un appel à candidatures publié le 27 novembre au *Journal officiel*. Les investisseurs intéressés disposent de quinze jours pour transmettre leurs offres, qui devront porter au minimum sur 1 % du capital. Auparavant, l'Etat aura souscrit à une augmentation de capital réservée. « Elle portera sur 20 millions d'actions, le nombre actuel d'actions étant de 136 millions », explique Thierry Breton, le vice-président de Bull.

Ces nouveaux titres, dont le prix sera fixé par le ministère de l'économie, sur avis conforme de la commission de privatisation, seront ensuite cotés. Si, officiellement, cette augmentation de capital n'est pas réservée aux actionnaires actuels, dans les faits, ce sont cependant les trois actionnaires principaux de Bull, à savoir le japonais NEC (17 %), l'américain Motorola (17 %) et France Télécom, qui devraient majoritairement y souscrire. « Ils ont fait savoir qu'ils y répondraient favorablement », indique M. Breton, précisant qu'« ils montreront dans la même proportion pour conserver un niveau identique de participation ». France Télécom devant ainsi acquérir, comme NEC et Motorola, 1 % à 2 % du capital, c'est « au moins 5 % » du capital de Bull qui va passer au privé. La part de l'Etat tombera aux environs de 30 % et celle des actionnaires publics (Etat et France Télécom), juste au-dessous de 50 %.

PREMIER SEMESTRE DIFFICILE

Si l'entrée d'un financier n'est pas exclue, celle d'un nouvel actionnaire industriel n'est pas d'actualité. « Il nous fallait retrouver un cadre normal, avoir un actionnariat privé, donner les moyens de saisir les opportunités », explique M. Breton, qui ajoute : « Si une opportunité de fusion-acquisition intéressante se présente, au niveau d'une activité ou d'un métier, nous pourrions la payer avec du papier en offrant des actions Bull en échange. » Le plus probable, de source gouvernementale, est cependant que Bull procède en 1997 à un appel à la Bourse à la faveur d'un nouveau repli de l'Etat.

M. Breton veut voir dans la décision prise de faire basculer Bull dans le privé le bien-fondé de la méthode proposée fin 1993 par Jean-Marie Descarpentries, lors de sa nomination à la tête du groupe. « L'idée était d'obtenir un redressement et de privatiser progressivement en s'adressant à des partenaires industriels. » Après d'importantes coupes dans les coûts non salariaux, des réductions d'effectifs et des cessions, comme celle de Zenith Data Systems (ordinateurs personnels) lourdement déficitaire, à l'américain Packard Bell, Bull a renoué avec les bénéfices en 1994.

Allégé également par la recapitalisation de 11 milliards qui lui a permis de réduire sa dette, le groupe a dégagé en 1995 un bénéfice net de 306 millions de francs. Cette année, le premier semestre a été lourdement déficitaire. Les ventes sur neuf mois sont en recul de 11 % par rapport à la même période de 1995 (-4 % à périmètre constant). « Le résultat sera positif malgré les 661 millions de francs de charges au premier semestre liées à la cession de Zenith Data Systems », assure M. Breton.

Philippe Le Cœur

Voyage sous la Manche dans un tunnel sinistré

L'ancien patron du chantier côté français, maintenant conseiller privé d'Eurotunnel, a confié à notre envoyé spécial que les travaux de réparation pourraient durer de cent jours à six mois selon la méthode retenue

Le Monde a pu visiter, mardi 26 novembre, la partie du tunnel sous la Manche gravement endommagée par l'incendie d'une navette porte-camions, lundi 18 novembre. Après huit journées de communication quasi ab-

sente, Eurotunnel a invité télévisions, photographes et quelques journalistes de presse écrite sur les lieux du sinistre. Aucune image du matériel détruit resté sur place n'a pu être réalisée. Notre envoyé spécial a pu constater

que, sur 30 mètres, au cœur d'un brasier où la température s'est élevée à 1 000 °C, les anneaux de béton de la voûte ont violemment souffert. Le remplacement des parties dégradées pourrait porter à six mois le délai de ré-

paration. Pour commencer l'expertise du tunnel, six des sept wagons incendiés doivent encore être extraits. Mais la manœuvre est délicate : le blocage des roues empêche encore de faire rouler les wagons.

SOUS LA MANCHE

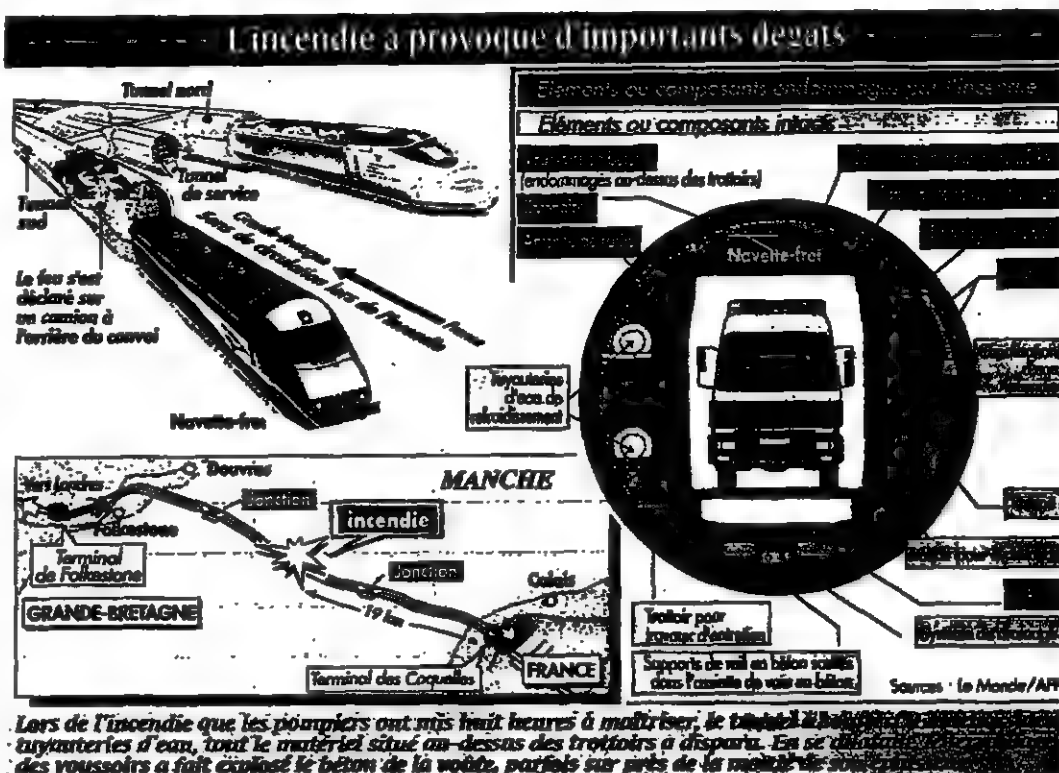
Porte 4201, à 19 kilomètres de l'entrée du tunnel sous la Manche, 50 mètres sous le niveau de la mer. Le lourd battant coupe-feu s'ouvre lentement. Derrière se trouve le tronçon qui a le plus souffert de l'incendie du 18 novembre.

Apparaissent d'abord de longues chevilles de fibre de verre suspendues aux parois. Ce sont les restes des câbles électriques en matériau composite qui ont fondu : la température atteinte pendant l'incendie est estimée à 1 000 degrés. Puis les voûtes, ces sections circulaires en béton à haute résistance à la compression, qui mesurent 1,6 mètre de large et 40 centimètres d'épaisseur, ont éclaté. Le feu a mis à nu leurs armatures métalliques coulé sous la surface.

Ce sont ces armatures qui, en se dilatant, ont fait exploser le béton. Un paradoxe car elles ne participent pas à la résistance mécanique du revêtement du tunnel. Elles n'ont servi qu'à rigidifier la structure des anneaux lors de l'assemblage. Pourtant, ce sont les principales responsables des dégâts.

Le sol est jonché de gravats, petits morceaux de béton formant un gravier grossier. Au plafond, les câbles ont disparu. Le tuyau d'eau froide du système de réfrigération du tunnel a, lui, résisté, tout comme les trottoirs en béton, qui ne sont pas fissurés. Les rails, ici, semblent intacts. Mais les techniciens d'Eurotunnel ont découvert, plus loin, les effets de leur dilatation. Ils se sont soulevés de plusieurs dizaines de centimètres et ont dû être coupés.

Une voie de secours a été posée pour évacuer les wagons. Six d'entre eux, sur les sept incendiés, sont toujours à l'intérieur du tunnel, soigneusement recouverts d'une bâche bleue. Le Juge d'instruction a, en effet, interdit toutes photos. Il craint, selon Eurotunnel, un « effet Carpentras » : devant l'ampleur des dégâts qu'ils ont causés, d'éventuels coupables pourraient devenir incapables d'avouer.



Lors de l'incendie, les pompiers ont mis huit heures à maîtriser le début d'incendie. Les tuyauteries d'eau, tout le matériel situé au-dessus des trottoirs a disparu. En se dilatant, les voûtes ont fait exploser le béton de la voûte, portés sur des rails de la navette-train.

Le mystère de la fumée dans les voitures

L'un des points qui préoccupent le plus Alain Bertrand, directeur général adjoint d'Eurotunnel, concerne la pénétration de fumée dans les voitures des passagers de la navette porte-camions. Celle-ci aurait dû rester étanche. Or, la fumée a bien pénétré à l'intérieur et intoxiqué six personnes. « S'agit-il d'un mouvement intempestif de porte ou d'une autre raison ? », se demande M. Bertrand. La réponse devra être donnée avant la remise en service du trafic, car elle remonte à cause les règles de sécurité.

De même, l'enquête cherchera la cause du déclenchement de l'alarme qui a contraint le conducteur à stopper la navette en plein milieu du tunnel. Néanmoins, M. Bertrand estime que la procédure de traversée du tunnel n'est pas incriminée. « Le feu a été ralenti par la vitesse du train qui, si elle a évité les brisures, a évité la formation de flammes », explique-t-il. Et d'ajouter que « si le train ne s'était pas arrêté, il serait sorti sans problème du tunnel ».

enchassées entre les parois et le plafond des wagons.

Des équipes d'une sous-traitance d'ouvriers se relaient jour et nuit pour extraire les wagons du tunnel depuis vendredi 22 novembre, date de l'autorisation des enquêteurs. Dominique Douso, l'ingénieur d'Eurotunnel responsable de la restauration, affirme que le matériel roulant sera entièrement évacué d'ici à vendredi. La difficulté réside dans le blocage de roues. Si les techniciens ne parviennent pas à faire rouler les wagons, il devront les découper au chalumeau.

DEUX SOLUTIONS

Une fois dégagée, la zone de 300 mètres de long qui a le plus souffert sera inspectée afin de déterminer la méthode de réparation la plus adaptée. Selon Pierre Mathéron, ancien patron du chantier côté français, le problème se

concentre sur 30 mètres. Là, au cœur de l'incendie, le béton des voûtes a disparu sur une profondeur de 15 à 20 centimètres.

Appelé comme conseiller privé par Eurotunnel, l'ingénieur, aujourd'hui à la retraite, se veut optimiste. Il envisage deux solutions. La plus lourde conduit au remplacement du revêtement du tunnel sur 30 mètres par de nouveaux voûtes, réalisés soit en fonte, soit en béton coulé sur place. Le délai atteindrait alors de cinq à six mois « au maximum, avec des équipes motivées », précise-t-il.

L'autre option, plus légère, tirerait profit du lieu précis du sinistre. « Nous sommes dans une zone très favorable », déclare Pierre Mathéron. Le terrain est constitué de craie bleue qui offre une meilleure cohésion que la craie grise située au-dessus et que la craie alabâtre. Les voûtes posées côté français sont identiques sur toute la longueur du demi-tunnel. Leur conception est adaptée aux zones les plus délicates du forage, situées, en fait, dans la partie terrestre. « A l'endroit du sinistre, il n'est pas utile de reconstruire un revêtement aussi solide que le précédent », affirme Pierre Mathéron.

L'ingénieur estime qu'une projection de béton sur les voûtes calcées pourrait être suffisante. Tout dépend du verdict de experts qui doivent ausculter le matériau. Si cette dernière solution était retenue, le délai de réparation serait alors à « cent jours minimum ».

En attendant, il préconise de pratiquer un drainage dans la craie autour de la zone des 30 mètres. « La craie de l'incendie a pu dessécher le terrain et il faut éviter que le retour de l'eau ne crée une pression sur les voûtes affaiblies », indique-t-il. Dans le tunnel, juste en face de la porte 4201, une goutte peinte à la jonction entre deux voûtes, pourtant étagées à l'origine, et tombe sur le sol. Une semaine après l'incendie, l'eau semble revenue.

Michel Alberganti

Eurotunnel espère reprendre le trafic passagers en début de semaine prochaine

PATRICK PONSOLLE, co-président d'Eurotunnel, a annoncé, mercredi 27 novembre, au cours d'une conférence de presse, qu'il espérait rouvrir le tunnel sous la Manche aux TGV Eurostar et aux navettes touristes au cours de la première semaine de décembre. Depuis l'incendie qui a ravagé, le 18 novembre, un des tunnels sous la Manche, seuls quelques trains de marchandises ont emprunté le second tunnel, non touché par l'incendie.

La remise en service se heurte à des problèmes de sécurité, même si Eurotunnel considère que les procédures pour les navettes touristes et les TGV Eurostar, fondamentalement différentes de celles des navettes porte-camions, n'ont pas à être remises en cause. En cas d'incendie ou d'accident dans un des deux tunnels, le second doit servir à l'évacuation des passagers. Selon M. Ponsolle, il devrait être rapidement possible de retrouver des conditions de sécurité comparables à celles qui existaient auparavant. La commission intergouvernementale de sécurité devrait don-

ner son accord, selon M. Ponsolle, « avant la fin de la semaine ».

M. Ponsolle n'a pas caché que les travaux de réparation du tunnel dureraient longtemps, de trois à cinq mois. Financièrement, la société ne serait pas trop affectée : « Eurotunnel ne va pas certainement faire faillite à la suite de cet accident », a-t-il déclaré. Selon lui, le coût de remplacement de la navette détruite par le feu s'élève à environ 100 millions de francs. Les assureurs doivent aussi rembourser les dégâts causés dans le tunnel sous la Manche et les pertes d'exploitation entraînées par l'arrêt du trafic. Eurotunnel est assuré pour ces derniers risques à hauteur de 4,5 milliards de francs. Selon M. Ponsolle, les travaux de réparation seront couverts entre 200 et 300 millions de francs. L'incident pèsera sur le chiffre d'affaires du groupe, M. Ponsolle estimant que le tunnel ne percevra que 60 à 70 % des recettes normales. Un coup dur pour Eurotunnel qui espérait doubler son chiffre d'affaires en 1996. Mais M. Ponsolle s'est surtout efforcé de ré-

tablir la confiance dans la sécurité du tunnel sous la Manche : « Malgré cet accident grave, aux conséquences matérielles lourdes pour l'entreprise, nous n'avons eu à déplorer aucune victime. Les trente-quatre personnes concernées se sont retrouvées chez elles vingt-quatre heures après l'accident. Ce n'est pas par hasard que nous avons réussi à préserver des vies humaines, c'est parce que notre système de transport offre des garanties de sécurité efficaces. » « Le tunnel sous la Manche est au moins aussi sûr - certains disent plus sûr - que tout autre mode de transport trans-Manche », a martelé M. Ponsolle.

COUPER COURT AUX RUMOURS

Le président d'Eurotunnel a appelé à la responsabilité le président de la commission intergouvernementale de sécurité qui a déclaré que « l'incendie ne remet pas en cause le système de sécurité tel qu'il existait avant l'accident ». Pour commencer à désamorcer la polémique sur la manière dont les secours sont intervenus, Eurotunnel a apporté des pré-

sions sur le déroulement des événements. La société a révélé qu'au moment de l'incendie il y avait six trains dans le tunnel sud et deux dans le tunnel nord, soit environ 2 000 passagers et que ceux-ci n'ont aucunement souffert de l'incendie. Ce n'est pas un camion de post-lustrage qui a été à l'origine de cet incendie, contrairement aux rumeurs. Un poids lourd transportait bien cette cargaison, mais il n'a pas brûlé.

Le chef de train aurait dû détacher les wagons en feu et poursuivre son chemin. Il ne l'a pas pu, l'électricité ayant été coupée dans le tunnel par l'incendie. Celui-ci étant envahi par la fumée, les passagers n'ont pas pu emprunter immédiatement la porte menant au tunnel de service. Ce n'est que lorsque celle-ci a été ouverte à distance, à partir du terminal de Calais, que de l'air frais s'est engouffré dans le tunnel enfumé et que les passagers ont pu être évacués.

Arnaud Leparmentier

Les fédérations CFDT de la chimie et de l'énergie vont fusionner

FIN MAI 1997, à l'issue d'un congrès réunissant 4 000 militants, les fédérations CFDT de la chimie (FUC) et du gaz-électricité (FGE) fusionneront dans une seule et même Fédération de la chimie et de l'énergie (FCE).

Annoncé fin 1993, ce projet avait été approuvé par un congrès de la FUC fin 1994, puis de la FGE en janvier 1995 (*Le Monde* du 27 janvier 1995). Le bureau national confédéral a ratifié le projet en septembre et les exécutifs des deux fédérations ont approuvé mi-novembre les structures du nouvel ensemble. Les deux cents syndicats actuels - chaque fédération possède, grosso modo, un syndicat par département - laisseront place à vingt-huit syndicats, dont les frontières correspondront la plupart du temps à celles de la région administrative.

« Sur la centaine de syndicats actuels de la chimie, seule une vingtaine fonctionnent de manière totalement satisfaisante. Nous voulons donc augmenter la taille des syndicats pour leur donner davantage de moyens et un réel poids politique », explique Jacques Khelif, secrétaire général de la Fédération de la chimie. C'est pourquoi tous les syndicats seront représentés au futur bureau fédéral, le « parlement » de la fédération. Au sommet, les délicates questions de personnes sont désormais tranchées.

QUATRE ARGUMENTS

Alors que les deux fédérations ont sensiblement le même nombre d'adhérents actifs (25 000 chacune), c'est Jacques Khelif qui sera le secrétaire général du nouvel ensemble. A ses côtés siègeront six secrétaires fé-

déraux : deux issus de la chimie (le trésorier et le responsable des questions d'environnement et de conditions de travail) et quatre de la FGE, dont Yvon Rosconval, chargé de l'action revendicative, et Bruno Léchevin, actuel secrétaire général de la FGE. Celui-ci s'occupera de la communication interne et externe et aura la responsabilité politique de la branche « industries électriques et gaziers ». « Cela ne me pose aucun problème existentiel, car je me retrouve en parfait accord avec notre projet politique. Au moment où tout pousse au repli sur soi et au corporatisme, il faut montrer que le syndicalisme est capable d'aller de l'avant. L'avenir n'appartient pas aux mandarins », estime Bruno Léchevin.

Pour justifier cette fusion, Jacques Khelif et Bruno Léchevin mettent en avant quatre argu-

ments : la complémentarité de leurs industries, la similitude des problématiques liées aux conditions de travail (risques industriels, pilotage des installations complexes...), la même conception du syndicalisme et la nécessité de rassembler le secteur public et le privé. « Le conflit de l'automne 1995 a confirmé le clivage entre public et privé. Cela porte en germe de nouvelles divisions et menacerait de mort le syndicalisme français, alors qu'en Allemagne, le DGB prévoit de n'avoir, à terme, que six fédérations », analyse Jacques Khelif. « A nos yeux, le service public n'est pas qu'une question de statut. C'est l'électricité, mais aussi l'industrie pharmaceutique », poursuit Bruno Léchevin.

Cette fusion, qui doit être définitivement approuvée par un congrès extraordinaire des deux

fédérations début février 1997, puis par le « congrès de la fusion », fin mai, modifiera les cartes à l'intérieur de la CFDT. Sans être dans l'opposition systématique à la confédération, les deux fédérations sont souvent critiques. « Signer des accords n'est pas un but en soi. La CFDT aurait tout à gagner à mieux affirmer sa capacité conflictuelle. Notre fusion et notre représentation du secteur public et du secteur privé nous permettront de davantage peser sur la ligne confédérale », pronostique Jacques Khelif. La future fédération de la chimie et de l'électricité occupera la troisième place derrière la santé et la métallurgie. Ses dirigeants se sont fixés comme objectif de doubler le nombre de leurs adhérents dans les dix ans.

Frédéric Lemaître

sinistré

La détérioration du climat politique et social commence à inquiéter les investisseurs

Le franc est entré dans une zone de turbulences. Il a cédé un centime, mardi, face au mark

Le franc est entré, depuis plusieurs jours, dans une zone de turbulences. Il a cédé du terrain, mardi 26 novembre, face au mark. Le conflit des

rouliers et les rumeurs de remaniement ministériel inquiètent les investisseurs internationaux. L'apparition de dissensions au sein du conseil de

la Banque de France, dont une partie sera prochainement renouvelée, laisse entrevoir la possibilité d'une inflexion de la politique monétaire.

LE CALME monétaire ne parvient pas à revenir en France. Désormais, il y a quelques jours, par les propos de Valéry Giscard d'Estaing, le franc s'est à nouveau replié, mardi 26 novembre, face à la monnaie allemande, passant d'un cours de 3,3860 à 3,3950 francs pour un deutschemark. Mercredi matin, lors des premiers échanges, le franc restait faible, à 3,3930 francs pour un mark.

La baisse du franc apparaît d'autant plus significative qu'elle s'est déroulée dans un contexte de net rebond du dollar, traditionnellement favorable à la devise française. Le billet vert est monté de 1,51 à 1,53 mark, de 5,12 à 5,19 francs et de 111,40 à 112,80

yens. Le billet vert a indirectement profité du retour de la lire dans le système monétaire européen (SME).

La devise italienne s'est nettement appréciée, en se hissant près de son nouveau cours pivot (990 lire pour un mark). L'afflux de capitaux en direction de l'Italie s'est accompagné d'une sortie de fonds d'Allemagne et d'un affaiblissement parallèle du deutschemark.

Le dollar a aussi été soutenu par les nouvelles difficultés des banques japonaises (*Le Monde* du 27 novembre). La mise en faillite de la Hanwa Bank a démontré la fragilité persistante du système bancaire nippon, toujours victime des problèmes de créances immo-

bilères douteuses. Dans ces conditions, un resserrement de la politique monétaire japonaise paraît exclu. Le dollar devrait donc continuer à bénéficier, par rapport au yen, de taux d'intérêt nettement plus attractifs (les rendements à trois mois américains s'établissent à 5,30 % tandis que leurs homologues nippons se situent à 0,35 %).

De façon spécifique, le franc est victime de la situation sociale tendue dans le pays. Le conflit des routiers - et sa possible extension à d'autres secteurs - inquiète les investisseurs internationaux, tout comme la chute continue de la cote de confiance du premier ministre Alain Juppé dans les sondages d'opinion. Les gestionnaires américains sont très attentifs aux rumeurs de remaniement ministériel qui circulent et aux éventuelles conséquences monétaires qu'elles pourraient avoir. L'arrivée de balladuriers dans un gouvernement, dont on murmure qu'ils seraient moins attachés au franc fort qu'ils ne l'étaient, alimente les spéculations d'une inflexion de

la politique monétaire française, au cours des prochains mois, dans le sens d'une plus grande souplesse et d'une plus grande indépendance à l'égard de la Bundesbank, de façon à dynamiser la croissance (les achats de produits manufacturés ont baissé de 2,6 % en octobre).

Ce scénario se trouve conforté par le prochain renouvellement d'une partie du conseil de la Banque de France. La possible nomination, avant la fin de l'année, de deux personnalités moins proches du gouvernement de la Banque de France Jean-Claude Trichet, que ne le sont aujourd'hui Jean Boissonnat et Bruno de Maulde pourrait modifier les rapports de force au sein de l'institut d'émission. Les déclarations de Paul Marchelli, mardi 26 novembre, au quotidien *Libération*, estimant que « l'accrochage franc-mark est stérile », ont démontré que le débat est vif, au sein même du conseil, sur les orientations monétaires à donner à la France.

Pierre-Antoine Delhommai

Unimétal sera encore déficitaire en 1996

UNIMÉTAL, filiale d'Usinor-Sacilor, risque d'être à nouveau le plus important foyer de pertes du groupe sidérurgique. La société, qui a perdu 540 millions de francs en 1995, devrait enregistrer une perte « du même ordre » cette année. Confrontée à d'importantes difficultés techniques, suite à l'adoption de la filière électrique, Unimétal souffre aussi de la chute de ses marchés. Un important programme d'économies, a été engagé, qui devrait se traduire par une réduction des coûts de l'ordre de 850 millions de francs d'ici à la mi-1998. Cette remise en ordre ne devrait pas engendrer des problèmes sociaux, selon la direction. Unimétal, qui estime avoir un surcoût estimé à 250 personnes sur un total de 1 770 salariés, compte utiliser les transferts internes.

DÉPÊCHES

■ **TEKSTILE** : l'Etat apporte une aide à la reconversion de 33 millions de francs pour l'accompagnement des mutations technologiques des 420 entreprises de textile roennaises, qui emploient près de 10 000 personnes.

■ **AT&T** : le groupe américain a annoncé, mercredi 27 novembre, qu'il va offrir prochainement des services téléphoniques internationaux depuis le Japon.

■ **THOMSON-CSF** : le groupe français a vendu pour 1,2 milliard de francs d'émetteurs-récepteurs à l'armée suisse. Il s'agit de la fourniture de 10 000 postes de radio du type PR4G, qui seront localement fabriqués, sous licence de Thomson, par la société suisse Ascom-Systec.

■ **AXA/UAP** : la fusion entre les deux groupes d'assurances a été notifiée mardi 26 novembre aux services de la concurrence de la Commission européenne.

■ **EMPRUNTS RUSSES** : le ministre des finances français, Jean Arthuis, et le vice-président du gouvernement de la fédération de Russie, Oleg Davydov, ont signé, mardi 26 novembre, un mémorandum réglant la question des emprunts émis par la Russie tsariste. L'accord porte sur 400 millions de dollars (2 milliards de francs).

■ **MATIÈRES PREMIÈRES** : les principaux organismes de régulation des marchés des matières premières se sont mis d'accord, mardi 26 novembre, pour accroître l'échange d'informations et la coopération entre régulateurs.

■ **BNP** : la banque a conclu un accord pour racheter les activités boursières du groupe d'investissement Prime East Capital Group, qui est implanté en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, à New York et à Hongkong.

Les Bourses de Londres, Francfort et Madrid battent de nouveaux records

FORTÉES par le bond de Wall Street lundi, au-dessus des 6 500 points de l'indice Dow Jones, les Bourses de Francfort, Madrid et Londres, ont battu de nouveaux records, mardi 26 novembre. La place francfortoise a terminé sur un gain de 0,41 % à 2 819,64 points, franchissant pour la première fois, lors de la séance officielle, le niveau des 2 800 points de l'indice DAX 30. Ce seuil avait été franchi une première fois, vendredi 15 novembre, sur le marché électronique Ibis. Madrid a battu un nouveau record, tandis qu'à Londres l'indice FT 100 s'est inscrit en clôture en hausse de 0,34 % à 4 068,40 points. Seule la Bourse de Paris a cédé du terrain, abandonnant 0,09 % à 2 275,08 points, victime notamment des craintes d'ensablement de la grève des routiers.

L'INDICE DAX SOUS-ÉVALUÉ

L'euphorie qui règne à Wall Street n'explique pas tout en Europe. Pour preuve, la vive progression de Wall Street au cours de la semaine précédente n'avait pas empêché la Bourse allemande de reculer. Les analystes de la Commerzbank n'étaient pas inquiets. La consolidation la semaine dernière des actions allemandes était attendue après une hausse de 24 % depuis le début de l'année. Selon eux, l'ascension de la Bourse allemande, qui vient de reprendre, est loin d'être finie, le niveau des actions allemandes restant largement sous-évalué en comparaison des autres grandes places internationales, et notamment de Wall Street.

Bien qu'ayant inscrit un nouveau record historique en séance à 4 094,4 points, la Bourse de Londres ne termine pas sur ses plus hauts niveaux du jour. Les opéra-

teurs ont noté que la progression de l'indice Footsie a été fortement réduite en fin de journée par la baisse des valeurs, mardi, à la Bourse de New York. La présentation du budget britannique, qui n'était pas terminée à l'heure de la clôture, a contribué à soutenir les cours. Les opérateurs pariaient sur l'adoption d'un budget prudent qui permettrait d'éviter un nouveau relèvement des taux d'intérêt.

Les spéculations sur une prochaine baisse des taux d'intérêt sont à l'origine du nouveau record historique inscrit par la Bourse de Madrid. La place espagnole a terminé sur une hausse de 0,27 % à 398,49 points. Les opérateurs madrilènes sont convaincus que la Banque d'Espagne diminuera, une nouvelle fois, le taux de l'argent (actuellement à 6,75 %) dans la première moitié de décembre. Et cela en raison du ralentissement de l'inflation à 3,5 % sur un an à la fin octobre et des perspectives encourageantes en matière de hausse des prix avancées récemment par le gouverneur de la Banque d'Espagne, Luis Angel Rojo, qui table sur un taux d'inflation de 3,3 % pour l'ensemble de 1996.

Il n'est pas encore question de record historique à la Bourse de Paris, si ce n'est pour mentionner que celui-ci n'est plus qu'à 3,5 % du niveau actuel des valeurs françaises. Les intervenants les plus optimistes notent que ce « vieux » record (2 360 points) du début du mois de février 1994 pourrait tomber rapidement si la situation sociale et, plus particulièrement, le durcissement et l'extension de la grève des chauffeurs routiers n'étaient pas en train de commencer à inquiéter les investisseurs.

François Bostuvaron

La banque Crédit national-BFCE sera opérationnelle en décembre

UN AN après la fusion Crédit national-BFCE, Emmanuel Rodocanachi, le président de l'ensemble, a décidé de redistribuer les rôles à la tête du groupe, qui doit fonctionner comme une seule banque dès décembre. Le groupe sera désormais coiffé par un directeur général unique, Dominique Ferrero, qui était directeur général de la BFCE et chargé des activités de banque d'investissement dans le dernier organisme, mis en place en février pour piloter le rapprochement. L'activité de banque commerciale lui est directement rattachée.

Le pôle banque d'investissement et banque d'institutionnels est placé sous la direction de Philippe Calavia, directeur général issu du Crédit national jusqu'alors chargé de la banque commerciale. Dans ce pôle, Denis Mortier perd la direction générale de la Financière Saint-Dominique, la filiale spécialisée dans le capital-investissement. Un départ qui confirme le virage stratégique décidé il y a un an. Après l'expansion rapide de la Financière Saint-Dominique, menée par Denis Mor-

tier à coups d'opérations de croissance externe, le Crédit national veut gérer plus activement son portefeuille de participations privilégiées. Denis Mortier quitte le groupe pour « mener à bien un projet personnel », remplacé par Hervé Schrike, ex-directeur de l'exploitation.

Après des résultats décevants au premier semestre, pénalisés par une provision pour restructuration liée à la suppression de six cents emplois, un recul de l'activité de crédit et des provisions pour risques élevées, la nouvelle équipe devra convaincre qu'elle peut atteindre ses objectifs de rentabilité (8,4 % à fin 1998), malgré la baisse tendancielle attendue des crédits à long terme. Et ce, alors que le groupe reste opérationnel et que l'agence de notation IBCA relevait début novembre, que ses fonds propres n'ayant pas été renforcés, « les marges de manœuvre pour faire face à d'éventuels aléas apparaissent limitées ».

Sophie Fay

2+2=5*

Offre Publique d'Échange

***AXA propose aux actionnaires de l'UAP d'échanger 5 actions UAP contre 2 actions AXA + 2 certificats de valeur garantie.**

La valeur garantie au 1^{er} juillet 1999 ** par AXA sur chaque action UAP fait ressortir une prime globale de 51 % sur le cours récent de l'action UAP (moyenne des trois mois précédant le dépôt de l'offre auprès des autorités de tutelle).

AXA garantit une valeur de 157 francs par action UAP au 1^{er} juillet 1999 ** dans le cadre de l'Offre Publique d'Échange proposée aux actionnaires de l'UAP. Ce montant est à comparer au prix d'achat des actions UAP de 152 francs lors de la privatisation.

Après le 18 décembre 1996, si vous n'avez pas apporté vos titres à l'offre, vous ne pourrez plus bénéficier de l'avantage du certificat de valeur garantie.

Modalités de l'Offre Publique d'Échange

- Concrètement, il est proposé aux actionnaires de l'UAP d'échanger 5 actions UAP contre :
 - 2 actions AXA
 - plus 2 certificats de valeur garantie AXA.
- Ouverture de la période de l'offre : 21 novembre 1996
- Clôture de la période de l'offre : 18 décembre 1996
- Période de cotation du Certificat de Valeur Garantie : la cotation du certificat interviendra dans les 5 jours suivant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire (prévue fin janvier 1997) devant se prononcer sur l'augmentation de capital et l'émission des certificats de valeur garantie, et durera jusqu'au 1^{er} juillet 1999.
- Une note d'information (Visa COB N° 96-531 du 20 novembre 1996) ainsi que le document de référence AXA enregistré auprès de la COB sous le n° R 96-062 et le document de référence de l'UAP enregistré auprès de la COB sous le n° R 96-062 sont tenus sans frais à la disposition du public chez les intermédiaires financiers et au siège d'AXA : 23, avenue Maignon 75008 Paris, ainsi qu'au siège de l'UAP : 9, place Vendôme 75001 Paris.
- Contactez dès à présent votre banquier ou votre intermédiaire financier habituel pour bénéficier de cette offre.

** Le 1^{er} juillet 1999, si le cours d'AXA est inférieur à 392,50 francs (moyenne des cours d'ouverture pour les 30 derniers jours de Bourse précédant le 1^{er} juillet), soit un équivalent de 157 francs par action UAP apportée à l'offre, chaque certificat donnera droit au paiement en numéraire de la différence, dans la limite de 80 francs (soit 32 francs par action UAP) ; si, à cette date, le cours d'AXA est inférieur à 312,50 francs, le montant versé pour chaque certificat sera plafonné à 80 francs.

N° Vert 0 800 139 139



Les actions et les certificats de valeur garantie AXA qui sont émis dans le cadre de cette opération n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement tel que visé par le Securities Act de 1933 des États-Unis d'Amérique. L'offre des actions et des certificats de valeur garantie AXA ne sera pas faite aux États-Unis d'Amérique.



■ LE DOLLAR était en hausse face au yen mercredi 27 novembre et se négociait à 113,06 yens contre 112,54 yens mardi 26 novembre dans la soirée à New York.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé mercredi en baisse de 0,38 %, l'indice Nikkei cédant 72,97 points à 21 345,28 points en raison de prises de bénéfices.

■ WALL STREET a terminé en baisse mardi à l'issue d'une séance erratique. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé en recul de 19,38 points (-0,30 %) à 6 528,41.

■ LE FRANC s'est déprécié face au mark. Il restait mercredi au-dessus de 3,39 francs pour un mark, pénalisé par les mises en cause de l'arrimage à la monnaie allemande.

■ L'OR a ouvert en hausse mercredi 27 novembre sur le marché international de Hongkong à 375,10-375,40 dollars l'once contre 374,30-374,60 dollars mardi.

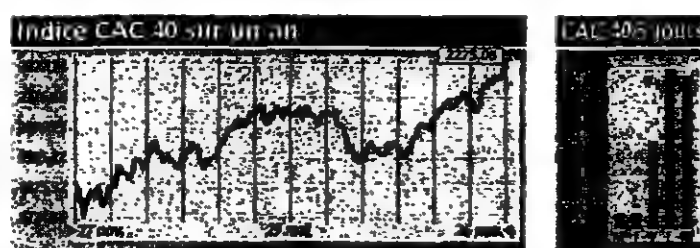
LES PLACES BOURSINIÈRES



Paris en baisse

LA BOURSE ÉTAIT en légère baisse mercredi 27 novembre dans des échanges limités. Il s'agit d'un marché qui reprend son souffle et qui attend le dénouement du conflit des routiers, rapportent les opérateurs. Après avoir ouvert en baisse de 0,05 %, l'indice CAC 40 perdait 0,36 % à 2 267,42 points. Sur le Matif, le contrat notional gagnait en revanche 0,10 % à 128,20, alors que le Pibor mars gagnait 0,03 % à 96,39.

La Bourse de Paris ne profite plus de la fermeté de Wall Street, où l'indice Dow Jones a clôturé en recul de 0,30 % mardi soir à 6 528,41 après le deuxième record officiel lundi. Sur le marché des changes parisiens, le franc regagne quelques fractions contre le deutschemark à 3,3890 FF contre 3,3920 FF mardi soir à Paris. Les espoirs de règlement du conflit des routiers aident la devise, selon les analystes, mais la situation sur les routes a finalement peu d'impact sur la Bourse, ajoutent-ils. Le titre Eurotunnel repartait



nettement à la hausse après la conférence de presse du coprésident du groupe, Patrick Ponsolle, qui a annoncé que la réouverture partielle du tunnel sous la Manche

aux navettes touristiques et aux trains Eurostar pourrait avoir lieu « dans les tout premiers jours de la semaine prochaine ». Il gagnait 5,43 % à 6,80 francs.

Alcatel-Alsthom, valeur du jour

ENTENDU par le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Serge Tchuruk, le PDG d'Alcatel-Alsthom, a indiqué qu'il ne renoncera pas à prendre le contrôle de Thomson et qu'il envisageait de faire une nouvelle offre si la procédure de privatisation se poursuit au-delà du 31 décembre (Le Monde du 27 novembre). Du coup, l'action Alcatel-Alsthom a cédé 1,7 % à 462,10 francs mardi 26 novembre à la Bourse de Paris. Depuis le dé-

but de l'année, le titre Alcatel-Alsthom a gagné un peu plus de 9 % et dans le même temps le CAC 40 s'est apprécié de plus de 21 %.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 27/11	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	27/11	30/12
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7

VALEURS LES PLUS ACTIVES

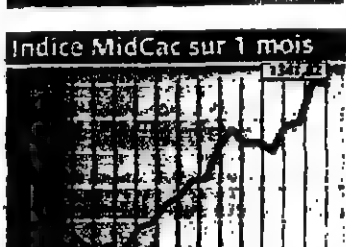
SÉANCE, 12h30	27/11	28/11
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 27/11	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	27/11	30/12
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 27/11	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	27/11	30/12
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7
Alcatel-Alsthom	+1,7	+1,7



Tokyo et New York en recul

LA BOURSE de Tokyo a fini en baisse de 0,38 %, essentiellement en raison de prises de bénéfices après trois séances consécutives de hausse. Le Nikkei, l'étude trimestrielle de la Banque du Japon publiée dans la matinée, n'a guère eu d'impact. L'indice Nikkei a terminé en baisse de 72,97 points à 21 345,28 après un creux de 21 258,73.

Wall Street avait terminé en baisse mardi sous l'effet de prises de bénéfices, à l'issue d'une séance erratique marquée par une progression du principal indicateur à quelque dix points de 6 600 points et une retombée en dessous de 6 500 points. L'indice Dow Jones a finalement perdu 19,38 points (-0,30 %) à 6 528,41 points. L'activité a été très soutenue avec quelque 538 mil-

lions de titres échangés, les investisseurs accélérant le rythme en raison de la fermeture du marché jeudi pour Thanksgiving et de la séance abrégée de vendredi. Michael Lyons, courtier chez Dean Witter, a souligné que cette évolution en dents de scie trahissait la nervosité des opérateurs après le gain de plus de 600 points depuis le début du mois.

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

Cours au 27/11	28/11
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10

INDICES MONDIAUX

Cours au 27/11	28/11
Paris CAC 40	2 267,42
New York Dow Jones	6 528,41
Tokyo Nikkei	21 345,28
Londres FT100	2 267,42
Frankfurt Dax 30	2 267,42
Paris CAC 40	2 267,42
New York Dow Jones	6 528,41
Tokyo Nikkei	21 345,28
Londres FT100	2 267,42
Frankfurt Dax 30	2 267,42

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 27/11	28/11
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

Cours au 27/11	28/11
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10

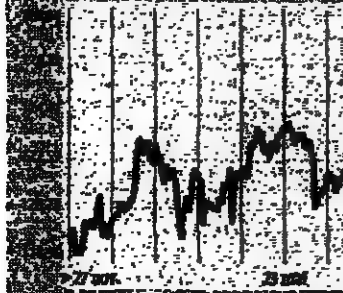
LES TAUX



Stabilité du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert sur une note stable, mercredi 27 novembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre cédait deux centimes, à 128,06 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 5,78 %, soit au même niveau que celui du rendement du titre allemand de même échéance.

Notionnel 10 - première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux au 27/11	Taux au 28/11
France	5,78
Allemagne	5,78
Grande-Bretagne	5,78
Italie	5,78
Japon	5,78
Etats-Unis	5,78

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux au 27/11	Taux au 28/11
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,78
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,78
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,78
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,78
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	5,78
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	5,78
Obligations françaises	5,78
Obligations étrangères	5,78
Obligations à terme	5,78
Obligations à court terme	5,78
Obligations à long terme	5,78

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en légère baisse, à l'issue d'une journée irrégulière. Le taux du titre à trente ans s'était inscrit en clôture à 6,45 % (6,44 % la veille).

La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 3,51 %, le taux de l'emprunt au jour le jour. Le contrat Pibor 3 mois du Matif, échéance décembre, était en hausse de un centime, à 96,44 points.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
27/11	28/11	27/11	28/11
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10	462,10
Alcatel	462,10	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10	462,10

MATIF

Notionnel 10 %	27/11	28/11
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10
Alcatel-Alsthom	462,10	462,10

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Géométries 26/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Nov. 96	13004	2286	2286	2286	2286
Déc. 96	4938	2286	2286	2286	2286
Janv. 97	2	2286	2286	2286	2286
Mars 97	227	2286	2286	2286	2286

LES MONNAIES



Vigueur du dollar, faiblesse du franc

LE DOLLAR s'inscrivait en hausse, mercredi matin 27 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5250 marks, 5,1730 francs et 112,99 yens.

Le billet vert était soutenu par la crise persistante du système bancaire japonais. La mise en faillite de la Hanwa Bank a éloigné la perspective d'un resserrement de la politique monétaire japonaise. Dans ces conditions, le

maintien d'un large écart de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et le Japon (les rendements à trois mois s'établissent à 5,30 % à New York et à 0,35 % à Tokyo) devrait continuer à attirer durablement les capitaux outre-Atlantique.

Le franc restait faible, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3930 francs pour 1 deutschemark, affecté par la dégradation du climat politique et social.

PARITÉ DU DOLLAR

27/11	28/11
FRANCFORT : USD/DM	1,5250
TOKYO : USD/¥	112,99

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

DEVISSES	27/11	28/11
Dollar Etats-Unis	1,5250	1,5250
Yen (100)	112,99	112,99
Deutsche Mark	3,3930	3,3930
Franc Suisse	5,1730	5,1730
Libre sterling	1,5250	1,5250
Peseta (100)	16,45	16,45
Franc Belge	36,36	36,36

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISSES	1 mois	3 mois	6 mois
Franc	5,78	5,78	5,78
Mark	5,78	5,78	5,78
Yen	5,78	5,78	5,78
Deutsche Mark	5,78	5,78	5,78
Franc Suisse	5,78	5,78	5,78
Libre sterling	5,78	5,78	5,78
Peseta (100)	5,78	5,78	5,78
Franc Belge	5,78	5,78	5,78

L'OR

Cours 27/11	Cours 28/11
Or fin (t. barre)	61500
Or fin (en lingot)	62100
Once d'or Londres	375,10
Pièce française (200)	352
Pièce suisse (200)	352
Pièce Union Int (200)	352
Pièce 20 dollars us	2320
Pièce 10 dollars us	1160
Pièce 50 pesos mex.	2320

LE PÉTROLE

Cours 27/11	Cours 28/11
Brent (Londres)	22,50
WTI (New York)	22,50
Crude Oil (New York)	22,50

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	27/11	28/11
Dow-Jones	6 528,41	6 528,41
Dow-Jones à terme	6 528,41	6 528,41
CRB	244,38	244,38
METALUX (Londres)	1500	1500
Aluminium comptant	1500	1500
Aluminium à 3 mois	1525,50	1525,50
Plomb comptant	709	709
Plomb à 3 mois	715	715
Etain comptant	6145	6145
Etain à 3 mois	6140	6140
Zinc comptant	1099,50	1099,50
Zinc à 3 mois	1102	1102
Nickel comptant	6950	6950
Nickel à 3 mois	7010	7010
METALUX (New York)	1500	1500
Argent à terme	4,70	4,70
Platine à terme	4,80	4,80
Palladium	115,50	115,50
GRAINES, DENRÉES (Chicago)	117,50	117,50
Soja (Chicago)	4,18	4,18
Mais (Chicago)	2,74	2,74
Grain de soja (Chicago)	2,75	2,75
GRAINES, DENRÉES (Londres)	257,60	257,60
P. de terre (Londres)	5,00	5,00
SOFTS	—	—
Cacao (New York)	1361	1361
Café (Londres)	1391	1391
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES	—	—
Coton (New York)	—	—
Jus d'orange (New York)	—	—

AUJOURD'HUI

SCIENCES

AUSTÉRITÉ Plusieurs centres de recherche européens, parmi les plus importants, sont confrontés à des restrictions budgétaires, les gouvernements revoyant à la baisse leur

participation financière. Il s'agit notamment des Allemands qui mènent aujourd'hui une politique de réduction de ses déficits publics. ● LE CERN de Genève (Laboratoire

européen pour la physique des particules), l'ESRF (Installation européenne de rayonnement synchrotron) de Grenoble et, à un moindre degré, l'ESO (Observatoire euro-

péen austral) du Chili sont les plus touchés. ● LES PROJETS scientifiques risquent d'être revus à la baisse ou retardés, ce qui inquiète de nombreux chercheurs. Ces ins-

truments de recherche fondamentaux, certes gros consommateurs de crédits, sont pourtant susceptibles de trouver des applications dans divers secteurs industriels.

Menaces de restrictions budgétaires pour la recherche européenne

La diminution des contributions financières de certains Etats membres, en particulier l'Allemagne, va freiner l'élan de grands équipements scientifiques de réputation mondiale et risque de retarder, sinon de compromettre, certains projets en cours

« LE COUP est rude ! » Les dirigeants du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN), le plus important centre de recherche au monde et le symbole de l'Europe scientifique, sont encore bouleversés. Cet été, en pleine trêve estivale, l'Allemagne leur a annoncé sa volonté de réduire sa contribution financière de 8,5 % en 1997 et 1998, et de 9,3 % les deux années suivantes. Tout récemment, elle avait même menacé de se retirer de l'organisme genevois et de renégocier les conditions de sa participation, si ses exigences n'étaient pas acceptées par les dix-huit autres Etats membres.

Le choc est d'autant plus brutal que l'Allemagne est le principal bailleur de fonds (22,5 % de l'établissement, devant la France (17 %), la Grande-Bretagne et l'Italie (13 % chacune). Il survient, de surcroît, au pire moment. Le CERN, dont l'anneau de collision électrons-positons (LEP), mis en service en 1989, arrive en fin de course en l'an 2000, s'efforce, non sans mal, de bouclier le tour de table de son futur grand accélérateur de particules, le Large Hadron Collider (LHC).

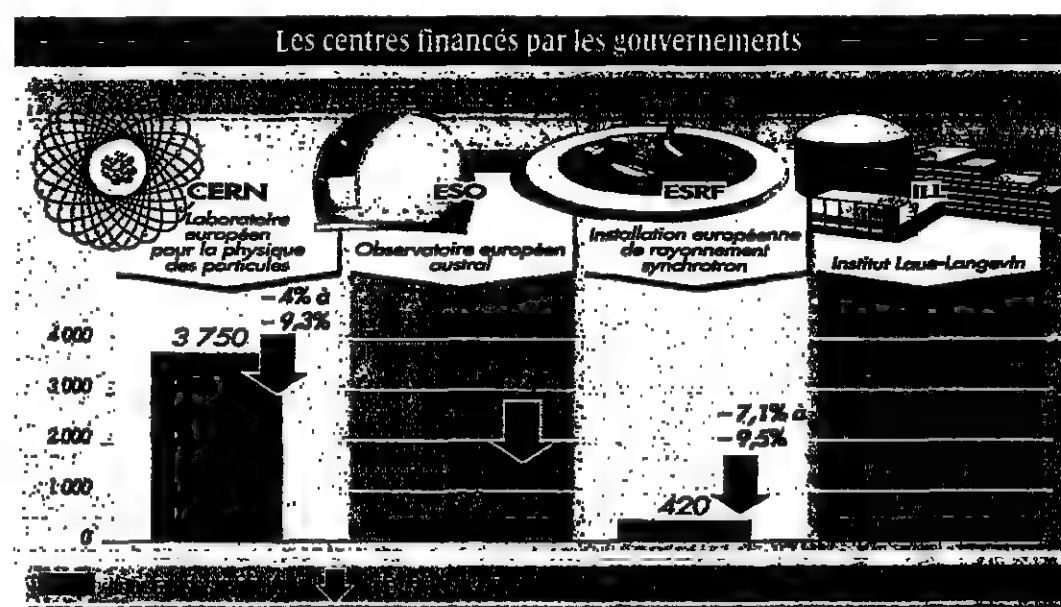
Ce puissant outil d'étude de la matière, dont le coût approche 11 milliards de francs, pourrait être achevé en 2005, si les Européens obtiennent suffisamment de

concours extérieurs : le Japon, la Russie, le Canada et l'Inde se sont déjà engagés dans le projet ; les Etats-Unis s'y intéressent fortement. Sans cet apport, la machine ne fonctionnera pas à plein régime (14 TeV ou téra-électronvolts) avant 2008.

C'est dire combien une coupe budgétaire aurait des conséquences. « L'avenir du CERN tourne désormais autour du LHC. Le projet risque d'être, sinon annulé, du moins retardé ou revu à la baisse », s'alarme un représentant de la direction. Début novembre, les dix-neuf associés ont tenu une réunion de crise et mis à l'étude trois scénarios de compression budgétaire. Un conseil plénier doit trancher - dans le vif - quelle que soit l'hypothèse retenue - le 20 décembre.

DU CHILI À GRENOBLE

Le CERN n'est pas seul dans la tourmente financière. L'Allemagne, qui a cherché à se réimplanter, même aujourd'hui une politique de réduction de ses déficits publics, afin de satisfaire aux critères du traité de Maastricht sur le passage à la monnaie unique. Elle a ainsi décidé de revenir sur ses engagements au sein de deux autres organismes scientifiques internationaux : l'Installation européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) de Grenoble



et l'Observatoire européen austral (ESO) au Chili. À l'ESRF, inaugurée voilà deux ans, la situation est prise très au sérieux. « La décision du gouvernement allemand, prise sans concertation, signifiait une fermeture pour plusieurs mois et l'arrêt de la construction des dernières lignes de lumière », affirme le directeur du synchrotron, Yves Petroff. Une telle extrémité sera finalement évitée. Un accord vient en effet d'intervenir avec les compagnies

d'assurances, qui verseront 30 millions de francs, répartis sur deux ans, en dédommagement de malheurs ayant entraîné des retards et des surcoûts de construction. Les douze pays membres, réunis en conseil d'administration mercredi 27 et jeudi 28 novembre, devraient donc s'accorder sur une solution temporaire.

Mais ce « replâtrage » financier est à courte échéance. « Pour les deux ans à venir, nous nous en tirons en nous serrant la ceinture. Mais je suis inquiet pour la suite, confie M. Petroff. Les associés vont devoir choisir : ou bien ils veulent que l'ESRF reste la meilleure source de rayons X au monde, ou bien ils acceptent que la physique de pointe se fasse à l'étranger ».

Le risque est que l'avance acquise par les Européens, avec des lignes de lumière cent fois plus brillantes qu'il n'y en avait lors de la conception de leur machine, ne soit réduite à néant. Car les Américains viennent de mettre en service un synchrotron plus puissant, tandis que les Japonais mettent la dernière main à leur propre source, qui devrait être disponible fin 1997. « On a dépensé près de 4 milliards de francs pour construire un instrument de recherche exceptionnel, et on négocie à présent pour quelques dizaines de millions de francs. C'est un immense gâchis ! », s'indigne Jacques Borrel, délégué CFDT.

En termes plus mesurés, Bernard Fort, l'un des deux représentants français au conseil de l'ESO, juge « dangereux » des « à-coups budgétaires brutaux qui ne tiennent pas compte des projets scientifiques en cours ». En l'occurrence, le très

grand télescope (VLT), dont l'installation doit commencer en 1998 sur le mont Paranal, au Chili, moyennant un investissement de 1,9 milliard de francs.

« Le programme est trop avancé pour être remis en cause », se rassure Bernard Fort. Mais, aucun partenaire n'étant disposé à payer pour un autre, des retards sont à craindre. Les huit pays membres de l'Observatoire austral, dont la plupart estiment qu'une baisse de

termes en même temps qu'aux besoins de leurs centres de recherche nationaux. De quoi donner du grain à moudre aux détracteurs des grands instruments scientifiques, parfois accusés d'être « budgétivores », sans retombées appréciables pour l'économie.

C'est oublier que le synchrotron intéresse non seulement la communauté des physiciens, mais aussi les biologistes, l'industrie pharmaceutique, les entreprises de micro-électronique ou les spécialistes de l'imagerie médicale. C'est oublier, encore, que la « Toile » d'Internet (World Wide Web) a été inventée par les chercheurs du CERN pour communiquer à distance, ou que les détecteurs de particules qui y ont été conçus par Georges Charpak, Prix Nobel de physique en 1992, sont aujourd'hui utilisés dans nombre d'hôpitaux, en radiographie et en thérapie des cancers.

Dans les rangs des chercheurs, beaucoup déplorent plutôt la « frilosité » des industriels, qui hésitent à investir dans la recherche fondamentale. Un seul exemple : les entreprises européennes se contentent d'acheter du temps de faisceau de la source grenobloise de rayons X, alors que le quart ou le tiers des lignes de lumière des machines américaines et japonaises sont financées par des firmes industrielles.

Sursis pour l'Institut Laue-Langevin

Les responsables de l'Institut Max von Laue-Paul Langevin (ILL) de Grenoble - organisme au sein duquel l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne exploitent en commun un réacteur de recherche à haut flux de neutrons récemment remis à neuf - l'ont échappé belle. En 1993, déjà, le budget et les effectifs de cet organisme avaient été fortement amputés, à la demande des Britanniques, qui ont à gérer leur propre source de neutrons, ISIS, près d'Oxford.

Depuis, le réacteur ne fonctionne plus qu'avec vingt-cinq stations expérimentales, au lieu de trente et une par le passé. Récemment, l'Allemagne a demandé à son tour un allègement de sa quote-part (actuellement 37 % du total). Cette demande, qui menaçait la survie de l'organisme, est aujourd'hui écartée, mais ses dirigeants craignent qu'il ne s'agisse que d'un sursis. Aussi souhaitent-ils ouvrir l'ILL, avec lequel l'Espagne, la Suisse et l'Autriche entretiennent déjà des coopérations scientifiques, à de nouveaux partenaires. L'Italie fera son entrée le 1^{er} janvier 1997 et la Russie disposera d'un temps d'expérimentation, en échange de la fourniture d'uranium enrichi.

2,7 % serait le maximum acceptable, doivent se concerter sur ce sujet les 5 et 6 décembre 1996, à Santiago.

Si les difficultés sont aujourd'hui plus aiguës, ce n'est cependant pas d'hier que la crise pèse sur la coopération scientifique européenne. Partout, les financements se tassent et tous les Etats peinent à faire face à leurs engagements ex-

« L'Europe de la recherche, longtemps présentée comme un modèle pour la construction communautaire, est aujourd'hui mise à l'épreuve. Le constat est préoccupant, au moment où les Etats-Unis et le Japon intensifient au contraire leur effort dans le domaine de la recherche publique. »

Pierre Le Hir

Des mastodontes de la science

● CERN. Le laboratoire européen pour la physique des particules a été fondé (sous le nom d'Organisation européenne pour la recherche nucléaire) le 29 septembre 1954. Financé par 19 pays européens, il emploie aujourd'hui plus de 3 000 personnes. Sa panoplie d'accélérateurs comporte notamment le LEP (grand collisionneur électron-positon), installé dans un tunnel circulaire de 27 kilomètres creusé sous la frontière franco-suisse, près de Genève, et qui abritera aussi le futur LHC (grand collisionneur d'hadrons). Des milliers de chercheurs venus de tous les pays du monde (représentant plus de la moitié des physiciens spécialistes des particules en activité) participent ou ont participé à des expériences sur ce matériel sans équivalent.

● ESO. L'European Southern Observatory est une organisation

intergouvernementale fondée en 1962 et basée à Garching, près de Munich. Elle a pour mission de gérer un ensemble

d'observatoires astronomiques dans l'hémisphère Sud. Ses huit Etats membres ont mené à bien la construction à la Silla, au Chili, de quatre télescopes de 3,6 mètres de diamètre. Deux autres télescopes (NTT et SEST) lui ont été adjoints depuis 1989. L'ESO conduit actuellement, après avoir affronté de difficiles problèmes fonciers, la construction, sur le mont Paranal au Chili, d'un très grand télescope (VLT) fonctionnant dans l'infrarouge. Composé de quatre miroirs de 8,2 mètres de diamètre, dont le premier doit être installé en 1998, il sera le plus grand télescope optique du monde.

● ESRF. L'Installation européenne de rayonnement synchrotron, qui réunit douze pays et a nécessité un investissement de 3,8 milliards de francs, est entrée en service en septembre 1994. Ce grand anneau de 850 mètres, à

l'intérieur duquel des électrons, propulsés à une vitesse proche de celle de la lumière, émettent des rayons X très « pénétrants », est destiné à l'étude de la structure de la matière. Le synchrotron intéresse aussi bien les physiciens que les chimistes, les biologistes, ou les micro-électroniciens. Sur les treize « lignes de lumière » prévues d'ici à 1998, vingt et une sont déjà en service ou en cours de test. L'objectif prévu pour 1997 était de 5 400 heures de fonctionnement, une quarantaine d'expériences pouvant être menées simultanément. L'effectif permanent de l'ESRF est de 480 personnes.

● ILL. L'Institut Max von Laue-Paul Langevin, installé à Grenoble depuis 1971, exploite le réacteur expérimental à haut flux de neutrons le plus puissant au monde (58,3 mégawatts). La totalité de son bloc réacteur a été remplacée en 1994, ce qui devrait prolonger son activité d'au moins dix ans. Il emploie 400 personnes.

La grande foire informatique de Las Vegas donne la vedette à Internet

Célébrant cette année les vingt-cinq ans du microprocesseur, le Comdex permet de dégager ce que seront les tendances technologiques de demain

LAS VEGAS correspondance. **DISNEYWORLD** du futur, Woodstock annuel des technologies de l'information, le Comdex est la plus grande foire mondiale des ordinateurs. Plutôt qu'un lieu d'accomplissements intellectuels ou scientifiques, comme Boston ou San Francisco, patrons et techniciens ont choisi, pour faire le point à intervalles réguliers, la capitale kitsch des rêves fous de richesse instantanée et de gabegie.

Cadre oblige, il s'agit d'abord d'un show conçu pour attirer en masse ces éternels enfants que sont les professionnels de l'informatique, les « techies ». Du 18 au 22 novembre, ils ont pu tenter leur chance à des loteries plus ou moins attrayantes - et y gagner un stylo bille ou un ordinateur -, se laisser convaincre des mérites d'un processeur sur rythme de rap, mirer une pin-up en petite tenue posant devant une photo de mer chaude... par le truchement d'un appareil photo numérique de chez Casio.

Le Comdex - computer dealers

exposition (Exposition des distributeurs d'ordinateurs) - est une occasion de voir et d'essayer des engins futuristes comme les « wearables » (portables mais dans le sens où l'on « porte » un vêtement). Aussi puissants qu'un PC moyen, ils obéissent à la voix, pèsent à peine plus qu'un baladeur et s'accrochent à la ceinture. Mais attention !, le virtuel est envahissant et les exposants tendent à présenter des produits qui n'existent pas encore ou qui en sont au stade expérimental.

Le MMX, par exemple, est un nouveau développement d'Intel qui permettra au microprocesseur - que le fabricant lancera l'an prochain - de faire fonctionner les logiciels multimédia 60 % plus vite. Quant au fameux DVD (digital video disc) qui a la taille des disques compacts classiques (12 cm de diamètre) mais contient au moins 7 fois plus de données, Toshiba mettra en vente leurs lecteurs aux Etats-Unis en janvier ou février. Faute d'un catalogue de titres suffisant, le fabricant a retardé le lan-

cement américain de ce produit déjà commercialisé au Japon depuis le 1^{er} novembre dans sa version informatique (DVD-ROM).

NOUVEAUX LOGICIELS

Au Comdex, personne ne peut tout voir mais de ce chaos bruyant on peut dégager les grandes tendances du moment. Novembre 1996 était l'occasion de fêter le 25^e anniversaire du microprocesseur (Le Monde du 8 novembre). Mais la fusée porteuse aujourd'hui a pour nom Internet. Une étude récente de Forrester Research estime que les revenus engendrés par le réseau des réseaux passeront de 14 milliards de dollars cette année à 200 milliards de dollars (1 000 milliards de francs) en l'an 2000.

Il entraîne l'apparition d'une nouvelle génération de machines (modems pour le câble par exemple) ou de logiciels (Java, etc.). Analystes sérieux et amateurs de formules rapides aiment à dire que les technologies de l'information et de la communication (TIC)

sont de plus en plus « network centric », centrées sur le réseau (les contradictions n'ont jamais empêché de faire des affaires). Sans capacité de communiquer, la capacité de traitement de l'information n'a plus guère de sens.

La différence entre navigateurs (browsers) et systèmes d'exploitation tend à disparaître. HTML, le format de document multimédia qui a rendu possible la « Toile », devient une norme universelle de présentation des données auxquelles on accédera bientôt de la même manière, qu'elles se trouvent sur un PC ou sur la « Toile ». Le développement des intranets, réseaux internes d'entreprise fonctionnant avec les protocoles d'Internet pose deux problèmes auxquels des dizaines d'entreprises s'intéressent : l'ouverture des banques de données internes aux clients et les problèmes de sécurité qui en découlent.

En 1995, les témoins s'étaient affrontés pour savoir si le NC, l'ordinateur de réseau, avait un sens. En

1996, on a pu en voir et en toucher. L'objectif est d'intéresser les entreprises qui n'ont pas partout besoin de PC inutilement puissants et chers à entretenir, et de s'ouvrir à l'énorme marché de ceux qui n'ont pas assez d'argent ou de connaissances informatiques pour acquérir un ordinateur personnel.

ORDINATEURS DE POCHE

Entre les deux on voit apparaître une nouvelle catégorie d'ordinateurs bas de gamme. Le lancement de Windows CE, version allégée de Windows 95 pour les assistants numériques personnels (PDA), marque un tournant. C'est la première fois que Microsoft met sur le marché un produit moins puissant que les précédents.

Les PDA, ces ordinateurs de poche dans lesquels on enregistre adresses, rendez-vous et les quelques idées assez clairement conçues pour pouvoir s'exprimer en deux lignes sont appelés à s'étendre comme complément de l'ordinateur de bureau ou comme substitut. Les deux gagnants dans

cette catégorie sont le Pilot d'US Robotics qui tient dans une poche et le Zaurus couleur de Sharp. De la taille d'un petit livre de poche son écran couleur permet de naviguer presque confortablement sur la Toile. Commercialisé au Japon depuis plusieurs mois, il est vendu avec un appareil photo numérique de la taille d'un briquet.

L'imagerie numérique a fait d'énormes progrès. Certaines entreprises s'intéressent aux nouveaux écrans à haute résolution de Sony, par exemple. Leur qualité commence à rivaliser avec celle du papier, mais leur prix reste prohibitif. Entraînées par Kodak qui s'éloigne de la pellicule de grand-père, des dizaines d'entreprises s'apprêtent à offrir aux familles des appareils numériques de petite taille, capables de prendre des photos immédiatement transférables sur un ordinateur et envoyées par courrier électronique ou modifiées à l'envie. Un jeu sans fin.

Francis Pisani

Sucre, la belle endormie

Insouciance, la capitale constitutionnelle de la Bolivie vit toujours repliée sur son passé

SUCRE
correspondance
Derrière les vitres de la confiteria (pâtisserie) chic de la ville, deux femmes, assises, dégustent un volumineux gâteau, arrosé de crème Chantilly. Vêtues de noir, le cheveu soigné, exhibant des cascades de bijoux, elles conversent sans un regard pour les passants. Absorbées par la lecture du journal, un homme, costume bleu strict et chapeau, se fait lustrer les chaussures à l'angle de la place d'armes et s'offre un cigare avant d'entamer une démarche altière.

Sucre, un monde à part en Bolivie ? De ces villes où les gens cultivent encore une mentalité colo-

niale très marquée. Replée sur elle-même et sur son passé, Sucre, l'élegante, peut se pavaner, elle en a moyen.

Inscrite au Patrimoine culturel de l'humanité par l'Unesco, la ville « blanche » n'a rien perdu de sa superbe. Un qualificatif loin d'être usurpé puisque aucune demeure ne contrevient à la règle du blanc pour le coloris des murs. Les habitants ont eu un grand souci de l'image de leur cité. Ils possèdent les plus jolies façades du pays et portent une attention particulière à garnir les balcons coloniaux de fleurs.

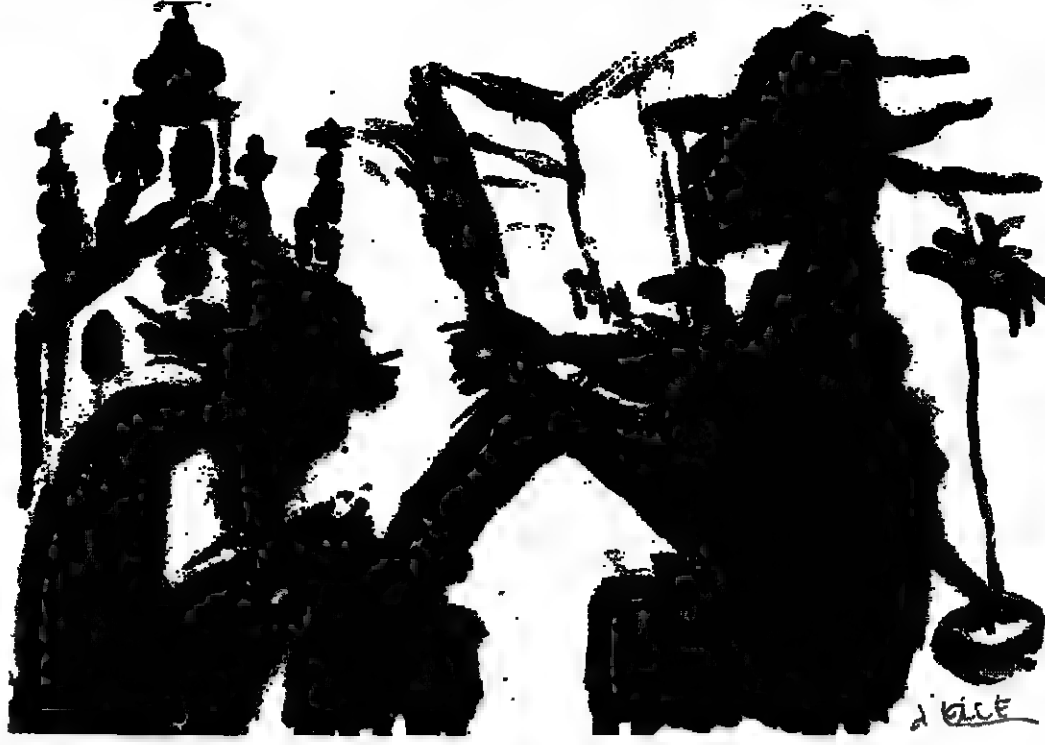
La capitale historique de la Bolivie étale son architecture coloniale avec générosité depuis le couvent de la Recoleta, sur les hauteurs, les fondements de la ville qui remontent à 1538. Un panorama permet, depuis l'esplanade, d'apprécier la distribution urbanistique. Ville tracée au cordeau, Sucre a su s'aménager de nombreux parcs. Les parcs forment, hérissés d'arbres qui jaillissent à travers l'ondulation des toits de tuiles. Bâtie au cœur d'une vallée fertile à 2 750 mètres d'altitude, Sucre jouit d'un climat exceptionnel que beaucoup de Boliviens envient.

Carnet de route

● Y aller. La meilleure saison pour le voyage est l'hiver austral, de mai à septembre. Il n'existe pas de vol direct depuis la France. Le plus court trajet s'effectue avec la Varig, via Sao Paulo ou Rio de Janeiro. Également avec American Airlines via Miami (vois quotidiens) et Aerolíneas Argentinas via Buenos Aires. Compter environ 7 000 F pour un Paris-La Paz ou Santa Cruz A/R. Equinoxiales (tél. : 01-47-53-71-89) et Nouveau Monde.
● Séjourner. Charme à l'hôtel Cruz de Popayan, une ancienne maison coloniale restaurée.
● Exposition. Les Angles reviennent, art colonial bolivien, à la chapelle de la Sorbonne, tous les jours sauf le lundi, de 11 heures à 18 h 30, jusqu'au 5 janvier.
● Lectures. Le guide Bolivie (La Manufacture), L'Oiseau sorcier, de Guy Georgy (J'ai lu).
● Renseignements. Consulat de Bolivie, 12, avenue du Président Kennedy, 75016 Paris, tél. : 01-42-88-34-32.

LA BOURGEOISE ET LA LAOUEUSE

La rue Calvo, où voisinent couvents et églises, dégringole en direction de la place d'armes. Tous les chemins convergent vers le centre chargé d'histoire. En son sein trône la statue du maréchal Antonio José de Sucre, le vainqueur de la bataille décisive d'Ayacucho contre les Espagnols. L'homme, qui fut avec Simón Bolívar le libérateur des pays andins, devint le premier président de la République de Bolivie. Et la ville, qui héritera de son nom, sera déclarée capitale dès 1825, soit l'acte d'indépendance signé dans les salons de la Casa de la Libertad. Ce bâtiment a, depuis, été reconstruit en musée après avoir abrité le palais législatif



Jusqu'en 1899, l'année même où s'engagea une guerre d'hégémonie entre La Paz et Sucre. Les pouvoirs présidentiel, exécutif et législatif furent, par la suite, transférés à La Paz, siège du nouveau gouvernement. Sucre conserva le pouvoir judiciaire.

Située à l'écart de l'axe de développement La Paz-Cochabamba-Santa Cruz, le poids économique de la quatrième ville du pays est aujourd'hui faible. Sans ambition, Sucre s'accroche à son titre de capitale constitutionnelle. « Un titre honorifique pour ne pas affecter la dignité nationale », selon certains. L'histoire de la Bolivie s'est « faite » à Sucre, d'où surgissent les premières démarches pour l'indépendance. Des faits essentiels dans la conscience des Boliviens.

La ville eut un rôle politique et religieux marquant à l'époque coloniale. Elle se développe grâce à l'activité de Potosí pour devenir un centre administratif influent. Les riches familles détentrices de mines venaient alors s'installer à Sucre à cause du climat. Prémices de deux évolutions contraires : Sucre la bourgeoise et

Potosí la laborieuse... S'édifièrent alors trente églises et des couvents. Dans le style néo-classique pur, le couvent San Felipe de Neri est le plus important de Bolivie. Depuis la terrasse, immense, les péres, captivés par la vue imprenable sur la ville, officient et déjeunent.

Baroque et Renaissance se mêlent avec harmonie à Sucre, cité marquée par l'influence européenne. Dans les salons des demeures seigneuriales toujours occupées, il n'est pas rare de rencontrer des meubles anglais ou russes du XIX^e siècle, mais aussi de la verrerie française. L'empreinte de la France reste sensible. Jusque dans les banquets officiels, où le menu s'affiche encore en français. Au début du siècle, il était de bon ton de s'exprimer dans la langue de Molière. Et pour les gens de la haute société de

voyager à Paris. Dans la Sucre aristocratique d'aujourd'hui, on manifeste volontiers une très grande fierté de cet héritage européen en même temps qu'un profond attachement à la France.

Si la place d'armes reste le cœur historique, elle est aussi le cœur social. Une place centrale où l'on peut prendre le pouls de la ville à l'ombre des palmiers. Théâtre, le matin, des vendeurs de journaux et de chaussures, elle est investie à la nuit tombée par des étudiants venus dissenter à la lueur des lampadaires.

Que serait Sucre sans ses douze mille étudiants qui tentent de la sortir de sa léthargie ? Le prestige de ses facultés de droit et médecine mais aussi la grande qualité de l'enseignement dispensé attirent les jeunes. On accourt même de l'étranger pour suivre les cours de l'université Mayor de Francisco Javier de Chusica, la plus ancienne d'Amérique du Sud. Si la ville de Sucre dort sur ses lauriers, elle peut raisonnablement vivre sur son passé.

Philippe Duigou



marché d'artisanat sur le parvis de l'église Saint-Charles et expositions de crèches à Saint-Pierre ; quelque 150 pièces, réalisées en céramique, en bois, en verre ou en pierre, venues des Alpes, du Sri

Lanka ou d'Israël. Les forfaits « avion-hôtel » sont signés Austropaul (week-end « Petit Puté », deux nuits à Vienna dans un hôtel trois étoiles : 1 660 F, et à partir de 2 240 F à Salzbourg, tél. : 01-42-86-97-04) et Destination Antriche (week-end 3 nuits dans un 4 étoiles au centre d'Innsbruck : 2 450 F, tél. : 01-34-34-30-90). Informations à l'Office autrichien du tourisme, tél. : 01-53-53-45-34.

En Allemagne, parmi la quarantaine de villes qui tiennent marché durant l'Avent, Nuremberg est renommée pour sa foire installée sur la place Notre-Dame. Autrefois, les marchands détaillaient les poudres et graines parfumées de l'Orient. Aujourd'hui, sur les étagères, on trouve les pains d'épices, mais aussi des jouets mécaniques (Nuremberg est le centre allemand de production des jouets). Forfaits avec Visit Europe : 2 400 F de Paris ; consulter DER Voyages, tél. : 01-47-42-07-09, et Nouvelles Frontières, tél. : 06-03-33-33-33 ; informations à l'Office allemand du tourisme, tél. : 01-40-20-01-88. D'autres marchés animés se tiennent à Augsbourg, Cologne, Heidelberg, Munich, Fribourg ou Trèves.

Florence Evin

Les marchés de l'Avent

Dès le premier dimanche de l'Avent, les marchés de Noël s'épanouissent sur les places de la Vieille Europe. Ainsi le dicte la coutume, en Autriche, en Allemagne et dans les pays nordiques, particulièrement. Une tradition vivace qui se perpétue là où les hivers sont rigoureux. Dans les squares et les jardins illuminés, aux carrefours marchands, la résine, le pin, la bougie, le vin chaud à la cannelle embaument l'air vif et sec. On goûte aux pains d'épices et aux gâteaux d'amandes. On choisit les pacotilles qui égayeront la fin de l'année. Les objets en bois sont taillés par les artisans qui viennent vendre leur production. Sapins de Noël enguirlandés, étoiles d'or et crèches

peuplées de santons donnent un air de fête aux quartiers anciens.

En Suède, le 1^{er} décembre, on allume les sept bougies du chandelier de Noël sur le rebord de sa fenêtre. A Stockholm, les façades brillent, nuit et jour, tandis que les placettes et ruelles pavées du quartier de Gamla Stan se couvrent d'étals odorants. Les marchés de Noël sont partout. Jusque sur l'île Skansen, où le plus vaste et le plus ancien écomusée d'Europe présente, chaque dimanche, dans 140 maisons et fermes d'époque reconstituées, les coutumes liées à la Nativité. Mêmes festivités à Copenhague dans les jardins centenaires de Tivoli qui, pour l'occasion, se transforment en une foire. Les forfaits week-end des spécialistes (Scanditours, Pandore Voyages, Europaul, Alantours, Bennett Voyages

dans les agences) commercialisés à partir de 2 300 F, incluent billet d'avion et deux nuits d'hôtel réservés.
En Autriche, les Christkindlmarkt (marchés de l'Enfant Jésus) se multiplient à Vienna, Salzbourg, Innsbruck, Linz, jusqu'aux petites villes, comme Bludenz. Ils accompagnent les concerts de l'Avent. Les chœurs de Noël résistent dans les nef et les salles d'apparat des centres urbains. A Vienna, marché de Noël devant le château de Schönbrunn, agréablement chaque week-end d'après-midi musicales, marché à l'ancienne au Freyung avec spectacles et guignol,

DEGRIFTOUR
WEEK-END A ROME
2 Nuits/hôtel 4* avec Petit déj. Vol rég. A/R
Départ Paris : 1 680 F 2 830 F
SEYCHELLES / MAHE
8 Nuits/hôtel 3*
Demi-pension. Vol régulier A/R
Départ Paris : 7 100 F 10 740 F
PARIS - LAS VEGAS
Vol rég. A/R : 2 208 F 3 480 F

Directours
SPÉCIAL LUXE
NEW YORK Classe
Affaires 6 jours : 5 390 F
vol Business class + hôtel Marriott 4*
NEW ORLEANS
6 jours : 4 130 F
vol + hôtel Windsor Court
(meilleur hôtel US 96)
MARRAKECH
8 jours : 3 310 F
vol + hôtel El Saadi 5* Luxe
petit déj. de Paris (Lyon + 220 F)
DUBAI
8 jours : 4 850 F
vol Emirates + appartements luxe
3 pièces de Paris et Nica
tous prix base 2.
Hors Noël/jour de l'An.
Brochure sur demande au 01 45 82 82 82
à Lyon au 04 72 40 80 40
80 av. des Champs-Élysées
Montréal 3312 (secteur 7229 6296)

HÔTEL BOILEAU ** NV
Calme et sérénité
en plein cœur du 16^e.
360 à 420 F.
Jardin + bar
bain, wc, TV - Salle de séminaire
81, rue Boileau - 75016 PARIS
Tél. : 42.88.83.74 - Fax : 45.27.62.98

Hôtel BEAUREGARD **
Lois de France
05350 Saint-Véran-Quartais
2040m. Site classé du XVIII^e
Rivier/Est. Piscine et tennis.
SKI et randonnées.
Demi-pens. et Petit déj. à partir de 1 650 F/sem.
Également forfait tout compris hôtel + ski.
Tél. : 04 92 45 32 62 Fax : 04 92 45 30 10

EST - HOTEL **
49, Boulevard de Magenta - 75010 PARIS
86 chambres. Douche/Bain - TV
couteur - Tél. direct + Bar dans hall
Chambre seule : 210 F / 280 F
Chambre double : 300 F / 350 F
Chambre triple : 400 F / 450 F
En chambre double 1 700 F/Semaine
Spécial tarif groupe à partir de 10 pers.
125 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)
Tarif promotion Elver 56/97
de 01/11/96 au 01/03/97
115 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)
Pour toute information et réservation
Tél. : 01.42.40.15.99 - Fax : 01.42.40.50.40

Royal Tours
MAROC - TUNISIE - EGYPT
MARRAKECH - Fin d'année
Départ 21.12, retour 28.12.96
Oudaya 3* en demi-pension 3 750 F
Sheraton 5* en demi-pension 4 450 F
Club Valtur 1^{er} cat. 4 990 F
en pension complète, boissons incluses.
- 3 excursions gratuites -
Téléphonez à votre agence de voyages
Demandez les produits Royal Tours
01.41.66.06.58 pour information

HÔTEL DU LAC
au pied des pins (ski alpin et de fond)
Piscine - Sauna - Spa
Pension complète : 240 F à 370 F
PROMOTION :
5 jours minimum, forfait, forfait ski, pension
basée autour : 1 670 F - Noël : 2 100 F
SOMMAND-PRADÉVEL
Tél. : 04.50.34.20.98 - Fax : 04.50.34.87.32

SKI DE FOND / 3^e PARIS TGV
Ancienne ferme cotoyée du XVII^e.
Grand confort, ambiance conviviale.
Table d'hôte, produits maison et régionaux.
TARIF : selon période
(pension complète + vin au repas,
matériel de ski neuf).
Renseignements au : 03.81.38.72.81
LE CRÉT L'AGNEAU
26650 LA LONGEVILLE

DEMARQ VOYAGES Agences agréées...
A SAISIR !.....
• CHARMONIX 6/7n Studio équipé 893 F
• ISTANBUL 6/7n Vol A/R + Hôtel 3* + Petit déjeuner 990 F
• LES GRENOUILLES Grenadière de luxe 5980 F
Vol A/R + Pension complète + Sports
02.3668.1668 3617 DEMARQ 08.3668.1668

DE NOËL A PAQUES
SKI ET SOLEIL EN SUISSE
Loin de la cohue des villes
Tél. 00 41 27 783 11 22
Fax 00 41 27 783 10 89
HÔTEL-CLUB pour familles avec enfants et ados. Couples. Célibataires. Ambiance saine et sportive. Repas. Garderie enfants gratuite. Raquettes. Ski alpin et fond très variés.
7 jours PENSION COMPLETE de 2150 FF à 2970 FF
Réductions en ados. Groupes.
HÔTEL-CLUB SUNWAYS (80 places)
1038 CHAMPEL Valais Suisse

ICELANDAIR
Noël en Islande
Prix par personne
3 890F
Vol A/R 4 nuits en chambre double
Petit déj. - Transfers
Tél: 01 44 51 60 51
3615 ICEAIR

SPÉCIAL NOUVEL AN
■ NAPLES du 29/12/96 au 01/01/97 3 050 F* (4 jours/3 nuits)
Prix par personne comprenant : le transport en avion spécial au départ de Paris + les transferts A/R aéroport/hôtel + logement en chambre double hôtel Britannique *** demi-pension et le réveillon du 31/12 (hors boissons) + une journée d'excursion, déjeuner inclus.
■ VENISE du 29/12/96 au 02/01/97 3 160 F* (5 jours/4 nuits)
Prix à partir d'une personne comprenant : le transport en avion spécial de Paris + les transferts A/R aéroport/Place St Marc + le logement en chambre double hôtel *** petit déjeuner.
* Taxes aériennes en sus.
Tél : 01.44.51.39.27
MINITEL 3615 (1,29 F/min.)
Cit Evasion

PROFESSIONNELS DU TOURISME,
invitez nos lecteurs aux voyages :
RUBRIQUE "EVASION"
01.44.43.77.36 - (Fax : 01.44.43.77.30)

EST - HOTEL **
49, Boulevard de Magenta - 75010 PARIS
86 chambres. Douche/Bain - TV
couteur - Tél. direct + Bar dans hall
Chambre seule : 210 F / 280 F
Chambre double : 300 F / 350 F
Chambre triple : 400 F / 450 F
En chambre double 1 700 F/Semaine
Spécial tarif groupe à partir de 10 pers.
125 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)
Tarif promotion Elver 56/97
de 01/11/96 au 01/03/97
115 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)
Pour toute information et réservation
Tél. : 01.42.40.15.99 - Fax : 01.42.40.50.40

SKI DE FOND / 3^e PARIS TGV
Ancienne ferme cotoyée du XVII^e.
Grand confort, ambiance conviviale.
Table d'hôte, produits maison et régionaux.
TARIF : selon période
(pension complète + vin au repas,
matériel de ski neuf).
Renseignements au : 03.81.38.72.81
LE CRÉT L'AGNEAU
26650 LA LONGEVILLE

SPÉCIAL NOUVEL AN
■ NAPLES du 29/12/96 au 01/01/97 3 050 F* (4 jours/3 nuits)
Prix par personne comprenant : le transport en avion spécial au départ de Paris + les transferts A/R aéroport/hôtel + logement en chambre double hôtel Britannique *** demi-pension et le réveillon du 31/12 (hors boissons) + une journée d'excursion, déjeuner inclus.
■ VENISE du 29/12/96 au 02/01/97 3 160 F* (5 jours/4 nuits)
Prix à partir d'une personne comprenant : le transport en avion spécial de Paris + les transferts A/R aéroport/Place St Marc + le logement en chambre double hôtel *** petit déjeuner.
* Taxes aériennes en sus.
Tél : 01.44.51.39.27
MINITEL 3615 (1,29 F/min.)
Cit Evasion

Stéphane Ostrowski renonce à l'équipe de France de basket

L'ancien capitaine n'a pas apprécié son exclusion du groupe contre la Belgique en match de qualification pour l'Euro 97

STÉPHANE OSTROWSKI, 194 sélections en équipe de France de basket-ball, est un homme direct, un adepte du parler-vrai. De la CRO-Lyon au Pich Cholet, en passant par Le Mans, Limoges et Antibes, il s'est toujours efforcé de mener sa carrière à son rythme : « Je préfère avoir les cartes en main et ne pas subir les événements », dit-il. Le conditionnel, le mode des indécis, l'indispose. Déjà déçu de ne pas faire partie des douze joueurs qui devaient affronter la Belgique, mercredi 27 novembre à Châleroi, il a été furieux d'apprendre, de la bouche du sélectionneur, Jean-Pierre De Vincenzi, que sa mise à l'écart de l'équipe de France « pourrait » être suivie d'une réintégration, lors du championnat d'Europe des nations, organisé en juin en Espagne.

■ DE MANIÈRE PROPRE ■

De cette incertitude, Stéphane Ostrowski a tiré une grande amertume. Il fustige « la malhonnêteté, les calculs prémédités » du sélectionneur, décidé à rajouter son effectif. « Il m'a utilisé pendant les cinq matches aller de la phase qualificative, mais maintenant que nous sommes presque qualifiés, il n'a plus besoin de moi. Il y a eu abus de confiance. » À trente-quatre ans, l'intérieur de Cholet, meilleur rebondeur et deuxième meilleur marqueur français de la saison en cours, a donc décidé de tourner le dos à treize années de « fidélité sans faille » à la sélection : « Je ne suis pas un petit agneau qui vient de nature. Il est hors de question que j'attende que l'entraîneur vienne m'appeler. »

Stéphane Ostrowski, contrairement à quelques grands basketballeurs

français de sa génération, a toujours démontré un grand attachement à l'équipe de France, dont il était le capitaine depuis 1988 : « J'ai toujours pris cela comme une récompense. C'est un privilège que des milliers de gamins nous envient. Je n'ai jamais rêvé d'une sélection pour prendre quinze jours de vacances supplémentaires. » Pourtant, depuis la qualification pour les J.O. de Los Angeles, en 1984, et pour les championnats du monde de 1986, l'équipe de France n'a guère fourni de motifs de satisfaction à « Ostro » et à ses coéquipiers. « C'est vrai qu'il nous a toujours manqué un grand résultat de référence, admet-il. Mais nous n'avons pas que des mauvais souvenirs. En 1991, nous avons terminé à la quatrième place du championnat d'Europe. Cela ne paraît pas grand-chose, mais c'était face à la grande Yougoslavie, à l'URSS, à l'Espagne, intouchable, à l'Italie, loin devant nous. »

En cette saison de disette - c'est la première année qu'il ne dispute pas de coupe d'Europe -, l'équipe de France apportait un supplément d'âme, « une bouffée d'oxygène » à Stéphane Ostrowski. De son long parcours, il avait retenu l'importance des joueurs d'expérience : « Les rares fois où nous avons failli monter sur un podium, nous avons manqué d'un ou deux joueurs déterminants. » Il se voyait bien dans ce rôle, lors de l'Euro 97, pour réussir la belle sortie internationale que Jean-Pierre De Vincenzi lui avait promis : « Nous avions porté de main fin de carrière, nous étions d'accord pour que cela se fasse de manière propre. »

Eric Collier

L'athlétisme français met en place son plan de bataille pour les Jeux olympiques de Sydney

La fédération devra retenir ses espoirs tentés par d'autres sports

A l'occasion de leur colloque annuel, fin octobre à Vichy, les cadres techniques de la Fédération française d'athlétisme (FFA) ont tiré les ensei-

gnements d'Atlanta et établi un plan d'action pour l'olympiade, qui les mènera jusqu'à Sydney. Leur président, Jean Pocobut, les ac-

compagnera-t-il jusque-là ? Il devrait annoncer, samedi 30 novembre, ses intentions en vue des élections fédérales, prévues le 25 janvier 1997.

et leurs coaches, à l'occasion « des stages nationaux et de séminaires au cours desquels les entraîneurs des meilleurs Français pourront mettre leur savoir en commun ».

■ HORIZON 2000 ■

Le directeur technique national (DTN), François Juillard, est également bien conscient de la fragilité de l'athlétisme français, malgré ses suc-

à la fin des années 70 par l'actuel président de la FFA, Jean Pocobut, alors qu'il occupait la fonction de DTN, avait contribué à bâtir une équipe de France solide. Elle a résisté tant bien que mal à la concurrence de nouvelles puissances athlétiques : « Mais, prévient François Juillard, nous n'avons pas tout vu avec l'Afrique. Et l'Asie est encore sous-développée en athlétisme. »

Le choix de Sébastien Carrat

A vingt-deux ans, Sébastien Carrat a définitivement opté pour la discipline reine de sa région natale de Montauban, qui semble lui ouvrir des perspectives plus larges que le 100 mètres. « La déception de ma non-qualification sur 100 mètres aux Jeux d'Atlanta m'a décidé, explique l'ailleur du Club athlétique de Brive Corrèze. Ma série aux championnats de France a été la seule course sous vent défavorable, et personne ne s'est qualifié, alors que toutes les autres ont bénéficié d'un vent favorable. J'ai arrêté tout de suite après. J'avais quitté le rugby il y a quatre ou cinq ans après l'avoir pratiqué depuis l'âge de six ans. J'avais découvert l'athlétisme à l'école grâce à un prof, mais je n'ai jamais rompu les liens avec le rugby, car mon frère Jérôme joue aussi à Brive. »

ch de l'été. Il souligne un inquiétant désengagement pour l'athlétisme en milieu scolaire. Pour y remédier, il préconise une dynamisation des clubs : « Il faut leur donner des moyens financiers, un encadrement plus nombreux, mieux formé et indemnisé pour son travail. Ce n'est pas utopique si l'on renonce à le faire avec des moyens d'État. » Reste à trouver ces ressources qui viendraient s'ajouter aux 55 millions de francs du budget fédéral actuel, dont 23 millions de subventions publiques. En réalité, l'athlétisme français peut regretter d'avoir vécu sur ce qu'il considérait comme des acquis. L'opération « 1 000 espoirs » lancée

Il a donc fallu tout reprendre à zéro. Baptiste « Horizon 2000 », le nouveau plan de bataille pour Sydney donne déjà quelques satisfactions : Sylviane Félix est devenue championne du monde junior du 200 mètres cet été, le relais 4x100 mètres masculin vice-champion du monde junior, et la Néocaledonienne Bina Ramesh - encore cadette - est déjà médaillée de bronze au javelot dans la catégorie supérieure. Deuxième des bilans nationaux seniors, elle s'affirme comme le chef de file d'une génération de lanceurs qui pourrait faire oublier vingt ans de disette en la matière.

Mais la FFA devra convaincre ces

espoirs de résister à l'appel de sports plus lucratifs ou rémunérateurs. Le rugby en a déjà tenté plus d'un. A la fois finaliste du championnat du monde juniors de rugby et du championnat du monde juniors d'athlétisme sur 110 mètres haies cet été, David Janin hésite encore à rejoindre définitivement les rangs du club de Bourgoin-Jallieu. Sébastien Carrat, membre du relais 4x100 mètres lors des Championnats du monde de Göteborg (Suède) en 1995, a sauté le pas. Il accumule les essais pour le compte de Brive où vient de le rejoindre le jeune triple sauteur antillais Alex Nance.

Patricia Jolly

■ RUGBY : les Springboks sud-africains ont signé le premier essai (36-20) de leur tournée en France, mardi 26 novembre à Lyon, face à une sélection du Sud-Est.

■ DOPAGE : la sauteuse en hauteur italienne Antonella Belavicka a vu sa suspension de trois mois pour dopage à l'éphédrine et pseudoéphédrine confirmée, mardi 26 novembre, par la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF). Théoriquement suspendue du 26 mai au 25 août, elle avait tout de même pu, dans l'attente du jugement d'appel, participer aux J.O., où elle avait été quatrième ; un classement désormais annulé par la décision de l'IAAF. - (AFP, AP)

■ FOOTBALL : la Juventus de Turin a remporté la Coupe intercontinentale, en battant les Argentins de River Plate (1-0), mardi 26 novembre à Tokyo, grâce à un but d'Alessandro Del Piero. - (Reuters, AFP)

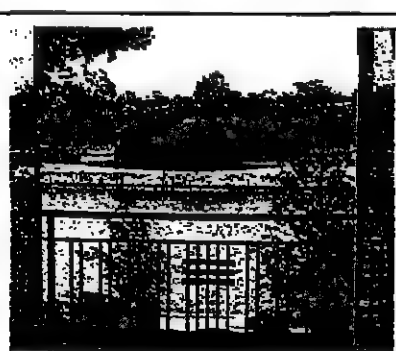
M M O B

PRESTIGE ET CARACTÈRE



PRÈS DE CANNES (12 minutes)

Vaste demeure de 650m², SHOB, 6 ch, 6 sdb, 2 piscines dont 1 intérieure. Grande piscine et réception. Ascenseur sur 3 niveaux. Toit-terrace, jardin. Vue extraordinaire à 360°. Terrain 6 000m², emplacement tennis. Maisons de gardien et d'invités avec sdb, 6 garages couverts et 6 parkings. Prix : 4 900 000 francs (possibilité de location-vente). Tél. Propriétaire 06 35 32 75 18 13 ou Tél. Mandataire 04 93 68 93 13



PARIS IV^e QUAI HENRI IV

130m² plein sud. Vue panoramique sur la Seine. 67 pièces, 4 chambres, 2 bds, lingerie. Double living (130m²) pouvant s'agrandir d'une chambre en façade. Ascenseur, 2 caves. Possibilité parking. Prix : 3 550 000 F. Tél. - Fax 01 43 54 46 27



LE VÉSINET (78)

Située dans un des quartiers les plus agréables du Vésinet, cette propriété du début du siècle a été entièrement « restaurée » et modernisée en 1993. Elle se compose d'une réception de 70m², 4 chambres - 3 bds - 1 salle de douches + une grande salle de jeux de 50m². Beau jardin de 1.500m². Réf : D.2334

AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 99



DRÔME PROVENCALE

« Exclusivité »
Ferme de village en pierres à rest, SH 160m², dépt. 80m², soit 9 pièces, écurie, cave, annexe, remise, hangar, terrain 3 800m² (constructible), cour ill.
BCP DE CHARMÉ
Rf : 1097 - Prix : 560 000 FRS
Demande: notre journal d'affaires - Gratuit

SARRO IMMOBILIER
12, cours Thugot - 84110 Valpays-la-Romaine
Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 26 23 62



PARIS 17^e AVENUE DE WAGRAM

Métro Terres
Bel apt 115m² + 10m² balcons à balustrades, 5é étage, ascenseur.
Cuisine, luminaires (dble-expo). Parquet point de Hongrie, moquette laméda. Qualité et finitions raffinées. Ent. parfait. Pas de place perdue. Cave. Prix demandé : 3 500 000 F

BURGER ET ST-DIZIER
81 Avenue de Wagram 75017 Paris
Tél. 01 40 53 92 09 - Fax 01 40 53 06 61



YVELINES (78)

A 24 Km de Paris. En lisière de parc de Port Royal des Champs - environnement privilégié - CONFORTABLE MAISON DU XVII^e SIECLE RENOVEE - 300m² habitables, réception 100m² (avec monumental cheminée) ouvrant sur piscine chauffée 12 x 6 m - 4 chérons, 3 sdb, ss-sol aménagé, stupa, garage 3 voitures. Maison d'amis, maison de gardien, chalet dans les bois. Parc boisé 3,3 ha. Prix : 4 500 000 F

BURGER ET ST-DIZIER
81 Avenue de Wagram 75017 Paris
Tél. 01 40 53 92 09 - Fax 01 40 53 06 61



REGION ORANGE

Beau mas pierres rest. SH 250m², dépt. s/salon chem 80m², cuis. 4 ch. 2 sdb, sdc, garage, terrain 1ha, pisc., terrasse, puits, four à pain.
BEAUCOUP DE CARACTERE
Rf : 813 - Prix : 1 850 000 FRS

Demande: notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
12, cours Thugot - 84110 Valpays-la-Romaine
Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 26 23 62



PARIS IV^e à vendre

Bel appartement 5 pièces, 135m² avec superbe vue dégagée sur le Port de l'Arsenal. Parquets, moulures, cheminées. Immeuble Pierre de Taille, standing, ascenseur, gardien, interphone. Prix : 2 650 000 F

A.J.M. Immobilier
"L'Immobilier au cœur de Paris"
23, bd Henri IV - 75004 Paris
Fax 01 53 01 99 00
Tél. 01 53 01 99 01



CHATOU

Quartier résidentiel
Proximité immédiate de la gare et de tous commerces. Charmante propriété de caractère (1880). Réception de 100m² - 6 chambres - 3 bds grande cuisine équipée. Pavillon de gardien comprenant un séjour et 2 chambres. Le tout élevé sur un beau jardin boisé de 1.300m². Rf : D.2218

AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 99



BOIS DE BOULOGNE

Proche Porte d'Anteuil
Superbe appartement plein sud, sur un grand jardin privé de 370m² sans vis-à-vis. Grand salon avec boiseries, 1 très grande chambre avec jardin d'hiver, 2 petites chambres, 2 bds. Box double en sous-sol.

AGENCE CLAUDE SAINT-BRICE
Tél. 01 46 05 40 90
Fax 01 46 05 81 82

M M O B

VENTES

APPARTEMENTS

1^{er} arrondissement

PALAIS ROYAL
studio à aménager
GOBELINS Immo
01-43-37-50-25

3^e arrondissement

TEMPLE BEL
APPARTEMENT
4 P. 1 420 000 F
A.L.M. 01-53-01-89-01

4^e arrondissement

Bastille, 4 p. gd cit. 77 m²
+ terrasse 120 m² paysagée
1 450 000 F. 01-53-92-25-38

BASTILLE 2/3 P.

Poutres, cheminée 945 000
A.L.M. 01-53-01-90-01

5^e arrondissement

PROX. SORBONNE
Imm. XVI^e, 67 m², 3^e ét.
calme, charme, 1 400 000 F
01-42-84-02-86 -
01-43-59-20-49

SVAL DE GRACE, 41 m²

8^e étage, asc., parfait état, VUE
LITTRE 01-45-44-44-45

Imm. heussmannien gd stand.

5^e asc., 245 m²-balc. 877 F,
dble expos. vue dégagée,
part. état. 01-46-34-73-13

6^e arrondissement

WAVIN, anc. 2 p. 4^e ét. PL
sol, calme 30 m² ld. étud.
ou invest. 01-43-35-18-36

SAINT-SULPICE

GD STANDING 2 p. 65 m²
+ terrasse 75 m² VUE, park.
en se-est, frais réduits
Patrick RANDI,
01-45-55-22-00

Dens résidence lux., 5^e asc.

135 m² s'ajout. gd balcon
box. LITTRE 01-45-44-44-45

FLEURUS très bel imm.

acrotère 255 m², balcon sud
LITTRE 01-45-44-44-45

St-GERMAIN standing

gd 2 P rebât asc. sud-est.
1 750 000 - 01-43-25-32-58

DUROC

110 m² à rénover, 4^e asc. +
box. ABVL 01-53-20-06-50

RUE D'ASSAS 3P.

BON PLAN, BON ETAT
Access., ravalement voit.
1 190 000 F - 01-43-20-32-71

Pr Luxembourg, imm. 18^e,

asc.,
4 p., 80 m² s'ajout. cour-jard.
Montparnasse, pdt. 4 p., 100 m²,
calme 01-43-35-18-36

RUE DU CHERCHE-MIDI

2 p., 4^e ét. ascenseur
état. état. sol.
Prix : 475 000 F
Tél. : 01-40-47-67-82

7^e arrondissement

TOUR EIFFEL

S/CHAMP DE MARS

Superbe 5/6 p., 175 m² + balc.
4^e asc. VUE SPLENDIDE
VMCP Invest. 01-47-05-30-05

Bac, comme une petite

maison, charmant duplex
piéd-à-terre idéal 1 650 000 F
S. Kayser, 01-43-26-43-43

SOLFÉRINO. Réception

+ 5 chbres sur jardin 4^e ét.
155 m² salon dble
+ 2 ou 3 chambres
01-49-22-03-80 ou
01-53-77-67-09

VUE INVALIDES,

PL. VAUBAN
Somptueux 250 m², imm. 1900
L. CONSEIL 01-46-09-08-08

RUE DE BOURGOGNE

7 P. 250 m² - 7 300 000 F
4 P. 135 m² - 4 700 000 F
4 P. 115 m² - 2 600 000 F
EUREKA 01-43-26-80-75

Bd Latour-Maubourg,

Près rue St-Dominique,
studette, 3^e ét. asc.,
295 000 F. 01-40-47-67-82

9^e arrondissement

MONTHOLON CADET

Très bel apt de style
180 m² + service. Bon plan
rue calme, 4^e ét. asc.
Tél. : 01-45-26-39-28

8^e Marlyne, bel atelier cuis.

calme, état. 190 m² R + 1
H.S.P. 4,707,85. Prix
3 450 000 F. 01-45-25-17-22

11^e arrondissement

25 m² - 210 000 F

A.L.M. 01-53-01-99-01

12^e arrondissement4 pièces, 12^e, cuisine verte,

métro Bel-Air. S'ajout.
+ 3 chambres, s. de b.
+ s. d'eau. WC séparé.
Cuisine aménagée. Chauffage.
Individuel gaz. Gardien. Vue
dégagée, placards, 2 caves.
Particulier. 1 250 000.
01-43-45-88-91

13^e arrondissement

Atelier d'artiste 185 m²

18 000 F/m², 4 chbres, 3 bains
état et qualité exceptionnelles
près Montparnasse, asc.
soléil, st-HK 01-47-47-88-87

13^e BUTTE-AUX-CAILLES

MAISONS 130 m² à 155 m²
Séj. dble, 3 chbres, 2 bains
jardin, garage, 2 900 000 F
à 3 600 000 F. Frais réduits.
Livraison fin 1997.
SIB - 01-45-58-60-00

M^e Nationale, réc. dem. ét.

5 p., 125 m², terrasses, calme
Sol. park. 01-43-35-18-36

BUTTE-AUX-CAILLES

Pte maison + jardinet
Prix : 1 850 000 F
Tél. : 01-45-48-26-25

GOBELINS. Beau 4 p., 100 m²

séjour double, 2 ch.
GOBELINS Immo
01-43-37-50-25

14^e arrondissement

CHARME CAMPAGNARD

atelier de sculpteur, 65 m²
trav. LITTRE 01-45-44-44-45

Didot 2 p., calme s'ajout.

sans vis-à-vis. 555 000 F
MEL - 01-43-25-32-56

15^e arrondissement

RUE R. DUMONCEL

M^e MOUTON DUBRENET
R 3 p., très sympathique
confort. 675 000 F.
Syndic 01-40-47-67-82

15^e arrondissement

Rue Blomet, vrd

atelier d'artiste, 80 m² F
2 p. duplex, 1 800 000 F
IP 01-48-85-13-33

R. CONVENTION 4 P.

104 m² + LOGGIA 18 m²
3^e ét. asc., PARKING
1 890 000 F - 01-43-20-32-71

RUE VAUGRARD - ABSE GROUT

grand studio poss. 2 p.,
3^e ét. asc.
630 000 F - 01-40-47-67-82

16^e arrondissement

TROCADÈRE, av. P.-Dour

58, 4 chbres, 6^e ét., 250 m²
gd standing, parking
5 250 000 F - 01-53-92-25-38

17^e arrondissementMAIRIE 17^e

60, rue La Condamine,
belle rénovation,
profess. idéale possible.
STUDIO 45 m²
vue sur jardin,
double exposition,
cuisine équipée,
salle de bains,
wc indépendant,
coin nuit,
digicode,
interphone,
double vitrage,
725 000 F.
01-42-04-63-40

MAIRIE 17^e

80, rue La Condamine,
belle rénovation,
proximité, librairie possible.
STUDIO 41 m²
15 m² jardin privatif,
double exposition,
cuisine équipée,
salle de bains,
wc indépendant,
coin nuit, digicode,
interphone, double vitrage,
685 000 F.
01-42-04-63-40

20^e arrondissement

St-Sébastien 3/4 p., 72 m²

parfait état. sol., 2 ch.
banc. 7 m² asc., 7^e ét.,
encastellé, porte blindée,
1 ME. Tél. 01-53-49-37-49

HAUTS-DE-SEINE

NEUILLY VICTOR-HUGO

Sjardin, 48 m², Parking
1 150 000 F. 01-44-07-32-05

CLICHY LIMITE XVII^e

INVEST. A HAUT RENDEMENT
AVANTAGES FISCAUX
DE LA LOI PÉRISSOL
Studio et 2 pièces
de ré-nouve, standing
à partir de 275 000 F
Contacter Stéphane BLANC
Tél. : 01-47-66-70-70

NEUILLY JATTE

2 P. 48 m² Sjardin, ét. élevé
standing park impeccable
+HK 01-47-67-88-87

1 p., gd cuisine-douche,

bel immeuble 380 000 F.
GOBELINS Immo
01-43-37-50-25

BOULOGNE

40, rue de Meulan,
2 p., 40 m², 8^e ét. asc.,
vue, 480 000 F.
SYNDIC 01-40-47-67-82

VAL-DE-MARNE

SAINT-MANDÉ

AV. ALPHAND
INVEST. A HAUT RENDEMENT
AVANTAGES FISCAUX
DE LA LOI PÉRISSOL
Studio et 2 pièces
de ré-nouve standing
à partir de 690 000 F
Contacter Olivier BENIN
Tél. : 01-47-66-70-70

UNIQUE

A SAINT-MANDÉ
UNE VILLA
SUR LE TOIT +
imm. neuf très haut standing
167 m² hab. + 280 m² t.
vue panoramique sur Paris
et bois de Vincennes
Prix : 5 900 000 F
Contacter Olivier BENIN
Tél. : 01-47-66-70-70

PROVINCE

DEAUVILLE pied-à-terre
t cit. park. face Hôtel
Normandie, près Casino
250 000 F
PPTAIRE. 01-43-61-42-82

TOURS. Apt 2 p. 46 m²

cuis. équipée, terrasse de
réid. services. Restaurant
interméd. parc. 350 000 F
à déb. 02-47-65-61-55
02-47-25-17-94 (H. repas)

BUREAUX

BOULOGNE Bel hôtel
part. 450 m² env. Jardin
Parkings. Possib. location
01-46-05-10-08

LOCATIONS

OFFRES

PARIS

M^e OURCO

4^e ét. 2/3 p. clair et calme
Cuis. aménagée, parquet
4 300 F + charges
Part. à part.
Tél. : 02-47-37-66-54

MÉTROPOLITAIN

- 2 P. 48 m², 3^e ét., cave,
park. 5 822 F ch. comp.
Com. 3 688 F
AGIFFRANCE
01-43-20-54-58

M^e BOILLLOT 95 m² + balc.

2^e ét., 3 chbres park 9 100 F
ch. comp. 01-43-26-76-77

VOLTAIRE loft atelier,

140 m² séj., 3 chbres, 12 700 F
c.c. IP 01-48-85-13-33

CHAMP-DE-MARS beau

5 p., 135 m² stand. 18 100 F
c.c. IP 01-48-85-13-33

15^e atelier d'artiste, 110 m²

Très bel appart. de réception
5^e et 6^e étage. Rénové
Gd. 3 récept. (4 ch. + serv.)
LONCHAMP 01-47-05-40-43

A louer part. à part.

Appartem. 50 m²
8^e (M^e Cadet-Anvers-ND.Loc.)
2^e ét. s'ajout. calme
entrée, couloir, 2 pces
cuis., déb., coin dco, wc, cave
Disponible 1^e décembre
Loyerm. 3.500 + 500 (ch. col.)
Tél. : 01-84-30-34-48

16^e MOZART RANELAGH

Imm. pierre de taille
8 pièces, standing
1^e étage, ascenseur
Possibilité profession libérale
Bon état 16 000 F + ch.
LONCHAMP 01-47-05-40-43

EXELMANS bel imm. R. de T.

2/3 p., calme soléil 4^e ét. asc.
5 500 F C.C. - 01-43-25-67-18

VIAGERS

Libre La Paix-sur-Seine.
Beau 3 p. + terrasse park.
70 000 + 8 400 F/mois.
F. Cruz 01-42-86-19-00

OFFRES

RÉGION

PARISIENNE

AGIFFRANCE

GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS

POISSY (78)

Av. des Ursulines
Résidence 1982 en plein
centre entre mairie
et marché AVEC BALCON,
CAVE, PARK., CHF. ET
EAU CHAUDE collectifs
- 2 P. de 52 m² 3 673 F TTC
ch. comp. Com. 2 069 F TTC
- 3 P. de 72 m² 4 676 F
ch. comp. Com. 2 576 F TTC
- 4 P. de 81 m² 5 023 F
ch. comp. Com. 2 729 F TTC
AGIFFRANCE
01-30-74-32-14

AGIFFRANCE

GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS

ROQUENCOURT (78)

Beau studio 45 m² r.d.c.
3 690 F ch. comp. Com. 2 207 F

2 P. 66 m² r.d.c. Cave

et park 5 555 F ch. comp.
Com. : 3 391 F.

2 P. 65 m² r.d.c. Cave

et park 5 474 F ch. comp.
Com. : 3 224 F.

AGIFFRANCE

01-39-55-87-21

SUR BELLE PÊCHE

Boulogne. Duplex 130 m²,
meublé, agenc. adaptée à
emploi, privilégié 13 500 F.
Part. 05-65-43-35-11

IMMOBILIER

D'ENTREPRISE

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services 01-43-25-17-50

8^e Champs-Élysées Marignan

pierre de t. 230 m² 11 baux
20 800 F mens.
01-45-62-04-89

DEMANDES

MASTER GROUPE

47 r. Vaneau 75007 Paris
rech. appart. vides ou
meublés

Toutes surfaces pour
CADRES BANQUES ET
GRANDES SOCIÉTÉS
01-42-22-99-70

DE CIRCUIT

AS. P. ES

Recherchons appartements
meublés de qualité,
Paris et Région Parisienne
pr clientèle internationale
01-47-53-86-38

EMBASSY SERVICE

43 avenue Marceau - 75116
Rech. pour CLIENTS
ETRANGERS APPTS
HAUT DE GAMME
HOTEL PARTICULIER
à VILLAS OUEST Paris
VIDES et MEUBLES
GESTION POSSIBLE
01-47-20-30-05

INTER PROJETS RECH.

SPARIS ET EST PARISIEN
VOLUMES ATYPIQUES
A LOUER OU A VENDRE
01-42-83-46-46

Pour vos

annonces
contactez le

☎ 01 44 43 77 40

Fax 01 44 43 77 27

BUREAUX

XVII^e Sausure à louer
bureaux 500 m²
Accès direct parking
Tél. : 01-44-54-21-85

LA DEFENSE

TOUR ATLANTIQUE
propriétaire loue
700 000 F/mois, hors charges,
plaisance, 8^e étage,
800 m² divisees,
entièrement agencées.
Tél. : 01-44-94-85-57

PARKING

SPÉCIAL INVESTISSEURS :

PARIS 9^e - OPÉRA GARNIER

EMPLACEMENT EXCEPTIONNEL

FISCALITÉ EXCEPTIONNELLE

économie d'impôts

96 - 97 - 98 - 130 000 F

(tranche fiscale 50 %)

RENTABILITÉ EXCEPTIONNELLE

7 % net de gestion garantie

Financement 100 %

Taux 5,20 % hors assurances

Prix : 250 000 F HT

Tél. Paris : 01.53.45.54.74

Tél. Province : 02.97.46.37.16

à PARIS OUEST

LE MONDE

NEUF ET RÉSIDENTIEL

LES CONSEILS DE LA ENPC

L'AMORTISSEMENT PÉRISSOL

La nouvelle formule d'amortissement des logements locatifs, dite amortissement "Périsol", a pris un bon départ. On en rappellera ci-après les principales caractéristiques :

- Les logements locatifs achetés entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1996 sont amortissables à raison de :
 - 10% du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années ;
 - 2% pour chacune des 20 années suivantes.
- Le déficit foncier correspondant est imputable sur le revenu global dans la limite d'un plafond de 100 000 francs (au lieu de 70 000 francs dans les autres cas).
- La fraction du déficit foncier non imputable sur le revenu global peut être reportée sur les revenus fonciers des années ultérieures, pendant 10 années.
- Ce dispositif est cumulable avec le régime d'exonération d'imposition des plus-values provenant de la vente d'OPCVM de capitalisation (qui prend fin au 31 décembre 1996).

PARIS RIVE DROITE

2^e arrondissement

Vivienne Opéra
49/51, rue Vivienne.

Réalisation : **PONCIERE SATIS**
Groupe SUZEX
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. 01 45 49 52 52

De studio au 4 pièces.
Prix : 25.300 F le m² moyen.

Au cœur du quartier de la bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, là où le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante façade de Vivienne Opéra. 31 appartements confortables et lumineux, de studio pied-à-cœur à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accessibles par un hall personnellement raffiné. Bureau de vente sur place 49 rue Vivienne, Paris 2.

3^e arrondissement

Résidence Saint-Martin
61, rue Dicht
Nouveau programme

Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 03 23 06
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Église du Nord. Une architecture raffinée par une belle façade au cachet parisien, avec de nombreux balcons ou terrasses côté canal. Proximité des commerces, transports, écoles, etc. Bureau de vente : angle rue Dicht et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

Résidence de la "Grange aux Belles"
Rue de la Grange aux Belles
Rue de l'Hôpital Saint-Louis

Réalisation et commercialisation : **STIM BATIR**
Bourgeois Immobilier,
UNIMO Crédit Agricole
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
01 47 12 54 44

Spécial Amortissement "Périsol"
du Studio au 5 pièces à partir de 475 000 F.

Proche du Canal Saint-Martin, cette résidence de standing de 45 appartements est située à proximité de nombreux commerces et services. Renseignements et vente : Tél. 01 47 12 54 44

11^e arrondissement

Résidence Voltaire
Rue des Nouries / rue Condillac

Réalisation et commercialisation : **STIM BATIR**
Bourgeois Immobilier,
UNIMO Crédit Agricole
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
01 47 12 54 44

Idéal investissement / rentabilité élevée garantie : du studio au 2 pièces.
Studio à partir de 570 000 F et 2 pièces à partir de 660 000 F.

Au cœur du 11^e arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Rentabilité élevée. Ciblez sur les nouvelles mesures avantageuses, amortissement "Périsol". Tél. 01 47 12 54 44

17^e arrondissement

62, rue Saint-Didier

Réalisation : **SEFIMA**
40, avenue Raymond Poincaré
75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 80

33 appartements. De studio au 5 pièces. 29 500 F le m² moyen. Ex : 5 pièces 138,80 m², 2 étages 3 990 000 F hors parking.

Entre Victor-Hugo et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 17^e arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du Lycée Janson-de-Sailly. 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking au sous-sol. Renseignements et vente : tous les jours de 10 h à 19 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond Poincaré - 75116 Paris - N° vert 0800 33 59 80.

18^e arrondissement

46, rue de Longchamp

Réalisation : **COREVA**
4, avenue Victor Hugo
75116 PARIS
Tél. 01 44 17 39 30

22 logements du studio au 6 pièces.
A partir de 27 500 F le m². Livraison 1^{er} semestre 1998.

Au cœur du prestigieux quartier Trocadéro-Meu, une résidence de classe, aux prestations raffinées. Pour quelques privilégiés seulement. Plus personnalisés et prestations à la demande. Renseignements et vente : COREVA, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris - Tél. 01 44 17 39 30.

NEUF ET RÉSIDENTIEL

CEST CHAQUE MERCREDI (16h30-18h)

POUR ACHETER / INVESTIR

PARIS RIVE DROITE (suite)

16^e arrondissement

Résidence de l'Amiral
19, rue de l'Amiral d'Amboise

Réalisation : **STI**
14, rue Richelieu
75001 PARIS
Tél. 01 41 55 30 00

2 appartements de 99 et 110 m². Livraison 1^{er} juin 1997

Au cœur du triangle d'or à quelques mètres de la place des États-Unis entre avenues d'Iéna et Kléber, à un pas des Champs-Élysées, George V, la Seine et le Trocadéro.

Renseignements et vente : Tél. 01 41 55 30 00

20^e arrondissement

Villa Gambetta
appartement familial

Réalisation : **PONCIERE SATIS**
Groupe SUZEX
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. 01 45 49 52 52

De studio au 4 pièces.
25 000 F le m² moyen.

Située à 200 mètres de la place Gambetta et de son accès à la gare, par conséquent de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de studios, souvent prolongés de terrasses, balcons ou jardins. Bureau de vente et appartement familial ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le samedi et le dimanche. Tél. 01 45 49 52 52

PARIS RIVE GAUCHE

14^e arrondissement

Proche Alsace
Avenue de Clément Lorient

Réalisation : **PONCIERE SATIS**
Groupe SUZEX
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. 01 45 49 52 52

De 2 pièces au 4 pièces duplex.
21 000 F le m² moyen.

Dans le quartier calme et agréable d'Alsace, 4 appartements confortables et lumineux, avec de très belles terrasses, jardins, piscine, etc. Livraison : immédiate. Renseignements et vente : tél. 01 45 49 52 52

Closerie-Montparnasse
Rue Frolova

Réalisation : **PONCIERE SATIS**
Groupe SUZEX
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. 01 45 49 52 52

De studio au 3 pièces.
25 800 F le m² moyen.

Entre Montparnasse et Drouot-Rochet dans l'une des rues les plus calmes de Montparnasse. Livraison : 1^{er} semestre 1997. Renseignements et vente : tél. 01 45 49 52 52

15^e arrondissement

14, rue Baudin Duzanne

Réalisation : **COREVA**
4, avenue Victor Hugo
75116 PARIS
Tél. 01 44 17 39 30

11 logements du 2 pièces au 4/5 pièces.
Prix de lancement à partir de 19 000 F le m².

Dans une rue calme à 100 m. du métro Dupré, quelques appartements spacieux et lumineux, avec de très belles terrasses, jardins, piscine, etc. Livraison : immédiate. Bureau de vente sur place les lundi, jeudi, et vendredi de 14 h à 19 h. Tél. 01 44 17 39 30

Villa Marmont
103-105, rue de l'abbé Gault

Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 83 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Profitez des nouvelles mesures gouvernementales. Prix à partir de 23 500 F le m² hors parking et dans la limite du crédit disponible.

Choisissez le meilleur du 15^e arrondissement ! A deux pas des métros Concorde et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements du studio au 5 pièces duplex, avec caves et parking en sous-sol et 6 maisons de ville de 5 et 6 pièces. Les caves au cœur d'un véritable quartier parisien. Bureau de vente ouvert sur place : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

RÉGION PARISIENNE

78 Maisons-Laffitte

Les Villas Longueville
Avenue de Longueville

Réalisation : **PONCIERE SATIS**
Groupe SUZEX
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. 01 45 49 52 52

De studio au 5 pièces.
17 500 F le m² moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux caractéristiques hautes d'architecture et sur jardin. Une des plus belles adresses de Maisons-Laffitte à l'ouest de RER, du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain. Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueville, 78500 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le samedi et le dimanche. Tél. 01 45 49 52 52

94 Vincennes

Le Saint-Louis
Rue de Montreuil

Réalisation et commercialisation : **STIM BATIR**
Bourgeois Immobilier,
UNIMO Crédit Agricole
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
01 47 12 54 44

Idéal investissement - Déficit imputable 1996. Trois studios livrables immédiatement.

A proximité du RER et du métro, ces immeubles de standing offrent la garantie d'un placement de qualité. Ciblez sur les nouvelles mesures avantageuses, amortissement "Périsol". Tél. 01 47 12 54 44

Paris 150

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 28 NOVEMBRE 1996

CINÉMA Tourné avec un budget modeste, *Nos funérailles*, d'Abel Ferrara, est un film de gangsters en costumes. C'est, à ce jour, la plus belle réalisation du cinéaste new-yorkais.



● EN EMPRUNTANT la forme d'une sonate, *For ever Mozart*, de Jean-Luc Godard, est une extraordinaire machine à fabriquer de la pensée.

● PARMI les autres sorties, *Jude*, l'adaptation rigoureuse du roman de Thomas Hardy, d'après le dessin animé des studios Disney, *Le Bossu de Notre-Dame*, jointement inspiré de l'œuvre de Victor Hugo.

Le requiem d'Abel Ferrara pour des gangsters désacralisés

Nos Funérailles. Le nouveau film du cinéaste new-yorkais est une reconstitution sans « glamour » de la vie des truands des années 30. Un retour du cinéaste aux sources de son enfance qu'il évoque dans l'entretien qu'il nous a accordé

Film américain d'Abel Ferrara. Avec Christopher Walken, Chris Penn, Isabella Rossellini, Paul Hipp, Annabella Sciorra. (1 h 59.)

Après *The Addiction* (1996), qui offrait un éclairage moderne sur le vampirisme, Abel Ferrara continue son exploration des genres du cinéma. *Nos funérailles* est un film de gangsters en costumes, qui fait référence à ceux produits par les Warner dans les années 30, comme *Scarface* ou *Little Caesar*.

Cette intrusion dans un genre presque abandonné aujourd'hui a de quoi surprendre. Surtout de la part d'un cinéaste qui se distingue, depuis *King of New York* (1990), par une approche stylisée et documentée de la Mafia, prenant toujours soin de montrer à quel point les archaïsmes d'hier n'ont plus cours aujourd'hui. *Nos funérailles* surprend donc à la fois par la modestie de son propos – Ray (Christopher Walken) et Chez Tempio (Chris Penn) apprennent la mort de leur frère, Johnny, et cherchent à tout prix à trouver son assassin, quitte à déclencher l'apocalypse entre les familles rivales – et par sa forme, puisque Ferrara ne s'aventure guère au-delà du cercueil de Johnny, livrant, pour ainsi dire, un film de gangsters en chambre.

Sergio Leone, autre grand metteur en scène à avoir récemment abordé le film de gangsters dans *Il était une fois en Amérique* (1984), affichait un propos autrement plus ambitieux : décrire la fin d'un monde, la fin d'un genre, la fin d'un cinéma. L'approche de Ferrara



ra est plus terre à terre. C'est seulement la mise en place d'une vengeance, aussi justifiée soit-elle, qui est complexe : Chez et Ray Tempio ne peuvent pas passer aux actes sans l'accord tacite de leur communauté.

Abel Ferrara parle d'une époque où planter une hache dans le dos d'un cadavre, tuer sa femme parce qu'elle vous trompe, et battre son frère à mort parce qu'il

va à une réunion du Parti communiste posait encore problème. Chaque scène se prête à un rituel.

CONSTAT SIMPLE

Il était donc logique que le film soit organisé comme une gigantesque cérémonie, s'ouvrant et se refermant sur le cercueil de Johnny Tempio, comme s'il s'agissait d'un livre que l'on repose une fois l'histoire arrivée à son terme.

« Nous n'existons que grâce au cinéma et au roman », se dit Johnny Tempio. *Nos funérailles* montre tout le contraire. Le devenir de Johnny Tempio n'est pas de se réincarner en Humphrey Bogart. Son corps mort, criblé de balles, mis à nu, puis rhabillé, dresse un constat simple : nous sommes bien de ce monde.

Ferrara ne consulte pas une vidéothèque mais un album de fa-

mille, avec la tendresse poignante de celui qui considère ses personnages comme des frères. Il y a toujours une scène originale dans un film de Ferrara, un moment qui renvoie à une préhistoire de ses personnages et éclaire leur conscience. Ray, le frère aîné de la famille Tempio, garde sans cesse en mémoire l'épisode où, adolescent, il doit abattre de sang-froid un homme ligoté, afin de marquer son appartenance à sa famille.

AUTHENTIQUE SÉRIE

Si *Nos funérailles* est à ce jour le plus beau film d'Abel Ferrara, c'est justement parce que le réalisateur s'est enfin décidé à filmer sa propre scène originale : celle d'un gamin né dans le Bronx, de parents et de grand-parents liés à la Mafia. A la différence de *King of New York*, où il explorait le versant angélique d'un chef de gang qui construisait un hôpital dans le Bronx grâce à l'argent de la co-caine, Ferrara n'idéalise plus, ne sublime plus, et moralise à peine. Il se contente de parler de ce qu'il est, et de filmer ceux qu'il aime.

Ferrara signe une authentique série B, un film pauvre où le gangster est rebasé au niveau du trottoir. Son esthétique ne semble jamais se départir de son très modeste budget, comme si le ré-

isateur ne perdait jamais de vue l'économie de son film. Il ne pouvait donc mettre en scène que des gangsters pauvres, sans aura. De simples exécuteurs de basses œuvres dont le rêve enfoui n'est pas d'agrandir leur empire mais de rester dans leur pavillon de banlieue ou de chanter dans un bar.

Nos funérailles ne traite pas de la difficulté de devenir Parrain, mais de l'art d'être père et d'assumer son rôle de mari, très loin de l'héroïsme qui est de mise dans les films de gangsters. La vengeance de Chez et Ray Tempio n'a rien d'exemplaire. Elle offre même des aspects pitoyables lorsqu'ils découvrent qui est l'assassin de leur frère.

A l'héroïsme, Ferrara substitue l'intimité. Chez pique une crise de nerfs dans les bras de sa femme, les trois frères Tempio vont au bord, Ray disserte avec son épouse sur la nature masculine de son métier et son éventuel passage en enfer. Cette intimité devient la matière même du film, superbe écriin destiné à accueillir des gangsters vulnérables et convalescents. Une approche « humaine », mais sans méfiance ni illusion, qui se termine en un apocryphe bain de sang.

S. Bd

Abel Ferrara, réalisateur

« Les bandits du film ressemblent à mon père »

Filmographie

Né à New York en 1952, Abel Ferrara a débuté en réalisant des petits films en 8 mm, tout en envisageant d'abord une carrière de guitariste de rock. Outre ses neuf films, il a réalisé *Le Justicier de la route* (1986) et *Les Incorruptibles de Chicago* pour la télévision, et vient de tourner – pour le grand écran – *The Blackout*, avec Claudia Schiffer, Béatrice Dalle et Dennis Hopper.

- 1979 : *Driller Killer*
- 1981 : *L'Ange de la vengeance*
- 1984 : *New York, 2 heures du matin*
- 1987 : *China Girl*
- 1989 : *Cat Chaser*, connu aussi sous le titre de *Short Run*
- 1990 : *King of New York*
- 1992 : *Bad Lieutenant*
- 1993 : *Body Snatchers* et *Snake Eyes*
- 1995 : *The Addiction*
- 1996 : *Nos funérailles*

DEPUIS son premier film, *Driller Killer* (1979), où il interprétait un psychopathe qui assassinait ses victimes avec une chignole, Abel Ferrara n'a jamais quitté sa cour d'école, c'est-à-dire, New York, et plus précisément le quartier du Bronx. « J'y ai grandi dans les années 50. C'était une vraie prison. » De *China Girl* (1987), une version contemporaine de *Roméo et Juliette* et *King of New York* (1990), à *Nos funérailles*, Ferrara développe une vision communautaire de New York. Dans ses films ce ne sont pas des races qui se dressent les uns contre les autres, mais des pâtés de maisons, des blocs de rues, des traditions. Les origines de cette conception géographique, territoriale, du cinéma, il faut la chercher dans la jeunesse de Ferrara, auprès d'un père bookmaker et patron de bar lié à la pègre. Abel Ferrara ressemble à ses films, ce qui, de nos jours, est une chose rare.

« Quelles sont vos origines ? »
— Italiennes par mon père, irlandaises par ma mère. Mon grand-père est venu aux États-Unis en 1900. Je ne sais pas pourquoi il

est parti de chez lui, et je ne sais pas non plus ce qu'il recherchait. Il s'est débrouillé pour aller en Californie et ramener des camions de raisin. Les Italiens du Bronx ne manquaient pour faire du vin. Il s'est fait beaucoup d'argent, qu'il a perdu durant la crise. Il a élevé ses treize enfants, plus quatre autres. Il est mort à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Il ne connaissait pas un seul mot d'anglais. Il avait d'ailleurs mis un point d'honneur à ne pas l'apprendre. Il n'a jamais laissé tomber la culture et les traditions. On dirait dans la famille que, lorsqu'on lui a offert un poste de télévision (il s'agissait d'un des premiers, et cela coûtait évidemment une fortune), il l'a regardé par tous les côtés, histoire de vérifier si personne ne se trouvait à l'intérieur, et il l'a balancé par la fenêtre.

— Quel était le métier de votre père ?
— Il était un *goodfella*, vous avez vu le film de Scorsese ? Il était dans ce genre. Il était bookmaker à New York, et il s'est ensuite occupé de plusieurs bars à Miami. Il nous a fallu partir précipitamment de New York, pour des raisons que j'ignore, mais je peux vous dire que passer du Bronx à la Floride et l'océan est totalement dépayssant. Mon père était le croisement de Jack La Motta et d'un

personnage des *Affranchis*. Il a passé beaucoup de temps à Cuba avant la révolution. Il a un jour arrêté les frais pour devenir, façon de parler, une personne normale. Tous ses amis faisaient la même chose que lui, nous étions italiens, nous vivions dans le Bronx, que pouvions-nous faire d'autre ?

« Les gangsters dont je parle dans *Nos funérailles* lui ressemblent beaucoup. Ils vivent comme nous dans la banlieue, et comme le dit Walken dans le film : « Nous sommes des paumés, tout le monde se moque bien de ce qui peut nous arriver. » C'est l'une des grandes différences entre moi et Scorsese. Il est lui de Little Italy, les gangsters y sont autrement plus importants que dans le Bronx. Sur bien des aspects, *Nos funérailles* est un conte de fées sur nos grands-pères à moi et à mon scénariste, Nicky St. John. Le genre d'histoire que l'on entendait lorsqu'on était gamin.

— Quel sens a pour vous le mot Mafia ?
— Ce terme ne signifie rien pour moi, que voudrait-il dire ? C'est très anti-italien de prononcer ce mot. Mafia pour moi c'est comme dire nègre, chétif, youpin. On m'insulte en disant cela. Je refuse d'utiliser ce terme. La Mafia est une invention raciste. Mon père et des gens de ma famille étaient

des bandits et alors ? Plus que le mot Mafia, c'est le terme de famille qui compte à mes yeux. Il serait possible de faire un film sans famille, mais je n'en vois pas l'intérêt. Surtout en matière de cinéma. Mes metteurs en scène préférés, Cassavetes, Fassbinder, sont ceux qui ont su créer une famille de cinéma. Cela explique pourquoi j'ai essayé de conserver un clan autour de moi avec Nicholas St. John, mon scénariste et ami d'enfance, Joe DeLa, mon compositeur attitré, et Mary-Kate, ma productrice.

— Quand avez-vous décidé de faire du cinéma ?
— C'est venu tout seul. J'ai pris une caméra et je me suis mis à filmer. C'était bien dans l'esprit des années 60. Quand les gens voulaient faire quelque chose, ils le faisaient sans se poser de questions. Mon père était d'ailleurs très content de me voir devenir cinéaste, à condition que je sois le meilleur. Il avait une mentalité très animale. Pour lui le seul ami qu'on pouvait avoir était l'argent qui se trouvait dans notre poche. Je ne vois de toute façon pas quel autre métier j'aurais pu faire.

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

Une adaptation rigoureuse de Thomas Hardy

Jude. Michael Winterbottom n'a pas trahi l'esprit de l'œuvre littéraire

Film britannique de Michael Winterbottom. Avec Christopher Eccleston, Kate Winslet, Liam Cunningham, Rachel Griffiths, June Whitefield. (2 h 02.)

Jude le petit paysan rêve d'être un jour étudiant puis professeur dans la grande cité universitaire dont il entrevoit les tours du haut de ses collines. Devenu tailleur de pierre, il consacre tout son temps libre à l'étude, mais est séduit et abandonné par une jolie fille des champs. Plus tard, il atteint la ville et ses désillusions, rencontre la belle, vive et dévouée consue Sue, qu'il ne peut épouser puisque déjà marié à la rurale donzelle.

Jude est le roman de Thomas Hardy se développant autour de la double quête impossible de son héros dans l'Angleterre victorienne, l'Angleterre de Dickens et du Engels de *La Situation de la classe laborieuse* : quête d'une impossible ascension sociale dans

une société cadencée sur les privilèges de l'argent et du savoir, et quête d'un amour impossible dans un environnement post-train.

Sous le flot apparemment calme des mots, c'était un roman âpre et brutal. Le film qu'en tire le jeune réalisateur découvre au début de l'année avec *Butterfly Kiss* ne l'est pas moins, même si « l'obscur » a disparu du titre. La transposition à l'écran des grands textes littéraires – à fortiori le roman – inspire souvent les plus vives inquiétudes, en même temps qu'un « à quoi bon ? ».

UNE SORTE DE MODÈLE

Michael Winterbottom ne répond pas à cette « question » (l'œuvre écrite demande nécessaire et supérieure), du moins de jouer-t-il la plupart des rôles qui guettent ce genre de transposition. Non par en inventant une forme originale osant une rupture radicale avec le texte, mais en

jouant avec le plus de rigueur possible le jeu « classique » de l'adaptation. La sombre beauté des images, le refus de l'effet décoratif, la vitesse avec laquelle il progresse dans l'histoire (qui s'intensifie avant la fin du roman), un sens très sûr du rythme du récit font de *Jude* une sorte de modèle de ce à quoi devraient parvenir ceux qui ont fait de la mise en film des grandes œuvres littéraires leur fonds de commerce.

Le cinéaste bénéficie de surcroît, et tire le meilleur parti d'une interprétation remarquable, en particulier de l'impressionnant Christopher Eccleston, nouveau fleuron d'une école de comédiens anglais dont on ne cesse de célébrer la fécondité. Ainsi, sans que *Jude* puisse bouleverser le moins du monde l'art cinématographique, parvient-il à ne pas trahir l'esprit de l'œuvre de Thomas Hardy. Et c'est déjà beaucoup.

J.-M. F.

FESTIVAL DU CINÉMA ITALIEN

A PARIS CETTE SEMAINE AU "GRAND ACTION"

"CINECITTÀ INTERNATIONAL FAIT SON CINÉMA"

CABOURG Cinéma "Ciné" & "Normandie"

PARIS Cinéma "Grand Action"

LILLE Cinéma "Palais"

GRENOBLE Cinéma "Club"

NANTES Cinéma "Tatou"

MARLY LE ROY Cinéma "Roulette"

Quand Jean-Luc Godard orchestre l'esprit critique

For Ever Mozart. Le cinéaste invente une belle et drôle de machine à réfléchir le présent

Film français de Jean-Luc Godard. Avec Madeleine Assas, Béatrice Alaux, Ghalya Lacroix, Vicky Messica, Frédéric Pierrot. (1 h 20.)

Il faut faire attention. Chez Godard, il se passe tant et tant de choses dans un plan - dans un ensemble d'images et de sons formant un tout situé par rapport au reste du monde - qu'il y a intérêt à rester tous sens et tout esprit en éveil. « Il y a intérêt » au sens strict : c'est intéressant, passionnant même. C'est facile aussi, plus qu'on ne le dit. Parce que c'est incroyablement beau. Une sorte de grâce fait que personne, aujourd'hui, ne filme aussi bien un visage ou un lac, ou même une Facel Vega en panne.

Où, mais tout de même, Godard, c'est devenu compliqué, moins rigolo qu'avant... dit-on volontiers - ce « on » qui ne va plus voir ses films depuis vilaine lurette. Non ! Pas compliqué. Complexe. Comme un poème de Mallarmé, un tableau de Cézanne ou une sonate de Beethoven. Justement, *For Ever Mozart* a la forme d'une sonate - un prologue, deux mouvements, un épilogue. Un prologue qui parle du chômage sous le masque du théâtre, un épilogue qui parle d'espoir et de désespoir aux accents de la musique. Deux mouvements dont les thèmes - au sens symphonique - les plus apparents seraient le comportement des intellectuels face au conflit bosniaque et le fonctionnement du cinéma français. Les amateurs y retrouveront des échos des *Carabiniers* pour l'un, du *Mépris* pour l'autre, cela n'importe guère.

A peine plus importantes sont les anecdotes autour desquelles se construisent les récits. Synopsis du premier mouvement : une jeune prof de philo entraîne son cousin et la servante arabe jouer *On ne badine pas avec l'amour* dans Sarajevo assiégée, qu'ils n'attendront jamais. Synopsis du second : un vieux réalisateur accepte de tourner une superproduction ringarde nommée

Le Boléro fatal mais obtiendra un instant de vérité de son actrice, tandis que le producteur sera ruiné par la préférence du public pour les films hollywoodiens. Chacun de ces synopsis devait faire un film distinct ; les jugeant trop courts, le cinéaste les a rassemblés. Un autre aurait tiré à la ligne deux heures durant sur chaque motif ; lui non seulement va très vite, mais ne cesse de tisser des liens entre les deux trames.

UN FILM « AVEC »

Ces « histoires »-là restent secondaires : voilà longtemps que Godard a mis au point un extraordinaire dispositif à penser. Qu'il a inventé un mode de composition des images, des sons, des citations, une utilisation de la rime auditive et visuelle, de l'ellipse et des associations qui fabriquent en permanence de la pensée. Il n'y a pas à proprement parler de « thème » dans *For Ever Mozart*, mais une succession ininterrompue de propositions, d'hypothèses aussitôt soumises à la critique, dans le tambour d'une réflexivité générale. Avec comme moteur un état d'esprit qu'évoquent les leitmotivs : esprit de résistance (le « Je lutte ! » en-

prunté aux *Dames du bois de Boulogne* de Bresson), esprit de refus du nouvel (?) ordre mondial du pouvoir et des images (le « Quelle horreur ! » de Cocteau, venu du *Testament d'Orphée*).

Ce n'est pas un film « sur » Sarajevo ou « sur » le cinéma, mais un film « avec » - avec la réalité d'aujourd'hui, avec la mémoire d'une civilisation, avec humour et rage, avec curiosité. Avec la musique et la philosophie - la philosophie qui « serait notre compagnie à jamais, le jour, la nuit, même si elle perd son nom, même si elle s'absente. Une amie clandestine dont nous respectons ce qui ne nous permet pas d'être liés à elle, tout en présentant que nous ne sommes pas réveillés, que ce qu'il y a de vigilant en nous, même dans le sommeil, est dû à son amitié difficile ». La phrase, de Maurice Blanchot, est dite doucement, au bord d'une fosse commune. Autre citation, de Manoel de Oliveira qui paraît d'« une saturation de signes magnifiques qui baignent dans la lumière de leur absence d'explication ». Elle définit cette maïeutique suggestive et sensible, commune à tout le cinéma de Godard.

Mais, dans ce film en particulier, s'ajoutent au moins deux qualités

moins présentes dans les œuvres précédentes. D'abord, le cinéaste semble avoir retrouvé le goût du travail avec les acteurs. D'où un trafic généreux entre lui et ses comédiens : Vicky Messica, remarquable en alter ego las mais toujours exigeant de l'autre ; Madeleine Assas, Ghalya Lacroix et Frédéric Pierrot affrontant en chemise la soldatesque serbe et les « brigands internationaux » ; Béatrice Alaux affrontant le texte dans sa robe Scarlett. Ensuite, après la très sombre mélancolie de *JLG/JLG*, on retrouve une vivacité, un élan dans la mise en scène, qui font résonner *For Ever Mozart* d'allègres harmoniques.

Cette générosité et cette dynamique, par lesquelles le film est certainement l'un des plus « satisfaisants » tournés par Godard depuis longtemps, donnent toute son ambivalence à l'ultime refrain, « Il faut savoir tourner la page » - plutôt que de « refermer le livre », comme le précédent film en traînait la tentation. Tourner encore une page, tandis que Jean-Luc Mozart bat la mesure, pour que la musique (et le cinéma) continue de jouer.

Jean-Michel Frodon

Des philosophes traversent l'écran

SI LES PHILOSOPHES FRANÇAIS, de Sartre à Deleuze ou Clément Rosset, se sont intéressés au cinéma, ce dernier les avait rarement pris comme personnages : à leur préférence des romanciers, des journalistes, voire des psychanalystes. Seul Rohmer dans *Ma nuit chez Maud* s'était risqué à illustrer le pari de Pascal. Mais, depuis peu, la philosophie prend sa revanche. Ainsi, on a pu voir le père de la logique en cabotin facétieux et génial dans le *Wittgenstein* de Derek Jarman ou le fondateur de la philosophie allemande brisé par la vieillesse dans *Les Derniers Jours de Kant* d'Emmanuel Kant, de Philippe Colin. C'est l'ombre d'Althusser qui inspire et traverse la comédie douce-amère de Pascal Bonitzer, *Encore*, et les méditations morales d'André Comte-Sponville égrenent *For Ever Mozart*, de Jean-Luc Godard.

La phénoménologie étant devenue le courant dominant de la philosophie française, on n'est guère surpris de voir de jeunes adeptes de Husserl séduire

Luc Marion sur l'objectivité, ce qu'elles ne manqueraient d'ailleurs pas de leur reprocher au moment de la rupture. Arnaud Desplechin, dans *Comment je me suis disputé (ma vie sexuelle)*, a réhabilité la philosophie pure et dure, celle qu'on goûte à la librairie Vrin. Quant à Catherine Deneuve, qui, elle aussi, enseigne la philosophie - dans *Les Voleurs* d'André Téchiné -, elle se fera insulser par Didier Raymond, philosophe schopenhauerien hors écran, qui a pour particularité de dormir dans son cercueil. A l'image de Dracula, les penseurs envahissent l'écran. Mais dans *The Addiction* d'Abel Ferrara, ils n'empêcheront pas l'héroïne, théâtrale tournée par Kant, Nietzsche et les camps de la mort, de succomber aux sortilèges du Mal, cet inlassable compagnon de jeu du cinéma. Le dernier mot revient cependant, comme toujours, à Alfred Hitchcock, qui, avec *La Corde*, avait donné une formidable leçon sur les rapports entre l'un et l'autre.

Roland Jaccard

Les studios Disney s'attaquent au Paris de Victor Hugo

Le Bossu de Notre-Dame. Quasimodo au centre d'une fable sur l'exclusion et la différence

Film américain de Gary Trousdale et Kirk Wise. (1 h 30.)

En adaptant *Notre-Dame de Paris*, les responsables du département animation Disney se sont volontairement éloignés du roman de Victor Hugo pour n'en retenir que la figure centrale, Quasimodo. De

la monstruosité physique du personnage développée dans le roman, les réalisateurs Gary Trousdale et Kirk Wise n'ont retenu qu'un particularisme. Quasimodo n'est pas laid, il est seulement différent. Ce personnage à part, marginalisé, est du coup parfaitement intégré au système disneyen, fondé en grande partie sur une galerie

de personnages dont les particularismes provoquent un rejet de la part du monde dans lequel ils évoluent, et une adhésion du jeune public, sensible à cette différence. Quasimodo s'inscrit ainsi dans la descendance de Dumbo, l'éléphant volant aux oreilles trop grandes, qui était mis à l'écart de sa communauté, et de la Bête dans le remake animé du film de Cocteau. Avec cette donnée, il était inévitable, entre autres libertés prises par rapport au roman, que Quasimodo ne meure pas à la fin du film.

BAGNETTES MOYEN-ÂGEES
Le thème de l'exclusion est décliné tout le long du film : Esmeralda est une Gitane pourchassée par Frolo et son armée ; Phoebus le beau chevalier finit par être coupé de l'ordre policier auquel il appartient ; toute la communauté qui évolue autour de Notre-Dame de Paris se cantonne à la Cour des miracles. Pour rendre cette marginalité acceptable, Péquie Disney a accentué la dualité des personnages : Quasimodo est le personnage le plus laid, mais son âme est la plus pure ; son maître Frolo est en principe l'homme le plus pieux, mais ses actions sont les plus brutales. A la différence d'autres dessins animés produits par Disney, *Le Bossu de Notre-Dame* ne possède aucune dimension féerique. Personne ne

vient au secours de Quasimodo avec une baguette magique, ni prononcer une formule pour le rendre plus séduisant. Il doit d'abord vaincre des obstacles intérieurs - la honte, l'absence d'assurance et le dégoût de soi-même qui lui ont été inculqués par son maître et protecteur, Frolo.

De cette production qui devrait satisfaire le public habituel du genre, on peut tout de même regretter que la vision de Gary Trousdale et Kirk Wise du Paris moyen-âgeux reste à ce point caricaturale. L'un des premiers plans du film montre une rue de Paris avec une boulangère et un étalage de baguettes ! L'exactitude historique n'est certes pas un impératif catégorique pour ce genre de films, mais il y a certaines formes d'« exotisme » que les deux réalisateurs auraient pu nous épargner.

S. B.

THEATRE DE LA PORTE ST-MARTIN

FANNY ARDANT

MASTER CLASS

TERRANCE MC NALLY PIERRE LAVILLE

ROMAN POLANSKI

RESERVATION 01 42 08 00 32

DEMAIN SOIR PREMIERE

PREMIERS AUX PREMIERES -50%

le 28 novembre soirée 20h45

le 30 novembre en matinée à 17h

le 1er déc. à 15h - le 2 déc. à 20h45

MUSIQUE

THEATRE DE LA PORTE ST-MARTIN

PARIS

DIM. 1^{er} DECEMBRE 17H

CONCERTO

KÖLN

BACH - VIVALDI - CORELLI - LOCATELLI

90

2 PL. DU CHATELET 01 42 74 22 77

mk2

14 juillet

entrez dans le club des abonnés

34 salles à Paris

Tout abonné ayant première réservation obtient un accès privilégié à l'offre

TROP TARD

de Lucian Pintilie

Revenez à l'indispensable de

40 30 20 10

dans le cadre des places d'urgence

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

LOVE ETC.

Film français de Marion Vernoux. Avec Charlotte Gainsbourg, Yvan Attal, Charles Berling. (1 h 45.)

Attention : triangle amoureux. Une fille et deux garçons, comme dans *Jules et Jim*, sauf que ce film au titre gainsbourgien (père) est adapté d'un roman de l'écrivain britannique Julian Barnes. Il y a d'abord le couple de vieux amis formé par Pierre (Charles Berling) et Benoît (Yvan Attal). Pierre est professeur de lettres, volage, ironique et spirituel. Benoît, solitaire et ombrageux, travaille dans la finance. C'est pourtant lui qui découvre Marie, perle rare rencontrée par le biais d'une petite annonce, et l'épouse. Benoît n'en tombe pas moins à son tour fou amoureux. A ce stade les choses se compliquent, pour les protagonistes comme pour la réalisatrice. Le deuxième long métrage de Marion Vernoux témoigne sinon d'une folle inspiration, du moins d'un ton et d'un regard parfaitement maîtrisés lorsqu'elle met en scène l'alternance des points de vue, les confidences digressives des personnages, l'intensité dramatique de certaines scènes (celle du karaoké par exemple). Ces qualités ont des défauts : une coquetterie visuelle souvent inutile, et un flirt permanent avec les clichés, qui finit par lui être fatal à l'heure de conclure.

Jacques Mandelbaum

BERNIE

Film français d'Albert Dupontel. Avec Albert Dupontel, Claude Perrier, Hélène Vincent, Roland Blanche. (1 h 27.)

Certains films occupent un créneau avant même leur sortie. C'est le cas du premier long-métrage du comique Albert Dupontel. Du dossier de presse aux interviews promotionnelles, deux idées-forces sont martelées : le non-conformisme et le mépris du moralisme. Cette profession d'anarchisme serait plus crédible si elle ne faisait aussi peu cas de la liberté de jugement du spectateur, et si le film ne la démentait à son tour catégoriquement. Bernie est un demeuré qui sort de la DASS à trente ans, bien décidé à faire la lumière sur son identité. Chemin faisant, il apprend qu'il a été retrouvé dans une poubelle, découvre ses deux bourreaux de parents, s'invente un roman familial en forme de thriller, et, quelques scènes grand-guignolesques plus loin, finit dans une cavale meurtrière aux côtés de la seule fille qu'il a réussi à aimer, une teigne nommée Marion. D'un esprit aussi grimé que l'esthétique déformante qui la caractérise, l'œuvre a pour ambition de renvoyer à la société un reflet hideusement grossi. Bernie Dupontel ne parvient qu'à esquisser une caricature, fondée sur le postulat d'une humanité partagée entre le cynisme des puissants et l'imbécillité de leurs victimes. Un simplisme qui relève d'un moralisme plus dangereux que celui qu'il prétend réfuter.

J. M.

POURSUITE

Film américain d'Andrew Davis avec Keanu Reeves, Morgan Freeman, Rachel Weisz, Fred Ward. (1 h 47.)

Poursuite reprend un schéma porté, en son temps, à son point de perfection par Alfred Hitchcock et auquel s'ajoutent quelques effets pyrotechniques. Le « MacGuffin » du film (terme inventé par l'auteur de *La Mort aux trousses* pour désigner le prétexte scénaristique de l'agitation des divers personnages) est la formule scientifique d'une source d'énergie révolutionnaire convoitée par une officine des services secrets qui n'hésite pas à recourir au meurtre pour l'obtenir. Un gentil couple de jeunes savants est, selon une tradition bien établie depuis *Les Trente-Neuf Marches*, à la fois injustement recherché par la police et déterminé à trouver les vrais coupables. Le scénario accumule sans surprise des situations conformes au programme contenu dans le titre français du film. Suspense et mystère sont toutefois amoindris par les motivations exsangues des protagonistes, et par une invraisemblable naïveté.

Jean-François Rauger

LIENS D'ACIER

Film américain de Kevin Hooks avec Lawrence Fishburne, Stephen Baldwin, Will Patton, Salma Hayek. (1 h 38.)

Deux prisonniers enchaînés s'évadent. Ils sont traqués par les policiers locaux, des agents du FBI et des tueurs de la mafia cubaine. Les hasards de la distribution ont fait coïncider la sortie de ces *Liens d'acier* avec celle de *Poursuite* d'Andrew Davis. Il s'agit, dans les deux cas, de films d'action construits sur le double mouvement d'une fuite et d'une quête. Le MacGuffin est ici une disquette informatique contenant la comptabilité d'un caïd de la pègre. Les dialogues pratiquent un humour lourd et à base de clin d'œil parodiques. La violence semble déconnectée de toute véritable gravité et donc de toute crédibilité. Le récit suit, lui, une ligne tracée d'avance. On ne s'étonnera donc pas de voir les sentiments des deux héros passer progressivement de la haine mutuelle à l'amitié, sans échapper à l'ennui réel devant les diverses fusillades et poursuites automobiles, principales raisons d'être de ces produits standardisés.

J.-R.R.

LES ENTREES A PARIS

■ Grosse déception pour *Fallait pas !*, qui dans son énorme combinaison de 47 salles n'attire que 73 000 spectateurs en première semaine. Après *Hommes femmes : mode d'emploi*, *La Belle Verte*, *Le Jaguar* et *Capitaine Conan*, c'est ainsi un nouveau représentant de l'artillerie lourde française qui ne suscite pas l'affluence prévue.

■ Incontestable succès, en revanche de *Microcosmos*, qui attire 84 000 curieux dans seulement 13 salles. Ce sont ainsi des films plus modestes qui obtiennent les meilleurs résultats commerciaux (hors productions

hollywoodiennes) : *Un air de famille* poursuit sur le chemin de la réussite avec 71 000 entrées en troisième semaine, soit un total de 254 000.

■ Autres nouveaux films, *She's the One* obtient un score estimable à 25 000 en 14 salles, tandis que *Salut cousin !* déçoit à 14 000 dans 20 salles. Les poids lourds de la semaine précédente, *Le Droit de tuer ?* et *Los Angeles 2013* s'essouffent, tandis que *Mission : impossible* approche de l'heure du debriefing, non sans avoir atteint l'imposant total de 880 000. Seul *Sleepers* garde une certaine vitalité, à 44 000 en quatrième semaine (total : 357 000).

J.-M.F.

★ Chiffres : Le Film français

Concerts - rencontres avec des compositeurs

Philippe Manoury

→ Lundi 6 janvier 1997, Brian Ferneyhough

→ Mardi 4 février 1997, Katja Saariaho

→ Lundi 3 mars 1997, Frédéric Durieux

→ Lundi 21 avril 1997, Yan Maresz

→ Lundi 5 mai, Luca Francesconi

Animation, Peter Szendy

Recherchages et réservations : 01 44 78 48 16

IRCAM Centre Georges Pompidou

Lundi 2 décembre 1996 de 12 h 30 à 13 h 30

Ircam, salle Igor-Stravinsky

En écho, pour soprano et électronique

Donatienne Michel-Darsac, soprano

L'Asie et le monde arabe ont dominé le Festival des trois continents

NANTES

de notre envoyé spécial

Il y a foule devant le multiplexe Gaumont en centre-ville à Nantes, où sont à l'affiche *Mission: impossible*, *fallait pas* et *Sleepers*. Mais ce n'est ni pour Tom Cruise, ni pour Gérard Jugnot, ni pour Robert De Niro qu'un responsable annonce complet, décevant une bonne centaine d'impétrants spectateurs. Ils venaient voir *Essaïda*, premier film d'un réalisateur tunisien inconnu, présenté dans le cadre du Festival des trois continents. Du 19 au 26 novembre, la scène se répète, au Gaumont, au Katorza, au Cinématographe, à l'UGC-Apollo, tout au long de la semaine, pour un mélo argentin des années 50, un vieux film chinois, la découverte d'un jeune auteur coréen ou éthiopien.

La force et la particularité du festival tiennent d'abord au nombre et à la curiosité du public qu'il rassemble, avec une bonhomie imprenable aux quelques fous et ratés de l'organisation. La dix-huitième édition d'une manifestation qui n'a cessé de croître a été marquée à la fois de l'importance acquise par ce festival et de sa nécessaire mutation, dont les bailleurs de fonds, à commencer par la municipalité, ne paraissent pas avoir pris la mesure. Il ne s'en faut pourtant que de quelques soutiens mieux affirmés pour que le rendez-vous de Nantes en novembre, inventé et porté à bout de bras par les frères Alain et Philippe Jalladeau, achève de devenir l'inévitable carrefour européen des cinématographies « lointaines ».

En écho à son intitulé, cette édition aura donc présenté trois pan-

ramas, respectivement consacrés aux studios de Shanghai, et en particulier à leur âge d'or des années 30 et 40, à un historique du cinéma sud-africain sous (et face au) régime d'apartheid et aux mélodrames argentins de l'après-guerre. Mais, comme il est devenu constant depuis plusieurs années, les sections de films contemporains peinent toujours plus à respecter l'intitulé des « trois continents », tant la production est désormais inégale dans les parties du monde dont le festival souhaite rendre compte. Sur les vingt-cinq nouveaux films présentés à Nantes, pas moins de quinze venaient d'Asie, une fois de plus archi-dominante – malgré l'absence de la Chine populaire parmi les films récents.

Taiwan continue de tenir son rang, avec trois titres remarquables. Deux sont dus aux

maîtres cinéastes de l'île, Hou Hsiao-hsien (*Bye-bye, South Bye-bye*, qui sortira début 1997) et Edward Yang (*Mahjong*, pour l'heure incompressiblement privé d'un distributeur en France). Mais *Ab-Chung*, deuxième réalisation de l'inconnu Chang Tso-chi, est tout aussi impressionnant par sa liberté de filmer, l'acuité et la violence des relations sociales qu'il met au jour, la tristesse qui se faufile entre des plans d'une tension médusante. Également sidérant, quoique d'une autre manière, est l'invention formelle trépassant les clichés du cinéma d'arts martiaux proposée par le Hongkongais Wong Kar-wai avec *Les Cendres du temps* (sortie le 4 décembre).

Autre point fort, la Corée du Sud, avec deux films aussi remarquables que différents : ici, le vétéran Im Kwon-taek, l'étonnant *Festival*, faux documentaire et véri-

table mise en scène des comportements collectifs, à l'occasion d'un enterrement filmé avec un très fin alliage de dureté et de tendresse ; là, un premier film surprenant d'inventivité narrative et de justesse de touche, *Le jour où le cochon est tombé dans le puits*, de Hong Sang-Soo.

Sur les vingt-cinq nouveaux films présentés à Nantes, pas moins de quinze venaient d'Asie

Les cinématographies asiatiques se distinguent autant par leur abondance que par leur diversité. Récents souvenirs d'enfance japonais (*Le Village de mes rêves*, de Yoichi Higashi, qui sortira en février 1997) ou fresque évoquant la tumultueuse naissance de la nation bengalaise (*La Rivière Modhumai*, de Tanvir Mokammel), dégage sentimentale en pleine nature avec Fozbek Kamara Kalakova (*Tout était couvert de neige*), ou splendide voyage dans le passé politique récent au travers d'un itinéraire personnel avec l'indien Adour Gopalakrishnan (*L'Homme de l'histoire*), les films dessinent une carte contrastée, sur laquelle est apparue une nouvelle nation de cinéma, le Vietnam, avec trois films récents découverts simultanément.

Comparés à l'Asie, les autres régions du monde font donc pâle figure. Avec toutefois deux excep-

tions notables. D'une part l'Iran, bien représenté par le très puissant *Une histoire vraie* d'Abolfazl Jallil, auquel est venu se joindre en extrême la révélation d'un court métrage inédit d'Abbas Kiarostami, *Le Palais de Jahana* (1972), qui porte certes les stigmates de son origine d'œuvre de commande – sur la restauration voulue par Farah Diba d'un monument du XIX^e siècle – mais trouve un juste écho à l'attention du cinéaste pour le travail artisanal, si sensible dans *Où est la maison de mon ami ?* D'autre part, et c'est l'une des meilleures surprises du festival, la découverte d'une belle vitalité du monde arabe, à travers les trois films présentés.

L'Égyptien Oussama Fawzi (*Les Rois de l'asphalte*) et le Tunisien Mohammed Zran (*Essaïda*) choisissent tous deux un quartier populaire pour y peindre des tragédies qui retrouvent par moments le souffle picaresque, tout à tour chaleureux et cruel, d'*Affaires, sales et méchants*, tout en offrant chaque fois une peinture complexe et sans concession de modes de vie contemporains. Avec *Chronique d'une disparition*, le Palestinien Elia Suleiman choisit une approche plus stylisée, faisant place à un humour qui fait penser parfois à Tati et parfois à Moretti, pour évoquer la situation de son pays. Une même vitalité, une même envie de voir et de faire voir se retrouvent dans ces films, au-delà de leurs nécessaires différences. Qu'il s'agisse dans les trois cas de premiers films n'en est que plus prometteur.

J.-M. F.

Le palmarès

● Le grand prix (Montgolfière d'or) du Festival des trois continents a été attribué, mardi 26 novembre à Nantes, à *Une histoire vraie* d'Abolfazl Jallil (Iran) par le jury composé des comédiens français, Jacky Berroyer, britannique, Marianne Jean-Baptiste, et italien, Debora Caprioglio, de la monteuse belge Lucie Grunewaldt, du réalisateur tchèque Petr Vachek et de Peter Scardiet, directeur du Festival de San Francisco.

● Les autres prix officiels vont à *Chronique d'une disparition*, d'Elia Suleiman (Palestine), qui reçoit la Montgolfière d'argent,

ainsi que la récompense pour la meilleure musique, composée par Alla et Abed Azia, le Prix spécial du jury étant attribué à *Tout était couvert de neige*, de Fozbek Kamara Kalakova (Ouzbékistan), et celui de la mise en scène à *Mahjong*, d'Edward Yang (Taiwan).

● Le Prix du public est décerné à *Nostalgie de la campagne*, de Dang Nhat Minh (Vietnam), et celui du jeune public va lui aussi à *Une histoire vraie* d'Abolfazl Jallil.

● Le Prix des amis d'Arte est décerné à *Chronique d'une disparition*, d'Elia Suleiman.

La conquête de Bollywood par la musique de film indienne

BOMBAY

correspondance

L'histoire de Gulshan Kumar, l'homme qui a fait exploser le marché de la musique et a bouleversé l'industrie du cinéma, est digne du plus mélo des films indiens. Gulshan était vendeur de jus de fruits sur un trottoir jusqu'au jour providentiel où une voiture renversa son échoppe. Le chauffeur, bon prince, lui fit don d'une petite fortune. Il part à Bombay et se lance dans la fabrication de cassettes audio, puis à l'invasion de transformer les chansons de films – l'essence glamour du cinéma indien – en produits de consommation courante. Gulshan Kumar fonde avec le piratage de droits, et inonde l'Inde de ses cassettes au rabais : nous sommes à la fin des années 80, la cassette audio, obsolète, entame en Inde une deuxième vie éblouissante. En 1990, T-Series, la société de Gulshan Kumar, vend 20 millions de cassettes pour le seul film *Ashiqui*. La musique devient un marché de masse et soutient une croissance de 20 % par an. La musique « film » est plébiscitée non seulement par le public populaire mais aussi par la nouvelle classe moyenne, en pleine ascension sociale.

A Bombay, le secteur de la musique, jusqu'alors peu concurrentiel (deux sociétés, HMV et Music India, se partageant le marché depuis des années), est bouleversé par l'arrivée de T-Series et des « Neo Music Companies » comme Venus, Tips, et Time. Ces nouveaux magnats de la cassette ont les moyens de soutenir des enchères astronomiques pour acquérir les droits musicaux des films à gros budget. C'est à qui mettra le plus d'argent sur la table, le plus tôt possible. Le montant des sommes en jeu est multiplié par 100 en moins de dix ans. Un système de prévente d'organise, au bénéfice des producteurs de cinéma qui peuvent espérer jusqu'à 15 millions de roupies (2 millions de francs) pour les droits d'une superproduction. En plus, grâce à la sortie anticipée des ma-

triaux, la promotion des films se fait toute seule ou presque : trois mois avant que le film n'arrive dans les salles, les séquences chantées sont diffusées sur toutes les télévisions, et les cassettes se vendent par millions. Souvent, les recettes issues de la seule vente des cassettes permettent d'amortir le film avant même sa sortie.

Souvent, les recettes issues de la seule vente des cassettes audio permettent d'amortir un film avant même sa sortie

« Pratiquement, dans cette nouvelle économie, c'est l'industrie de la musique qui finance le cinéma et les programmes musicaux à la télévision qui font sa promotion. La télévision est venue à la rescousse du cinéma. Et contrairement à ce qui se passe en Occident, les chaînes n'investissent pas une roupie dans la production et les droits télé sont ridiculement bas », dit Sunil Doshi, de Plus Channel, une société de programmes pour le petit écran qui s'intéresse aussi aux films et au marché musical. Alors qu'on craignait que l'arrivée des chaînes par satellite n'occidentalisait les goûts musicaux et les programmes de télévision, la *Music Mania* s'empare des ondes.

Les chaînes généralistes indiennes n'ont jamais été aussi musicales, les meilleures audiences se font sur les programmes à base de musique de film. BFI, Oye, Philips Top Ten et Super-Hit Muqabla, les trois émissions de classements hebdomadaires des ventes font exploser l'audimat. Les chaînes musicales affichent une identité résolument « déi » (nationale). Le magnat au-

trien de l'audiovisuel Rupert Murdoch consacre 50 % de sa chaîne en hindi aux bandes originales de films. Même la très anglo-saxonne MTV-Asia s'approprie à « indianiser » sa programmation. « La musique film en Inde correspond à la variété en Occident », dit le compositeur A. R. Rahman. Les chansons de films représentaient 76 % du marché musical en 1995, dans un pays qui ne connaît pas les concerts de variété.

De leur côté, les salles d'opéra n'ont jamais été aussi pleines. Le box-office a doublé en cinq ans, pour atteindre 5,7 milliards d'entrées en 1995. A Bombay, Bollywood, la capitale du cinéma hindi, c'est l'euphorie. On fête les 100 millions de spectateurs de *Hum Aapke Hain Kaun*, le plus grand succès commercial de toute l'histoire du cinéma indien, avec d'autant plus de fierté que le film comporte quatorze chansons (deux fois plus qu'un film sentimental, trois fois plus qu'un film d'action). Le meilleur public du monde aime donc toujours autant les stars et la musique, comme au bon temps de l'âge d'or des comédies musicales. Et il continue à boudier consciencieusement tant le cinéma « artistique » que le cinéma hollywoodien, qui n'atteignent même pas, ensemble, 3 % de la fréquentation.

L'oligopole des voix du succès

« En Inde, le cinéma n'est qu'un prétexte pour faire de la musique », dit Lata Mangeshkar. Depuis 1949, elle donne sa voix hant perchée aux générations successives de jeunes actrices. Surnommée « La Voix de l'Inde », elle aurait enregistré 25 000 chansons. La formule est inamovible : mêmes personnages, mêmes intrigues et mêmes séquences de chanson. « Dans l'imagination indienne, passion rime avec mousson. En général, les héros finissent par chanter leur amour en dansant sous des torrents d'eau », dit Asha Bhosle, chanteuse presque aussi populaire que sa sœur Lata.

Depuis cinquante ans, les seules voix célèbres sont celles des chanteuses de playback. Elles ne sont que quatre ou cinq, associées aux visages de toutes les stars : Lata et Asha pour les héroïnes, Kishore Kumar et Mohammed Rafi pour les héros. Les mélodies traditionnelles aux paroles toujours répétées intègrent les rythmes (rock, disco, reggae, salsa, hip-hop) venus de l'Ouest. Cette année, la tendance est à la techno : Asha, la soixantaine respectable et le sari impeccable, fait un tabac avec *Rahmi* et *L*, version remisée dans ce style de ses grands succès des années 50.

Deux types de cinéma qui ont en commun que les acteurs y sont, pour le public indien, de parfaits inconnus et que les musiques n'ont rien à voir avec des chansons chorégraphiques. L'euphorie musicale est telle qu'on murmure à Bollywood que les stars ne sont plus ce qu'elles étaient. Le début de l'année a été marqué par les échecs consécutifs retentissants de trois superproductions – *Trimurti*, *Prem Granth* et *Rajkumar* – malgré une distribution de rêve. Alors que le compositeur A. R. Rahman, lui, n'a jamais subi de flop. La nouvelle star, c'est lui. D'ailleurs, il aligne ses tarifs sur ceux des acteurs vedettes : 10 millions de roupies (1,5 million de francs) pour écrire la musique d'un film.

Gulshan Kumar, à l'origine de la gloire des Big Banners, la major de Bollywood, pourrait bien aussi leur causer des déboires. A peine avait-il bâti un empire en vendant des cassettes à 15 roupies et en achetant des chansons à 20 millions que Gulshan apprenait un autre métier : la production cinématographique. En 1991, sa société, T-Series, est la première des Neo Music Companies à se lancer dans la production. Venus (Records) est le numéro trois à Bollywood. Tips (Mu-

sic) et Time (Audio) ne sont pas loin. Ganesh Jain, cofondateur de Venus avec ses six frères, a sorti sa première cassette en 1987, son premier film en 1992 et a aujourd'hui douze productions en cours, tous des films d'action purement commerciaux. Ces nouveaux riches sont accusés par les majors traditionnelles d'alimenter l'inflation des coûts de production, qui ont doublé en cinq ans : eux seuls peuvent payer rubis sur l'ongle les acteurs et les nouvelles stars que sont les compositeurs et les chorégraphes. Il faut désormais compter, outre un tiers du budget pour les vedettes, un autre tiers pour les chansons et leur mise en image.

Les Neo Music Companies ont donc achevé la conquête de Bollywood. Mais une nouvelle concurrence se dessine. Durant la même période, à l'échelle mondiale, le géant du disque Polygram se faisait un nom dans le cinéma, comme producteur et distributeur, en utilisant au maximum les synergies avec son infrastructure dans le domaine musical. « En Inde plus qu'ailleurs, il existe des proximités entre les marchés du disque et du film », note Vijay Lazarus, président de Polygram India qui a racheté le label Music India en 1995. Sa société vient de réviser son entrée dans l'industrie du film grâce au succès de *Kamashi* (« Silence »), dont la musique est en tête des hit-parades depuis avril. Le film, dont les héros sont des sounds-muets, a désorienté le public : à sa sortie au mois d'août par la (très relative) originalité de son scénario. N'importe, sa production est amplement rentabilisée par les droits musicaux. Gulshan Kumar, lui, a encore changé de métier. Il s'est lancé dans la production de musique « non film » et les séries télévisées. Mais même Gulshan peut se tromper. On murmure qu'il ne s'est pas retiré du cinéma par stratégie, mais par dépit de n'avoir pas réussi à imposer son frère comme superstar à Bollywood.

Florence Martin

MUSIQUE TRADITIONNELLE CHANT ET DANSE



LUNDI 9 DÉCEMBRE, 20H30 THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
téléphone 01 49 52 50 50 télécopie 01 49 52 07 41

SAMSUNG FOUNDATION OF CULTURE

KBS Korean Broadcasting System

Archie 1300

La presse informatique multiplie les nouvelles formules

Ce secteur de l'édition magazine, qui représente un marché publicitaire de 500 millions de francs, est dominé par quatre groupes

SI LE TAUX d'équipement des ordinateurs évolue plus lentement en France que dans d'autres pays, la presse informatique continue de se développer et d'envahir les rayons des marchands de journaux. *PC Mag*, *Info PC*, *PC Direct*, *PC Achat*, *PC Expert*, *Macworld*, etc., les titres se ressemblent et se mélangent. Mais derrière des couvertures presque identiques se cachent des stratégies marketing élaborées et des groupes de presse puissants, prêts à batailler pour des parts d'un marché publicitaire d'environ 500 millions de francs.

directeur général d'IDG France, « il y a trop de magazines; le lecteur est désorienté et le marchand de journaux irrité face à cette profusion ».

Leurs titres sont souvent des déclinatoires et des adaptations des journaux américains. IDG, numéro mondial du secteur (215 titres) et 70 millions de lecteurs, vient de restructurer sa filiale française, sous la houlette de Marc Batallon, ex-Prisma Presse. Il a transformé *Golden en Macworld*, en sacrifiant au passage l'équipe précédente comme lorsqu'il a renoué *Info PC* adapté de *PC World*. L'américain *Ziff Davis*, vendu à une banque puis repris en 1994 par un groupe japonais, a également lancé un magazine, affichant une "volonté très nette de croissance", selon Alain Ranchoux. Il a lancé *Utopies* et *micro* et prépare *Cyber-space*, testé pendant l'été.

Numéro un en diffusion grâce à *Science et Vie Micro*, le groupe Excelsior a lancé il y a un an *Science et Vie Multimédia* et édite *SVM Mac*. Groupe familial, dirigé par Paul Dupuy, *Excelsior (Science et Vie, Biba et 20 ans)* est plus proche des quelques groupes indépendants qui subsistent encore dans la presse informatique, comme *Sepcom* dirigé par Jean Kaminsky (*PC Mag, Mon PC Multimédia*). Cif et IDG ont l'intention de poursuivre leur croissance par l'acquisition. La baisse des prix et le reflux publicitaire devraient accentuer la restructuration de la presse informatique en 1997.

Alain Salles

■ **NUMÉRIQUE** : aux États-Unis, les industriels de la diffusion, de l'électronique grand public et de l'informatique se sont entendus pour ne pas s'imposer un standard technique pour la future télévision numérique hertzienne. Avant d'être entériné, cet accord, qui met fin à la rivalité entre industriels de l'informatique et de l'électronique, doit recevoir l'aval de la Federal communication commission (FCC, autorité américaine de régulation). Les premiers téléviseurs numériques devraient être commercialisés en 1998. Leur fourchette de prix trait de 1 500 à 3 000 dollars (soit de 7650 francs à 15 300 francs).

■ **RADIO** : Maurice, l'un des animateurs vedettes de la radio Skyrock, quitte la station, après avoir produit et animé pendant plus de deux ans l'émission interactive « Maurice Skyrock 21 heures », émission de « libre antenne » pendant laquelle l'animateur parlait en direct avec ses auditeurs. Maurice Champveire travaillait à Skyrock depuis treize ans. Il a déclaré quitter la station pour « *toucher un public plus âgé* ». Son émission avait enregistré une chute d'audience ces derniers temps.

■ **NOMINATION** Olivier Fleuret, successeur de Gilles Brochen à la direction générale du groupe Les Echos (*Le Monde* du 16 novembre), qui publie notamment le quotidien économique du même nom et qui est contrôlé par le groupe britannique Pearson (*Financial Times*), a nommé David Guiraud, actuel directeur délégué du mensuel *Enjeux* Les Echos, aux fonctions de directeur général adjoint du groupe. Nicolas Beytout, directeur adjoint de la rédaction du quotidien depuis 1988, directeur de la rédaction. Bruno Dussourt, directeur général adjoint des Echos, ne sera pas remplacé après son départ.

Depuis septembre, le groupe Tests (CEP Communication) a mis au point des nouvelles formules de *Ol Informatique* et de *L'Ordinateur individuel* et lancé *Internet professionnel*. IDG a créé *Macworld* sur les dies décombrés de *Gold* et a renoué *Info PC*, *21f* *Dispositif* *Univers Jeux* et *Micro*, *Edicomp*, qui vient d'être repris par le groupe britannique *Pearson* (*Financial Times*, *Les Echos*), a lancé *PC Achat*. Pas une semaine sans qu'une nouveauté ou une transformation n'apparaissent dans cette presse informatique qui suit le rythme frénétique de l'industrie d'un secteur en perpétuelle évolution. « Je ne parle jamais de presse informatique » plus d'un an, lance Jean Weiss, PDG du groupe Tests.

Cette année, la presse informatique copie l'industrie qui la fait vivre, en baissant ses prix. *L'Ordinateur individuel* a sorti sa nouvelle formule à 20 francs contre

LECTEUR INFIDÈLE
 « C'est un marché très encombré reconnaît Alain Ranchoux, directeur général de Ziff Davis-France. Alors que son ampleur commerciale ne justifie pas autant de titres tant sur le plan de la publicité que du lectorat. » « La presse mensuelle a vu sa pagination publicitaire augmenter de 25 % par an depuis les années 80, explique Jean Weiss. Le marché débordait d'argent, c'était facile de lancer des titres. »

En cinq ans, la diffusion totale est passée de 200 000 à plus de 700 000 exemplaires. Mais son lectorat, souvent infidèle, a du mal à se fixer sur un titre plutôt qu'un autre, quand il arrive à le distinguer. Pour Marc Bataillon

Le marché français est dominé par quatre groupes se répartissant 80 % de la pagination publicitaire: Tests (36 %), Ziff-Davis (20 %), IDG (13 %) et Excelsior (12 %). La branche Presse Informatique du groupe CEP Communication de Christian Bregou est numéro un en France, pour le grand public et les professionnels, grâce à son hebdomadaire *Oi informatique*. Il a modifié sa formule pour fêter ses trente ans et reste le principal Journal des cadres de l'informatique. Mais Tests est handicapé par le fait qu'il est essentiellement français.

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison
Martine Barakat [35]. Avec
des textes d'Imaginaire Secrétaire

20.30 Tire ta langue.
Vers un commonwealth à la
française. Avec Claude
Hapiaga, Hapiaga, et Denis
Gauthier, Aréval.

21.32 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique,
du Canada et de la Suisse.

22.30 Communauté des
radios publiques de
langue française. Historique
de la phonésie
au Canada [2].
photographie dans la presse.

22.40 Les Nuits magnétiques.
A la vie, à l'amour.

0.05 Des jour au lendemain. Un
Bresler [Le vin chère de Martine
Péché, Les Intégrales et Les Cingis
du music-hall, Journée du jeudi

[illegible]

Les films sur les chaînes européennes

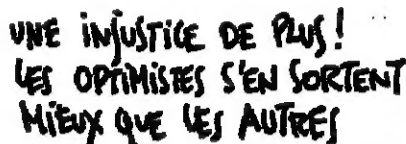
Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans un supplément daté dimanche-lundi.

signification
des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir,
- Ne pas manquer,
- Chef-d'œuvre ou classique.
- Sous-titrage spécial pour les sourds et les

هكذا من الاصل

Deux magazines hebdomadaires montrent qu'il y a toujours quelque chose à faire : « Défi » de Mady Tran, le mardi, et « Signes de vies », présenté par Kriss, le jeudi



■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

« Laissez-moi mourir ! »

par Pierre Georges

ELLE L'A DIT et répété à ses médecins : « Laissez-moi mourir comme ceux que je sers ! » Et ses médecins n'ont eu de cesse de la convaincre, au nom des siens, de ne point se laisser et la laisser mourir.

La vie décidera. Il n'empêche que mère Teresa, victime de nouveaux troubles cardiaques et hospitalisée à Calcutta, dans un état grave, a clairement posé un double problème : celui de l'inégalité des soins entre célèbres et misérables et celui de l'acharnement thérapeutique.

Etre mieux soignée que d'autres, bénéficier d'un traitement de faveur au sens littéral du terme, voilà bien, dans l'esprit d'une sainte femme, une manière d'injustice ou de privilège. Mère Teresa a passé sa vie à lutter contre la misère, la maladie, la mort des exclus, abandonnés de tous et d'abord du système de santé. Il doit donc lui être insupportable de voir se recréer, à son corps défendant, une nouvelle différenciation.

Mère Teresa en exprimant, un moment, le souci de n'être point soignée comme mère Teresa, mais comme le plus pauvre de ses pauvres, c'est à dire sans bénéficier d'un traitement particulier, est ainsi fidèle à son idéal de charité et à sa vocation. Mais échappe-t-on si facilement à sa célébrité et à son nom quand on est prix Nobel et mère Teresa ? Les médecins aussi ont des devoirs, et notamment celui de sauver qui peut l'être.

Reste l'autre aspect de ce « laissez-moi mourir », la volonté peut-être, le souhait de n'être pas l'objet d'un acharnement thérapeutique. Ainsi s'exprime-t-elle, Mère Teresa ou pas, chez cette femme, de quatre-vingt-six ans, le simple et humain désir de ne plus souffrir ou prolonger,

un peu artificiellement, le cours des choses. Si tel était le cas, la supérieure des missionnaires de la Charité ne ferait que se conformer à l'enseignement de l'Eglise. Depuis Pie XII, nous indiquait Henri Tincq, Rome a largement réfuté l'acharnement thérapeutique. Dans son encyclique de 1955, *Evangelium vitae*, Jean-Paul II a confirmé cette approche nettement précisée, par ailleurs, dans le *Catéchisme de l'Eglise catholique* en 1992 : « La cessation de procédures médicales onéreuses, périlleuses, extraordinaires ou disproportionnées avec les résultats attendus, peut être légitime. C'est le refus de l'acharnement thérapeutique. » Et le même texte indique : « On ne veut pas ainsi donner la mort. On accepte de ne pas pouvoir l'empêcher. Les décisions doivent être prises par le patient s'il en a la compétence ou la capacité (...). »

Bien loin de Calcutta, et toute transition est impossible, cette information publiée, mardi dans *Le Monde*, sur une étude de chercheurs britanniques : « Des centaines de personnes mourraient chaque jour en Grande-Bretagne de la maladie de la vache folle ». Le titre était au conditionnel puisque l'étude est contestée par d'autres scientifiques. Des dizaines, des centaines, des milliers de personnes ? L'avenir le dira. Mais le plus frappant dans cette information est bien moins l'évaluation contestée, que l'accoutumance générale à une donnée : la maladie de la vache folle est bien transmissible à l'homme. On ne se pose donc plus désormais la question du comment, mais du combien. Et un tel titre qui aurait fait les manchettes, il y a quelques mois, procède aujourd'hui d'un simple suivi de l'information et du malheur communs, dans un conflit statistique.

Thomson : l'Elysée dément qu'un rapport secret ait pesé dans le choix du groupe Lagardère

Alcatel estime avoir été la cible d'une manipulation

« POURQUOI Chirac a changé d'avis », l'article, sous la rubrique « commentaire », était signé par Hubert Coudurier dans *Le Télégramme de Brest* du 17 octobre. Le lendemain même de l'annonce par Alain Juppé de la « préférence » donnée par le gouvernement à l'offre Lagardère pour la privatisation de Thomson, le rédacteur en chef du quotidien breton apportait plusieurs informations : que Jacques Chirac avait changé d'avis, ce qui supposait qu'il était favorable, auparavant, au choix d'Alcatel ; que c'était bien lui qui avait pris la décision, « annoncée par Matignon pour donner le change » ; enfin et surtout que le président de la République avait été détourné du choix d'Alcatel par le rapport qui lui avait été fait d'une conversation entre deux dirigeants du groupe britannique GEC.

Selon ce rapport, relatant des propos surpris « dans un restaurant », Arnold Weinstock, fondateur de GEC, devenu président d'honneur du groupe le 6 septembre, et son successeur, George Simpson, avaient évoqué les avantages qu'ils pourraient retirer de l'attribution de Thomson à Alcatel, leur partenaire à 50-50 au sein de GEC-Alsthom. Hubert Coudurier écrivait que ces « révélations auraient ébranlé la conviction que s'était forgée le président français ».

C'était le 17 octobre, mais pas grand monde, à Paris, ne semble s'être avisé de l'article du *Télégramme de Brest*. A Londres, en revanche, il ne passe pas inaperçu. Le porte-parole d'Alcatel-Alsthom raconte : « C'est le Financial Times qui nous a, pour la première fois, parlé de cette note rapportant la conversation Weinstock-Simpson évoquée par Le Télégramme de Brest. Coudurier avait transmis son article à d'autres journaux, dont le Financial Times,

mais comme il ne pouvait pas sourcer ses informations, le "FT" a pris ses renseignements avant de décider. Le quotidien nous a donc contactés pour savoir si nous étions au courant, mais nous n'avions pas entendu parler de cet article du Télégramme. On l'a retrouvé sur Internet. Puis on a pris contact avec Weinstock, qui a également été contacté par le "FT". Il a coupé court à l'affaire et la presse n'en a plus jamais reparlé. »

MONTÉ DE TOUTES PIÈCES

Le 18 octobre, en effet, lord Weinstock téléphonait en personne à l'ambassadeur de France à Londres, Jean Guéguinou, qu'il connaît de longue date. Lui lisant l'article en question, le président d'honneur de GEC exprime sa colère, déclarant en substance : « C'est archifaux. C'est monté de toutes pièces. C'est un scandale ! » Il demande à M. Guéguinou de transmettre le message à qui de droit à l'Elysée, ce qui - précise l'ambassadeur - a été fait. Dans un entretien publié par *Les Echos* mercredi 27 novembre, lord Weinstock affirme que le « rapport » mentionné par *Le Télégramme de Brest* « existe ». « Il a été, ajoute-t-il, très dommageable pour la cause d'Alcatel, nous a-t-on dit. »

Frugal, lord Weinstock n'est pas

du tout du genre à se rendre au restaurant pour discuter d'affaires. Il fuit volontiers les journalistes et, tout au long de sa carrière, s'est montré extrêmement prudent et très secret. Le document dont il est question n'est pas « sourcé ». Qui aurait espionné les dirigeants de GEC dans un restaurant (ou, selon une autre version, au téléphone) ? Les « services » français ? Ou bien une officine privée ? Mais employée par qui ?

« Chirac a-t-il été victime d'une tentative de manipulation ? », demande *Le Canard enchaîné* dans son édition du mercredi 27 novembre. L'hebdomadaire a eu vent, en effet, du prétendu rapport et a mené son enquête. Celle-ci l'a conduit vers un élu du Morbihan, Paul Anselin, qui présente plusieurs particularités : militaire avec M. Chirac en Algérie (*Le Monde* du 12 novembre), ancien officier d'active, maire de Ploërmel, dans le Morbihan, conseiller général et conseiller régional, avait été décoré dans l'ordre de la Légion d'honneur par le président de la République lui-même (*Le Monde* du 7 mars). Il est chargé de mission au cabinet d'Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères. Il aurait communiqué à M. Chirac le fameux « document » mettant en cause les intentions des

dirigeants de GEC.

Interrogé par *Le Monde*, M. Anselin reconnaît avoir été destinataire d'un document dont il ne précise pas la teneur. « On m'a donné un papier », dit-il, avant de préciser qu'« on » le lui a plutôt « montré » et qu'il en prit des notes, car cela lui paraissait « digne de foi ». Le « on » serait « quelqu'un d'entraîné au ministère des affaires étrangères ». M. Anselin dément avoir informé M. Chirac de la teneur de ce document. « Je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer M. Chirac », explique-t-il. Il ajoute : « Si cela avait été le cas, je lui en aurais parlé. » Tout en assurant qu'il « ne connaît pas le dossier », M. Anselin assure qu'il « ne garde un peu cette affaire de privatisation car il y a des emplois Thomson en Bretagne ».

Pour M. Anselin, l'article du *Canard enchaîné* est un « roman-farfelu ». Soupçonné plus ou moins explicitement d'avoir été, ou d'être toujours un « honorable correspondant » des services de renseignement, il assure qu'il n'a « jamais été dans les services spéciaux » et met quelconque au défi de prouver le contraire.

« Le but de la manœuvre a été atteint, affirme le porte-parole d'Alcatel-Alsthom. Il y a eu une vraie "info". Il s'agissait de faire croire que si Alcatel-Alsthom l'emportait, l'ouverture du capital de Thomson-CSF à un partenaire britannique (GEC) aboutirait à la 50-50. Ce n'est pas du tout ce que nous avions indiqué dans notre offre, et ce serait d'ailleurs absurde, car Thomson-CSF et Alcatel réunis seraient bien plus dans la militaire que GEC, ce dont les Britanniques sont parfaitement conscients. »

Lors de son point de presse quotidien, mercredi, Jacques Rummelhardt, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a déclaré : « Je démens qu'un membre du cabinet du ministre des affaires étrangères ait transmis à la présidence de la République une note résumant une prétendue conversation entre lord Weinstock et M. George Simpson. » Interrogé par *Le Monde*, mercredi matin, la présidence de la République a répondu qu'elle ne donnait « aucune indication » et ne faisait « aucun commentaire » sur ces « rumeurs, qui paraissent complètement fausses ». On précisait par ailleurs, à l'Elysée, que dans le dossier Thomson, les responsables français s'étaient déterminés exclusivement sur « des éléments de fond, sans aucune interférence ».

Révisé des services
International, France et
Entreprises

OISE
L'anglais à Oxford

Préparation à l'entrée à l'université
Préparation aux examens
Préparation aux concours
Préparation aux concours
Préparation aux concours

15, place du Havre
Paris 10 - Tel: 43.87.34.84
01 43 87 34 84
01 43 87 34 84
01 43 87 34 84
01 43 87 34 84

■ **AFFAIRES** : Le siège de la fédération RPR de l'Essonne a fait, mardi 26 novembre, l'objet d'une perquisition par la brigade financière de la PJ de Versailles, agissant sur commission rogatoire du juge Jean-Marie D'Huy. Ce magistrat enquête sur des salaires fictifs versés par des filiales du groupe Sater-Parachini à des proches du président du conseil général, Xavier Dugoin (RPR). Le patron de la fédération du RPR, Pierre Lasbordes, et son trésorier Jean Ducoux ont été entendus, et une perquisition a également eu lieu à leur domicile.

■ **LITTÉRATURE** : L'écrivain franco-camerounais Calixthe Beyala accuse à son tour Ben Okri d'avoir plagié dans *La Route de la fin* son premier roman, *C'est le soleil qui m'a brûlé* (Stock). Condamnée en mai pour contrefaçon partielle, Calixthe Beyala se défend aujourd'hui de nouvelles accusations formulées dimanche 24 novembre par Pierre Assoline, directeur de la rédaction de *Lire*, d'« emprunts flagrants » à un livre de Ben Okri, *La Route de la fin*, dans son roman *Les Honneurs perdus* (*Le Monde* du 26 novembre) : « Je dois gêner beaucoup de monde parce que je suis une femme, une femme noire. Je préfère ne pas porter d'accusation vis-à-vis de quiconque, car ma création vient du Divin et c'est à Lui seul qu'elle appartient. Nous nous battons pour cette Afrique-là, et qu'on nous foule la paix ! »

Société des rédacteurs du « Monde »

LES ASSOCIÉS de la Société des rédacteurs du *Monde*, société civile à capital variable, sont convoqués, conformément aux statuts, mardi 10 décembre, à 15 heures, pour une assemblée générale réunie à titre extraordinaire. Cette réunion se tiendra au siège social du *Monde*, 21 bis, rue Claude-Bernard, Paris 5^e, au 6^e étage, dans la salle des réunions.

Ordre du jour : 1. mouvements d'associés ; 2. modification des statuts de la SA *Le Monde* ; 3. création de la Société civile des personnels du *Monde* ; 4. pouvoirs à conférer ; 5. questions diverses.

Société des cadres du « Monde »

LES ASSOCIÉS de la Société civile des cadres du *Monde*, société civile à capital variable, sont convoqués le lundi 9 décembre 1996 à 14 h 30 pour tenir une assemblée générale extraordinaire réunie extraordinairement.

Cette assemblée se tiendra dans les locaux du *Monde*, au 21 bis, rue Claude-Bernard, Paris 5^e (salle des assemblées).

Ordre du jour : 1. modifications des statuts de la SA *Le Monde* ; 2. création de la Société civile des personnels du *Monde* et adoption de ses statuts ; 3. questions diverses.

Renforcement du contrôle sur les produits alimentaires

PHILIPPE VASSEUR, ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, devait présenter, mercredi 27 novembre, au conseil des ministres, un projet de loi sur « la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale ». Fort d'une soixantaine d'articles, ce texte concerne les produits élaborés ou introduits en France, destinés au marché national ou à l'exportation. La nouvelle réglementation, qui renforce les dispositions actuelles, concerne aussi bien l'alimentation des animaux et, éventuellement, les médicaments qui leur ont été prescrits que, pour les denrées végétales, les engrais et produits antiparasitaires et fertilisants. Le code rural et le code de la consommation seront harmonisés.

« La prise en compte cohérente de l'hygiène dans tous les maillons de la chaîne agroalimentaire n'est

pas assurée de façon optimale, notamment en amont, c'est-à-dire dans les exploitations agricoles », indique l'exposé des motifs. Le projet étend à l'ensemble des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale, la réglementation sanitaire limitée jusqu'à aux seules denrées d'origine animale. Les contrôles aux frontières seront renforcés, les saisies pourront aussi bien s'appliquer aux bœufs ou aux moutons qu'aux carcasses de moutons.

Les vétérinaires inspecteurs ainsi que les ingénieurs chargés de la protection des végétaux voient leurs pouvoirs renforcés sans que les compétences des autres services de l'Etat soient réduites. Les vétérinaires pourront faire des contrôles dans les exploitations agricoles et les élevages, où existe un carnet de santé. Les préfets pourront décider la fermeture

d'usines agroalimentaires ou la destruction de marchandises. A propos des hormones, la loi de 1984 est supprimée et remplacée par les directives européennes d'avril 1996, plus sévères, sur la détention ou la mise sur le marché de substances anabolisantes.

R. Gr.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 36 15 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 27 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	13485,30	+1,86	+34,87
Hong Kong Index	13485,30	+1,86	+34,87
TOLEVO. Nikkei sur 3 mois			
Tokyo Nikkei	13485,30	+1,86	+34,87
OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES			
Paris CAC 40	2775,08	-0,09	-21,58
Londres FT 100	1890,71	+0,04	+19,45
Milan MIB 30	1118	+0,27	+20,08
Francfort Dax 30	2815,31	+0,58	+24,90
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	1548,61	+0,25	+4,24
Madrid Ibez 35	307,49	+0,82	+24,16
Amsterdam CSE	421,70	+1,10	+31,16

Tirage du Monde daté mercredi 27 novembre 1996 : 486 457 exemplaires

RAFAL

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 10 - Tel: 43.87.34.84

01 43 87 34 84
01 43 87 34 84
01 43 87 34 84
01 43 87 34 84

CANAL+ REMPORTE UN EMMY AWARD INTERNATIONAL AVEC "LE PELICAN DE RAMZAN LE ROUGE". AVEC UN SUJET PAREIL C'ETAIT FORCEMENT DANS LA POCHE...

CANAL+ VIENT D'OBTENIR LE EMMY AWARD INTERNATIONAL DANS LA CATEGORIE DOCUMENTAIRE AVEC LE FILM "LE PELICAN DE RAMZAN LE ROUGE" PROGRAMME COPRODUIT PAR CANAL+ AVEC FREDERIC FOUGEA ET LA SOCIETE BOREALES ET REALISE PAR JEROME CECIL AUFFRET. CE FILM SERA REDIFFUSE PAR CANAL+ LE 23 DECEMBRE A 15 H 10.

Pendant qu'on regarde CANAL+ au moins on n'est pas devant la télé.